

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX**

**Date de Publication : 03/12/2020**

**N° : 2020/187**

# **SOMMAIRE**

 **Délibérations du Conseil du 8 octobre 2020**

page 3

 **Délibérations du Conseil du 16 novembre 2020**

page 138

Les Délibérations  
Conseil du 8 octobre 2020

# Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020

## Institution

### 2020\_CT2\_128

#### Election d'un Vice-président

Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2020\_CT2\_023 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 juillet 2020, et, conformément à l'article L5218-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à l'élection des Vice-présidents.

Monsieur Philippe ARDHUIN faisait parti des 15 Vice-présidents élus au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, mais suite à son élection au Bureau de la Métropole le 31 juillet 2020, il a donné sa démission de son poste de Vice-président du Territoire à la date du 31 juillet 2020, il est donc nécessaire de le remplacer.

Il est exposé qu'en vertu des articles L5211-2, L2122-4 et L2122-7 du CGCT, les Vice-présidents sont élus au scrutin secret à la majorité absolue parmi les membres du Conseil de Territoire. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu. Ce mode de scrutin, individuel, exclut toute obligation de parité.

A cette fin, il convient de procéder à l'élection d'un Vice-président.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-4, L2122-7, L5211-2, L5218-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2020\_CT2\_023 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 juillet 2020, relative à l'élection des Vice-

présidents du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Délibère

#### Article unique :

Il est décidé de procéder à l'élection d'un nouveau Vice-président du Conseil de Territoire au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue.

Le Conseil de Territoire est appelé à procéder à la désignation d'un Vice-président ; le Conseil de Territoire a élu, suivant les résultats collationnés, ci-après intégralement retranscrits.

#### Scrutin unique

A déclaré candidature :

- Michel RUIZ

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	3
Suffrages exprimés	45
Majorité absolue	23
Ne prennent pas part au vote	0

A obtenu au premier tour :

- Michel RUIZ

**Monsieur Michel RUIZ est proclamé élu en qualité de Vice-président.**

### 2020\_CT2\_129

#### Approbation du Règlement Intérieur du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicable aux EPCI par renvoi de l'article L.5211-1 du même Code, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix doit adopter son Règlement Intérieur dans les six mois qui suivent l'installation de son Conseil de Territoire. Celui-ci a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement interne du Territoire du Pays d'Aix et des divers organes qui en découlent.

Il devient caduc à la fin de chaque mandat et renouvellement de Président. Aussi, il convient de

procéder à l'adoption d'un nouveau règlement intérieur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-8 et L.5211-1;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le Règlement Intérieur dans les six mois qui suivent l'installation de son Conseil de Territoire.

##### **Délibère**

##### **Article unique :**

Est approuvé le Règlement Intérieur du Territoire du Pays d'Aix joint en annexe.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2020 CT2 130**

##### **Désignation des représentants au sein des commissions thématiques du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° HN 005-8077/20/CM le Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 a délégué en vertu du II de l'article L 5218-7 du CGCT, un ensemble de compétences au territoire pour lesquelles ce dernier a souhaité organiser un processus décisionnel qui associe des commissions thématiques dans les domaines de compétences déléguées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a ainsi procédé à la création des commissions thématiques du Territoire par délibérations n°2016\_CT2\_026 du 21 avril 2016, et n° 2018\_CT2\_110 du 15 mai 2018.

Il constitue à l'occasion de son installation des Commissions organiques permanentes chargées d'étudier les questions soumises au Conseil.

Les commissions existantes sont les suivantes :

- la Commission « **développement économique, emploi et agriculture** »
- la Commission « **mobilité et infrastructures de transports** »
- la Commission « **environnement, déchets et cycle de l'eau** »
- la Commission « **habitat, urbanisme et aménagement** »
- la Commission « **culture et sports** »
- la Commission « **Ressources et moyens** »

Il peut en outre constituer des Commissions spécifiques ou des Comités Stratégiques (COSTRA) au cours de chaque séance pour l'examen d'une ou plusieurs affaires. La durée de vie de ces Commissions est dépendante du dossier à instruire. Elles prennent fin à l'aboutissement de l'étude de l'affaire et de sa réalisation.

Les Commissions comprennent 36 membres élus par le Conseil, parmi ses membres, ou parmi les conseillers municipaux, représentant chacune des communes membres, sur proposition des maires.

Un Conseiller, membre d'une Commission pourra demander à être représenté par un autre membre du Conseil.

Tout conseiller ainsi que tout conseiller municipal d'une commune membre, intéressé par l'ordre du jour d'une commission peut y assister à condition

d'en avertir auparavant le Président délégué, sur demande du maire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016\_CT2\_026 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant création des commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2016\_CT2\_038 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative à la composition des commissions thématiques ;
- La délibération n°2018\_CT2\_110 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018, relative à la modification des Commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2018\_CT2\_205 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018, relative à la désignation au sein des commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le règlement intérieur du Territoire du Pays d'Aix ;
- La liste nominative des représentants adressée par chacune des communes membres.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de désigner de nouveaux représentants des communes membres du territoire du Pays d'Aix aux commissions thématiques.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée la désignation des représentants au sein des Commissions thématiques du Territoire du Pays d'Aix.

#### **1. Choix des modalités de scrutin :**

Il est proposé de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des représentants du Territoire du Pays d'Aix au sein des commissions spécialisées.

#### **Vote sur la proposition**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire approuve à l'unanimité la proposition et décide de ne pas procéder au scrutin secret.

#### **2. Désignation des membres :**

Une liste comprenant les représentants pour les commissions spécialisées a été proposée :

**Désignation des représentants au sein des commissions thématiques du Territoire du Pays d'Aix**  
Rapport N° 01\_03

COMMUNE	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, BURLIN ET AGRICULTURE	MOBILITE ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS	ENVIRONNEMENT, DECHETS ET CYCLE DE L'EAU	HABITAT, URBANISME ET AMENAGEMENT	CULTURE ET SPORTS	RESSOURCES ET MOYENS
	REPRESENTANT	REPRESENTANT	REPRESENTANT	REPRESENTANT	REPRESENTANT	REPRESENTANT
Aix-en-Provence	Jean-François DUBOIS	Eric CHEVALIER	Julia CANOT	Jean-Louis VINCENT	Francis TAILLAN	Gérard BRAMBOULE
Beauregard	Armand DEVERRE	Vincent VILLET	Danielle LONG	Nathalie GRIFFO	Myriam MARGAS	Patrick LAMIER
Bouc-Bel-Air	Maria GAUTIER	Thomas BERGERE	Dominique BECHE	Yann PESTUCEL	Stéphane PERRACONI	Mathieu PETRI
Cabris	Serge LEBONNARDIS	Virginie HENRI	Danielle CRUQUET	Robert ABELA	Patrice GASTORTO	Christian TARTI
Châteauneuf-les-Bains	Michel BOULAN	Michel BOULAN	Michel BOULAN	Michel BOULAN	Michel BOULAN	Michel BOULAN
Coudoux	Eric BARRET	Angélique DUPREZ	Eric BARRET	Jessica BELLANTE	Yvonne CREPY	Jean ROUX
Eggs	Renault VINCENOT	Patricia VINCENOT	Michèle GRADIANO	Benoît COLON	Marlene ANTOINE	Christian LOBELLO
Fos	Dominique CHANE	Daniel GOURAND	Dominique CHANE	Daniel GOURAND	Patrice ANDRÉAS VIGREUX	Eric BERNARDI
Gardanne	Yvonne FERRARIO	Claude DUPIN	Arlette MUREA	Jean GUSTI	Arnaud MATHIEU	Sandrine DUPOND
Grasse	Jean-Marc RABOT	Stéphane BERT	Marc LAURENT	Jean-Luc TURDO	Yvonne DELOOTZANDI	René DECONDEL
Isop	Elvire CASPER	Elvire RECHLIN	Elvire RABARDON	Anne de LARABOUR	Alain BERTHIAUD	Jacques CHENET
La Roque d'Anthéron	Stéphane BERT	Jean-Pierre BERT	Fanny VIGILANT	Philippe VIGILANT	Isabelle RICARD	Marie-Lise MORELLOTTI
Lantès	Bernard BARRON	Yvonne PERRY	Bruno BERTIN	Jean-Pierre TRELLI	Patricia TOST-BARTOLI	Jean-Jacques DECONDE
La Seyne-sur-Mer	Justine DUREY-ANDROS	Bernard CHABAUD	Bernard CHABAUD	Isabelle REYON	René DI MARIA	Jean-Denis CHOT
Le Tholonet	Alexandre BARRON	Maxime VITALIS	Vincent LANGELOU	Maxime VITALIS	Sandrine GILBERT	Pascal BRISQ
Les Pennes-Mirabeau	Grégory BOUCHET	Michel ARTEL	Marine SUSA	Michel ARTEL	Stéphane LONG	Jean-Philippe NUSSE
Meyrueis	Eric GARNIER	Gérard MOREAU	Gérard MOREAU	Pascal MAGNETTO	Marie VERON	Lucas BURLE
Meyrueis	Maureen GIRA	Claude CARACENA	Brigitte LEROU	Jean-Pascal GOURMES	Alan FERRIET	Joseph-Marie SARTIN
Mons	Anna KESSAS	Anna KESSAS	Sandrine BELARD	Gilles FEDERIGHI	Anna KESSAS	Anna KESSAS
Perpignan	Roger PELLET	Jean-Jacques DUC	Lucien GALLAND	Caroline DUPAQUER	Marie-Ange CONTE	Henri LAPIN
Peyrache	Christian BURLE	André MAURIER	Christian BURLE	André MAURIER	André MAURIER	Christian BURLE
Peyrache-en-Provence	Jean BOUTAUD	Daniel DECAIS	Christine SORREBAIS	Yvonne POUJAT	Anna-Maria FUCHS	Betty CARUCCI
Puychaux	Jean-Paul VIGIER	Henri GAUTIER	Philippe de la MONTAGNE	Patrick GUYON	Henri GAUTIER	Jean-Paul VIGIER
Régusse	Jean CLAVIER	Marcel BRUET	Henri RODRIGUEZ	Jean CLAVIER	Dominique SALDO	Jacques DEFRAN
Rosier	Jean-Louis CARAL	Évelyne DUCLOUX-MASSIEU	Thierry LEROY	Jean-Pierre WALTER	Jean-Louis CARAL	Philippe PIGNON
Saint-Ambert-sur-Isère	Claude RECHOT	Catherine DUPERRET	Christian DELAIVE	Véronique MOREL	Marie-Anne PERSONNE	Eric SANCHEZ
Saint-Cannat	Jean-Louis VIGIER	Jacques GUYON	Danielle BARBIER	Jean-Paul	Dominique GUYON	Jacques GUYON
Saint-Etienne-Jumeau	Jean-Claude PARADIAN	Marina CESARI	Jean-Claude PARADIAN	Marina CESARI	Marina CESARI	Eric PELLISSIER
Saint-Martin-Vaufray	Philippe GENTILE	Laraine MENON	Jean-Pierre JEANNE	Agès MARTIN	Emmanuelle MARTIN	Agès MARTIN
Saint-Paul-de-Suranne	Eric PLACE	Bernard COURRIAS	Alan SARRI	Bernard COURRIAS	Eric PLACE	Marine SPIZ
Silvane-Collongue	Patricia GUYON	Jean-Michel CASTAGNETTE	Marine SARRI	Liberté BALDACCINI	Jacques-Philippe MARILLAS	Anna GAGLIARDI
Trets	Sara CAPPELLETTI	Alan TRUCHERO	Laetitia DECORE	Jean-Christophe SOLA	Nelson LIMA	Caroline GAYET
Vauvenargues	Emmanuel SAUMONET	Jacques CRACCHIOLO	Laurence ADELME	Yvonne GRIFFO	Patrice THEISSON	Emmanuel SAUMONET
Ventoux	Jean-Charles FARR	Jean-Charles FARR	Nicole CORRAD	Marie DESAND	Patricia WELLEN	David THOUVENOT
Ventoux	Philippe CORRAD	Isabelle DI SOTTO	Laure GONZALEZ	Yann VIGARET	Christiane COUILLON	Philippe DEFRANCECON
Ventoux	Isabelle ROUSSEAU	Patrice LAMIER	Philippe GARDOL	Patrice MORELLO	Jean-Pierre MOREL	Daniel AMER

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Sont proclamés élus en qualité de membres des commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix :

Désignation des représentants au sein des commissions thématiques du Territoire du Pays d'Aix  
Rapport N° 01\_03

COMMUNE	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET AGRICULTURE	MOBILITE ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS	ENVIRONNEMENT, SECURITE ET CHLÉ DE L'EAU	HABITAT, URBANISME ET AMENAGEMENT	CULTURE ET SPORTS	RESSOURCES ET NATURE
REPRESENTANT	REPRESENTANT	REPRESENTANT	REPRESENTANT	REPRESENTANT	REPRESENTANT	REPRESENTANT
Aix-en-Provence	Jean-François DUBOIS	Eric CHEVALIER	Julie CARUT	Jean-Luc VINCENT	François TIGAUD	Gérard BRANCHOU
Beauregard	Armand DEMERCI	Vincent VILLETET	Danielle LONIS	Yveline GREGU	Myriam MARIAS	Philippe LAMBERT
Beau-Berain	Mathieu GOUTIER	Thomas BERGERE	Dominique BÉCHE	Jean PESTUDES	Stéphane PERRACON	Mathieu PETIT
Cabrie	Serge LEBOURGEOIS	Virginie MORAIS	Danielle CAMBARE	Robert ABELA	Pierre CAUDETTO	Christian TARTI
Châteauneuf-le-Rouge	Michel BOULAN	Michel BOULAN	Michel BOULAN	Michel BOULAN	Michel BOULAN	Michel BOULAN
Cudon	Ery BARRET	Angélique DUPREZ	Ery BARRET	Carine BELLANTE	Rosine CREPEY	José ROUX
Egville	Benoît GRADINE	Florence VINCENTI	Mathieu GRADINE	Renaud COLSON	Marlene AUSTINE	Christian LOBBLOD
Foncu	Dominique CHAIRE	Daniel GOURAND	Dominique CHAIRE	Daniel GOURAND	Rena ANDRAOS VIREUX	Eric DEBARRIS
Fontvieille	Julienne FERRASSI	Cécile DUPIN	Antonia MORA	Alan GUSTO	Samuel MADALE	Sabrina DURAND
Giracque	Jean-Marc RABOT	Stéphane BRUNET	Marc LAURENT	Jean-Luc TURDO	Rosine BÉCHETAND	Rena DECOMME
Jacque	Elyse CAMPER	Elyse RICHEN	Oliver RADAGUTON	Arnaud de LARADOUR	Alain BERTHIAUD	Jacques CHENET
La Roque d'Anthéron	Stéphane JEAN	Jean-Pierre SERRIS	Fanny VIALAT	Philippe VERNILLET	Isabelle RICARD	Maria-Lou MOHEDOTTI
Lantès	Bernard RABOND	Lucie PERRY	Brigitte BRUNET	Lucie RENAULT	Patricia TOST-BARTOU	Jean-Jacques BÉRONDE
Le Puy-Saint-Réparate	Julienne DUREY ANDROS	Bernard CHAMBAUD	Bernard CHAMBAUD	Patricia REDON	Nani DI MARIA	Jean-David COT
La Tour-en-Joux	Alexandra RABOT	Marina VITALE	Vincent LANGUE	Marina VITALE	Géraldine GIBERT	Pascal BRID
Les Pennes-Mirabeau	Stéphane BOUCHET	Michel AMEL	Marine SIDA	Michel AMEL	Stéphane LONIS	Jean-Philippe MESSO
Meungis	Eric GIANNEAU	Gérard MORIN	Gérard MORIN	Peggy MAGNETTO	Maria VERDU	Lucie BURLE
Mayreuil	Marine SAÏA	Cécile GARCENA	Brigitte LEROY	Jean-Pascal GOURIN	Alan PERRETTI	Joseph-Maria SARTO
Misat	Anne RESSAS	Anne RESSAS	Laetitia BELARD	Gilles FÉDERIGHI	Anne RESSAS	Anne RESSAS
Perfou	Roger PELLEN	Jean-Jacques BIA	Lucien GALLAND	Caroline DUPAGNIER	Maria-Angèle CORRE	Henri LAPON
Peyrie	Christian BURLE	André MAURIER	Christian BURLE	André MAURIER	André MAURIER	Christian BURLE
Reynolden-Provence	José BOTTARD	Daniel DECAIS	Valérie SORREBA	Yves PICHET	Anne-Marie FUCHS	Betty GAVIN
Ruysser	Jean-Paul VIDER	Henri GAUTIER	Philippe de la MONTAGNE	Frédéric GUTHRIE	Henri GAUTIER	Jean-Paul VIDER
Rognes	Luc CLAVIER	Marion BRUET	Henri RODRIGUEZ	Luc CLAVIER	Dominique GAZD	Jacques DEFRAN
Roussin	Jean-Louis CARAL	Thierry LEROY	Thierry LEROY	Jean-Pierre WALTER	Jean-Louis CARAL	Philippe PIGNON
Saint-Antonin-sur-Bayon	Cécile RECHUT	Catherine DUPPESSEY	Christian DELAÏT	Marion MICHEL	Maria-Alice PÉRONNE	Eric SANCHEZ
Saint-Carnat	José LÉRY-VALENTI	Jacky GÉRARD	Danielle BARBER	Fred FACHON	Dominique CANON	Jacky GÉRARD
Saint-Estève-Janson	Jean-Claude PARADIAN	Marlene CÉSARI	Jean-Claude PARADIAN	Marlene CÉSARI	Marlene CÉSARI	Eric PHILIPPE
Saint-Marc-Jaumegarde	François GEMOYET	Laurence RENON	Jean-Pierre JEANNE	Régis MARTIN	Emmanuelle MARTIN	Régis MARTIN
Saint-Paul-des-Bains	Elyse PLACE	Bernard COURRAUD	Alan DAVARY	Renaud BUCHANOT	Elyse PLACE	Marine SPREZ
Saint-Rémy	Stéphane GALLAGHER	Jean-Michel CASTAGNET	Marine SPREZ	Leonard BALDWIN	Stéphane GALLAGHER	Anne GALLAGHER
Trois	Sarah CASTAGNET	Juliette BRUNO	Juliette BRUNO	Jean-Christophe SIDA	Nathalie SIDA	Christophe CASTAGNET
Vaucluse	Emmanuel DUMONTEY	Jacques CHACON	Laurence ABELINE	Yves GRASSE	Nathalie THÉRON	Emmanuel DUMONTEY
Ventoux	Stéphane TONARDIER	Jean-Charles FARRÉ	Arnaud CONRAD	Maria DEBARD	Françoise WELER	Stéphane TONARDIER
Ventoux	Thérèse GONNARD	Stéphane DI SOTTO	Sandra GONNARD	Fanny VILLETET	Christiane GONNARD	Philippe DEFRANCE
Vitrolles	Isabelle VIREUX	Fatima LEBERT	Philippe GARDOL	Patricia VIREUX	Jean-Pierre MICHEL	Daniel AMAR

#### 2020 CT12 131

### **Renouvellement du Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix dans le cadre du nouveau Conseil de Développement métropolitain**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### Préambule :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles introduit l'article L5218-10 du CGCT qui prévoit la création d'un Conseil de développement de la Métropole Aix-Marseille-

Provence, supprimant de fait les conseils de développement de chaque territoire.

Le Conseil de Développement métropolitain se définit comme l'organe consultatif représentant la société civile du territoire métropolitain qui réunit les représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs. Les modalités de sa création ont été soumises et votées au Conseil de la Métropole, le 15 décembre 2016.

A l'occasion de la nouvelle mandature, celles-ci doivent être renouvelées et soumises au vote des conseillers métropolitains. Les règles relatives à sa composition et son fonctionnement doivent être



détaillées dans un règlement intérieur, annexé au rapport présenté aux élus.

Dans la perspective de ce renouvellement, prévu à l'ordre du jour d'une prochaine séance du Conseil de la Métropole, il est proposé au conseil de Territoire du Pays d'Aix de se prononcer ce jour sur la reconduction du Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix (CCSCPA) pour la mandature 2020-2026.

Il s'agit pour le Territoire du Pays d'Aix de définir pour le CCSCPA ses nouveaux objectifs, son rôle, sa composition et sa future relation avec le Conseil de Développement métropolitain. Cette perspective nous incite à proposer aujourd'hui au Conseil de Territoire du Pays d'Aix la délibération suivante :

#### **Renouvellement du Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix :**

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix entend réaffirmer son attachement à l'expression permanente des citoyens de son territoire, et son soutien aux réflexions menées par la société civile du Pays d'Aix depuis 2001.

La démarche proposée par le Conseil consultatif s'inscrit, dès l'origine, dans, la continuité de la réflexion menée par le Conseil de Développement du Pays d'Aix au sein de l'ancienne Communauté d'agglomération du Pays d'Aix et dont les travaux ont largement contribué à apporter aux élus les éclairages indispensables pour assurer les décisions politiques déterminantes pour le développement du territoire.

Il rappelle :

- que leurs représentants ont travaillé pendant trois ans, préalablement à l'installation de la Métropole, dans un souci de convergence de leurs sujets de réflexion sur les dossiers structurants de notre territoire dans le cadre d'une logique métropolitaine, au sein d'une démarche partenariale.

- qu'ils ont contribué ensuite, dans le cadre du conseil consultatif de la société civile, à l'écriture de plusieurs avis sur saisine du Président du territoire et sur auto-saisine (« Fusion avec le département, quelle métropole souhaitée ? » « Avis sur le projet métropolitain », « 50 propositions pour rêver l'avenir », « Tous égaux, tous différents... ») et l'organisation d'un colloque sur l'opportunité du projet de Loi 3D.

Le Territoire du Pays d'Aix a soutenu l'ensemble de ces réflexions.

La Société Civile du Pays d'Aix estime nécessaire et incontournable, dans le contexte métropolitain tel qu'il s'impose à lui, de garantir la participation et l'implication des citoyens pour qu'ils continuent à se prononcer sur les grands enjeux métropolitains déterminants pour le devenir de leur territoire et de la Métropole.

Leur expression apparaît d'autant plus nécessaire aujourd'hui, à la lumière des différentes crises,

sanitaire, écologique et représentative, auxquelles sont soumis le territoire et le pays. Celle-ci doit se faire au bon niveau dans le respect d'une intercommunalité territoriale de proximité et d'un dialogue interne à une métropole stratégique de projets.

Le Conseil de territoire décide donc de solliciter le renouvellement du Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix (CCSCPA). Il y associera les représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs dans le but d'enrichir, par la concertation et le débat, la réflexion sur les enjeux du Territoire et donc métropolitains.

Celui-ci prendra la forme d'une assemblée de 58 membres, soumise à un règlement intérieur approuvé lors de la séance plénière d'installation du Conseil consultatif.

La relation entre le Conseil de Développement métropolitain et le Conseil représentatif de la société civile du Pays d'Aix sera assurée par la mise en place d'un « comité de liaison » composé de membres du conseil consultatif - dont le nombre sera déterminé ultérieurement - appelés à siéger au sein des deux instances.

Par ailleurs, il revient au Conseil de Territoire de valider la composition du CCSCPA, proposée en annexe du présent rapport, et au Président du Conseil de Territoire, de désigner son Président.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

#### **Où il rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt et l'importance de la participation de la société civile à la réflexion sur les enjeux du territoire et donc métropolitains.
- La volonté du Territoire du Pays d'Aix de faire du CCSCPA l'organe privilégié de concertation sur le territoire et son porte-

parole au Conseil de Développement  
métropolitain.

## Délibère

### Article 1 :

Est renouvelé le Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix.

### Article 2 :

Est approuvé le principe de soumettre au conseil consultatif de la société civile du Pays d'Aix l'approbation du Règlement Intérieur qui devra détailler les modalités d'organisation et de fonctionnement du CCSCPA.

### Article 3 :

Le Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix se compose de 58 membres au total (liste annexée à la présente délibération). Une partie d'entre eux, désignés par le président du Territoire seront appelés à siéger conjointement au Conseil de développement métropolitain et constituera un comité de liaison chargé d'assurer le lien.

### Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Une liste des membres du Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix a été proposée :

Djamal ACHOUR	Tania GUILLEMOT
Patricia ALLOIN-AUBANEL	Bernard GYSSELS
Patrice AUZET	Robert HERRENSCHMIDT
Jacky AYACHE	Louis ISNARDON
Magali BAILLEUL	Anne JEGAT
Michèle BARRAL	Philippe LALEVÉE
Dominique BECKER	Alain LAURENCE
Alain BELDRAMME	Patricia MARCELLET
Jean BONNIER	Jean-Claude MARCELLET
Michel BOYER	Jean-Pierre MARTIN
Naïma BRIDJ	Ludivine MAURER
Jean-Claude BRUGERON	Patrick MERCIER
Jean-Pierre CHICHE	Michel MEZAN de MALART
Christophe CHOQUEL	Fadila MIDOUN
Françoise COLARD	Stéphane MONMAGNON
Alain CORTES	Laurence PAGANELLI
Raphaël de SACCO	Jean-Louis PAYRI
Jacques DESIDERI	Gérard PELISSIÉ
Michel DETILLEUX	Sylvie PIACITELLI
Lamia DITHURBIDE	Denis POULAIN
Michel DUCLOS	Jean-Pierre POUSSIN
Nathalie ESCOFFIER	Jean-Claude REBOULIN
Christine FABRE	Dominique SASSOON
Maurice FARINE	Paul SERRE
Christian FERRATO	Tony SESSINE
Emmanuel GAILLARD	Jean-Luc SIDOINE
Jean-Pierre GOLLIN	Catherine SILVESTRE
Jean-Marie GORSE	Benoît THIBAUDAU
Laure-Hélène GOUFFRAN	Brigitte VIGOUROUX

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Sont proclamés membres du Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix :

Djamal ACHOUR	Tania GUILLEMOT
Patricia ALLOIN-AUBANEL	Bernard GYSSELS
Patrice AUZET	Robert HERRENSCHMIDT
Jacky AYACHE	Louis ISNARDON
Magali BAILLEUL	Anne JEGAT
Michèle BARRAL	Philippe LALEVÉE
Dominique BECKER	Alain LAURENCE
Alain BELDRAMME	Patricia MARCELLET
Jean BONNIER	Jean-Claude MARCELLET
Michel BOYER	Jean-Pierre MARTIN
Naïma BRIDJ	Ludivine MAURER
Jean-Claude BRUGERON	Patrick MERCIER
Jean-Pierre CHICHE	Michel MEZAN de MALARTIC
Christophe CHOQUEL	Fadila MIDOUN
Françoise COLARD	Stéphane MONMAGNON
Alain CORTES	Laurence PAGANELLI
Raphaël de SACCO	Jean-Louis PAYRI
Jacques DESIDERI	Gérard PELISSIÉ
Michel DETILLEUX	Sylvie PIACITELLI
Lamia DITHURBIDE	Denis POULAIN
Michel DUCLOS	Jean-Pierre POUSSIN
Nathalie ESCOFFIER	Jean-Luc SIDOINE
Christine FABRE	Catherine SILVESTRE
Maurice FARINE	Benoît THIBAUDAU
Christian FERRATO	Brigitte VIGOUROUX
Emmanuel GAILLARD	
Jean-Pierre GOLLIN	
Jean-Marie GORSE	
Laure-Hélène GOUFFRAN	

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Politique culturelle et sportive - Sports

### 2020 CT2 132

#### PRODAS 2020 - Attribution de subventions pour l'organisation d'animations sportives - Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodas a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodas a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education Par le Sport (APELS) de Provence Alpes Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport.

Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner à 100% les projets d'actions proposés par les associations du territoire.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les 23 subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 119.080 €.

Il convient de rappeler que les associations Centre International des Arts en Mouvement (CIAM) et Ensemble pour les Jeunes du 13 (EJ 13) ont déjà bénéficié en 2020 de subventions dans le cadre des actions culturelles et du dispositif Prodas telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Association	Gulchet Unique 2020	Actions	Direction / Dispositif	Conseil de Territoire / Délibération	BP 2020	Subvention 2020	Total
CIAM	00552	Festival Jours et Nuits	Culture	12 décembre 2019 n°2019_CT2_728	430.000 €	150.000 €	250.000 €
CIAM	00551	Fonctionnement général	Culture	12 décembre 2019 n°2019_CT2_728	1.124.051	100.000 €	
EJ 13	00525	Fête du sport	Sport / Prodas	12 décembre 2019 n°2019_CT2_724	10.000 €	10.000 €	16.000 €
EJ 13	00526	Animations sportives	Sport / Prodas	12 décembre 2019 n°2019_CT2_724	6.000 €	6.000 €	

Compte tenu des subventions proposées en annexe du présent rapport, cela porte la totalité des subventions attribuées en 2020 à 254.500 € pour le CIAM et à 28.000 € pour EJ 13.

A ce titre, une convention d'objectifs entre chacune de ces deux associations et le Territoire du Pays d'Aix permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ce club.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération sera exécutoire et le solde de 20% sera versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association.

L'article 58.4 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au

montant initialement prévu, la subvention attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°2019\_CT2\_724 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à l'attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du dispositif Prodass ;
- La délibération n°2019\_CT2\_728 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à l'attribution de subventions de fonctionnement aux grands opérateurs culturels ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 23 septembre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le dispositif sportif, éducatif et social PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives) répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV ( quartier prioritaire ville)

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont attribuées vingt-trois subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 119.080 €.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Centre International des Arts en Mouvement».

##### **Article 3 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Ensemble pour les jeunes du 13».

##### **Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**



## **2020 CT2 133**

### **Soutien au sport de haut niveau 2020 – Attribution d'une subvention exceptionnelle au Pays d'Aix Natation (Water-Polo) - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix puis la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

Le Pays d'Aix Natation est un des clubs phares de sports collectif (water-polo) et individuel (natation synchronisée) soutenus depuis plus de dix ans par le Pays d'Aix.

A ce titre, le club Pays d'Aix Natation a bénéficié en 2020 de subventions de fonctionnement pour ses sections water-polo et natation synchronisée au titre de la saison sportive 2019/2020 telles que rappelées dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2020)	BP 2019/2020	Subvention sollicitée 2020	Subv n-1	Conseil Territoire	Subvention attribuée 2020	Conven- tion
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00028)	1.977.500 €	215.000 €	175.000 €	CT 12/12/19 Délibération n°2019_CT2_722	175.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Natation synchronisée (GU n°00029)	1.977.500 €	73.000 €	74.000 €	CT 12/12/19 Délibération n°2019_CT2_722	73.000 €	Oui

Au regard des résultats sportifs de sa section water-polo pour la saison 2019/2020 mais également de charges exceptionnelles de fonctionnement prévues lors de la saison sportive 2020/2021 correspondant à sa qualification en Ligue des Champions qui se déroulera du 22 au 24 octobre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix souhaite attribuer au Pays d'Aix Natation une aide supplémentaire de fonctionnement en 2020.

Ainsi, le Territoire du Pays d'Aix souhaite soutenir ce club par l'attribution d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement comme définie dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2020)	BP 2020/2021	Subvention sollicitée 2020	Conseil Territoire	Subvention proposée 2020	Convention
Pays d'Aix Natation (GU n°01439)	1.612.500 €	21.000 €	CT du 08/10/2020	21.000 €	Oui
TOTAL				21.000 €	

Ce qui porte la totalité des subventions allouées en 2020 au Pays d'Aix Natation à 269.000 €, comme indiqué dans la convention d'objectifs entre le club

et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix annexée au présent rapport qui permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ce club.

L'article 58.4 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2019\_CT2\_722 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du soutien au sport de haut niveau 2020 ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 23 septembre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Le dispositif de soutien au sport de haut niveau collectif, les résultats du Pays d'Aix Natation section water-polo lors de la saison sportive 2019/2020 et ses charges exceptionnelles de fonctionnement lors de la saison sportive 2020/2021.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle de 21.000 € au Pays d'Aix Natation pour le fonctionnement de sa section water-polo dans le cadre du dispositif de soutien au sport de haut niveau (GU n°01439).

### Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Pays d'Aix Natation».

### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement : Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

### 2020 CT2 134

**Équipements sportifs - Complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis - Approbation de la reconduction de la convention de gestion**

## entre le Territoire du Pays d'Aix et la commune de Pertuis

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

### Exposé des motifs :

La délibération n°2015\_A225 du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 a déclaré d'intérêt communautaire le complexe sportif et de loisirs du Farigoulier situé à Pertuis.

Ce site est devenu métropolitain au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et géré par le Pays d'Aix.

La prise en compte de ce complexe par le Pays d'Aix a pour objectif son développement par la modernisation des équipements existants et la réalisation d'aménagements nouveaux afin de le positionner en tant qu'équipement touristique et sportif majeur au niveau du Val de Durance en particulier et du Pays d'Aix en général.

Le complexe du Farigoulier présente les intérêts suivants :

- sportif, en permettant de faire coexister des pratiques individuelles libres, à tout âge, des pratiques familiales sur un seul et même site dans des conditions de confort et de sécurité optimales et des pratiques de type fédéral en compétition ou entraînement ;
- touristique et culturel, avec l'organisation de manifestations de grande jauge en plein air ;
- familial, en offrant dans un cadre naturel paisible et agréable une aire de pique-nique aménagée ainsi qu'une aire de jeux pour enfants.

Au moment de la déclaration d'intérêt communautaire de ce site en octobre 2015, le Pays d'Aix n'était pas en mesure d'assurer matériellement la gestion et l'entretien courant de ce site dans sa configuration actuelle et devait achever l'étude de l'organisation fonctionnelle qu'elle retiendra (les personnels, le mode de gestion...).

En conséquence et afin d'assurer le fonctionnement quotidien et la continuité du service au public pendant cette période transitoire, il est apparu opportun de confier à la ville de Pertuis la gestion de ce site dans l'attente que l'intercommunalité soit en mesure de l'assumer dans de bonnes conditions.

Le Bureau communautaire du 26 novembre 2015 a donc approuvé une convention de gestion provisoire au profit de la commune de Pertuis pour la période 2016/2017. Cette convention a été reconduite ensuite par le Bureau du 17 octobre 2017

(délibération 2017\_CT2\_446). Par le biais de ces deux conventions de gestion provisoire, il était donc confié à la commune de Pertuis, la gestion et l'entretien de ce complexe et plus particulièrement :

- l'entretien des voiries et du complexe ;
- la gestion des associations présentes sur site ;
- la surveillance et la sécurité du site et des installations ;
- la gestion des fluides et assurances ;
- la gestion des personnels ;
- et toute autre question relative à ce site.

Il convient de noter que les personnels actuellement affectés à la gestion, l'entretien, la surveillance et plus généralement au fonctionnement de ce complexe, devront continuer à y être affectés pendant toute la durée de la convention de gestion provisoire à la ville de Pertuis.

Les coûts de gestion supportés par la commune dans le cadre de la convention de gestion, lui seront remboursés par le Pays d'Aix à chaque fin d'année calendaire, sur la base de l'évaluation de la CLETC (Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges) qui aura été approuvée par les deux parties. A l'issue de la convention de gestion, un état des dépenses engagées par la commune pour assurer cette mission sera produit afin de procéder à un éventuel ajustement au vu du réalisé.

La dernière convention prendra fin au 31 décembre 2020.

Il apparaît qu'à l'approche de son terme, le Pays d'Aix n'est toujours pas en capacité d'assumer la gestion quotidienne de ce site.

De plus, ce site fait l'objet d'un projet de développement qui est géré par la commune de Pertuis via une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage.

En conséquence, dans un souci de garantir à la fois une continuité de la gestion (associations, entretien, événements...) et de conserver une cohérence d'unité entre l'entité gestionnaire et celle qui porte le projet de développement, il est proposé de reconduire une convention de gestion temporaire de ce site au profit de la commune de Pertuis pour la période 2021/2023.

Cette convention reprend les modalités de la précédente et permettra après son terme, d'envisager une reprise de la gestion par la métropole alors que le projet de développement aura été mené à bien et que les services et moyens métropolitains auront pu se mettre en place.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après.

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A225 du Conseil communautaire du 8 octobre 2015 déclarant le complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis d'intérêt communautaire ;
- Les délibérations n°2015\_B645 et 2017\_CT2\_446 approuvant les deux dernières conventions ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 23 septembre 2020.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion provisoire du complexe de sport et loisirs du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis pour la période 2021/2023.

#### **Article 2 :**

L'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions contractuelles est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les documents y afférents.

### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 135**

**Exonération des loyers des snacks/buvettes des équipements aquatiques pour la période estivale 2020 suites aux restrictions de FMI consécutives aux mesures anti-COVID 19**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID 19, le ministère des sports a préconisé un certain nombre de restrictions aux établissements sportifs :

- Une limitation de la Fréquentation Maximale autorisée pour chaque établissement, la réduisant en moyenne à la moitié, voire au quart dans certains cas, de ses niveaux habituels ;
- L'organisation de séances courtes pour pouvoir assurer des désinfections régulières (pas de journée continue ou de longues sessions d'ouverture).
- Des usages handicapant le fonctionnement normal (casiers consignes condamnés par exemple) ;
- Des configurations contraintes (marquages au sol, distances de sécurité sanitaire, queue à l'extérieur du bâtiment...).

La présente délibération est destinée à traiter certaines conséquences des mesures de restriction à la fréquentation des Établissements Recevant du Public (ERP) pour les opérateurs économiques exerçant leur activité au sein des piscines du Pays d'Aix.

Dans ce contexte, la Direction des Équipements Aquatiques du Territoire du Pays d'Aix dispose dans plusieurs piscines de snacks/buvettes pour satisfaire la clientèle estivale.

Les établissements concernés sont :

- Vitrolles Alex Jany
- Trets

- Pertuis Durance Luberon

Ces établissements disposent d'un snack/buvette fonctionnant pendant toute la durée de l'ouverture estivale soit de juin à fin août.

Les exploitants de ces snacks/buvettes sont titulaires de conventions d'exploitation pluriannuelles.

Ces conventions types validées lors de la délibération 2014\_B\_402 du Bureau Communautaire du 06 novembre 2014, ne font pas état de modalités d'indemnisation en cas de sous-exploitation ou de fermeture par décision unilatérale de la collectivité visant à réduire la fréquentation et les horaires de fonctionnement des établissements.

Néanmoins, les conditions d'exploitation de ces prestations de bouche dans le cadre des restrictions pour lutter contre la propagation de la COVID-19, démontrent que leur chiffre d'affaire prévisionnel ne couvre pas les frais de fonctionnement. Avec de telles conditions d'exploitation, le modèle économique déjà fragile habituellement, n'est plus tenable.

Au vu de ce constat, l'ensemble des exploitants ont pris la décision de ne pas ouvrir leur activité cet été avec ces restrictions. Ces fermetures entraînent de facto une perte d'activité et donc de revenus pour ces exploitants qui ne pourront pas réaliser les chiffres d'affaires habituellement constatés.

Afin de ne pas pénaliser ces entreprises au vu des difficultés créées par la pandémie, le Territoire du Pays d'Aix propose d'exonérer ces exploitants du paiement des loyers au titre du droit d'occupation 2020 et pour une période équivalente à trois mois.

Les mois, pour lesquels l'exonération est proposée, sont les mois de juin, juillet et août 2020.

La perte financière représente un montant total de 5 350 € (cinq mille trois cent cinquante euros) répartis de la façon suivante :

- Vitrolles Alex Jany : 100+750+750
- Trets : 500+500+500
- Pertuis Durance Luberon : 750+750+750

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014\_B 402 du Bureau communautaire de la CPA du 06 novembre 2014 validant les conventions types ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 23 septembre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La fermeture des établissements de restauration sur les piscines de Trets, Vitrolles et Pertuis durant toute l'ouverture estivale

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'exonération du versement des loyers des mois de juin, juillet, août 2020. En conséquence, l'absence de ces loyers ne sera pas perçue dans les recettes des établissements aquatiques pour l'année 2020 pour un montant total de 5 350 € (cinq mille trois cent cinquante euros).

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 136**

**Approbation d'un avenant n°2 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Par la délibération n°2019\_CT2\_347, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 a adopté une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby pour les trois saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022.

La dite convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de la SASP Provence Rugby afin de permettre à son équipe professionnelle d'évoluer en championnat de France de Pro D2 (2ème division nationale).

Dans le cadre de ses activités professionnelles, la SASP Provence Rugby est co-organisateur avec l'European Professional Club Rugby (EPCR) de la finale de la Champion Cup qui opposera le Racing Club Toulonnais (RCT) au Bristol Bears le vendredi 16 octobre 2020 au stade Maurice David.

A ce titre, la SASP Provence Rugby souhaite pouvoir utiliser le stade dans les mêmes conditions que lors des rencontres programmées de l'équipe professionnelle de ProD2 : terrain, vestiaires, réceptifs notamment.

Recevoir le match de finale de la Challenge Cup est un privilège qui s'inscrit dans la continuité de l'accueil de l'équipe de France A en 2018 et de l'équipe U20 lors d'un match France/Italie le 7 février 2020.

Le Challenge Cup est une compétition de l'European Professional Club Rugby (EPCR) créée en 1996, une année après sa « grande sœur » La Champions Cup.

Cette compétition est conçue comme une seconde coupe d'Europe, pour permettre notamment aux clubs de première division française et anglaise non qualifiés en Champions Cup, de disputer des rencontres internationales.

L'accueil de cette compétition est également une reconnaissance forte des différentes institutions du monde du rugby, des efforts portés par le Territoire dans le cadre de la modernisation du stade Maurice David et du soutien au rugby professionnel.

Le Territoire du Pays d'Aix réaffirme son soutien au développement d'une politique sportive ambitieuse au service du plus grand nombre en autorisant, par un avenant joint au présent rapport, la SASP Provence Rugby à utiliser les installations sportives et les locaux du stade Maurice David afin d'accueillir cette rencontre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;

- La délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014\_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°2019\_CT2\_347 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à l'approbation d'une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby pour les saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 ;
- La délibération n°2019\_CT2\_725 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à l'approbation d'un avenant à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 23 septembre 2020.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby, jointe en annexe du présent rapport, pour accueillir le match de finale de la Challenge Cup qui opposera le Racing Club Toulonnais au Bristol Bears le 16 octobre 2020, sans incidence financière.

## Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Ressources - Finances

### 2020 CT2 137

**AVIS - Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à

l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les propositions d'affectation de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2019		Résultats de clôture Fonctionnement 2019	Résultats de clôture d'investissement 2019	Restes à Réaliser en Recettes 2019	Résultats cumulés Investissement 2019	Part affectée à l'investissement 2020	Solde maintenu en section de Fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
AMENAGEMENT	273 012,84	744 043,95	273 012,84	1 257 101,07	0,00	1 257 101,07		273 012,84
ELIMINATION DES DECHETS	6 317 028,86	1 196 928,74	17 498 428,06	2 351 463,51	0,00	2 351 463,51	14 295 185,06	3 203 243,00
ASSAINISSEMENT EN DELEGATION	3 982 808,34	-4 944 404,58	7 935 084,49	-6 598 763,44	0,00	-6 598 763,44	6 598 763,44	1 336 321,05
EAU EN DELEGATION	1 963 870,70	-546 294,03	4 441 337,52	-2 339 717,48	0,00	-2 339 717,48	2 339 717,48	2 101 620,04

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes « Elimination des Déchets », « Assainissement en délégation » et « Eau en délégation » comme suit :

### **Budget Annexe « Elimination des Déchets » :**

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 17 498 428,06 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un excédent de 2 351 463,51 euros.

Il est proposé d'affecter 14 295 185,06 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 17 498 428,06 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 3 203 243 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 2 351 463,51 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

**Budget Annexe « Assainissement en délégation » :**

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 7 935 084,49 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 6 598 763,44 euros.

Il est proposé d'affecter 6 598 763,44 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 7 935 084,49 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 1 336 321,05 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 6 598 763,44 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

**Budget Annexe « Eau en délégation » :**

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation est de 4 441 337,52 euros.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un déficit de 2 339 717,48 euros.

Il est proposé d'affecter 2 339 717,48 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 4 441 337,52 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2020 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 2 101 620,04 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recettes.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 2 339 717,48 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en dépenses.

**Article 2 :**

Sont approuvés comme suit les résultats de l'exercice 2019 pour le budget annexe des Opérations d'aménagement :

**Budget Annexe « Aménagement » :**

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 273 012,84 euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 1 257 101,07 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 138**

**AVIS - Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2020 du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• Budget Annexe Aménagement :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	873 012,84 €	873 012,84 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	600 000,00 €	600 000,00 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• Budget Annexe Traitement des déchets :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	3 203 243,00 €	3 203 243,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	14 589 585,00 €	14 589 585,00 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• Budget Annexe Assainissement en délégation :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	3 627 675,00 €	3 627 675,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	8 832 190,57 €	8 832 190,57 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

• Budget Annexe Eau en délégation :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	2 971 122,00 €	2 971 122,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	3 151 302,48 €	3 151 302,48 €

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 019-7675/19 CM en date du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération FBPA 021-8293/20/CM en date du 31 juillet 2020 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2019 des Budgets Annexes Aménagement, Traitement des déchets, Assainissement en délégation et Eau en délégation du Territoire du Pays d'Aix aux Budgets Supplémentaires.

**Article 2 :**

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 des Budgets Annexes Aménagement, Traitement des déchets, Assainissement en délégation et Eau en délégation du Territoire du Pays d'Aix, tels que présentés et annexés.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 139**

**AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération CEREGE (aide à l'acquisition d'outils analytiques) sur le Technopôle de l'Arbois et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Arbois a pour vocation d'accompagner le développement d'innovations environnementales permettant de mieux comprendre l'impact de l'activité de l'Homme sur la planète et essayer d'y remédier.

Dans ce sens, il contribue au développement des start-up proposant des solutions innovantes, mais également de projets R&D soutenus par la recherche publique.

Cette recherche publique, présente sur le Technopôle, fondamentale ou appliquée, jouit d'une



reconnaissance mondiale dans le secteur des sciences de l'environnement.

Le fleuron de cette recherche publique sur le technopôle de l'Arbois est le laboratoire CEREGE, unité mixte de recherche comprenant près de 200 enseignants-chercheurs et travaillant sur les géosciences de l'environnement.

L'opération se décompose par le financement de 2 projets :

- L'acquisition d'outils de mesure pour permettre l'amélioration du traitement des analyses de l'accélérateur de particules Asterisques.
- L'acquisition d'outils analytiques dont les spécificités permettront d'étudier le comportement du carbone 14 dans le temps et l'absorption par les milieux naturels comme l'océan.

Dans le cadre de sa politique d'actions en matière de nouvelles technologies et d'enseignement supérieur, la Métropole Aix-Marseille Provence entend soutenir les études et les travaux menés par le laboratoire du CEREGE et notamment sa plateforme expérimentale « Magnétisme, Matériaux et Géophysique de terrain (MMGT).

Cette plateforme vient d'être créée, en continuation et extension du laboratoire de Magnétisme des Roches implantés sur le Technopôle de l'Arbois depuis 1995 dans le bâtiment appelé « Chalet ».

Les 2 magnétomètres de ce laboratoire étant vétustes, il convient de les remplacer.

La Direction du Technopôle de l'Arbois souhaite réviser son opération afin de pouvoir verser une subvention d'investissement au CEREGE représentant 40% du montant prévisionnel de l'acquisition d'un magnétomètre.

Pour ces raisons il convient d'augmenter l'opération de + 96 000 euros passant ainsi le montant de l'opération de 160 000 euros T.T.C. à 256 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° ECO014-5090/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création de l'opération d'investissement Technopole de l'Arbois CEREGE (aide à l'acquisition 'outils analytiques) et de son affectation ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement DI9052AP CEREGE (aide à l'acquisition d'outils analytiques) Technopôle de l'Arbois.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI9052AP CEREGE (aide à l'acquisition d'outils analytiques) Technopôle de l'Arbois d'un montant de 96 000 euros TTC, portant le montant total de l'opération à 256 000 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI9052AP CEREGE (aide à l'acquisition d'outils analytiques) Technopole de l'Arbois

Déjà financé : 128 000 euros T.T.C  
CP 2020 : 96 000 euros T.T.C.  
CP non ventilé : 32 000 euros T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 140**

**AVIS - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Aides aux entreprises immobilier, PAT, ...**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'objectif de l'opération est le soutien aux projets de développement et de recrutement présentés par des entreprises du territoire, appui à l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire.

L'action du Territoire se fait par le biais de subventions d'investissement au titre d'un projet immobilier porté par une entreprise : acquisition d'un terrain + construction, acquisition de locaux d'activité, extension de locaux existants.

Il s'agit d'un dispositif récurrent et de dimension métropolitaine depuis mai 2019. Nous sommes régulièrement sollicités par des entreprises industrielles et de services à l'industrie qui investissent dans leurs locaux d'activité. Compte-tenu du nombre de demandes actuellement en instruction et susceptibles d'être validées avant fin 2020, il est nécessaire de revoir l'opération à la hausse.

L'opération d'investissement Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) d'un montant initial de 2 300 000 euros T.T.C. doit être augmentée de + 700 000 euros T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération à 3 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO006-6398/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole portant approbation de la révision de l'opération d'investissement Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) et de son affectation ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement DI378AP Aide aux entreprises (immobilier, PAT, ...).
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées, la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI378AP Aide aux entreprises (immobilier, PAT, ...) d'un montant de 700 000 euros T.T.C., portant le montant total de l'opération à 3 000 000 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement qui s'établit comme suit :

Déjà financé : 1 207 116,50 euros T.T.C.  
CP 2020 : 850 000 euros T.T.C. CP 2021 : 850 468,50 euros T.T.C.  
CP non ventilé : 92 415 euros T.T.C.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 141**

**AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement du Parking du Club Hippique à Aix-en-Provence et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération 2015\_A309 du 17 décembre 2015, le Conseil de communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général de l'opération de création d'un parc relais, avenue du Club Hippique à Aix en Provence qui comprend notamment :

- La création d'un parking pour véhicules légers en superstructure d'environ 250 places.
- La création de deux quais de bus
- La réalisation d'un abri vélo sécurisé de 25 places
- La réalisation des voiries d'accès, cheminements piétons, éclairage et vidéo surveillance

Le montant de cette opération est estimé à 3 500 000 € HT et soit 4 200 000 TTC hors foncier.

La Métropole a entrepris des négociations foncières avec les services de la Mutualité Française PACA SSAM, propriétaire du terrain, en vue de l'acquisition d'une surface de 2 890m2 provenant de la parcelle HY86.

La valeur vénale de cette surface a été estimée par les Domaines en date du 1er juin 2018 à 348 000 € montant qui doit être porté par l'opération d'investissement Parking du Club Hippique qu'il convient de réviser en conséquence.

L'opération d'investissement Parking Club Hippique à Aix-en-Provence d'un montant initial de 4 200 000 € T.T.C. doit être augmenté de + 348 000 € T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération à 4 548 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 037-5127/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création de l'opération d'investissement Parking de persuasion Aix-en-Provence Club Hippique et de son affectation ;
- La délibération TRA 021-7338/19/BM du 19 décembre 2019 le Conseil de la Métropole a autorisé l'acquisition d'une parcelle de 2 890 m2 à Aix en Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis des Domaines en date du 1<sup>er</sup> juin 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 348 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI687 Parking Club Hippique à Aix-en-Provence.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 348 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI687 Parking Club Hippique à Aix-en-Provence.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI687 Parking Club Hippique à Aix-en-Provence pour un montant + 348 000 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de



Païement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

**DI687 Parking Club Hippique à Aix-en-Provence**

**Montant initial de l'AP : 4 200 000 € T.T.C.  
Révision de l'AP : + 348 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 4 548 000 € T.T.C**

Déjà financé : 0.00€ T.T.C  
CP 2020 (BS compris) : 500 000 € T.T.C. CP  
2021 : 500 000 € T.T.C  
CP 2022 : 3 148 000 000 € T.T.C. CP  
2023 : 400 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 142**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée Rue Hoche située 9 rue Hoche à Gardanne**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux dénommée Rue Hoche située 9 rue Hoche à Gardanne.

Portée par la SA HLM 3F Sud, l'opération d'un montant total de 4 463 823 euros est financée par un emprunt de 3 644 380 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 2 004 409 euros et de la commune de Gardanne, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 1 639 971 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107559 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 3 644 380 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux à Gardanne.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

## Délibère

### Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 644 380 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107559.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements dénommée Rue Hoche située 9 rue Hoche à Gardanne.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si

cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

### Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

### Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces  
Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2020 CT2 143

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 6 logements sociaux dénommée Rue Lemée située 31 rue Lemée à Trets**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 6 logements sociaux dénommée Rue Lemée située 31 rue Lemée à Trets.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, l'opération d'un montant total de 552 000 euros est financée par un emprunt de 444 831 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 244 657,05 euros et de la commune de Trets, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 200 173,95 euros.

La SA HLM Grand Delta Habitat a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du

règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107262 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 444 831 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de l'acquisition-amélioration de 6 logements sociaux à Trets.
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 444 831 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107262.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 6 logements dénommée Rue Lemée située 31 rue Lemée à Trets.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 144**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée Le Belmont située 2875 Route de Galice à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux dénommée Le Belmont située 2875 Route de Galice à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 3 139 665 euros est financée par un emprunt de 2 119 104 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 1 165 507,20 euros et de la commune d'Aix-en-Provence, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 953 596,80 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 105795 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 2 119 104 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux à Aix-en-Provence.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 119 104 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques

financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 105795.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 18 logements dénommée Le Belmont située 2875 Route de Galice à Aix-en-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

##### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

##### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

##### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50



Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 145**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 28 logements sociaux dénommée La Chaumière située 5 Rue Hector Berlioz à La Roque d'Anthéron**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 28 logements sociaux dénommée La Chaumière située 5 Rue Hector Berlioz à La Roque d'Anthéron.

Portée par la SA HLM Unicil, l'opération d'un montant total de 180 000 euros est financée par un emprunt de 180 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 99 000 euros et de la commune de La Roque d'Anthéron, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 81 000 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106739 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 180 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 28 logements sociaux à La Roque d'Anthéron.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 180 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106739.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 28 logements dénommée La Chaumière située 5 Rue Hector Berlioz à La Roque d'Anthéron.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 146**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 16 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Montauray située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Montauray située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

Portée par la SA HLM Unicil, l'opération d'un montant total de 2 903 805 euros est financée par un emprunt de 2 171 134 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de

45 %, soit 977 010,30 euros et de la commune de Bouc-Bel-Air, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 1 194 123,70 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106789 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 2 171 134 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements collectifs locatifs sociaux à Bouc-Bel-Air.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 171 134 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106789.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 16 logements sociaux dénommée Montauray située Avenue des Noyers à Bouc-Bel-Air.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont



exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 147**

**AVIS - Réitération d'une garantie d'emprunt à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour le financement de l'opération d'aménagement " Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière" à Trets**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien au développement économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence mène une intervention volontariste en termes d'accompagnement d'investissements structurants. Elle conduit à ce titre une réflexion stratégique sur les structures d'aménagement territoriales afin d'aboutir à une vision objectivée de la performance et des forces et faiblesses de l'ensemble des acteurs économiques implantés sur son territoire.

La réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC de la Burlière » a été confiée à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires le 29 septembre 2010 en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme. Cette opération a pour objectif de permettre l'implantation d'entreprises en aménageant 23 hectares au cœur de la Haute Vallée de l'Arc, en continuité des pôles d'activités industriels et technologiques existants tels que Rousset, Peynier et Fuveau.

Le contrat de concession signé le 21 octobre 2010 a fait l'objet de 2 avenants afin d'ajuster le périmètre d'aménagement et la participation du concédant. Sa durée initiale de 10 ans a également été prolongée par l'avenant n°1 pour une durée supplémentaire de 5 ans, soit 15 ans au total pour une fin au 22 octobre 2025.

Pour assurer le financement de cette opération, la SPLA Pays d'Aix Territoires a contracté en 2015 un emprunt d'un montant de 8 050 000 euros auprès de la Lyonnaise de Banque pour une durée de 5 ans. Cet emprunt, conformément à l'article 28.8 de la concession d'aménagement, a été garanti à hauteur de 80 % par la Collectivité par délibération du 12 novembre 2015. La dernière échéance du remboursement de cet emprunt est prévue le 15 octobre 2020.

Cependant, alors que pour la partie travaux, l'ensemble des 43 lots sont viabilisés et la partie commercialisation validée à 90 % avec 13 lots vendus et 26 lots en promesse de vente, la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du 8 juillet 2020 a émis un avis défavorable, ce qui compromet les ventes pour l'année 2020 et de fait le remboursement de la dernière échéance de l'emprunt contracté pour la réalisation de cette opération d'aménagement.

La SPLA Pays d'Aix Territoires a donc sollicité la Lyonnaise de Banque, qui a accepté, de proroger la durée de l'emprunt de 3 ans, soit une fin au 15 octobre 2023.

Compte tenu que ce prêt était initialement garanti, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée par la SPLA Pays d'Aix Territoires pour réitérer son engagement de garantie.

Les caractéristiques financières proposées par la Lyonnaise de Banque sont les suivantes :

- Capital restant dû : 2 950 000 euros
- Dernière échéance : 15 octobre 2023
- Taux d'intérêt : 0,96 %
- Paiement des intérêts annuels au 15 octobre de chaque année
- Frais d'établissement de l'avenant : 7 500 euros

L'obtention de cette prorogation de prêt est conditionnée par la réitération de la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 % sur toute la durée du prêt.

La SPLA Pays d'Aix Territoires a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des états financiers approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération 2010\_B432 du 29 septembre 2010 approuvant la passation d'un contrat de concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération 2013\_B532 du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n° 1 relatif à l'extension du périmètre de la concession ;
- La délibération 2015\_B353 du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n° 2 relatif à l'augmentation de la participation du concédant ;

- La délibération 2015\_A237 du 12 novembre 2015 approuvant la garantie d'emprunt d'un montant de 6 440 000 euros à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'aménagement de la « ZAC de la Burlière » à Trets ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la SPLA Pays d'Aix Territoires réalise l'opération d'aménagement « ZAC de la Burlière » à Trets.
- Que pour ce faire, il est nécessaire à la SPLA Pays d'Aix Territoires de proroger de 3 ans l'emprunt de 8 050 000 euros contracté auprès de la Lyonnaise de Banque.
- Que compte tenu de l'intérêt que présente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de proroger de 3 ans la garantie d'emprunt accordée le 12 novembre 2015 à la SPLA Pays d'Aix Territoires.
- Qu'il convient dès lors de conclure un avenant à la convention de garantie d'emprunt initiale conclue entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille Provence réitère sa garantie, à hauteur de 80 %, pour le remboursement du capital restant dû, soit 2 950 000 euros, du prêt initial d'un montant de 8 050 000 euros souscrit par la SPLA Pays d'Aix Territoires auprès de la Lyonnaise de Banque.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets.

##### **Article 2 :**

Sont approuvées les caractéristiques financières de l'avenant à contracter par la SPLA Pays d'Aix Territoires auprès de la Lyonnaise de Banque comme suit :

- Capital restant dû : 2 950 000 euros
- Dernière échéance : 15 octobre 2023
- Taux d'intérêt : 0,96 %

- Paiement des intérêts annuels au 15 octobre de chaque année
- Frais d'établissement de l'avenant : 7 500 euros

### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SPLA Pays d'Aix Territoires dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SPLA Pays d'Aix Territoires serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Lyonnaise de Banque, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

### **Article 4 :**

Est approuvée l'avenant à la convention de garantie d'emprunt ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer l'avenant au contrat de prêt qui sera passé entre la Lyonnaise de Banque et la SPLA Pays d'Aix Territoires, l'avenant à la convention de garantie d'emprunt, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 148**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux dénommée "Rue du 1er mai" située 18 rue du 1er mai à Trets**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux dénommée Rue du 1er Mai située 18 rue du 1er Mai.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, l'opération d'un montant total de 236 535 euros est financée par un emprunt de 181 144 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 99 629,20 euros et de la commune de Trets, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 81 514,80 euros.

La SA HLM Grand Delta Habitat a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107750 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 181 144 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de l'acquisition et l'amélioration de 3 logements sociaux à Trets.
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 181 144 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107750.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 3 logements dénommée Rue du 1er Mai située 18 rue du 1er Mai à Trets.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

##### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

##### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

##### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50

Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2020 CT2 149**

### **Budget Supplémentaire 2020 - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 28 novembre 2019 le Budget Primitif 2020 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Il convient aujourd'hui de préparer le Budget Supplémentaire afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement.

Le Budget Primitif est un document prévisionnel ; il est nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestion étant figées pour l'année, le financement des dépenses supplémentaires ne peut être assuré que par des suppressions de crédits antérieurement votés.

## **1 – Section de Fonctionnement**

Il convient de procéder à des ajustements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement.

Globalement les mouvements au sein des différents pôles s'équilibrent de la manière suivante :

- Développement Economique, Emploi Formation	105 000,00
- Direction Générale des Services Déléguée	-2 299,00
- Environnement	-83 438,00
- Urbanisme et Aménagement	-64 000,00
- Service à la population	18 304,00
- Déplacements et voirie	81 433,00
- Culture et Sport	-55 000,00

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

0 €

## **2 – Section d'Investissement**

Il convient de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Suite aux mesures de confinement et à la crise sanitaire beaucoup de projets ont pris du retard dans leur réalisation.

Globalement les mouvements au sein des différents pôles s'équilibrent de la manière suivante (cf détail en annexe) :

- Développement économique, emploi, innovation	-8 958 832,00
- Direction Générale des Services Déléguée	-1 400 000,00
- Environnement	-75 600,00
- Urbanisme, Aménagement	-2 483 540,00
- Déplacement, voirie	-6 282 300,00
- Culture et Sport	-342 000,00
- Bâtiments	-1 950 000,00

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

- 21 492 272 euros €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2019\_CT2\_490 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 28 novembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020



portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et moyens du 24 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Le Budget Supplémentaire pour 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix est adoptée, par nature

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

**2020 CT2 150**

**AVIS - Budget Annexe des Transports - Approbation de l'augmentation de l'opération d'investissement, Infrastructure de recharge pour véhicules électriques**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La voiture particulière est le mode de déplacement le plus utilisé pour les déplacements des habitants de la Métropole (56% en 2009). Essentiellement équipés de moteurs thermiques, les automobiles

représentent une source de pollution importante, avec des conséquences tant en termes de santé publique que de réchauffement climatique. Afin de répondre à ces enjeux, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 a fixé à 2040 la fin des ventes de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers neufs utilisant des énergies fossiles.

C'est dans cette même perspective que le Plan de Déplacement Urbain (PDU) arrêté par le Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019 prévoit le déploiement de plus de 1000 points de charge à l'horizon 2030, davantage si la demande le justifie (cet objectif est calculé sur la base d'une part de 10 % de véhicules électriques sur l'ensemble du parc automobile en 2030).

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur tout son territoire, par transfert de plein droit de la compétence communale.

Suite à ce transfert de compétence, la Métropole a souhaité lancer un programme ambitieux de déploiement des bornes. Le Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 a ainsi porté approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement IRVE. Cette opération prévoit un déploiement total de 275 bornes nouvelles (550 points de charge) avec leur infrastructure de supervision pour un montant total d'investissement de 3 millions d'euros HT.

Outre la recharge occasionnelle, le rôle de ces bornes est la réassurance des usagers ce qui favorise la prise de décision pour un équipement en véhicules électriques. Il s'agit de bornes accélérées permettant une recharge d'une heure en moyenne et présentant deux points de charge par borne. Les déploiements privilégient les centres villes, les zones touristiques, les zones commerciales et les lieux attractifs peu desservis par les transports en commun (les grands pôles générateurs de trafic comme les ZAC) avec des bornes à recharge accélérée.

Les installations de ces nouvelles bornes au sein du réseau « la recharge » se dérouleront jusqu'en 2021. Au 1er août 2020, 96 bornes sont en service et 102 bornes sont en cours de déploiement avec une mise en service planifiée d'ici la fin de l'année 2020, soit environ 400 points de charge déployée avec cette autorisation de programme fin 2020.

Suite à l'ajout d'un stickage intégral anti-tags sur les bornes ainsi que la pose de boucle de détection sur les places de stationnement sur les communes de Marseille et Aix, le coût moyen est plus élevé que prévu et il est nécessaire d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 500 000€ HT.

D'autre part, deux missions d'accompagnement seront nécessaires dans le cadre de l'opération

- Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financière visant à accompagner la Métropole dans la rédaction et la passation d'un contrat de concession IRVE
- Une mission d'étude pour la construction d'un schéma directeur IRVE : ce schéma directeur définit les priorités de l'action de la Métropole afin de parvenir à une offre de recharge suffisante (Art. L. 334-7 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ces missions nécessitent un investissement estimé à 500 000 euros environ.

Au-delà du déploiement initial de 550 points de charge qui complètent les 70 points de charge déjà existants, la Métropole devra continuer à assurer un déploiement de bornes pour répondre aux objectifs fixés au PDU.

Suite à un sourcing effectué au cours de l'été 2020, il apparaît que le territoire d'Aix-Marseille-Provence présente économiquement une attractivité pour des opérateurs souhaitant investir sur fond privé dans le domaine des IRVE publiques en voirie (déploiement et exploitation). C'est la raison pour laquelle, la Métropole souhaite lancer dès la fin de 2020 une procédure de mise en concurrence d'un futur concessionnaire de service public pour le déploiement et l'exploitation du réseau « larecharge ».

Pour cette l'opération, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financière visant à accompagner la Métropole dans la rédaction et la passation d'un contrat de concession IRVE est nécessaire.

Cette mission nécessite un investissement estimé à 350 000 euros environ.

L'opération d'investissement 2018106700, IRVE – Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques, de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics enregistrée dans l'autorisation de programme 181073TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 850 000€ HT supplémentaires. Cette révision porte le montant de l'opération 2018106700 de 3 000 000 H.T à 3 850 000€ H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- La délibération n° TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4152/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA 002-7840/19/CM du 19 décembre 2019 concernant l'Arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU).

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole est résolument engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans l'amélioration de la qualité de l'air.
- Que la mobilité électrique est l'une des réponses identifiées pour atteindre ces objectifs environnementaux et que la promotion du véhicule électrique individuel passe notamment par le déploiement de nouveaux points de recharge, objet du programme IRVE.
- Qu'il convient de procéder à l'augmentation de l'Autorisation de Programme IRVE pour un montant total de 3 850 000 euros HT selon le budget annexe des transports publics de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement y afférents aux exercices budgétaires concernés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'augmentation de l'opération d'investissement N°2018106700 « IRVE » d'un montant de 850 000 euros portant sur un montant total de 3 850 000 euros HT inscrite au budget annexe des transports publics rattachée au programme 07 Code AP 181073TP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe des transports publics – section d'investissement – opération N°2018106700 – Natures 217535 et 2315– sous politique C360 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Déjà mandaté : 349 729 euros HT

CP 2020 après BS : 1 550 000 euros HT

CP 2021 : 1 950 000 € HT (1 600 000€ pour installation et 350 000€ études)

### **Article 3 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à demander des subventions auprès de tout organisme ou collectivité susceptible d'apporter sa contribution à l'opération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 151**

**AVIS - Demande de subvention relative au financement de l'opération "Etude de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Services pour une liaison Nord Sud à Aix-en-Provence - Hauts de Brunet / Malacrida"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses infrastructures au sein de ses territoires. Certains investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, ainsi que le projet de Plan de Déplacement Urbain approuvé le 19 décembre 2019, placent

l'innovation et la complémentarité entre les modes de déplacements au cœur de leurs actions.

Avec pour objectif d'augmenter de 50 % la fréquentation des transports collectifs à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'ici 2030, celle-ci doit se doter de transports performants et attractifs, et pour ce faire, étudier des solutions alternatives pour favoriser l'usage des transports collectifs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit notamment se doter de transports performants et attractifs dans les secteurs les plus densément urbanisés de son territoire. Le Plan de Déplacement Urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit en particulier sur Aix-en-Provence 3 nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service en complément de la ligne « AixPress » mise en service en septembre 2019.

L'étude envisagée vise à compléter le maillage de la ville d'Aix-en-Provence avec une ligne de Bus à Haut Niveau de Service Nord-Sud depuis le secteur des Hauts-de-Brunet jusqu'à Malacrida.

Dans l'optique de recherche de co-financements pour la réalisation des études préalables à ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Pour rendre les territoires attractifs et compétitifs, des solutions de financement sont apportées aux projets des collectivités territoriales au travers notamment de la Banque des Territoires.

Le cofinancement octroyé par la Banque des Territoires s'inscrit dans un cadre dérogatoire à son offre d'ingénierie de droit commun et a été autorisé spécialement au regard :

- de l'importance de la thématique mobilité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- de l'objet de cette étude, qui contribue à améliorer la desserte de territoires excentrés et la solidarité territoriale au sein de la Métropole, tout en s'inscrivant dans une démarche de transition écologique du territoire métropolitain ;
- de la crise sanitaire actuelle, suite à laquelle la Banque des Territoires va mettre en œuvre un plan de relance multisectoriel, dont l'un des axes stratégiques portera sur la mobilité.

Le démarrage de cette étude est prévu au deuxième trimestre 2020. Elle se déroulera sur 8 mois.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 150 000 euros HT.



Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Caisse des dépôts et consignations/Banque des Territoires	24 %	36 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	76 %	114 000 euros
TOTAL	100 %	150 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

L'objet de la présente délibération est également d'approuver la convention de cofinancement d'étude entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les conditions et modalités financières de versement de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant délégation approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Etude de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Services pour une liaison Nord Sud à Aix-en-Provence - Hauts de Brunet / Malacrida ».
- Que dans ce cadre il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier la Caisse des

Dépôts et Consignations et d'approuver la convention de financement correspondante.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment la convention de cofinancement d'étude entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – opération 2018103700 – Nature 2031 – Sous Politique A240.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget Annexe Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 1311 – 1318 – Sous politique A240.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Mobilité - Entrées de ville et voiries communautaires

### 2020 CT2 152

#### **AVIS - Approbation d'une convention avec la commune de Peynier relative à la réalisation de certaines missions d'entretien du Parc de Persuasion de Peynier**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de favoriser l'intermodalité d'une part, et l'apaisement du centre du village d'autre part, la Métropole a réalisé un parking de 87 places environ à Peynier, avec aménagement paysager, cheminements piétons pour la liaison avec l'arrêt de bus, l'éclairage du parking, la reprise des arrêts pour les mettre en accessibilité, le réseau pluvial nécessaire à l'opération. Le site a été livré en mars 2020.

Conformément aux dispositions du I de l'article L.5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence confie, par convention avec la Commune de Peynier, la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions. Cette convention a pour objet de permettre l'entretien du Parc de Persuasion de Peynier.

Ainsi, les services municipaux seront amenés à effectuer les opérations d'entretien et de maintenance dans les domaines suivants:

- Voirie, trottoirs et accotements
- Mobilier urbain, jalonnement et vidéo
- Signalisation horizontale et verticale
- Consommation, entretien de l'éclairage
- Contrôle du bon fonctionnement des bornes de recharges de véhicule électriques
- Espaces verts, arrosage et patrimoine arboré
- Propreté urbaine
- Veille hivernale, évacuation des surfaces enneigées
- Tout autre équipement jugé nécessaire, par les deux parties, au fonctionnement

Il est proposé la signature d'une convention entre la Métropole et la commune de Peynier. La commune assurera le financement des dépenses permettant la continuité et le bon fonctionnement du service public concerné et la Métropole remboursera la commune sur la base d'un montant forfaitaire de 9 565,60 €.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, elle prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020. Elle pourra être renouvelée

tacitement chaque année sans toutefois pouvoir dépasser 5 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- République;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de procéder à l'entretien du parc de persuasion de Peynier,

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peynier relative à l'entretien des espaces du parc de persuasion, ci-annexée.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section de Fonctionnement – Sous politique C240 – Nature 6574.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 153**

**AVIS - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à réalisation du Pont de Guiramande à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, est compétente en matière d'organisation des transports sur son périmètre. A ce titre elle réalise et exploite les équipements nécessaires à l'exercice de ces missions.

Par délibération n° 2013A138 en date du 18 juillet 2013, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, a pris la décision de réaliser la construction du pont de Guiramande à Aix-en-Provence,

La réalisation du pont de Guiramande permet d'améliorer la desserte du parc relais Krypton en le reliant au chemin du Viaduc ; le parc relais Krypton (P+R) étant caractérisé par 900 places de parking et une gare routière de 8 quais et 4 emplacements de régulation pour les cars interurbains, les bus urbains dont la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS). L'ouvrage assurera également la continuité de cheminement de mode doux entre le Campus actuel situé au nord du P+R Krypton et son extension prévue au sud de l'Arc.

La réalisation de ces travaux s'effectuant, en partie, sur le domaine communal, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la ville d'Aix-en-Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour réaliser :

- La construction de l'ouvrage d'art de franchissement de l'Arc.
- Les travaux de soutènement et de chaussée pour les rampes d'accès.
- Le raccordement de l'ouvrage sur les deux rives.

- La création et le raccordement des infrastructures des modes doux ; cyclistes et piétons.
- La mise en œuvre de l'ensemble des superstructures et équipements comme notamment l'éclairage, le mobilier urbain, le réseau d'assainissement des eaux pluviales.
- Les dispositifs nécessaires pour l'intégration des réseaux de chauffage urbain, de fibre optique et d'eau potable.

Le montant de l'opération est de 5 000 000 € HT.

L'entretien du pont de Guiramande et de l'ensemble des infrastructures et des équipements afférents sera réalisé par la Ville d'Aix-en-Provence suivant les termes de la convention de transfert temporaire de Maîtrise d'ouvrage.

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L.2224-1 et L.2224-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser les travaux de la construction du pont de Guiramande et les aménagements correspondants.
- Que ces travaux s'effectuent pour partie sur le domaine communal.
- Qu'il est nécessaire que la ville d'Aix-en-Provence transfère temporairement sa maîtrise d'ouvrage à la Métropole Aix-

Marseille-Provence pour la réalisation de ces travaux.

- Qu'il convient d'approuver la convention afférente de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à la réalisation du pont de Guiramande.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférent.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération DI6684AP – Pont de la Guiramande sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2020 CT2 154

**AVIS - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage d'entretien et d'exploitation avec le département des Bouches-du-Rhône pour la sécurisation de l'arrêt de bus Les Figons, dans le cadre d'une expérimentation de signalisation dynamique horizontale**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité, est compétente en matière d'organisation des transports sur son périmètre. A ce titre elle réalise et exploite les équipements nécessaires à l'exercice de ces missions.

Parmi ceux-ci figurent notamment les arrêts de bus nécessaires à l'exploitation du réseau métropolitain. Certains d'entre eux, situés hors agglomération peuvent présenter un danger potentiel pour les usagers des transports en commun. Un accident corporel est survenu en 2017 au niveau de l'arrêt Les Figons, situé sur la RD17, sur la commune d'Aix en Provence.

Des travaux de modification de l'infrastructure ont été réalisés dans le but d'augmenter le niveau de sécurité de cet arrêt tout en conservant l'exploitabilité de la route à cet endroit.

La société AXIMUM met en œuvre des expérimentations de signalisation dynamique horizontale dans le but, entre autres, de renforcer la sécurité routière sur des points particuliers.

Dans ce cadre, il est envisagé de déployer l'une de ces expérimentations sur l'arrêt de bus précité. Pour ce faire, le Département des Bouches du Rhône transfère de façon temporaire sa maîtrise d'ouvrage à la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui confie à la société AXIMUM le soin de mettre en œuvre les dossiers d'autorisations administratifs nécessaires, le recueil des autorisations et les aménagements de terrain. Ceux-ci consistent essentiellement en la pose de panneaux de leds sur la chaussée, de caméras et capteurs, permettant à la fois de faire fonctionner le dispositif et d'analyser les comportements des usagers de la route, des utilisateurs des transports en commun, pour vérifier l'augmentation du niveau de sécurité du lieu.

Ces aménagements impactent des ouvrages qui appartiennent au Département des Bouches du Rhône et doivent être réalisés sur le domaine routier départemental.

A cette fin, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention, ont convenu de s'entendre sur les termes de la convention objet du présent rapport.

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre le Département des Bouches du Rhône, la Métropole Aix-Marseille Provence, pour la réalisation de la sécurisation de l'arrêt de bus les FIGONS par la société AXIMUM, situé sur la RD17 à Aix en Provence par expérimentation de signalisation horizontale dynamique.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 155**

**Approbation de deux conventions entre le Territoire du Pays d'Aix et la SNCF Réseau pour la désignation d'une maîtrise d'ouvrage unique et la réalisation des études AVP / PRO des ouvrages routiers et ferroviaires relatives au contournement Ouest des Milles sur la commune d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence relative à « la création, l'aménagement et l'entretien de voirie d'intérêt communautaire », la Communauté du Pays d'Aix a déclaré d'intérêt communautaire le projet de voirie de contournement Ouest du village des Milles par délibération n°2014\_A045 du Conseil de Communauté du 15 janvier 2014.

Cette future voie a pour objectif de supprimer le trafic de transit dans le village des Milles, d'offrir une liaison plus directe vers le pôle d'échanges du Plan d'Aillane et le pôle d'activités d'Aix-en-Provence, de désenclaver le quartier de la Badesse à l'issue de la suppression du passage à niveau n°9 par la SNCF Réseau et de fiabiliser l'offre de transport en commun vers le pôle d'activités.

La création de cette nouvelle voirie entre la RD18 - Route de Loqui au Nord et la RD9 au Sud nécessite de créer plusieurs ouvrages permettant de traverser la voie ferrée (liaison Aix-Etang de Berre), le chemin de la Valette ainsi que la rivière de l'Arc.

Lors des études préalables relatives au projet de réouverture aux voyageurs de la ligne Aix-Etang de Berre, la SNCF Réseau a financé l'AVP du pont rail. Au cours des différents COPIL, la Métropole s'est engagée à financer les travaux du pont rail, la SNCF conservant quant à elle la maîtrise d'ouvrage de la fermeture du PN9 et du rétablissement des modes doux du chemin de la Badesse.

En 2018, les études pré-DUP du projet de contournement Ouest des Milles portées par le Territoire du Pays d'Aix ont débuté avec, notamment, la mise au point de différentes variantes de tracés, la tenue d'une réunion publique de concertation assortie d'ateliers riverains et la réalisation d'un diagnostic faune et flore.

Le lancement prochain des études de la voirie de contournement en phase AVP nécessite qu'il soit fait de même pour les ouvrages routiers et ferroviaires. Ces études auront pour objectif de définir la consistance et l'estimation du coût des ouvrages, ainsi qu'un calendrier prévisionnel de réalisation.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite donc solliciter la SNCF Réseau, en qualité de propriétaire des infrastructures et gestionnaire du réseau ferré national, afin qu'elle assure la maîtrise d'ouvrage et



la maîtrise d'œuvre des ouvrages ferroviaires et routiers du projet.

Il est aujourd'hui proposé d'approuver deux conventions entre le Territoire du Pays d'Aix et la SNCF Réseau : la première vise à acter la désignation d'une maîtrise d'ouvrage unique sur le périmètre des ouvrages ferroviaires et routiers du contournement Ouest des Milles et la seconde permet le financement des études PRO du pont-rail et AVP/PRO du pont-route du projet réalisées par la SNCF Réseau. Les caractéristiques des conventions sont les suivantes :

#### Objet des conventions :

L'objet de la convention de maîtrise d'ouvrage unique est de désigner une maîtrise d'ouvrage unique pour la réalisation des études « projet » du pont-rail et « avant-projet et projet » du pont route du contournement Ouest des Milles et d'en définir ses modalités d'exercice.

L'objet de la convention de financement est la réalisation par SNCF Réseau des études « projet » du pont-rail et « avant-projet et projet » du pont route du contournement Ouest des Milles et d'en définir ses modalités de rémunération. Ces études comprennent notamment le détail du programme de l'opération, les études techniques et les estimations, la programmation des ressources et réservations SNCF nécessaires à la réalisation de l'opération, le planning et les conditions de réalisation de l'opération, ainsi que le retour de l'Autorité Environnementale concernant la saisine cas par cas

#### Délai des conventions :

La durée prévisionnelle des conventions de maîtrise d'ouvrage unique et de financement est de 12 (douze) mois sous réserve de la complétude des données d'entrée et de la notification des conventions au plus tard en novembre 2020.

#### Plan de financement des conventions :

Le besoin de financement pour le pont-rail est évalué à 370 000 € H.T (prestation non soumise à la TVA), dont une somme de 27 000 € correspondant aux frais de maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau.

Le besoin de financement pour le pont-route est évalué à 253 000 € H.T. soit 303 600 € T.T.C, dont une somme de 27 000 euros H.T. soit 32 400 euros T.T.C correspondant aux frais de maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau.

#### Appels de fonds de la convention de financement :

SNCF Réseau procèdera auprès de la Métropole aux appels de fonds selon l'échéancier suivant :

- un 1er acompte de 50 % du montant de sa participation à la prise d'effet de la présente convention de financement ;
- des acomptes intermédiaires seront ensuite effectués en fonction de l'avancement des études. Ils seront calculés en multipliant le taux d'avancement des études par le montant de la participation financière en euros courants. Ces acomptes seront accompagnés de certificats d'avancement des études signés par le Directeur de Projet SNCF Réseau.

Le cumul des fonds appelés au titre des études ne pourra pas excéder 95% du montant en Euros courants.

Après achèvement de l'intégralité des études, SNCF Réseau présentera le Décompte Général Définitif (DGD) sur la base des dépenses constatées incluant les dépenses de Maîtrise d'œuvre et de Maîtrise d'Ouvrage.

#### Financement de la convention :

Le Territoire du Pays d'Aix assurera le financement de la totalité des frais engagés pour les études

objet de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A045 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet de voirie de contournement Ouest du village des Milles ;
- La délibération n°2014\_A129 du Conseil Communautaire de la CPA du 3 juillet 2014 validant la création de l'autorisation de programme du projet de voirie de contournement Ouest du village des Milles pour un montant de 27M€ ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du Territoire du 28 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de valider les projet de conventions avec la SNCF Réseau afin de poursuivre les études de la voirie de contournement Ouest des Milles à Aix en Provence.

Délibère

#### **Article 1 :**

Sont approuvés les projets de conventions entre le Territoire du Pays d'Aix et la SNCF Réseau pour la désignation d'une maîtrise d'ouvrage unique et la réalisation des études AVP / PRO des ouvrages routiers et ferroviaires relatifs au contournement Ouest des Milles sur la commune d'Aix en Provence pour un montant évalué à 370 000 € H.T. pour le pont-rail et à 253 000 € H.T, soit 303 600 € T.T.C, pour le pont-route.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et les différentes pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162552, nature 4581, fonction 844, autorisation de programme DI5523AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Habitat et aménagement du territoire - Habitat**

#### **2020 CT2 156**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°5 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille)**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vertu de l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les agences d'urbanisme sont des organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques des établissements publics de coopération intercommunale qui en composent notamment leurs conseils d'administration.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise (AgAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) sont appelées à intervenir sur des missions d'étude tant sur des projets de territoire, des documents de planification et des observatoires qui s'inscrivent sur des échelles de territoire différentes et sur des durées dépassant le cadre annuel.

Les rapports entre les parties et les modalités de fixation et de versement de la subvention à chacune des agences sont définis dans une convention annuelle.

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille, cette dernière ayant son propre dispositif) et mandaté l'AGAM et l'AUPA pour la réalisation des prestations.

Par délibération du 18 octobre 2018, la Métropole a approuvé l'avenant 2 à la convention annuelle déterminant les missions d'accompagnement spécifiques mises en œuvre par l'AUPA, en collaboration avec l'AGAM, pour bâtir un outil d'observation des copropriétés fragilisées, destiné à être compatible avec le dispositif mis en œuvre sur les copropriétés marseillaises.

Cet observatoire s'inscrit dans le dispositif national de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) piloté par l'ANAH. Il s'articule finement avec les outils opérationnels et en devenir des différents conseils de territoire et associe partenaires et collectivités.

Cette prestation s'inscrit dans le cadre des actions complémentaires au programme partenarial qui peuvent être demandées aux agences.

Les actions réalisées par les agences d'urbanisme sont évaluées à 120 092 euros sur une période de trois ans (2018-2020). La Métropole perçoit une participation de l'ANAH à hauteur de 60 000 euros, ramenant ainsi la participation de la Métropole à 60 092 euros. Les précédentes modalités de financement des actions réalisées par l'AGAM et l'AUPA ont été définies pour les années 2018 et 2019. Il convient de déterminer la répartition de la subvention entre les agences pour l'année 2020.

Tel est l'objet de l'avenant ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération URB 036/4382/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°2 à la convention annuelle avec l'AUPA visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération URB 049-6633/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°4 à la convention conclue avec l'AUPA visant à déterminer la participation annuelle pour la poursuite du dispositif ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il convient de préciser les modalités de financement de la mission confiée aux agences pour l'année 2020.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix Durance une participation financière complémentaire exceptionnelle de 20 046 euros pour l'année 2020.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 5 à la convention conclue entre la Métropole et l'Agence d'Urbanisme du pays d'Aix Durance (AUPA) pour la poursuite du dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont prévus au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-politique C111 – Nature 65748 – Fonction 518.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 157**

**AVIS - Approbation de l'avenant n°9 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), relatif à l'attribution d'une participation financière**

## **complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille)**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vertu de l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les agences d'urbanisme sont des organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques des établissements publics de coopération intercommunale qui en composent notamment leurs conseils d'administration.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise (AgAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) sont appelées à intervenir sur des missions d'étude tant sur des projets de territoire, des documents de planification et des observatoires qui s'inscrivent sur des échelles de territoire différentes et sur des durées dépassant le cadre annuel.

Les rapports entre les parties et les modalités de fixation et de versement de la subvention à chacune des agences sont définis dans une convention annuelle.

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole (hors Marseille, cette dernière ayant son propre dispositif) et mandaté l'AGAM et l'AUPA pour sa réalisation.

Par délibération du 18 octobre 2018, la Métropole a approuvé l'avenant n°7 à la convention annuelle déterminant les missions d'accompagnement spécifiques mises en œuvre par l'AgAM, en collaboration avec l'AUPA, pour bâtir un outil d'observation des copropriétés fragilisées, outil destiné à être compatible avec le dispositif mis en œuvre sur les copropriétés marseillaises.

Cet observatoire s'inscrit dans le dispositif national de Veille et d'observation des copropriétés (VOC) piloté par l'ANAH. Il s'articule finement avec les outils opérationnels existants et en devenir des différents conseils de territoire et associe partenaires et collectivités.

Cette action s'inscrit dans le cadre des actions complémentaires au programme partenarial qui peuvent être demandées aux agences.

L'action des agences d'urbanisme est évaluée à 120 092 euros sur une période de trois ans (2018-2020). La Métropole perçoit une participation de l'ANAH à hauteur de 60 000 euros, ramenant ainsi la participation de la Métropole à 60 092 euros. Les précédentes modalités de financement des actions réalisées par l'AGAM et l'AUPA ont été définies pour les années 2018 et 2019. Il convient donc de déterminer la répartition de la subvention pour l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 038/4384/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°7 à la convention annuelle avec l'AGaM visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération URB 050-6634/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°8 à la convention avec l'AGAM visant à poursuivre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole.
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu'il convient de préciser les modalités de financement de la mission confiée aux agences pour l'année 2020.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise une participation financière complémentaire exceptionnelle de 20 046 euros pour l'année 2020.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°9 à la convention conclue entre la Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C111 – Nature 65748 – Fonction 518.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 158**

#### **Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Ce dispositif est suspendu en attendant le montage d'une convention avec un nouveau partenaire bancaire ; en effet, le Crédit Foncier, partenaire du Pays d'Aix depuis 2012, a dénoncé la précédente convention avec effet au 31/12/2018 suite à l'intégration de ses activités au sein du groupe BPCE.

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500€ dans le neuf ou 4 000€ dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 18 aides directes à la personne dans le neuf, soit un montant de 45 000 euros ;



- 7 aides directes à la personne dans l'ancien, soit un montant de 28 000 euros ;
- Soit un montant total de : 73 000 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2017\_CT2\_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme, et Aménagement du 24 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 73 000 euros aux primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : Nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 159**

**Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil communautaire de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités de soutien à la production de logements sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013\_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil communautaire s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (délibération n°2014\_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

- **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180€ par m<sup>2</sup> de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %).

La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

- **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m<sup>2</sup> de surface utile selon le type de financement (PLUS - PLAI - PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).

La subvention est plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport, d'attribuer des aides pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Le territoire est sollicité de manière spécifique sur une opération de création de 22 logements sociaux PLAI et PLUS à Eguilles en VEFA. Cette opération a fait l'objet d'un accord de financement par le Territoire du Pays d'Aix en 2020 (délibération 2020\_CT2\_048 du 23 juillet 2020).

Les surfaces utiles de l'opération ayant été sensiblement modifiées pour favoriser les logements de type PLUS, il est proposé d'actualiser le montant de la subvention en fonction des nouvelles surfaces.

Les aides sollicitées auprès du Territoire pour la production de logements locatifs sociaux, déclinées dans le tableau ci-annexé, s'élèvent ainsi à un montant total de 381 241 € pour 1 opération représentant 22 logements locatifs sociaux, dont 7 logements PLAI et 15 logements PLUS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2013\_A031 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 déclarant d'intérêt communautaire les principes d'intervention en faveur des opérations de construction de logements sociaux ;
- La délibération n° 2014\_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 24 septembre 2020.

### **Où il le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 381 241 € en faveur de la production de logements sociaux pour l'opération décrite dans le tableau annexé.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et le bailleur social concerné.

### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer ces conventions de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182736, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme AP DI736AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Habitat et aménagement du territoire - Politique de la ville / Cohésion sociale**

### **2020 CT2 160**

### **Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de la Prévention de la Délinquance**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance.

A ce titre, deux structures sollicitent la participation de la Métropole pour des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent, soit dans le contrat de ville du Territoire, pour les communes d'Aix en Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et

de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de **26 000 €**

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement des actions soutenues par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants:

- Accès au droit et aide aux victimes
- Médiation
- Prévention des conduites à risques
- Information et communication

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/NON
Axe 2 : Médiation							
2020_01435	SYNERGIE FAMILY	Actions de proximité et d'animations sociales	10 000 €	28 625 €	20 000 €	10 000 €	NON
2020_01436	SYNERGIE FAMILY	De l'exclusion à l'inclusion : prévention du décrochage scolaire	10 000 €	13 130 €	10 000 €	10 000 €	NON
Sous total axe 2						20000 €	

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/NON
Axe 3 : Prévention des risques							
2020_1388	BUS 31/32	Santé festive, maraudes et stands Aix-en-Provence	5 500 €	313 000 €	6 000 €	6 000 €	NON
Sous total axe 3						6000 €	
TOTAL AXE 2 + AXE 3						26 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2006\_A201 du Conseil Communautaire de la CPA du 22 juin 2006 en matière de politique de la ville, prévention de la délinquance et relative aux modalités de mise en œuvre de la compétence et définition des critères d'intervention communautaire ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020, relatif à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier.
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme, et Aménagement du 24 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt des trois actions présentées au titre de la compétence prévention de la délinquance du Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution des subventions 2020 pour un montant total de **26 000 €** aux bénéficiaires suivants :

SYNERGIE FAMILY

BUS 31 32

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 420

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 161**

**Avenant à la convention pluri-annuelle d'objectifs relative à l'action de médiation sociale urbaine dans les quartiers prioritaires d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance, la Ville d'Aix-en-Provence et les bailleurs sociaux du territoire ont souhaité s'engager, dès 2019, dans un dispositif de médiation sociale partenarial et inter-bailleurs.

Un diagnostic partagé avait fait apparaître un besoin de médiation sur une partie du parc social et de l'espace public en complément des dispositifs de médiation existants, notamment aux abords des établissements scolaires secondaires (collège, lycée). Forts de ce diagnostic commun, la Ville, les bailleurs sociaux et l'État ont collectivement élaboré un cahier des charges de la « médiation sociale urbaine, tranquillité et paisibilité dans les quartiers d'habitat social » pour la commune d'Aix-en-Provence, définissant les missions, les territoires et les modalités d'intervention des médiateurs et les moyens alloués au dispositif.

Le 24 juillet 2019, une convention entre l'association DUNES et l'ensemble des partenaires a été signée afin de mettre en place un dispositif de médiation sociale dans les quartiers prioritaires d'Encagnane et du Jas de Bouffan au sein des parcs d'habitat social d'Aix-en-Provence.

Les objectifs généraux de la médiation sociale sont les suivants :

- Contribuer à réduire les situations de tension en intervenant sur les problématiques relevant du champ d'action du médiateur,

- Contribuer à restaurer le lien social sur les quartiers concernés, dans l'objectif d'aller vers un mieux-vivre ensemble.

- Identifier et analyser les situations d'atteinte à la tranquillité publique

- Répondre au sentiment d'insécurité de la population par une présence visible et active sur l'espace public aux heures de grande fréquentation et au sein des espaces privés des résidences appartenant aux bailleurs.

- Rassurer et améliorer les relations entre les individus et les groupes.

- Réguler l'utilisation de l'espace public et ouvert au public en agissant en cas d'appropriation problématique d'un espace et en intervenant sur des comportements incivils.

- Faire de la médiation un outil de résolution privilégié des difficultés de tranquillité publique.

- Accompagner les médiateurs en parcours d'insertion (Parcours Emplois Compétences, adultes relais)

Le comité de pilotage de février 2020 a validé la reconduction du dispositif de médiation sociale et son extension sur d'autres parcs d'habitat social sensibles, nécessitant un renforcement de l'équipe de médiation permettant de couvrir les nouvelles zones.

L'action de médiation sociale urbaine proposée par l'association DUNES s'étendra sur les territoires de Corsy, Beisson et Pinette dans les mêmes conditions et suivant les mêmes objectifs que ceux réalisés initialement. Pour le territoire d'Encagnane déjà couvert, l'association intégrera dans son périmètre d'action la copropriété des facultés. Le reste des territoires définis dans la convention initiale demeure couvert dans les mêmes conditions.

Afin d'élargir son territoire d'intervention tout en maintenant les mêmes conditions et la qualité d'action, l'association DUNES s'est engagée à étoffer son équipe par l'affectation de 3 médiateurs supplémentaires venant compléter l'équipe. L'équipe sera composée de 9 « Médiateurs » ainsi qu'une équipe d'encadrement équivalent à un Emploi Temps Plein.

#### Financement du projet

Le coût total du dispositif de médiation s'élève à **356 783 € pour l'année 2020**. La répartition des financements est la suivante :

- La commune d'Aix-en-Provence : 49 820 €

- Territoire du Pays d'Aix : 41 183 € répartis de la manière suivante :

Participation prévue dans la convention initiale	30 000€ (du 1/01 au 31/12)
Participation complémentaire affectée pour la participation institutionnelle à l'extension	3 683€ (6 derniers mois de l'année)
Participation exceptionnelle pour l'intervention sur la copropriété des facultés	7 500€ (calcul défini dans la partie participation bailleur)
<b>Total participation territoire</b>	<b>41 183€</b>

- Les bailleurs sociaux : 34 950 € répartis de la manière suivante :

	Montant de participation annuelle complémentaire
Pays d'Aix Habitat Métropole	14 670 €
13 Habitat	20 280 €
<b>TOTAL</b>	<b>34 950 €</b>

- La participation de l'Etat sera sollicitée sur le Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation ainsi que sur des postes d'adultes relais.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde sera versé l'année suivante au regard de la production des éléments suivants, au plus tard le 30 juin 2021 :

- Les derniers bilans et comptes de résultat connus de l'association certifiés par le Président et le trésorier de l'association,
- Un bilan qualitatif et quantitatif de l'action,
- Le compte de résultat final de l'action, signé et certifié par le Président et le trésorier de l'association,
- Un état définitif des factures acquittées pourra être demandé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;



- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2006\_A201 du Conseil Communautaire de la CPA du 22 juin 2006 en matière de politique de la ville, prévention de la délinquance et relative aux modalités de mise en œuvre de la compétence et définition des critères d'intervention communautaire ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme, et Aménagement du 24 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt du dispositif de médiation sociale au titre de la compétence prévention de la délinquance du Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution de subvention à l'association DUNES pour un montant total de 41 183 €.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 420.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme**

### **2020 CT2 162**

#### **AVIS - Renouvellement de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la commune d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et son décret d'application n°2017-456 du 29 mars 2017 instituent les sites patrimoniaux remarquables en lieu et place des secteurs sauvegardés, des aires de mises en valeur de l'architecture et du patrimoine et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

De même, ces textes modifient la composition des anciennes commissions locales du secteur sauvegardé.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le législateur ayant reconnu la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain divisé en territoires sur la base de l'article L.5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été tenu compte de cette particularité pour organiser les nouvelles commissions locales des sites patrimoniaux remarquables de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'échelle des territoires de la Métropole.

Dans ce contexte, une nouvelle commission locale des sites patrimoniaux remarquables spécifique à la commune d'Aix-en-Provence a été créée par délibération n°URB 004-4622/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 18 octobre 2018 pour le périmètre de son centre historique identifié par l'ancien secteur sauvegardé d'Aix-en-Provence,

ainsi que pour l'ancienne zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager d'Entremont Saint Donat.

En application de l'article D.631-5 du code du patrimoine, cette délibération prévoit que la commission locale des sites patrimoniaux remarquables d'Aix-en-Provence est composée :

1. de membres de droit, s'agissant :
  - du Président de la commission, à savoir la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, laquelle peut déléguer la présidence de la commission au maire de la commune d'Aix-en-Provence ;
  - du maire de la commune d'Aix-en-Provence ;
  - du Préfet ;
  - du Directeur Régional des Affaires Culturelles
  - et de l'Architecte des Bâtiments de France
2. et de neufs membres titulaires et neuf membres suppléants, nommés par le Conseil de la Métropole et répartis selon les trois collèges suivants :
  - un collège d'élus
  - un collège des représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine ;
  - et un collège d'experts

Suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, et conformément au règlement intérieur de cette commission, il convient de procéder au renouvellement des membres de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la commune d'Aix-en-Provence.

Ainsi, et après avoir recueilli l'avis favorable du Préfet, il est proposé au Conseil de la Métropole de nommer au sein de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la commune d'Aix-en-Provence les neufs membres titulaires et neuf membres suppléants suivants :

#### **Collège des élus**

- Monsieur Jean-Louis VINCENT (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Stéphane PAOLI (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au maire d'Aix-en-Provence)

- Madame Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Jean-Christophe GRUVEL (conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseiller municipal d'Aix-en-Provence)

- Madame Sophie JOISSAINS (vice-présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au maire

d'Aix-en-Provence) ; suppléant Madame Sylvaine DI CARO (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au maire d'Aix-en-Provence)

#### **Collège des associations**

- Monsieur Pierre DUSSOL (président de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois) ; suppléant Monsieur Philippe COUTIAUX (membre de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois)

- Madame Marie-Ange RATER-CARBONEL (déléguée régionale de l'Association Vieilles Maisons Françaises) ; suppléant Madame Odile DE PIERREFEU (membre de l'Association Vieilles Maisons Françaises)

- Madame Sabine SECHIARI (déléguée régionale de l'Association Demeure Historique) ; suppléant Monsieur Emmanuel DE FORESTA (membre de l'Association Demeure Historique)

#### **Collège des experts**

- Madame Nuria NIN (archéologue) ; suppléant Monsieur Michel FRAISSET (directeur de l'office du tourisme d'Aix-en-Provence)

- Monsieur Régis ROUDIL (architecte) ; suppléant Monsieur Patrick COHEN (architecte du patrimoine)

- Monsieur Denis COUTAGNE (conservateur honoraire du patrimoine, commandeur des arts et des lettres, ancien directeur du musée Granet) ; suppléant Madame Marie-Christine GLOTON (docteur en histoire de l'art)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;

- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 8 août 1998 portant création de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont Saint-Donat
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;
- La délibération n°URB 004-4622/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant création de la commission locale des sites patrimoniaux remarquables de la commune d'Aix-en-Provence pour le périmètre de son centre historique identifié par l'ancien secteur sauvegardé d'Aix-en-Provence, ainsi que pour l'ancienne zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager d'Entremont Saint Donat ;
- L'avis favorable de Monsieur le Préfet.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il convient de procéder au renouvellement des membres de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la commune d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article Unique :**

Sont désignés membres de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence :

**Collège des élus**

- Monsieur Jean-Louis VINCENT - titulaire
- Monsieur Stéphane PAOLI - suppléant
- Madame Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - titulaire
- Monsieur Jean-Christophe GRUVEL - suppléant
- Madame Sophie JOISSAINS - titulaire
- Madame Sylvaine DI CARO - suppléant

**Collège des associations**

- Monsieur Pierre DUSSOL - titulaire
- Monsieur Philippe COUTIAUX - suppléant
- Madame Marie-Ange RATER-CARBONEL - titulaire

- Madame DE PIERREFEU - suppléant
- Madame Sabine SECHIARI - titulaire
- Monsieur Emmanuel DE FORESTA suppléant

**Collège des experts**

- Madame Nuria NIN – titulaire
- Monsieur Michel FRAISSET - suppléant
- Monsieur Régis ROUDIL – titulaire
- Monsieur Patrick COHEN - suppléant
- Monsieur Denis COUTAGNE – titulaire
- Madame Marie-Christine GLOTON - suppléant

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 163**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Peynier - Approbation de la modification n°1**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la

procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Peynier, initialement approuvé le 21 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°98/2015, a fait l'objet de la procédure de modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017/108 du 27 décembre 2017, afin notamment d'apporter des ajustements réglementaires en ce qui concerne les emprises au sol autorisées en zone UC et 1AUH, de clarifier des dispositions réglementaires, et, de rectifier des erreurs matérielles.

Pour autant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU s'est avéré nécessaire, notamment dans l'objectif de procéder à :

- la correction d'erreurs matérielles relevées dans le positionnement d'Espaces Boisés Classés (EBC), en recalant certains de leurs périmètres de façon à les faire correspondre à leur emprise réelle au règlement graphique du PLU, suite à des inadéquations constatées dans ce dernier ; et,
- l'actualisation de l'emprise et de la liste des emplacements réservés (ER), en procédant aux modifications suivantes :
  - suppression des ER n°2 et n°2bis, auxquels l'ER n°2 nouvellement créé se substitue ;
  - suppression de l'ER n°11 ;
  - création des ER n°32, 33 et 34.

Par courrier en date du 13 avril 2018, le Maire de la commune de Peynier a sollicité auprès du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier.

Au regard de cette saisine, et en cohérence avec l'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix émis par délibération n° 2018\_CT2\_228 le 21 juin 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n°URB 011-04170/18/CM du 18 juin 2018, a sollicité le Président de la Métropole afin qu'il procède à l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a par la suite pris l'arrêté n°19/052/CM du 26 février 2019 prescrivant la procédure de modification n°1 du PLU de Peynier.

Au vu des objectifs énoncés ci-dessus, il est proposé, dans le cadre de la modification n°1 du PLU de Peynier, d'adapter et de modifier les pièces du PLU en vigueur suivantes :

- le règlement graphique (pièce 4. Plan de zonage), et,
- la liste des emplacements réservés incluse dans le règlement écrit (pièce 5. Règlement).

Les évolutions proposées dans le cadre du projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier relèvent bien du champ d'application de cette procédure tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme. En effet, ce projet de modification ne remet pas en cause l'économie générale du PLU en vigueur, n'a pas non plus pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et, ne comporte pas non plus de graves risques de nuisances.

Conformément au chapitre IV du titre préliminaire du livre Ier de la partie réglementaire du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier a fait l'objet d'un examen au cas par cas. Dans sa décision n°CU-2019-2467 du 23 décembre 2019, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a confirmé que ce dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale.

En application des dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de Peynier a fait l'objet d'une notification aux personnes publiques associées et consultées les 28 février 2020 et 23 juin 2020, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique.

Le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier n'a fait l'objet d'aucune observation de la part des personnes publiques associées et consultées.

Conformément à l'arrêté n°20\_CT2\_043 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 22 juin 2020 le projet de modification n°1 du PLU de Peynier a été soumis à enquête publique du 15 juillet 2020, 9 heures, au 30 juillet 2020, 12 heures, soit pendant 16 jours consécutifs.

Un avis faisant connaître l'ouverture et les modalités de cette enquête publique a été publié :

- par voie d'affiches au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et à l'Hôtel de Ville de Peynier, 15 jours avant le début de l'enquête ; et,
- dans les journaux La Provence, des 30 juin 2020 et 22 juillet 2020, et, La Marseillaise, des 25 juin 2020 et 15 juillet 2020.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- en un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir à l'Hôtel de Ville (Service de l'Urbanisme), sis, 9 cours Albéric Laurent, à Peynier (13790), le lundi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, et, du mardi au vendredi de 8h00 à 15h30, hors jours fériés,

- sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/peynier-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie.

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a dûment été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, à ses jours et heures d'ouverture au public.

Ce dossier d'enquête publique comportait les éléments suivants :

- Notice d'enquête publique au titre de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement ;
- Actes et avis relatifs à l'enquête publique (pièce 0) ;
- Rapport de présentation de la modification n°1 du PLU (pièce 1A) ;
- Règlement graphique (pièce 4) ;
- Liste des emplacements réservés (extrait du règlement – pièce 5) ;
- Décision n°CU-2019-2467 du 23 décembre 2019, rendue par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) suite à examen au cas par cas.

Le commissaire enquêteur a tenu 3 permanences durant lesquelles il a pu recevoir les observations écrites et/ou orales du public à l'Hôtel de Ville (Salles des Mariages), sis 1 cours Albéric Laurent, à Peynier (13790), aux dates et heures suivantes :

- mercredi 15 juillet 2020 de 9h00 à 12h00 ;
- lundi 27 juillet 2020 de 14h00 à 17h00 ;
- jeudi 30 juillet 2020 de 9h00 à 12h00.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public a pu consigner ses observations et propositions relatives au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier :

- sur le registre ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur, adressé au siège de l'enquête publique dont l'adresse est mentionnée ci-dessus,
- par courriel à l'adresse suivante : [peynier-plu-m1-ep@mail.registre-numerique.fr](mailto:peynier-plu-m1-ep@mail.registre-numerique.fr),
- sur le registre dématérialisé sur le site suivant : <https://www.registre-numerique.fr/peynier-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie.

Au total, 11 contributions ont été formulées dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier :

- 8 observations, dont 3 ne font état que de consultations du dossier et prises de renseignements sur ce dernier, ont été consignées sur le registre papier d'enquête ;
- 1 observation a été versée sur le registre numérique ;

- 2 observations ont été formulées par Email.

Parmi ces contributions, 3 requêtes se sont révélées étrangères à l'objet de la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier, et de ce fait, n'ont pu être prises en considération dans le cadre de ladite procédure.

Au total, il reste donc 5 observations relevant effectivement de l'enquête publique portant sur la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier, 5 observations ayant trait à la correction de l'erreur matérielle consistant au repositionnement d'un Espace Boisé Classé (EBC) dans le secteur des Michels. Pour reprendre les termes du Commissaire Enquêteur : « *Une large majorité des intervenants se félicitent de cette correction que la plupart réclamait depuis l'entrée en vigueur du PLU. (...) Toutefois les héritiers Ménabréaz déplorent cette correction qui supprime toute possibilité de construire sur leur parcelle (...)* ».

Monsieur Roger DESCHAUX, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier dans son rapport et ses conclusions motivées émis le 17 août 2020.

Préalablement à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'approbation de ce dossier, le Territoire du Pays d'Aix a dûment procédé à la saisine pour avis de la commune de Peynier sur la procédure de modification n°1 de son PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de modifications des Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de Peynier en date du 13 avril 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;



- La délibération n°URB 011-04170/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 juin 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;
- L'arrêté n°19/052/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 26 février 2019 prescrivant la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;
- La décision n°CU-2019-2467 rendue le 23 décembre 2019 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) suite à examen au cas par cas confirmant que le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La décision n°E20000006/13 du 21 janvier 2020 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Roger DESCHAUX, en qualité de commissaire enquêteur ;
- L'arrêté n°20\_CT2\_043 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 juin 2020 organisant l'enquête publique portant sur le projet de la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier ;
- L'avis favorable à la modification n°1 du PLU de la commune de Peynier émis par le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions motivées du 17 août 2020 ;
- La saisine pour avis de la commune de Peynier sur la modification n°1 de son PLU par le Territoire du Pays d'Aix préalablement à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de son approbation ;
- Le PLU de la commune de Peynier en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur.
- Que la commune de Peynier a dûment été saisie pour avis sur le projet de modification n°1 de son PLU préalablement à l'inscription de son approbation à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Que le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier est prêt à être approuvé.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Peynier, telle qu'annexée à la présente délibération.

#### **Article 2 :**

Conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de Peynier ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ; et,
- fera, avec le dossier de modification n°1 du PLU de Peynier qui y est annexé, l'objet d'une publication sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du même code.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier peut être consulté.

La présente délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et publicité susmentionnées, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

#### **Article 3 :**

Le dossier de modification n°1 du PLU de la commune de Peynier, sera tenu à disposition du public au Service de l'Urbanisme de la mairie de Peynier, (9 cours Albéric Laurent - 13790 PEYNIER), à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix (Immeuble Le Quartz – 1<sup>er</sup> étage – 40, route de Galice - 13090 AIX-EN-PROVENCE), à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône à leurs jours et heures habituels d'ouverture au public respectifs.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 164**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune du Puy-Sainte-Réparate - Abrogation partielle de la délibération portant poursuite par la Métropole de la procédure de modification n°1 du PLU engagée par la commune**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001 -3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de modification de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate, initialement approuvé le 9 février 2017 par délibération du Conseil Municipal n°2010.02.09/Délib/001, a d'ores et déjà fait l'objet :

- d'une première mise à jour par arrêté municipal n°2017-12-18/ADM/14 par ajout à ses annexes de :
  - la délibération du Conseil Municipal n°2017.04.05/Délib/031 du 5 avril 2017 portant actualisation du périmètre du droit de préemption urbain ;
  - la délibération du Conseil Municipal n°2017.09.26/Délib/096 du 26 septembre 2017, modifiée par la délibération n°2017.12.11/Délib/117 du 11 décembre 2017, relative à l'instauration d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) dans le quartier des Bonnauds ;
  - la délibération du Conseil Municipal n°2017.12.11/Délib/116 du 11

décembre 2017 relative à l'instauration d'un périmètre de PUP au quartier du Grand Vallat ;

- de la mise à jour n°2 de ses annexes prise par arrêté de la Présidente de la Métropole n°19/035/CM du 18 février 2019 suite à l'instauration de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses ; et,
- de la procédure de modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n° URB 006-5742/19/CM en date du 28 mars 2019, afin d'apporter au document d'urbanisme des adaptations, corrections et compléments facilitant l'instruction des dossiers d'application du droit des sols.

L'arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/13 en date du 27 novembre 2017, a parallèlement prescrit la procédure de modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate dans l'objectif d'y intégrer la prise en compte du risque feu de forêt en adéquation avec le Porter à Connaissance (PAC) de l'État du 4 janvier 2017 complétant celui du 23 mai 2014.

En effet, ce PAC, qui couvre le territoire de 98 des 119 communes du département des Bouches-du-Rhône, invite notamment les maires concernés à prendre en considération les éléments techniques sur la prise en compte du risque incendie de forêt qu'il comporte dans leurs documents d'urbanisme. Il a été notifié à l'ensemble des maires du Territoire du Pays d'Aix, à l'exception de celui de Trets, commune qui dispose déjà à l'époque d'un Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt (PPRIF) approuvé par arrêté préfectoral du 8 janvier 2016 s'appliquant sur l'ensemble de son territoire.

Ainsi, en date du 11 décembre 2017, par anticipation sur le transfert de la compétence en matière de PLU à la Métropole Aix-Marseille-Provence effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Conseil Municipal de la commune du Puy-Sainte-Réparate a sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite et l'achèvement de cette procédure par délibération du Conseil Municipal n°2017.12.11/Délib/115. Ce qui a été accepté en date du 15 février 2018 par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 011-3569/18/CM.

Au regard de la très forte vulnérabilité aux incendies de forêt de l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, il apparaît opportun d'aborder les problématiques liées à la gestion de ce risque de manière globale, à son échelle. Pour ce faire, en accord avec le maire de la commune du Puy-Sainte-Réparate, il a été convenu d'abandonner la procédure de modification n°1 de son PLU et d'intégrer la prise en compte des préconisations du « PAC risque incendie de forêt » à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aix prescrite par délibération n°URB002-3841/18/CM du

Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 mai 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le Porter à Connaissance (PAC) de l'État du 4 janvier 2017 complétant celui du 23 mai 2014, relatif au risque incendie de forêt ;
- La délibération n°2010.02.09/Délib/001 du 9 février 2017 du Conseil Municipal du Puy-Sainte-Réparate approuvant le PLU de la commune du Puy-Sainte-Reparate ;
- L'arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/13 en date du 27 novembre 2017, prescrivant la procédure de modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- La délibération n°2017.12.11/Délib/115 du 11 décembre 2017 du Conseil Municipal du Puy-Sainte-Réparate sollicitant de la Métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite et l'achèvement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate par anticipation sur le transfert de la compétence en matière de PLU à ladite métropole effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- La délibération cadre n°URB 004-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 définissant la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de modification de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.
- La délibération n° URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant accord sur la poursuite et l'achèvement des procédures dites de modification des PLU engagées par les communes du Pays d'Aix avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, dont la modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate ;
- La délibération n°URB 002-3841/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018

prescrivant la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aix ;

- Le PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La forte vulnérabilité aux incendies de forêt de l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix.
- L'opportunité d'aborder les problématiques liées à la gestion du risque incendie de forêt de manière globale et cohérente à son échelle du Territoire du Pays d'Aix, soit dans le cadre de l'élaboration en cours du PLUi du Pays d'Aix.
- L'accord du maire de la commune du Puy-Sainte-Réparate sur l'abandon de la procédure de modification n°1 du PLU du Puy-Sainte-Réparate ayant pour objet la prise en compte du risque incendie de forêt conformément aux prescriptions du Porter à Connaissance (PAC) de l'État du 4 janvier 2017 complétant celui du 23 mai 2014 dans la perspective de l'approbation du PLUi du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'abandon de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune du Puy-Sainte-Réparate prescrite par arrêté municipal n°2017-11-27/ADMIN/13 en date du 27 novembre 2017, et objet d'une poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à la délibération n° URB 011-3569/18/CM prise par son conseil le 15 février 2018 suite au transfert de la compétence en matière de PLU à ladite métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 2 :**

Est abrogée partiellement la délibération n° URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle prend acte de l'accord de la commune du Puy-Sainte-Réparate exprimé par délibération n°2017.12.11/Délib/115 de son Conseil Municipal du 11 décembre 2017 sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n°1 de son PLU.

**Article 3 :**

Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la

Métropole et en Mairie du Puy-Sainte-Réparate ;

- Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- La présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 165**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles - Révision générale - Reprise de la concertation et définition de modalités complémentaires de concertation en vue d'un nouvel arrêt du projet**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 005-3563/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision générale des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole,

les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°D2016-138AT en date du 11 juillet 2016, la commune de Venelles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°D2016-139AT en date du 11 juillet 2016, la commune de Venelles a engagé la révision de son Plan Local d'Urbanisme, a prescrit les objectifs de cette révision et a défini les modalités de concertation. Dans la même séance du Conseil municipal, elle a également débattu des orientations de son PADD.

Par délibération n°D2017-166AT en date du 19 décembre 2017, le conseil municipal de la commune de Venelles a tiré le bilan de la concertation et arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°D2017-167AT en date du 19 décembre 2017, la commune de Venelles a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle poursuive la procédure de révision générale que la commune avait engagée.

Par délibération n°URB 008-3565/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a confirmé la poursuite de la procédure de révision générale du Plan Local d'Urbanisme de Venelles.

Pendant la procédure de révision générale, et comme le Code de l'Urbanisme le permet, le conseil municipal de la Commune de Venelles a, par délibérations n°D2017-75AT en date du 27 juin 2017 et n°D2017-76AT en date du 27 juin 2017, approuvé les modifications n°1 et n°2 de son plan local d'urbanisme,

Une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles a été engagée puis approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n°URB 014-7117/19/CM en date du 24 octobre 2019.

En parallèle et dans le cadre de la révision générale du PLU, la Commission Départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) a émis un avis favorable conforme en date du 10 Juillet 2018. Cet avis comprenait des réserves nécessitant de modifier le projet de PLU arrêté pour être levées. En complément, l'État comme la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) ont également chacun émis un avis après arrêt dont certaines recommandations doivent être prises en compte dans le projet de PLU. Les observations à prendre en compte restent en cohérence avec les objectifs de la révision



générale du PLU de Venelles qui ont été fixés par délibération n°D2016-139AT du conseil municipal en date du 11 juillet 2016, ainsi qu'avec les orientations du PADD qui ont été débattues lors de cette même séance.

Les évolutions à apporter au projet de PLU arrêté le 19 décembre 2017 nécessitant un nouvel arrêt du projet de PLU, il est opportun à ce stade de la procédure de reprendre la concertation sur les évolutions à intégrer au projet de PLU suite à un premier arrêt, notamment au regard des avis de l'État, de la CDPENAF et de la MRAE.

Pour ce faire, les modalités de concertation complémentaires sont les suivantes :

- 1) Annonce de la reprise de la concertation sur les évolutions à apporter au projet de PLU après arrêt dans deux journaux d'annonces légales
- 2) Ouverture d'un registre à disposition du public au service urbanisme de la commune de Venelles aux jours et heures d'ouverture dudit service.
- 3) Mise en ligne de l'évolution du dossier de PLU sur le site internet de la Métropole et sur le site internet de la Commune de Venelles
- 4) Organisation d'une réunion publique de présentation des évolutions à apporter au projet de PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;

- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB 005-3563/18/CM date du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, définissant la répartition des compétences relatives à la procédure de révision générale des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° D2016-138AT du conseil municipal en date du 11 juillet 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- La délibération n°D2016-139AT en date du 11 juillet 2016, par laquelle la commune de Venelles a engagé la révision de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°D2017-166AT en date du 19 décembre 2017, par laquelle la commune de Venelles a tiré le bilan de la concertation et arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération D2017-167AT en date du 19 décembre 2017, par laquelle la commune de Venelles a sollicité la Métropole Aix-Marseille Provence afin qu'elle poursuive la procédure de révision générale qu'elle avait engagée ;
- Les délibérations n°D2017-75AT en date du 27 juin 2017 et n°D2017-76AT en date du 27 juin 2017, par lesquelles la Commune de Venelles a approuvé les modifications n°1 et n°2 de son plan local d'urbanisme ;
- La délibération n°URB 014-7117/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019, approuvant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**



- Que la prise en compte de tout ou partie des avis de l'État, de la MRAE ainsi que de la CDPENAF nécessite un nouvel arrêt du projet de PLU, puisqu'elle nécessite de modifier le projet de PLU arrêté.
- Que les évolutions apportées au projet de PLU arrêté nécessitent de procéder à un nouvel arrêt du projet et qu'au moment de l'arrêt, il convient de tirer le bilan de la concertation.
- Qu'il convient de ce fait de reprendre la concertation sur les évolutions apportées au projet de PLU de Venelles depuis son arrêt, notamment au regard des avis de l'État, de la CDPENAF et de la MRAE.
- Que les procédures de modification du PLU de Venelles n°1, n°2 et n°3 ayant d'ores et déjà été approuvées, seront intégrées au dossier de PLU au moment de l'arrêt.
- Que les modalités de concertation complémentaires consistent en :
  - i. l'annonce de la reprise de la concertation sur les évolutions à apporter au projet de PLU après arrêt dans deux journaux d'annonces légales.
  - ii. l'ouverture d'un registre à disposition du public au service urbanisme de la commune de Venelles aux jours et heures d'ouvertures dudit service.
  - iii. la mise en ligne de l'évolution du dossier de PLU sur le site internet de la Métropole et sur le site internet de la Commune de Venelles.
  - iv. l'organisation d'une réunion publique de présentation des évolutions apportées au projet de PLU.

## Délibère

### Article 1 :

Sont adoptées la reprise de la concertation dans le cadre de la révision du PLU de la commune de Venelles en vue d'un nouvel arrêt du projet ainsi que les modalités de

concertation décrites ci-dessus en complément de celles adoptées par délibération n°D2016-139AT du conseil municipal de Venelles en date du 11 juillet 2016.

### Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Venelles.
- De plus, mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Habitat et aménagement du territoire - Opérations d'aménagement

### 2020 CT2 166

**AVIS - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) pour le Quartier Sainte Croix à Peynier entre la Métropole, la Commune et Monsieur GLINUTZKI**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 23 novembre 2015, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur le Quartier Sainte Croix, approuvé le programme des équipements publics du PUP et le montant des participations. Ces éléments ont été actualisés par délibération du 28 juin 2017.

A l'intérieur de ce périmètre, des propriétaires fonciers poursuivent des projets de construction ou d'extension de villas individuelles. Le dossier de PUP comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Cinq conventions ont d'ores et déjà été signées, dont deux par la Commune avant le 1er janvier 2018. Monsieur GLINUTZKI sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention dans le cadre de l'extension de sa maison, située sur la parcelle AE440.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à conclure des conventions de PUP en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Sainte Croix, les travaux du programme des équipements publics sont mis en œuvre en deux phases. La phase 1 a été réalisée avant le 1er janvier 2018. La phase 2 est en cours, et les travaux qui sont engagés ne relèvent que des

compétences communales. La convention PUP ci-jointe est similaire aux conventions précédemment signées et pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune.

Le montant de la participation, calculée sur la base du programme des équipements publics, s'élève à 125€/m<sup>2</sup> de surface de plancher. La surface de plancher de l'opération menée par Monsieur GLINUTZKI est de 26 m<sup>2</sup>. Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite

ci-jointe, qui fixe la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction pour un montant de 3 250 €.

Cette participation sera versée directement à la Commune de Peynier, les travaux nécessaires relevant de la compétence communale.

En vertu de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exonérées de la part métropolitaine de la TA. La durée d'exonération est de 6 ans à compter de l'affichage, aux sièges de la Métropole et de la Commune, faisant mention de la signature de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 012-3646/18C/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La convention PUP ci-jointe.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération du PUP Sainte Croix a été engagée avant le 1er janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Peynier, et Monsieur GLINUTZKI pour la mise en œuvre de sa construction dans le secteur de Sainte Croix.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant est autorisée à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de la convention de PUP.

### Article 3 :

En application de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, les constructions édifiées dans le périmètre de la convention sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pendant une durée de 6 ans à compter de l'affichage en mairie et au siège de la Métropole de la mention de la signature de la convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2020 CT2 167

**AVIS - Déclaration d'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles dans le cadre du Nouveau**

## **Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la Métropole est compétente notamment en matière d'habitat, de politique de la ville, de renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activité industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ne sont pas soumises à la définition de l'intérêt métropolitain et relève de la compétence exclusive de la Métropole.

La définition des critères de l'intérêt métropolitain concerne donc les autres opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la métropole est compétente notamment habitat, politique de la ville, renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Pour rappel, le Code de l'Urbanisme dans son article L300.1 définit les opérations et actions d'aménagement comme celles qui ont pour objets de mettre en œuvre :

- un projet urbain,
- une politique locale de l'habitat,
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- de favoriser le développement des loisirs de tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- de permettre le renouvellement urbain,
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels.

Ainsi, par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain pour caractériser l'intérêt métropolitain d'une opération d'aménagement a approuvé les critères suivants :

- les opérations dont le périmètre se développeront sur le territoire de plusieurs communes,
- le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines,
- notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville,
- les opérations mixtes dont la surface de plancher dédiée au développement économique sera

- significative,
- le caractère innovant et/ou expérimental de l'opération, la prise en compte dans son programme,
- de l'articulation habitat-transport et de démarches environnementales,
- les opérations d'aménagement liées à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

La commune de Vitrolles a été retenue depuis 2015 au titre de nouveaux projets de rénovation urbaine et dans ce cadre la Métropole souhaite poursuivre la dynamique de transformation urbaine déjà engagée par le 1<sup>er</sup> programme de renouvellement urbain sur le quartier des Pins. Le projet de renouvellement urbain de la Métropole Aix Marseille Provence pour le quartier Secteur Centre de Vitrolles a ainsi été retenu par l'ANRU en février 2020.

La convention cadre NPRU métropolitaine précise, en référence à la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, un nouveau cadre (le Contrat de Ville) et de nouveaux outils (dont le NPNRU), avec le portage à l'échelle intercommunale des projets de renouvellement urbain pour garantir l'intégration de ces quartiers au sein des dynamiques et outils structurants du projet de territoire : logement, économie, mobilité, environnement... Dans ce cadre la Métropole est responsable de la coordination générale du programme, de son articulation stratégique et opérationnelle avec les politiques et outils structurants qu'elle porte (économie, mobilité, habitat, énergie, environnement) et constitue l'interlocuteur privilégié pour l'ensemble des partenaires. Les Conseils de Territoire conduisent en association étroite avec les Maires des Communes concernées la définition, le portage et la mise en œuvre opérationnelle des projets de renouvellement urbain sur les quartiers concernés, conformément aux orientations et arbitrages retenus à l'issue des réflexions conduites dans le cadre de leurs protocoles de préfiguration respectifs.

De plus, le contrat de ville se fonde sur la définition de priorités d'intervention et notamment le cadre de vie et le renouvellement urbain, pilier décliné en un volet cadre de vie comportant 4 orientations et un volet projet urbain définissant les dimensions fondamentales des projets de renouvellement urbain sur les quartiers, dans le cadre de l'ANRU ou d'opérations de droit commun. La définition des projets urbains à l'échelle des quartiers vise ainsi à assurer directement la pleine inscription des quartiers Politique de la Ville dans les perspectives d'aménagement de l'agglomération. En cela, le socle des projets urbains pour l'ensemble des QPV se doit de correspondre aux orientations communautaires déterminées dans le cadre du SCOT, du Programme Local de l'Habitat (PLH), du Plan Départemental de l'Urbanisme (PDU) et des mesures de droit commun engagées pour favoriser la réduction des inégalités territoriales, promouvoir

la mixité sociale et les stratégies de peuplement et le développement d'équipements.

le quartier prioritaire au titre de la politique de la Ville comporte 6 505 habitants et 90% de logements sociaux, il se situe parmi les 37 % des quartiers prioritaires métropolitains les plus fragiles (indice de difficultés). Le secteur d'intervention est ciblé sur la partie dite du « Liourat », situé en bordure de l'axe principal de Vitrolles. Son positionnement est un atout, puisque situé à proximité d'un échangeur autoroutier, du centre-ville et de pôles commerciaux à rayonnement métropolitain.

Ainsi, le projet urbain du quartier du Liourat s'articule autour de 5 axes d'intervention :

- Augmenter la diversité de l'habitat et adapter la densité du quartier,
- Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider l'offre commerciale de proximité,
- Désenclaver le quartier et améliorer le cadre de vie
- Mailler plus simplement et plus lisiblement les espaces publics
- Restructurer le groupe scolaire des Pins

Le quartier du « Liourat » comprend sur sa partie Nord le secteur de la résidence « Prévert », à l'architecture atypique en arc de cercle, qui fait face à l'avenue Padovani, axe structurant de la ville, requalifiée sur la partie nord. Cette résidence est une copropriété constituée de 111 logements, 94 parkings souterrains et 23 locaux commerciaux en pied d'immeuble. L'ensemble des logements sociaux est détenu par « Logis Méditerranée ».

Malgré les efforts importants consacrés pour améliorer la résidence et le cadre de vie, ce quartier concentre de lourdes difficultés d'ordre urbain, économique et social. Dès lors, le secteur de 4,7 hectares autour de cette résidence va faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble spécifique au sein de du projet de renouvellement urbain global de Vitrolles.

Aucune reconstitution de l'offre démolie de logements locatifs sociaux n'est prévue sur site. Toutefois, cinq lots sont identifiés pour la réalisation d'opérations visant à répondre à l'enjeu de mixité sociale pour un total de 137 à 146 logements, soit une surface totale de plancher envisagée de 11 700 m<sup>2</sup> (dont 850 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux en rez-de-chaussée). L'ensemble de ces lots est localisé sur l'îlot libéré par la démolition de la résidence Prévert, permettant ainsi d'affirmer la centralité de ce secteur de Ville.

Les études ont permis de cerner les leviers les plus efficaces pour répondre aux enjeux mis en évidence sur le quartier du Liourat :

- La démolition de la résidence Prévert (111 logements sociaux)
- La requalification des espaces publics et notamment du square Colucci
- La création d'une voie nouvelle reliant l'avenue Padovani à la rue Pasteur



- La construction d'environ 140 logements en diversification sur le tènement foncier libéré par la démolition de la résidence Prévert

Le projet d'aménagement s'appuie sur la requalification d'espaces publics et d'espaces privés à usage collectif (place H. Dunant) :

- ☐ Traitement paysager du parking Sud des Pins
- ☐ Réaménagement de l'avenue Denis Padovani
- ☐ Réaménagement de l'avenue Jean Etienne Constant
- ☐ Réaménagement de la Rue Antoine Biancardini
- ☐ Réaménagement de la Rue Pasteur (de l'angle J.E Constant au croisement F. Benoit)
- ☐ Réaménagement de la Rue Fernand Benoit
- ☐ L'aménagement d'une nouvelle voie entre l'avenue Padovani et la rue Pasteur

De plus, la piscine Tournesol du « Liourat », équipement métropolitain, est en fin de vie. Une étude est actuellement conduite pour son remplacement sur un autre secteur de la commune dans une logique de rééquilibrage de l'offre sur le Territoire. Le foncier ainsi libéré dans le cadre de cette opération offrirait la possibilité de constituer une offre nouvelle d'habitat sur cette emprise supplémentaire d'environ 3 900 m².

Les études préalables ont permis d'estimer le coût prévisionnel de cette opération d'aménagement à 14,6 M€ H.T., incluant les acquisitions foncières, les travaux d'aménagement et l'ensemble des études et honoraires. Les recettes estimées pour la revente des charges foncières sont de l'ordre de 3,5 M€, elles doivent encore être affinées, notamment à travers d'éventuelles subventions qui seront sollicitées auprès du Département et de la Région en complément des aides escomptées de l'ANRU (1 M€). Il est proposé que le déficit restant constitue la participation de la Métropole au titre des opérations d'aménagement d'habitat d'intérêt métropolitain. Pour sa part, la commune mettra à disposition le foncier qu'elle détient pour la réalisation de l'opération.

Cette opération d'aménagement fera l'objet d'une concession d'aménagement spécifique avec la SPLA Pays d'Aix Territoires afin de mener à bien sur le plan opérationnel la rénovation de ce quartier. Dans le cadre de la formalisation de la concession d'aménagement, le bilan financier prévisionnel de l'opération et les missions affectées au concessionnaire seront précisés.

Les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain de cette opération d'aménagement seront déléguées au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, conformément à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuvée par délibération du 17/07/2020.

Le Territoire du Pays d'Aix en étroite collaboration avec la commune de Vitrolles engagera les études et démarches nécessaires visant à mettre en place les outils opérationnels adéquats permettant la mise en œuvre de cette opération d'aménagement métropolitaine et la réalisation des travaux.

Sur la base des objectifs poursuivis et des critères énoncés ci-dessus, il est donc proposé de déclarer d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier du Liourat sur la commune de Vitrolles dans le cadre du NPNRU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L300.1 du Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017 ;
- La délibération relative à l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 juillet 2020 ;
- Le périmètre de l'opération d'intérêt métropolitain du quartier du Liourat à Vitrolles ci-annexé.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole a défini les critères de l'intérêt métropolitain.
- Que l'opération d'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles répond aux critères posés par la délibération n° MET 17/4627/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017.



- Que le site répond à des enjeux structurant mettant œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville.
- Qu'une délibération du Conseil de la Métropole est requise afin de déclarer d'intérêt métropolitain cette opération d'aménagement.

## Délibère

### Article Unique :

Est déclarée d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier du Liourat sur la commune de Vitrolles dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), conformément au périmètre joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Développement économique et emploi - Zones d'activités

### 2020 CT2 168

### **AVIS - Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 – Cession du lot 14**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et permettra de créer 100 000 m<sup>2</sup> de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités

industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise « PHENIX AGENCEMENTS » qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans la réalisation de travaux de second œuvre pour des bureaux et l'aménagement de locaux (cloisons, faux-plafonds, sols souples, planchers techniques...) pour le compte d'importantes sociétés ou administrations.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément qui s'est réuni le 25 juin 2020 a donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « PHENIX AGENCEMENTS » le lot 14, d'une surface totale de 1 676 m<sup>2</sup>, au prix de 60 € HT/m<sup>2</sup> conformément à la grille tarifaire de la ZAC validée par le comité de pilotage du 9 mars 2017, soit 100 560 €HT.

Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Cependant, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a majoré dans son avis du 03/08/2020 cette tarification au regard de cessions récentes constatées à proximité à des prix plus élevés, faisant apparaître pour le lot 14 une différence de prix de +16% environ. Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation de la ZAC, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Les frais notariés liées à cette vente seront à la charge de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État n°2020-084V1261 du 3 août 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « PHENIX AGENCEMENTS » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 25 juin 2020.

Délibère

#### **Article 1 :**

Est approuvée la cession du lot 14 d'une superficie de 1 676 m² situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 100 560 € HT, soit 120 672 € TTC, à la société « PHENIX AGENCEMENTS », ou à toute personne physique ou morale que la société se réserve de désigner.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisée à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

#### **Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du

Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 169**

**AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil – Cession du lot D**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC du Carreau de la Mine est une opération réalisée en régie par le Pays d'Aix, elle est aujourd'hui entièrement viabilisée. Les objectifs de la ZAC sont de contribuer au développement de l'offre foncière sur le bassin de la Haute Vallée de l'Arc par la reconversion de cet ancien site minier et d'apporter une réponse aux besoins de foncier et/ou d'immobilier des entreprises de la pépinière Michel Caucik située à proximité.

La ZAC est divisée en trois secteurs : un secteur mixte (bureaux, ateliers), un secteur destiné à accueillir prioritairement un projet de promotion immobilière sous forme de parc d'activités et un dernier secteur industriel.

La commercialisation de la zone est aujourd'hui presque totalement achevée.

La société « ATA », spécialisée dans la conception et la production de Taximètre, s'était portée acquéreuse du lot D afin de poursuivre son développement et augmenter ses capacités de production. Le Bureau de la Métropole avait délibéré le 28 mars 2019 afin d'approuver cette cession. Cependant, cet acquéreur s'est dernièrement désisté au regard du contexte économique défavorable.

Le lot D a donc été remis en commercialisation et l'entreprise « AV ALUMINIUM », déjà implantée sur la ZAC, souhaite désormais acquérir ce terrain dans les mêmes conditions de prix afin d'y implanter des bureaux et ateliers dans le cadre de son projet de développement d'une filière spécialisée dans la création de murs acoustiques. Le Comité d'Agrément de la ZAC qui s'est réuni le 25 juin 2020 a donné un avis favorable à cette cession.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « AV ALUMINIUM » le lot D, composé de la parcelle cadastrée AY n°1143, d'une surface totale de 1 382 m², au prix de 80 € HT/m², conformément à l'avis de France Domaine du 3 août 2020.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot, sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2006\_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 portant création de la ZAC ;
- La délibération n° 2007\_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2020-060V1260 du 03/082020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société « AV ALUMINIUM » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine, et qu'il a obtenu l'agrément du Comité d'agrément du 25 juin 2020.

**Délibère**

**Article 1 :**

La délibération du Bureau de Métropole n°URB 009-5604/19/BM du 20 juin 2019 est abrogée.

**Article 2 :**

Est autorisée la cession du lot D d'une superficie de 1 382 m² situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil pour un montant de 110 560 euros HT, soit 132 672 euros TTC, à l'entreprise « AV ALUMINIUM » ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisée à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 170**

**AVIS - Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays**

## **d'Aix Territoires relative à l'opération d'aménagement CAP HORIZON à Vitrolles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement « Vitrolles Cap Horizon », d'un périmètre total de 80 ha dont 52 ha en ZAC, est destinée à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à une échelle métropolitaine.

La mise en œuvre du projet, qui a été déclaré d'intérêt communautaire en juillet 2013, a été divisée en deux secteurs :

- Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en juin 2015.
- Le secteur de Couperigne, hors ZAC, pour lequel les aménagements ont été également confiés à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC Vitrolles Cap Horizon, le concessionnaire est chargé de :

- Constituer le dossier de réalisation de ZAC.
- Acquérir à l'amiable auprès de l'EPF PACA les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération selon les termes de la convention tripartite CPA /EPF/commune de Vitrolles.
- Assurer la gestion et l'entretien des biens.
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération.
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération.
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération.
- Assurer la commercialisation et la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession.
- Mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions

avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération

- D'une façon générale, assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination sont indispensables pour assurer la bonne fin de l'opération.
- Solliciter les subventions auxquelles l'opération peut être éligible, et fournir les pièces justificatives nécessaires au versement des subventions.

La SPLA « Pays d'Aix Territoires » assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice 2019 écoulé et du comité de pilotage qui s'est également réuni deux fois.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, qui ont vocation à être transmis au concédant au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et dans les dispositions prévues aux articles précédents, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant notamment :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé, conformément au protocole passé entre l'EPF PACA, le Pays d'Aix et la Ville de Vitrolles,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagée et leur état d'avancement, les incidents éventuels,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées

pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé, distinguant la partie mobilité et la partie économique.

### **Synthèse du compte rendu annuel à la collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 4 Mars 2020 a présenté le CRAC 2019, en voici les faits marquants :

#### ***Foncier :***

La maîtrise foncière des terrains nécessaires à l'opération est une compétence dévolue à l'EPF PACA depuis la signature d'une convention d'intervention foncière en 2013 : 32,2 hectares ont depuis été achetés à l'amiable, pour un montant de 25,48 M€, soit 70% des terrains nécessaires à l'opération.

Pour mémoire, la SPLA a déjà acquis auprès de l'EPF PACA un total de 166 649 m<sup>2</sup> pour un montant de 13 367 448 € HT (hors frais notariés).

Acquisitions réalisées en 2019 :

- parcelle CI 81 (COLAS) sur les Estroublans, suite à la libération du terrain en juillet 2019.
- acquisition à l'euro symbolique de 4 parcelles propriétés de la Ville de Vitrolles.

La mission foncière de l'EPF PACA va se poursuivre avec l'acquisition des parcelles identifiées comme nécessaires au projet et l'obtention de l'arrêté de DUP obtenu le 21/02/2019.

Aucune cession n'a été réalisée en 2019.

#### ***Mise en œuvre de la ZAC :***

Le travail de conception des aménagements publics, débuté en 2017, s'est poursuivi en 2018 et 2019. Il a été malheureusement constaté la défaillance du BET co-traitant dans l'équipe de maîtrise technique du projet, et le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre a dû mettre fin à ses missions et désigner un nouvel intervenant.

Un complément d'étude circulatoire a été réalisé en 2019, de même que la reprise des études d'avant-projet sur le secteur des Estroublans, y compris le futur pôle d'échanges multi-modal.

Les taux de participations applicables pour les constructeurs autonomes au sein de la ZAC ont été précisés selon la destination des locaux, et validés par le Conseil de Métropole lors de sa séance du 24/10/2019.

L'enseigne LIDL, déjà présente avenue Victor Gelu, a déposé un projet pour délocaliser et agrandir sa surface commerciale sur un terrain situé en entrée Nord de la ZAC, une demande de permis de construire a été déposée le 14/10/2019, nécessitant un passage en CDAC. Une convention de participation a alors été signée pour un montant de 417 150 € HT.

L'année 2019 a également permis l'achèvement des travaux de requalification des voiries et de création des bassins de rétention sur l'ensemble du secteur de Couperigne, avec la remise en circulation de la Draille des Tribales. Les dépenses constatées s'élèvent à 3,591 M€ HT pour les travaux.

#### ***Commercialisation :***

Le lot n°1 a été vendu en 2017 à AKERA pour la construction d'un programme immobilier de bureaux de 4010 m<sup>2</sup>. Le Permis de Construire a été obtenu le 27 octobre 2017. Les travaux de construction se sont achevés en juillet 2019, permettant l'arrivée des entreprises EXPLEO et PERCALL, sous-traitants d'AIRBUS.

Sur le secteur de Couperigne, GICRAM a livré en juillet 2019 son programme mixte bureaux/activités de 6 100 m<sup>2</sup>. De même, NEXITY NEXIMMO a achevé les travaux pour son programme immobilier de 15 000 m<sup>2</sup>, avec une livraison d'une partie des locaux en juillet 2019.

#### ***Evolution du bilan :***

Le bilan global de l'opération CAP Horizon est resté stable entre 2018 et 2019, avec un maintien des dépenses / Recettes à 77 499 913 € HT, les modifications concernent les équilibres internes du fait de l'avancement des travaux et de la concrétisation des acquisitions foncières.

Les dépenses 2019, qui s'élèvent à 2,483 M€, sont inférieures aux prévisions évaluées à 5,500 M€. Cette minoration est essentiellement due au renouvellement d'une partie de l'équipe de maîtrise d'œuvre et à la reprise des études de conception qui n'a pas encore pu aboutir sur le secteur des Estroublans, au décalage des travaux de démolition lié à l'occupation illicite de certains terrains et le report des acquisitions foncières initialement prévues.

Les recettes sont par contre légèrement inférieures aux prévisions avec un réalisé de 2,094 M€ (participation de la Métropole) pour une prévision de 2,376 M€. L'apport de la Ville de Vitrolles sous forme de cession de foncier a été décalé sur l'année 2020, et aucune cession foncière constatée en 2019.

Le total général des participations (hors apport en nature de la Ville de Vitrolles), y compris la subvention FEDER, est maintenu à 38 404 413 €.

#### ***Perspectives 2020 :***

Les acquisitions foncières se poursuivront suivant l'aboutissement de négociations et des procédures



engagées par l'EPF, suivant une prise de possession des biens qui pourrait intervenir mi-2020. Cela concerne les parcelles situées sous l'assise du lot n°8 et, sur le secteur de Couperigne, les derniers terrains situés à proximité de la RD20.

Les études de conception de l'aménagement des espaces publics des Estroublans, de la gare routière et du franchissement mécanique de la Cuesta devraient s'achever.

Les travaux prévus en 2020 concernent la démolition et la dépollution sur le terrain ex-Colas sur le secteur des Estroublans. L'engagement des travaux liés au PEM et à l'esplanade publique se fera en 2021.

En fonction de ces éléments, seule la participation du budget annexe des transports sera appelée pour 2020 à hauteur de 2 900 000 €.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2019, le prévisionnel, pour les années à venir et le nouveau bilan actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Ce CRAC a été approuvé par le conseil d'administration de la SPLA du 4 Mars 2020, soit avant la crise sanitaire liée au COVID-19. Dès lors, les perspectives qui sont présentées doivent être prises avec précaution, il est en effet trop tôt pour intégrer les éventuels impacts de la crise sanitaire dans ces prévisions. Un travail a été engagé avec la SPLA et les services du Territoire pour suivre régulièrement les répercussions de la crise sanitaire sur le bilan en cours de chaque opération d'aménagement et anticiper des ajustements financiers. A ce stade, il a été convenu avec la SPLA Pays d'Aix Territoires, que ce CRAC pouvait être approuvé en l'état.

#### **Bilan extra-comptable de l'opération**

Le bilan présenté par l'aménageur ne tient pas compte des aides financières perçues directement par la Métropole au titre de cette opération d'aménagement, et qui viendront en déduction de sa participation.

En plus de la subvention FEDER obtenue et encaissée directement par la SPLA, la Métropole a également mobilisé des subventions complémentaires sur cette opération d'aménagement, pour un montant prévisionnel total de 12,63 M€ et qui se décompose ainsi :

- Une subvention d'un montant de 2 420 000 € dans le cadre du 3<sup>ème</sup> Appel à projet AFITF & ETAT « Transports collectifs et mobilité durable » lancé en 2016 par l'État.

- Dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial (CRET), la Région a accordé une aide d'un montant de 7 923 703 €, dont 1 405 391 € allouée sur une 1ère tranche de l'opération.

- Une aide financière de l'État dans le cadre du DSIL 2019 pour un montant total de 2 285 547 €.

Dès lors, sur un budget total de 77, 50 M€ HT, la participation de la Métropole au titre de l'opération « Cap Horizon » serait ramenée à 25,77 M€ contre 38,40 M€ initialement.

Au regard des éléments présentés, il est donc proposé d'adopter le présent compte rendu à la collectivité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2012\_A024 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 mars 2012 déclarant d'intérêt communautaire le périmètre opérationnel à enjeux des secteurs des Aymards/Couperigne/Estroublans à Vitrolles
- La délibération n°2013\_A114 du Conseil Communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant les conditions de mise en œuvre du projet ;
- La délibération n°2015\_A076 du Conseil Communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC ;
- La délibération n°2015\_A318 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2015\_B235 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_A321 du Conseil Communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B590 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2019 de l'opération Vitrolles Cap Horizon ci-joint.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 4 Mars 2020 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2019 de l'opération « Vitrolles Cap Horizon ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2019) de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » relatif à l'opération d'aménagement Vitrolles Cap Horizon.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents afférents à cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe des transports de la Métropole Aix Marseille Provence, en section d'Investissement : opération budgétaire n°2017269300, nature 238, autorisation de programme 172080TP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 171**

**AVIS - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Pallières II aux Pennes-Mirabeau passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics. Ce projet d'extension est situé entre la partie Est du village déjà urbanisé, la ZAC Pallières I à l'Ouest et la zone commerciale et d'activités au Nord. La superficie totale de la ZAC Pallières II est d'environ 33 hectares.

La Zone d'Aménagement Concerté Pallières II a été créée par délibération du conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 26 février 2015 et son dossier de réalisation approuvé le 21 décembre 2017.

Le programme prévisionnel de construction prévoit 96 000 m² de surface de plancher :

- 90 000 m² de surface dédiée à de l'habitat (environ 1000 logements) dont 30 % de logements sociaux. En terme de formes urbaines, le programme de logements sera réparti de la manière suivante :
  - 64 % de logement collectif
  - 24 % en habitat groupé
  - 12% en habitat individuel
- 6 000 m² de surface de plancher dédiée à du commerce de proximité et des activités.

Le programme des équipements publics prévoit :

- Des équipements d'infrastructures : un mail central, des voiries, des parkings, une place centrale et un parvis, les bassins de rétention et d'infiltration, des aménagements paysagers, un carrefour sur la RD113
- Des équipements de superstructures : un groupe scolaire, une crèche, un city-parc et des services publics de proximité

Par délibération du Conseil de Métropole n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017, cette opération a été déclarée d'intérêt métropolitain. Le Conseil de Métropole du 28 juin 2018 a approuvé par délibération n° URB 029-4188/18/CM le transfert effectif de l'opération à la Métropole actant son périmètre ainsi que la date du transfert de maîtrise d'ouvrage.

Un avenant n°2 à la concession d'aménagement a été signé pour adapter le traité de concession en conséquence, et acter que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit devenue le concédant de cette opération.

Au travers du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du programme de construction ; sachant que dans cette opération l'EPF PACA est chargé de la maîtrise foncière du terrain d'assiette de l'opération.
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- Démolir les bâtiments existants le cas échéant nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération ;
- Commercialiser le foncier aménagé ;
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

La SPLA du Pays d'Aix assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
- Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par

les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

La SPLA du Pays d'Aix a ainsi transmis à la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2019.

#### Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité :

- Activité de la concession sur l'exercice écoulé (2019) :

Concernant la maîtrise foncière :

- Les négociations foncières conduites par l'EPF PACA ont permis d'obtenir un accord de principe d'un propriétaire foncier de terrains situés en continuité de foncier déjà maîtrisé par la ville à l'Ouest de la ZAC (secteur ouvert à l'urbanisation).
- Des discussions ont été entreprises avec l'Etat pour l'acquisition d'une parcelle lui appartenant.
- Dans le secteur est de la ZAC (non encore ouvert à l'urbanisation) les acquisitions et les négociations se poursuivent.

Concernant les études, un bureau d'étude technique a été désigné au terme d'une consultation pour la mission de maîtrise d'œuvre de la première tranche (conception VRD et viabilisation et suivi des travaux).

Le projet de cahier des charges de cessions de terrains (CCCT) pour la première tranche est en cours de rédaction.

La Ville des Pennes Mirabeau souhaite réaliser une crèche municipale sur un terrain de la ZAC initialement destiné à la réalisation d'un parking public. Le comité de pilotage du 18 décembre 2019 a donné son accord. Le projet sera financé par la commune. La modification du dossier de réalisation de la ZAC ainsi que l'élaboration d'un CCCT spécifique sera nécessaire.

- Evolution du bilan prévisionnel de l'opération :

En dépenses :

Le montant total des dépenses est arrêté à 43 493 127 € HT.

Aucune dépense complémentaire n'est nécessaire. Le poste « rémunération du concessionnaire » demeure inchangé par rapport au CRAC précédent.

En recettes :

Le montant total des recettes est arrêté à 44 053 931 € HT, soit une augmentation de 448 352 € HT par rapport à l'exercice précédent. Le comité de pilotage du 18 décembre 2019 ayant acté un changement de répartition en entre les produits vendus pour permettre la réalisation d'un plus grand nombre de logements sociaux.

En effet, au bilan 2018, il était acté :

- 30% de logements sociaux,
- 60% de logements libres,
- 10% de logements à prix maîtrisé

La nouvelle répartition retranscrite au bilan 2019 est :

- 35% de logements sociaux
- 65% de logements libres

Le résultat d'exploitation est à ce stade positif avec un montant de 560 805 euros.

- Perspectives 2020 :

En 2020, il s'agira de :

- Mettre en œuvre la première tranche de la ZAC :
  - o Finaliser l'acquisition du foncier permettant la réalisation de la première tranche de l'opération
  - o Lancer la consultation des entreprises pour la viabilisation de la première tranche de la ZAC
  - o Finaliser les cahiers des charges de cession de terrains de la ZAC
  - o Lancement de la commercialisation de la première tranche de la ZAC
- Déposer un dossier de Déclaration d'utilité Publique par l'EPF PACA pour assurer la maîtrise complète de l'assiette foncière de l'opération
- Modifier le dossier de réalisation pour :
  - o - permettre la réalisation du projet de crèche communale ;
  - o - intégrer la modification de la répartition du programme de logements (35% de logement sociaux et 65% de libre) ;
  - o - le cas échéant après validation du comité de pilotage modifier la possibilité de réalisation du programme à hauteur de 25% par des prioritaires privés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN001-17/07/20 CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 actant le transfert de l'opération « ZAC des Pallières 2 » aux Pennes Mirabeau ;
- La délibération du Bureau de Métropole n°URB 031-4377/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée Pallières 2 aux Pennes Mirabeau ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération « ZAC Pallières 2 » transmis par la SPLA du Pays d'Aix ci-joint.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC Pallières II établi au 31 décembre 2019 par la SPLA Pays d'Aix Territoire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 172**

**AVIS - Zone d'Aménagement Concerté Pallières II aux Pennes-Mirabeau - Modification n°1 du dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin d'anticiper une demande croissante de logements, la commune des Pennes Mirabeau a décidé d'étendre l'urbanisation du secteur des Pallières en réalisant une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics.

Ce projet, d'une superficie totale d'environ 33 ha et d'environ 1000 logements, est situé en continuité d'espaces bâtis, en bordure de la Route Départementale n°113.

Le dossier de création de la ZAC des Pallières II a été approuvé le 1er juin 2015, par délibération du conseil municipal des Pennes Mirabeau et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires qui intervient en qualité d'aménageur.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération du conseil municipal du 21 Décembre 2017 comprenant notamment :

- Le programme des équipements publics à réaliser dans la zone ;
- Le programme global des constructions à réaliser dans la zone ;
- Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps ;
- Les compléments de l'étude d'impact.

La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement et a reconnu d'intérêt métropolitain en accord avec la commune des Pennes Mirabeau, la ZAC des Pallières II.

Par délibération du Conseil de Métropole n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018, le transfert effectif de l'opération à la Métropole en qualité de maître d'ouvrage concédant a été approuvé.

Néanmoins, il a été décidé que la Ville des Pennes Mirabeau resterait présente dans les instances décisionnelles et de contrôle de l'opération, notamment au travers des Comités Techniques et des Comités de Pilotage.

Dans le cadre des séances de ces instances, la ville des Pennes Mirabeau, a exprimé le souhait de réaliser une crèche communale sur la parcelle cadastrée CO 542 comprise dans le périmètre de ZAC en bordure de la RD 113.

Pour mémoire, il était envisagé dans le programme des équipements publics de la ZAC de réaliser sur ce terrain un parking public, d'environ 70 places, et ses annexes techniques.

L'examen de la demande de la Ville a permis d'identifier que le stationnement prévu initialement sur cette parcelle pouvait être redéployé dans l'enceinte du projet au plus proche des équipements publics et des logements et qu'en outre, ce nouveau positionnement de la crèche s'articulait parfaitement avec l'organisation urbaine. La crèche sera située dans la continuité directe des équipements publics et communs majeurs (école, place, commerces...) en lien avec l'intensité urbaine de ce futur quartier. Elle disposera en outre, d'une parfaite accessibilité.

A noter que la capacité globale, environ 220 places, de stationnement public reste inchangée sur le périmètre de la ZAC.

Il a été confirmé par le Comité de Pilotage du 18 décembre 2019 que d'une part, ce projet de crèche resterait un équipement public intégré dans le périmètre de la ZAC et que d'autre part, la réalisation serait portée financièrement, non pas par le bilan de l'opération mais par la Ville des Pennes Mirabeau qui assurera également la mise en œuvre opérationnelle. Ainsi la crèche ne sera pas inscrite dans le programme des équipements de publics de la ZAC.

Ce projet sera mis en œuvre en anticipation de la création du quartier et permettra de satisfaire des besoins d'ores et déjà existants à l'échelle de la Ville et donc exogène au développement de la ZAC.

Afin de prendre en compte ce changement, il y a lieu de modifier le dossier de réalisation de ZAC et notamment le programme prévisionnel de construction de la ZAC pour y intégrer la crèche sous maîtrise d'ouvrage de la Commune.

En conséquence, doivent être modifiés :

- le dossier de réalisation pour mettre à jour de manière globale de cette évolution (texte et cartographie) ;
- le programme des équipements publics pour modifier l'emplacement du parking initial prévu sur la parcelle CO 542 et repositionner de nouvelles places de parking publiques ;
- le programme de construction prévisionnel de la ZAC pour y intégrer le projet de crèche porté par la Commune ;
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération intégrant la cession du foncier de la crèche à la Ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :



**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 déclarant l'opération de « ZAC Pallières II » d'intérêt métropolitain ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les modalités de transfert de l'opération « ZAC Pallières II » ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la modification du dossier de réalisation : la mise à jour du programme des équipements publics (déplacement des places de stationnement publiques) et la modification du programme prévisionnel de construction (intégration du projet de crèche communale) de la ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification n°1 du dossier de réalisation de la ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, en particulier les mesures de publicité et d'information édictées

par l'article R.311-5 du Code de l'Urbanisme.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 173**

**Réhabilitation de la zone d'activités des Joncquiers - Acquisition de deux parcelles sur la commune des Pennes-Mirabeau pour la création d'une voirie nouvelle**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités des Joncquiers, sur la commune des Pennes-Mirabeau, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée en 2004 dans des travaux visant à améliorer et à sécuriser l'accès à la zone. Le programme de cette opération, validé par le conseil communautaire du 6 juin 2013, porte sur l'aménagement de deux carrefours giratoires sur la RD368 et d'une contre-allée comprenant : une piste cyclable bi-directionnelle, un cheminement piéton, des places de stationnement longitudinales, des aménagements paysagers, un éclairage public, le traitement qualitatif et quantitatif du réseau pluvial et la mise en place de la signalisation.

Le projet a fait l'objet d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté du Pays d'Aix, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Commune des Pennes Mirabeau le 12 mars 2014. Cette convention stipulait, notamment, que l'acquisition éventuelle du foncier nécessaire à la réalisation des aménagements était à la charge de la Commune des Pennes-Mirabeau, alors compétente en matière de foncier.

La réalisation de la contre-allée et des deux ouvrages nécessite l'acquisition de surlargeurs impactant plusieurs parcelles privées. En 2016 et 2017, la Commune des Pennes-Mirabeau s'est rapprochée des différents propriétaires pour obtenir leur accord sur la cession des emprises nécessaires au projet. Plusieurs prises de possession anticipée ont alors été signées.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la zone d'activités a été transférée à la Métropole. L'acquisition du foncier ne relève donc plus de la Commune, mais de la Métropole.

Aujourd'hui, il convient de finaliser un accord pour l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées CM175 et CM176, consistant en :

- une emprise de 300 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle CM175 propriété de SUD LOISIRS

- une emprise de 675 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle CM176 propriété de SUD LOISIRS.

La Métropole a sollicité un expert foncier qui a évalué la valeur de ces parcelles à 30,60€ /m<sup>2</sup>.

La Métropole a sollicité ce propriétaire qui a donné son accord pour céder ces terrains au montant estimé par l'expert, à savoir :

- 9 180 € pour l'emprise de 300 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle CM175,

- 20 655€ pour l'emprise de 675 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle CM176.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc acquérir ces deux surfaces d'une totalité de 975 m<sup>2</sup> pour un montant total de 29 835 € HT. Cette acquisition sera financée sur l'AP n°2017-22 Les Jonquières.

Compte-tenu du montant, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par le service des domaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A448 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant la création d'une autorisation de programme de 4.000.000 € ;
- La délibération n°2013\_A083 du Conseil communautaire de la CPA du 6 juin 2013 approuvant le programme de travaux et la signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement par subvention avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 septembre 2020.

**Où le rapport cidessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise de 300 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CM n°175, propriété de Sud Loisirs et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 9 180 € HT.

#### **Article 2 :**

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise de 675 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section CM n°176, propriété de Sud Loisirs et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 20 655 € HT.

#### **Article 3 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

#### **Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du pays d'Aix ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents relatifs à ces acquisitions et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 343, nature 4581162343, fonction 61, autorisation de programme DI343AP3.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 174**

**Réhabilitation de la Zone de Plan de Campagne - Publication aux hypothèques de l'arrêté instituant une Servitude d'Utilité Publique pour l'établissement de canalisations publiques d'assainissement sur le Territoire des Communes de Cabriès et des Pennes-Mirabeau et paiement des indemnités afférentes**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite aux inondations ayant touché les communes de Cabriès et des Pennes-Mirabeau en décembre 2003, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) aujourd'hui intégrée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la réalisation d'un « Schéma directeur et programme d'assainissement pluvial » portant sur la zone commerciale de Plan de Campagne.

Ledit schéma, validé en 2011, a mis en évidence plusieurs dysfonctionnements sur les ouvrages existants. Il définit un programme d'interventions sur les réseaux scindé en 5 phases distinctes mais étroitement liées entre elles. Le programme des travaux a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation, au titre de la « Loi sur l'Eau » en date du 11 avril 2011.

Au titre des différentes phases de travaux autorisés dans ce cadre, était prévue la création d'un nouveau collecteur ouest afin de délester le collecteur principal existant à partir de Castorama et le raccordement de ce nouveau collecteur au dégrilleur automatique et au séparateur d'hydrocarbures réalisés précédemment.

Le secteur de Plan de campagne étant caractérisé par une très faible maîtrise foncière publique, les communes de Cabriès et des Pennes-Mirabeau ont, en 2015, sollicité de la Préfecture la constitution d'une servitude relative à l'établissement d'une canalisation d'eaux pluviales au titre des articles L152-1 et L 152-2 du Code Rural et de la pêche maritime.

Le 29 février 2016, la servitude dite du « collecteur Ouest » a été établie par arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône puis réalisé par la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoire. (voir plan en annexe)

L'arrêté préfectoral du 29 février 2016 sus-évoqué prévoyait l'indemnisation des propriétaires et la publication de l'arrêté à la conservation des hypothèques à la diligence des maires concernés.

En raison de 6 contentieux devant le tribunal administratif, l'indemnisation et la publication de la SUP du collecteur Ouest n'ont pas été réalisées par les communes. Ces contentieux étant désormais éteints, il appartient aujourd'hui au territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence de s'en charger au titre de la compétence développement économique, qui comprend la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités. En effet, ladite compétence a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence et déléguée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Il est précisé que les indemnités seront versées aux propriétaires conformément aux estimations réalisées le 30 juillet 2014 par les services de France Domaine.

Le paiement des indemnités d'un montant de 70 238 euros HT sera financé sur l'AP n°2017-15 dans le cadre de l'opération du collecteur Ouest.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté Préfectoral du 29 février 2016 portant institution d'une servitude pour l'établissement de canalisation publique d'assainissement sur le territoire des communes de Cabriès et des Pennes

Mirabeau dans le cadre de la mise en place d'un nouveau collecteur d'eaux pluviales à Plan de Campagne ;

- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire du Développement Economique, emploi et agriculture du 22 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

**Article 1 :**

Est approuvée la publication par la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'Arrêté Préfectoral du 29 février 2016 instituant une servitude pour l'établissement de canalisations publiques d'assainissement sur le territoire des communes de Cabriès et des Pennes Mirabeau dans le cadre de la mise en place d'un collecteur d'eaux pluviales à Plan de campagne.

**Article 2 :**

Est approuvé le versement aux propriétaires des indemnités dues au titre de l'établissement de la servitude conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 29 février 2016 sus-évoqué.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer tous les documents relatifs à cette publication et à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires, d'un montant de 70 238 euros HT sont inscrits sur le budget 06, État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162335, nature 4581 fonction 61, autorisation de programme DI 335 AP1.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi - Interventions économiques**

**2020 CT2 175**

**AVIS - Approbation de subventions au bénéfice d'un projet immobilier porté par une entreprise du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence en mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

**Présentation de la société Occitane d'Environnement (ODE) :**

La S.A.S. ODE, TPE de 7 salariés, est spécialisée dans les traitements des eaux usées urbaines et industrielles. Elle propose des prestations clé en main aux collectivités et industriels pour le traitement de leurs effluents aqueux. L'entreprise se charge de l'identification des besoins et de la construction de l'ouvrage de dépollution, elle apporte également une aide à l'exploitation.

Depuis sa création en 2011, ODE a connu une croissance régulière pour atteindre à ce jour un chiffre d'affaires de 4 M€. Elle a réalisé à ce jour 150 stations d'épuration industrielles.

Les six actionnaires de la société ont tous une expérience réussie dans le traitement des eaux et forment une équipe complémentaire :

- 3 ingénieurs traitement des eaux, chargés des analyses, du choix des procédés et du dimensionnement et du suivi du chantier ;

- 1 chaudronnier tuyauteur pour la gestion des fabrications et l'assemblage des équipements ;
- 1 électricien automaticien instrumentiste s'occupant de l'alimentation de la station et son pilotage ;
- 1 expert en équipement en équipement électromécanique.

ODE a su développer et commercialiser plusieurs procédés techniques innovants dont un programme de désinfection des eaux de lavage de blanchisserie hospitalière.

L'entreprise loue actuellement des locaux au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence (Parc Eiffel) mais la surface des locaux n'est pas compatible avec ses projets d'expansion. Au vu de ses résultats positifs et de sa situation financière stable, la société ODE a décidé de procéder à l'acquisition de ses propres locaux, afin de pouvoir accueillir de nouveaux collaborateurs.

#### Le projet immobilier :

Dans ce contexte, la société ODE a fait le choix d'acquérir, via la S.C.I. FOCS, des locaux proposés dans le cadre d'un programme immobilier neuf, JFACTORY, porté par Figuière Immobilier. L'immeuble en cours de construction est situé 130, rue Frédéric Joliot au Pôle d'activités d'Aix-en-Provence. Cet ensemble comprendra 6 lots à usage ateliers/entrepôt avec bureaux aménagés et deux lots à usage commercial. Le permis de construire a été obtenu dès octobre 2019. La livraison est prévue pour novembre 2021 au plus tard.

S'agissant d'une Vente Future en l'Etat d'Achèvement, le contrat de réservation a été signé le 28 juillet 2020.

Le lot n° 6 est chiffré à 470.000 € HT, montant auquel s'ajoute 12.000 € HT pour 8 places de parking. Des travaux d'aménagement s'avèrent nécessaires, pour un montant de 100.000 € environ. Dans la mesure où ceux-ci seront pris en charge par l'entreprise et non pas par la S.C.I., ils ne rentrent pas dans l'assiette éligible. Celle-ci est donc chiffrée à 482.000 € HT.

Au vu de la nature de l'activité du projet de développement de l'entreprise et de la qualité de la construction, le projet répond aux critères d'éligibilité fixés dans le règlement approuvé par la délibération du 16 mai 2019.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer ce projet à hauteur de 90.000 €, soit 18,67 % de l'assiette éligible de 482.000 €. La subvention sera versée à la S.C.I. FOCS qui la répercutera sur les loyers payés par la société d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° HN 001-17/07/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Que par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 ont été approuvés le dispositif



métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sous forme de subvention et le règlement d'attribution y affèrent.

- Que ce dispositif d'aide consiste à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.
- Que l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20% pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application.
- Que l'aide est conditionnée et plafonnée à 200 000 euros par entreprise.
- Que l'entreprise OCCITANE D'ENVIRONNEMENT (ODE) a sollicité une aide.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée :

- une subvention d'aide à l'immobilier de 90.000 € au bénéfice de la société ODE basée à Aix-en-Provence (subvention versée à la S.C.I FOCS), au titre de son projet d'investissement sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

### Article 2 :

Est approuvée la convention tripartite correspondante, annexée au rapport.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer les conventions ainsi que tout document afférent à cette délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget (06) État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **2020 CT2 176**

### **AVIS - Aide à l'immobilier - Approbation d'un avenant à la convention signée avec la S.A.S. HIGHTAIX**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence en mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

Le dispositif d'aide à l'immobilier était déjà en place sur le Pays d'Aix depuis 2012.

A ce titre, par délibération du Bureau Métropolitain n° ECO 017-3901/18/BM en date du 17 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accordé à la société HIGHTAIX une subvention d'un montant de 163 647 €, pour l'acquisition d'un terrain sur le Pôle Morandat à Gardanne et la construction d'un bâtiment d'activités destiné à accueillir l'activité de la société. Cette subvention représentait 20 % d'une assiette éligible de 818 235 € HT.

Créée en 2013, la société HIGHTAIX a été hébergée à la Pépinière d'entreprises innovantes de Meyreuil pendant une durée de six ans, bénéficiant

de plusieurs prolongations dans l'attente de la réalisation de son propre projet immobilier.

HIGHTAIX est spécialisée dans la conception de machines de production innovantes sur mesure, qui sont robotisées, automatiques ou semi-automatiques. Possédant des compétences en prototypage et installations pilotes pouvant aller jusqu'à la ligne de fabrication complète, l'entreprise intervient pour le compte de clients industriels pour différents secteurs d'activités : automobile, aéronautique, biens d'équipements, parfumerie et cosmétique....

L'entreprise connaît un développement régulier depuis sa création. En effet, entre 2017 et 2019, le chiffre d'affaires est passé de 1.270 k€ à 1.870 k€ en 2019, tandis que le nombre de salariés est passé de 7 à 11. Deux embauches prévues pour début 2020 ont dû être reportées en raison de la crise sanitaire, sachant que HIGHTAIX a pu maintenir son activité et répondre aux commandes pendant cette période, même si elle n'a pu remplir les objectifs escomptés.

La société HIGHTAIX a pu prendre possession de ces nouveaux locaux le 29 novembre dernier, même s'il reste quelques petits travaux à réaliser.

Il s'agit d'un bâtiment R+2 de 546 m<sup>2</sup> composé de bureaux et d'atelier, sur un terrain acquis préalablement de 1630 m<sup>2</sup>. Conformément au cahier des charges du Parc d'activités du Pôle Morandat, le bâtiment a été labellisé BDM (Bâtiment Durable Méditerranéen), il est doté de panneaux solaires, de matériaux recyclés et bénéficie de la géothermie mise en place sur cet ancien site minier. L'investissement total a finalement été chiffré à un montant de 1,58 M€.

Conformément aux dispositions de la convention bilatérale signée le 5 septembre 2018, un acompte de 50 % de la subvention a été versée à la société HIGHTAIX en novembre 2018, sur la base des pièces justificatives requises (permis de construire, déclaration réglementaire d'ouverture de chantier, financement). Lors de la phase d'instruction, HIGHTAIX avait en effet déclaré que l'opération immobilière serait directement portée par la société d'exploitation.

Or, suite aux recommandations d'un cabinet d'avocats, la Société HIGHTAIX a décidé de mettre en œuvre son projet à travers d'une SCI dans laquelle elle détiendrait l'usufruit temporaire des parts sociales. La SCI 1920 SVC a ainsi été constituée. Filiale à 99,99 % de la société HIGHTAIX, elle procède à la construction du bien immobilier qu'elle louera à la société HIGHTAIX. La réalisation de l'opération au travers de ce schéma opératoire était le plus intéressant économiquement pour la société HIGHTAIX, et représentait une solution pérenne pour la structure.

Conformément à l'article 4.1 de la convention précitée, aux termes duquel « l'entreprise est tenue d'informer la Métropole Aix-Marseille-Provence de toute modification concernant le projet tel que décrit

*dans l'exposé préalable. Il appartiendra à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accepter cette modification et, le cas échéant, de modifier la présente convention par voie d'avenant »* ; la société HIGHTAIX a informé la Métropole par courrier en date du 27 septembre 2019 que la construction du bâtiment serait finalement réalisée par la SCI 1920 SVS et demandait ainsi le transfert de la subvention à la SCI.

Aussi, en vertu de l'article 4.1. précité de la convention initiale, il est donc proposé de modifier cette convention par voie d'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 1511-3 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération n° HN 001-17/07/20 CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet

2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente, sur le fondement de l'article L.1511-3 du CGCT, pour définir les aides ou les régimes d'aides et pour décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises.
- Qu'une subvention de 163.647 € a été accordée à la société HIGHTAIX, par délibération du Bureau Métropolitain n° ECO 017-3901/18/BM en date du 17 mai 2018, au titre de son projet immobilier sur le Pôle Morandat à Gardanne.
- Que dans la mesure où le montage intègre une société civile immobilière ou autre société de portage, la subvention est, conformément au règlement d'attribution, versée à celles-ci.
- Que l'entreprise HIGHTAIX a sollicité le transfert de ladite subvention vers la S.C.I 1920 SVC.
- Que la Métropole entend y répondre favorablement.

Délibère

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant à la convention bilatérale entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la S.A.S. HIGHTAIX relative à l'octroi d'une aide au titre du projet d'investissement immobilier à Gardanne, annexé au rapport.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant ainsi que tout document afférent à cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 177**

**Attribution d'une subvention – Avenant n°1 à la convention d'application relative à la réalisation du projet de Recherche et Développement MERLE1 faisant intervenir la société NERYS dans le cadre du programme PSPC-Régions n°1**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Bureau Métropolitain en date du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention de 100.000 € à la S.A.S. NERYS basée à Gardanne, au titre de sa participation au projet de R&D MERLE1, retenu à l'Appel à projets PSPC-Régions n°1.

Ce dispositif de soutien financier, inscrit dans le Programme d'Investissements d'Avenir, a pour vocation de sélectionner des projets de recherche et développement structurants, conduits par un consortium comprenant des partenaires industriels et académiques. Les projets sont jugés en fonction de leurs retombées économiques et technologiques directes.

Le projet MERLE1 vise à développer un système électromagnétique de mesures géophysiques pouvant être embarqué sur un support aérien léger et capable de fournir des données et images relatives au sous-sol.

Plusieurs utilisateurs potentiels intéressés par ce dispositif :

- les organismes publics tels que les Agences de l'Eau, EDF, RTE, le CREMA, l'ONF...,
- l'Armée,
- certains Industriels et leurs BET,
- les aménageurs,
- les carriers et miniers.

Les taux d'aide publique sur ce dispositif sont réglementairement encadrés :

	Type de bénéficiaire		
	PME	ETI	GE
Projet non labellisé	35,00%	25,00%	20,00%
Projet labellisé par un Pôle de compétitivité	50,00%	35,00%	25,00%

Le projet MERLE1 a été labellisé par les Pôles SAFE et AEROSPACE VALLEY. Sur une base d'assiette éligible de 634.048 €, la société NERYS a ainsi droit à une subvention de 50 % soit un montant de 317.024 €. La Région Provence Alpes Côte d'Azur, chef de file en matière d'aides économiques, s'est positionnée à hauteur de 237.024 €. La Métropole intervenant en abondement de la subvention régionale, elle ne peut intervenir qu'à hauteur de 80.000 € pour respecter le plafond d'aide publique. Par conséquent, il est proposé, par voie d'avenant, de ramener à 80.000 € la subvention votée au bénéfice de la société NERYS.

Il convient de rappeler que le projet MERLE1 est également soutenu financièrement par l'Etat, à hauteur de 348.049 €. L'Etat intervient cependant sur les deux autres partenaires du consortium, la société ICARE et le BRGM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ;
- Le régime d'aide notifié SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°18-555 votée par la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région

Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) ;

- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 et approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La convention-cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économique signé le 2 avril 2019 ;
- Le courrier du Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 19 mai 2020, faisant état de l'intention de cofinancement du projet MERLE1 ;
- La décision du Premier Ministre n° 2020\_PSPC-11 relative au projet MERLE 1 ;
- La délibération n° HN001-17/07/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° IVIS 002-8139/20/BM du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'attribution de subventions à trois entreprises dans le cadre des projets de R&D collaboratifs retenus à l'Appel à Projets « PSPC-Région » n°1.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'importance stratégique de l'effort d'innovation des entreprises, notamment dans la crise actuelle, la Métropole entend soutenir les projets de R&D collaboratifs développés sur la base de l'Appel à projets PSPC Régions n°1 et cofinancés par la Région.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est porté à 80 000 €, au lieu des 100 000 €, le montant de la subvention accordée à la société



NERYS dans le cadre des projets de R&D collaboratifs retenus à l'Appel à Projets « PSPC-Région » n°1, compte-tenu du plafond réglementaire.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention initiale signée avec la société NERYS.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer l'avenant ainsi que tout document afférent à cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162384, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI384AP9.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 178**

**AVIS - Attribution d'une subvention d'investissement à Aix-Marseille Université relative à l'opération CEREGE - Aide à l'acquisition d'outils analytiques - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique en matière d'innovation et d'enseignement supérieur, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend soutenir les études et les travaux menés par le laboratoire du CEREGE et notamment sa plateforme expérimentale « Magnétisme, Matériaux et Géophysique de Terrain » (MMGT), au travers de

Aix-Marseille Université, tutelle porteuse de l'opération.

Cette Plateforme vient d'être créée, en continuation et extension du laboratoire de Magnétisme des Roches implanté sur le Technopôle de l'Arbois en 1995, dans un bâtiment amagnétique appelé « Le Chalet ».

Les mesures de champs magnétiques obtenues avec les instruments qui équipent la plateforme servent en particulier à des projets liés à l'étude de l'environnement : changements climatiques, pollutions, feux de forêt, fluctuations du champ magnétique terrestre, caractérisation magnétique de matériaux comme le béton, planétologie (analyse des matériaux extraterrestres et des cratères d'impact) l'archéologie et la datation de la présence d'hominidés.

Les deux magnétomètres principaux de ce laboratoire, le Superconducting Remanent Magnetometer (SRM) et le Vibrating Sample Magnetometer (VSM) sont vétustes (datant d'avant 1995) et victimes de pannes à répétition. Les impacts de cette obsolescence sur la production scientifique sont majeurs, puisque cette technologie permettait la publication de 15 à 20 articles par an (dont 9 « Nature » ou « Science » depuis 2011) assurant une attractivité nationale et internationale remarquable du laboratoire, avec de nombreux utilisateurs du monde entier (USA, Russie, Chine, etc...)

Ces deux instruments alimentent aussi l'activité de développement technologique du CEREGE avec de nombreux prototypes réalisés et un brevet au cours des dernières années.

Afin de préserver le niveau d'excellence de la recherche menée sur le technopôle de l'Arbois, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer au financement de l'acquisition et de l'installation d'un nouvel outil analytique. A ce titre, il est proposé l'octroi d'une subvention de 80 000 € au CNRS, tutelle de l'opération pour le CEREGE (Guichet Unique N°2020-01339) et d'approuver la convention afférente.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 195 000 €.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Fonds Propres	58,98 %	115 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	41,02 %	80 000 €

Il est proposé l'attribution d'une subvention de 80 000 €, représentant 41,02 % du coût du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**



Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 014-5090/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération CEREGE – Aide à l'acquisition d'outils analytiques du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier.

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'acquisition et l'installation d'un magnétomètre Vibrating Sample Magnetometer (VSM) dans le cadre de la plateforme expérimentale « Magnétisme, Matériaux et Géophysique de Terrain » (MMGT).

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée d'une subvention de 80 000 euros au CNRS (tutelle de l'opération pour le CEREGE).

**Article 2 :**

Est approuvée la convention relative à l'attribution de la subvention entre la Métropole et le CNRS.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cette convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2020 Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : 4581, autorisation de programme DI9052AP, opération : 4581162905

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 179**

**Attribution d'une subvention à l'association "Hexalab" au titre de la stratégie numérique et de la French Tech**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix est engagé dans une démarche de consolidation des acteurs du Numérique.

En effet, par délibération n°2013\_B538 du 5 décembre 2013, le Bureau communautaire de la CPA approuvait les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix. Ainsi, il s'agit :

- D'une part, d'offrir à l'ensemble des acteurs et innovateurs du territoire, les outils et les conditions de l'émergence de leurs innovations ;
- Et d'autre part, de soutenir le développement de projets numériques innovants au bénéfice des entrepreneurs et des citoyens.

Ces principes s'inscrivent pleinement dans la stratégie de densification et d'animation de l'écosystème numérique à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Constituer des passerelles entre les différents secteurs du numérique par des événements ludiques et engageants permet de développer les échanges, les partenariats et les bonnes pratiques en favorisant la rencontre et le partage autour des nouvelles technologies pour différents nouveaux usages. L'acculturation numérique est un axe prioritaire à la bonne compréhension de l'outil numérique ainsi qu'à une utilisation vertueuse et porteuse d'opportunités pour les citoyens, les acteurs ainsi que l'ensemble de l'écosystème numérique du territoire.

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'Euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique.

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016 et a été renouvelée pour le nouveau label annoncé par le gouvernement au début de l'année 2019 au titre de Réseau French Tech et Capitale French Tech. Le soutien au développement de projets numériques au bénéfice des associations, des entrepreneurs et des citoyens fait partie de la stratégie numérique adoptée par le Pays d'Aix et participe à la dynamique French Tech dans laquelle le Territoire et la Métropole se sont engagés.

Le Conseil de territoire du Pays d'Aix propose de soutenir l'association « HEXALAB » qui mène, à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole, des actions pertinentes, en cohérence d'une part avec les principaux axes de la stratégie numérique du Pays d'Aix, et d'autre part avec les projets inscrits dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille concernant le thème du développement des nouveaux usages et des nouvelles pratiques.

Pour 2020, « HEXALAB » prévoit de finaliser le développement et le prototypage de son projet de réalité virtuelle « immersive 360 » qui vise à proposer un espace immersif à 360° à grande capacité d'accueil, à l'intérieur duquel seraient intégrées et développées les dernières technologies de réalité virtuelle et augmentée. L'association prévoit également de participer au projet « Puits de Science » au Puy Morandat notamment par une exposition, la constitution d'un consortium de partenaires ou encore l'animation d'ateliers pour la fête de la science, et enfin d'approfondir son partenariat déjà établi avec Seconde Nature dans le cadre de l'organisation des biennales des Arts Numériques qui se dérouleront au début du mois de décembre 2020 en partenariat avec Aix-Marseille French Tech.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention à l'association « HEXALAB » d'un montant total de 8 000€, correspondant à 11,94 % du budget prévisionnel de 67 000 €.

N° GU	Association	Action Subventionnée	Budget prév action	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui/ non
2020-01397	HEXALAB	Immersive 360°	67 000 €	8 000 €	8 000 €	NON
TOTAL				8 000 €		

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que : les subventions mentionnées supérieures 5 000 €, en accord avec les modalités de paiement indiquées

dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, feront l'objet de deux versements soit :

- un acompte de 80 %, sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2020 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2020 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B538 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix ;
- La délibération 2016\_CT2\_106 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative aux versements de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech,
- La délibération n°ECO 022-343/16/BM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 autorisant le versement de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech,
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les projets portés en 2020 par cette association sont en adéquation d'une part avec la stratégie numérique du Pays d'Aix et d'autre part entrent dans la dynamique de la French Tech Aix-Marseille dans laquelle le Pays d'Aix s'est engagé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribué à l'association Hexalab une subvention de 8 000 €.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget 06 - État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 180**

**Approbation d'une convention d'objectifs avec l'association « Seconde Nature »**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2020\_CT2\_089 du 23 juillet 2020, le Conseil de Territoire a attribué à l'association « Seconde nature » une subvention d'un montant total de 20 000€, correspondant à 25,81% du budget prévisionnel de 77 500 € (Guichet Unique 2020\_922).

Néanmoins, il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, par délibération n° 2019-CT2-733 du 12 décembre 2019, a décidé d'attribuer à l'association « seconde nature », une subvention de 135 000 € au titre de son fonctionnement général, dans le cadre de la politique culturelle du Pays d'Aix.

Etant entendu que le montant cumulé des deux subventions est supérieur à la somme de 23.000 00 € et conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, le Pays d'Aix doit établir un cadre conventionnel avec l'association « SECONDE NATURE » et fixer les obligations respectives des deux parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B538 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2020\_CT2-089 du 23 juillet 2020, portant attribution à l'association « Seconde nature » d'une subvention de 20 000 € ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'attribution d'une subvention de 20 000 € lors du Conseil de Territoire du 23 juillet 2020.
- Que lors du vote du 23 juillet la convention n'a pas été soumise à l'approbation de l'Assemblée délibérante.

Délibère

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'objectifs entre le Pays d'Aix et l'association « Seconde Nature ».

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget – Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**Développement économique et emploi - Emploi et formation**

**2020 CT2 181**

**Approbation des nouveaux tarifs de vente de produits et services du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance, dont l'organisme gestionnaire est la Métropole Aix Marseille Provence.

Désormais situé 200 rue Maurice Estrangin (Plan d'Aillane Les Milles) à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille plus de 900 apprentis qui suivent des formations en alternance, en général pendant 2 ans, dans les secteurs de l'automobile, du goût et du service.

Il propose 25 formations diplômantes pour les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial (bac+2).

Dans le cadre de ses missions de formation, le CFA du Pays d'Aix met notamment en œuvre des ateliers pédagogiques, au cours desquels les apprentis développent leur savoir faire. Les productions ou les services issus et déployés par ces ateliers, les heures de formation professionnelle dispensées à divers publics, demandeurs d'emploi, contrats de professionnalisation, etc., ainsi que la location de salles, d'ateliers, la mise à disposition de matériels pédagogiques ou toute prestation de services liée à l'activité de formation et de partenariat avec le monde professionnel du CFA nécessitent une délibération de la Métropole Aix Marseille Provence définissant leurs tarifs.

**Produits ou services**

Ces tarifs respectent deux principes :

1 – Ils doivent correspondre a minima au coût des matières premières engagées pour les productions et aux coûts de fonctionnement et d'amortissement réels du CFA, calculés au plus juste.

2 – Ils ne peuvent ni tenir compte du temps passé à la réalisation par les apprenants (main d'œuvre), qui est considéré comme de la formation professionnelle, ni comporter de marge commerciale, mais refléter au plus près le coût réel pour le CFA du Pays d'Aix.

Ce faisant, le CFA du Pays d'Aix n'utilise pas la présence des apprenants pour tirer un quelconque bénéfice de leur temps de travail, celui-ci étant exclusivement dû à leur employeur.

Actions de formation professionnelle hors apprentissage

Concernant les formations professionnelles hors apprentissage, les paiements s'échelonnent au choix du débiteur selon trois options possibles :

1 – Le paiement complet la première semaine de la formation, avec production de facture.

2 – Le paiement trimestriel à chaque première semaine de chacun des trimestres, avec production de factures.

3 – La moitié du paiement complet réglée en acompte avant le début de la formation, et le solde la première semaine du dernier trimestre de formation, avec production de factures.

En fonction des situations sociales ou des niveaux de prise en charge du coût des formations par les partenaires de la formation professionnelle, un tarif réduit de 25 à 50 % peut être appliqué.

Par ailleurs, un apprenti peut se trouver en situation de « stagiaire de la formation professionnelle » à deux occasions de son parcours : lorsqu'il débute une formation sans contrat de travail, et lorsqu'une rupture de contrat intervient au cours de sa formation.

Dans le premier cas, l'opérateur de compétences concerné verse au centre de formation d'apprentis une prise en charge correspondant à la période passée au centre de formation d'apprentis préalable à la signature du contrat, selon les modalités fixées par la loi et ses décrets d'application.

Le décret 2020-1086 fixe des modalités spécifiques pour la période du 1<sup>er</sup> août au 31 décembre 2020 et prévoit le versement d'un montant forfaitaire mensuel de 500 euros pour une durée maximale de 6 mois par l'opérateur de compétences.

Dans le second cas, l'opérateur de compétences continue à verser le montant de prise en charge fixé par le coût contrat initial au centre de formation d'apprentis, pour une durée maximale de six mois, selon les modalités fixées par la loi et ses décrets d'application.

Du respect de ces principes résultent des tarifs proposés dans les tableaux joints en annexe, comportant les tarifs actuels et les tarifs proposés, pour un budget prévisionnel 2020 de 45 000 euros en produits et services de restauration, locations et mises à disposition ; et de 65 000 euros en services de formation professionnelle.

L'entrée en vigueur des nouveaux tarifs de produits et services est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 2020.

L'entrée en vigueur des nouveaux tarifs de formation professionnelle est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code du travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel, et ses décrets d'application
- Le décret n°2020-1086 du 24 août 2020 relatif à la prise en charge financière de la période de formation en centre de formation d'apprentis des personnes en recherche de contrat d'apprentissage prévue à l'article 75 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020 ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la dernière révision des tarifs date de la délibération n°2017\_CT2\_313 du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence du 13 juillet 2017.
- Qu'il convient d'actualiser les modalités de perception de recettes prévues dans le cadre de la formation professionnelle hors apprentissage.
- Qu'il convient d'actualiser les tarifs du CFA du Pays d'Aix afin de refléter au plus juste les coûts de matières premières, de fonctionnement et d'amortissement des produits et services fournis par l'activité de formation professionnelle

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les nouveaux tarifs de vente de produits, services et actions de formation professionnelle hors apprentissage applicables au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix tels que présentés dans les tableaux en annexe.



**Article 2 :**

Sont approuvés les versements de recettes provenant des opérateurs de compétences pour la formation professionnelle, dans le cas d'apprentis placés en situation de « stagiaire de la formation professionnelle », selon les modalités légales.

**Article 3 :**

Les tarifs susvisés seront appliqués à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020 pour les produits et services, et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour les services de formation professionnelle, jusqu'à leur prochaine révision.

**Article 4 :**

Les recettes de fonctionnement correspondantes seront constatées :

- pour les produits et services de restauration, locations et mises à disposition sur le budget 06 EST, en section de Fonctionnement, chapitre 70, fonction 26, nature 7018.
- pour les services de formation professionnelle sur le budget 06 EST, en section de Fonctionnement, chapitre 70, fonction 26, nature 70688.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 182**

**Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, trois Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification, dénommés GEIQ, sollicitent la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix.

Le GEIQ est un groupement d'employeurs. Association pilotée par ses adhérents, le GEIQ regroupe des entreprises qui parient sur le potentiel de personnes en difficulté d'accès à l'emploi pour résoudre leurs problèmes structurels de recrutement, en organisant des parcours d'insertion et de qualification.

Le GEIQ sélectionne, recrute, et met à disposition de ses adhérents des salariés en contrat d'apprentissage ou d'insertion pour une durée de 6 à 24 mois. Chaque parcours vise une qualification (généralement de 1<sup>er</sup> niveau), et permet au salarié d'acquérir des savoir-faire nécessaires à son poste. Ainsi le salarié bénéficie d'un accompagnement socio-professionnel (par le GEIQ) et d'un double tutorat (par l'entreprise et le GEIQ).

La crise sanitaire 2020 a fortement impacté l'activité de certaines associations d'insertion avec pour conséquence une forte tension au niveau de la trésorerie de ces structures générant des difficultés financières importantes.

► Dans ce cadre particulier, le GEIQ Avenir CHR (Café Hôtellerie Restauration) sollicite à titre exceptionnel une aide financière afin de maintenir son activité pour répondre aux besoins des entreprises dans le secteur de l'Hôtellerie Restauration sur le territoire du Pays d'Aix.

Interface clé entre établissements du secteur et chercheurs d'emploi, le GEIQ Avenir CHR propose à ces derniers une insertion ciblée par la qualification à même de concrétiser leur accès durable à l'emploi.

► Le GEIQ BTP 13 & Méditerranée sollicite une aide financière afin de promouvoir les offres d'emploi d'apprentissage auprès des publics d'insertion. Pourvoyeur d'emploi, le secteur du B.T.P fait cependant face aux difficultés que rencontrent les entreprises dans leur démarche de recrutement, souffrant d'un hiatus entre compétences recherchées et niveau de qualification et de formation des candidats.

L'action conduite par le GEIQ BTP 13 & Méditerranée a pour objectif d'anticiper les besoins en main d'œuvre des entreprises du secteur grâce à

la qualification en amont des publics éloignés de l'emploi.

► Les métiers du sport offrent eux aussi à ce public en difficulté des opportunités de formation et de qualification. L'accompagnant dans des parcours d'insertion afin de lui donner la qualification conforme à la réglementation en vigueur dans les métiers du sport, le GEIQ Sport PACA est un élément clé de ce dispositif d'insertion.

C'est à ce titre qu'il sollicite une aide au démarrage afin de répondre aux besoins en compétence des structures adhérentes, et d'accompagner ce public dans des parcours d'insertion.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 40.000 € à ces trois associations.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- I. Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- II. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- III. Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- IV. Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément à la ligne stratégique définie par la Commission du Développement Économique, Emploi et Agriculture du 6 mars 2019, les crédits sont mobilisés prioritairement sur les demandeurs d'emploi de longue durée les plus en difficulté du territoire et sur les actions d'Insertion professionnelle tendant directement vers l'emploi. Nous priorisons donc le financement des actions relatives aux étapes de parcours et/ou à la mise à l'emploi directe.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET PRÉVISIONNEL	SUBVENTION SOLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI NON
<b>Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi</b>							
<b>Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique</b>							
2020-1403	GEIQ AVENIR CHR	Aide au fonctionnement	0 €	241.789 €	15.000 €	15.000 €	NON
2020-1398	GEIQ BTP 13 & MEDITERRANEE	Alternance pour tous	0 €	20.994 €	10.000 €	10.000 €	NON
2020-1414	GEIQ SPORT	Aide au démarrage du GEIQ	0 €	88.000 €	15.000 €	15.000 €	NON
<b>Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi</b>							
<b>Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi</b>							
<b>TOTAL</b>					40.000 €	40.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 22 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée d'actions dans les domaines de l'emploi et de l'insertion.

Délibère

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 40.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif à savoir :

- GEIQ Avenir CHR,
- GEIQ BTP 13 & Méditerranée
- GEIQ Sport PACA ;

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 40.000 € en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 183**

**Attribution d'une participation financière au fonctionnement des 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

L'engagement du Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans la lutte contre les exclusions, à travers le PLIE, nécessite l'implication et la collaboration des

acteurs locaux afin que les personnes ciblées par notre action puissent en bénéficier.

En effet, le travail de repérage des participants, effectué à l'occasion de l'accueil et/ou de l'orientation du public est essentiel. La qualité de la prescription est une condition à la réalisation des objectifs poursuivis dans le cadre du PLIE.

Cela nécessite de donner des moyens de fonctionnement appropriés aux structures volontaires qui sont en capacité d'assurer cette fonction. Les 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi du Territoire représentent une opportunité pour agir au plus près de nos populations et remplir efficacement ce rôle de prescripteur du PLIE.

En retour de la participation financière octroyée à cette mission, les Bureaux Municipaux de l'Emploi acceptent le principe :

- de mettre en œuvre sur leur territoire l'ensemble des moyens relatif à l'accueil des participants du PLIE du Pays d'Aix, par la mise à disposition, notamment, des moyens matériels (locaux, accès Internet, ...) à l'attention des accompagnateurs à l'emploi du territoire,
- d'une participation active des agents aux réunions territoriales du dispositif,
- du travail en binôme avec les accompagnateurs à l'emploi de leur territoire pour diagnostiquer les difficultés des publics, l'opportunité d'une orientation,
- de mettre à la disposition des demandeurs d'emploi tous les outils favorisant le travail sur le projet professionnel, le transfert de compétences et les techniques de recherche d'emploi, notamment via des logiciels spécifiques « PASS'AVENIR » (logiciel de travail sur le projet professionnel) et « TRANSFERENCE » (logiciel sur l'analyse et le transfert de compétences) pour lesquels le Pays d'Aix participe au coût de l'abonnement à hauteur de 1.100 €,
- de mettre en place et/ou à participer à des actions en faveur des demandeurs d'emploi dans le domaine de l'emploi, pour enclencher et développer une offre de travail et assurer un rôle stratégique (accès au site de Pôle Emploi, l'organisation de forums et événements...).

Chaque BME peut prétendre à une aide forfaitaire de 2.000 € qui peut être revue à la hausse en fonction des actions conduites sur les territoires et au bénéfice des participants (organisation de forum, Job Dating, petits déjeuners, rencontres entreprises...).

Afin de permettre le versement des subventions, il est précisé qu'il sera préalablement demandé à chaque commune de délibérer, afin d'autoriser la signature et la mise en œuvre d'une convention de partenariat avec le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du PLIE, décrivant les missions conduites sur les territoires.

Dans le cadre de leur rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE et compte-tenu des moyens mobilisés, un soutien financier sera apporté aux Bureaux Municipaux de l'Emploi des communes volontaires.

A ce titre, 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi ont sollicité la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à conforter les missions d'accueil, d'information et d'orientation du public demandeurs d'emploi.

Les montants proposés au titre de cette délibération sont provisoires et feront l'objet d'une proposition complémentaire dans la mesure où un budget supplémentaire serait accordé à cette politique. Les montants seront alors ramenés au niveau des dotations attribuées au titre de l'année 2019.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 80 000 € au titre de l'année 2020.

Bénéficiaire	Participation financière de fonctionnement proposée
BME Bouc-Bel-Air	2 320 €
BME Cabries	2 000 €
BME Coudoux	2 450 €
BME Eguilles	2 680 €
BME Fuveau	2 000 €
BME Jouques	2 450 €
BME Gardanne	2 000 €

BME La Roque d'Anthéron	2 450 €
BME Lambesc	3 450 €
BME Le Puy-Ste-Réparate	2 000 €
BME Le Tholonet	2 000 €
BME Les Pennes-Mirabeau	4 650 €
BME Meyrargues	2 000 €
BME Meyreuil	2 180 €
BME Pertuis	10 230 €
BME Peyrolles	3 230 €
BME Rognes	2 680 €
BME Rousset	3 460 €
BME Simiane-Colongue	2 000 €
BME Saint Cannat	2 960 €
BME Trets	2 000 €
BME Venelles	2 910 €
BME Ventabren	2 000 €
BME Vitrolles	13 900 €
<b>Total</b>	<b>80 000 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 22 septembre 2020 .

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- L'intérêt de ces demandes de subvention pour le Territoire du Pays d'Aix.

#### Délibère

##### Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une participation financière au fonctionnement des 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) des communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 80.000 € aux bénéficiaires suivants :

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Bouc-Bel-Air

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Cabries

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Coudoux

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune d'Eguilles

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Fuveau

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Gardanne

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Jouques

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de La Roque d'Anthéron

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Lambesc

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Le Puy-Ste-Réparate

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Le Tholonet

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune des Pennes-Mirabeau

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Meyrargues

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Meyreuil

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Pertuis

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Peyrolles

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Rognes

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Rousset

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Simiane-Collongue

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Saint Cannat

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Trests

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Venelles

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Ventabren

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Vitrolles

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et tous documents afférent à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 657341, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Agriculture**

### **2020 CT2 184**

**Approbation d'une demande d'exonération partielle de la redevance SAFER concernant la Convention de Mise à Disposition (CMD) entre la Métropole et la SAFER dans le cadre de la couveuse agricole de Pertuis**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de soutenir la création d'espaces-tests agricoles afin de contribuer à la formation et d'aider à l'installation de nouveaux agriculteurs, l'objectif étant de permettre le maintien et la reconquête des terres agricoles ainsi que le redéploiement d'une agriculture péri-urbaine de proximité.

Suite à l'arrêt d'activité d'un exploitant agricole de la commune de Pertuis et du projet de vente de sa propriété, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de réaliser ce projet sur ce site qui disposait d'un ensemble d'infrastructures favorables à son accueil (foncier, serre, bâtiment d'exploitation, logement).

Afin d'engager le projet de couveuse, l'exploitant agricole, propriétaire, a consenti une convention de mise à disposition à la SAFER (CMD 84 15 0034) du 1er février 2016 au 24 novembre 2016 sur les parcelles cadastrées AY n°144, BB n°23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 167 situées sur la commune de Pertuis.

Durant cette période, les parcelles ont été exploitées par CREA – CREAGRI au travers d'un bail SAFER (BS 84 16 0001). Cette association créée dans le cadre de la loi sur l'initiative économique (L 2003-721 du 1er Août 2003, Décret 2005-505 du 19 Mai 2005), appuie des personnes



en test de création d'activité agricole, sur les terrains loués à cet effet, sous Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE). Cette couveuse agricole a accueilli deux premiers entrepreneurs à l'essai.

Par la suite, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'acquisition de la propriété, par délibération HN 092-223/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 afin de conforter cet outil innovant dans la durée, accueillir de nouveaux porteurs de projets et faire de l'espace test un lieu emblématique du territoire pour la formation de futurs agriculteurs.

Suite au transfert de propriété à la Métropole, devenu effectif le 24 novembre 2016, le Bureau de la Métropole a approuvé, le 14 décembre 2017, la Convention de Mise à Disposition SAFER d'immeubles ruraux situés sur la commune de Pertuis portant sur les parcelles AY n°144, BB n°23, 24, 27, 28, 29, 167, 171, 172, 174, pour une surface totale de 4 ha 48 a 26 ca (CMD 84 17 0018).

En effet, le Code rural prévoit en son article L142-6 que : *« Tout propriétaire peut, par convention, mettre à la disposition d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural, en vue de leur aménagement parcellaire ou de leur mise en valeur agricole, pour autant que cette dernière soit effectuée par des agriculteurs, conformément au but fixé par les articles L141-1 à L141-5, des immeubles ruraux libres de location. »*

Cette Convention de Mise à Disposition (CMD) a été établie pour une durée de 6 années, commençant à courir rétroactivement le 25 novembre 2016 pour se terminer le 31 octobre 2022.

Cette CMD a prévu le versement d'une redevance annuelle de la SAFER à la Métropole de 4 950 euros.

Dans le même temps, la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé également à la SAFER de consentir un bail SAFER à CREAGRI. Ce bail SAFER, établi pour une période de 4 ans, du 25 novembre 2016 au 31 octobre 2020, prévoyait le versement d'un loyer par CREAGRI à la SAFER.

Par courrier du 17 avril 2020 adressé à CREAGRI, la SAFER a demandé rétroactivement, le règlement des loyers des campagnes 2017, 2018 et 2019. CREAGRI a informé la SAFER de son impossibilité d'honorer le paiement des loyers 2017, 2018, 2019 et 2020, le loyer de la campagne 2020 devant être réglé le 30 octobre 2020.

La SAFER a adressé à la Métropole un courrier afin de l'informer du non-paiement des loyers de CREAGRI et a demandé à la Métropole d'être exonérée du règlement de la redevance au titre des années 2017, 2018, 2019 et 2020.

Pour sa part, la SAFER accepte de prendre à sa charge le paiement de ses frais d'intervention qui étaient inclus dans le loyer versé par CREAGRI. Elle ne les réclamera pas à CREAGRI.

Par conséquent, il est proposé d'approuver la demande de la SAFER d'exonération du paiement de la redevance portant sur les 4 premières années (2017/2020) de la CMD Métropole/SAFER, au motif invoqué ci-dessus.

Suite à la défaillance de CREAGRI et pour la poursuite de l'activité, la Métropole Aix-Marseille-Provence demande également à la SAFER de consentir un bail SAFER à la couveuse d'entreprises COSENS et un bail SAFER aux exploitants agricoles sortant de la couveuse dans le cadre de leurs projets d'installation, pour la période restant à courir de la CMD Métropole / SAFER du 1<sup>er</sup> novembre 2020 au 31 octobre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Rural et notamment l'article L 142-6 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 092-223/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant l'acquisition des parcelles AY 144, BB 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 167 situées sur la commune de Pertuis pour un montant de 295 000 euros HT ;
- La délibération n°ENV 009-2986/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les termes de la convention de mise à disposition SAFER d'immeubles ruraux portant sur les parcelles AY n° 144, BB n°23, 24, 27, 28, 29, 167, 171, 172, 174, pour la poursuite du projet de couveuse agricole sur la commune de Pertuis ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

## Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- La demande de la SAFER d'exonération du paiement de la redevance, portant sur les 4 premières années (2017/2020) de la CMD Métropole/SAFER, suite à la défaillance de CREAGRI.
- La nécessité d'assurer la continuité de l'activité de la couveuse agricole jusqu'au terme de la CMD Métropole/SAFER.

### Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée la demande de la SAFER d'exonération du paiement de la redevance portant sur les 4 premières années (2017/2020) de la CMD Métropole/SAFER.

#### Article 2 :

Est demandé à la SAFER d'assortir la CMD Métropole / SAFER d'un bail SAFER à la couveuse COSENS et d'un bail SAFER aux exploitants agricoles sortant de la couveuse dans le cadre de leurs projets d'installation, pour la période restant à courir du 1<sup>er</sup> novembre 2020 au 31 octobre 2022.

#### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## 2020 CT2 185

### Attribution d'une subvention à l'association Cosens

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur son territoire, de promouvoir, faire découvrir et sauvegarder les produits du terroir.

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture locale constitue un potentiel important d'approvisionnement alimentaire, de création d'emplois et de rayonnement du territoire.

Il convient également de rappeler que la Charte agricole du Pays d'Aix, dans son volet économique, fixe les trois objectifs suivants :

- Faire connaître et reconnaître l'agriculture
- Promouvoir l'agriculture
- Améliorer la commercialisation des produits

Pour l'année 2020, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole et de création d'emplois.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'un montant total de 10 000 € à l'association suivante :

n°GU	Association	Action subventionnée / Objet de l'action	Antériorité	Subv. année N-1	Budget prev. action	Subv. solicitée	Subv. proposée	Conv. oui / non
2020_01 401	COSENS	ESPACE TEST AGRICOLE	0	0	12 500	10 000	10 000	Oui
TOTAL							10 000 €	

Cosens a pour vocation d'accompagner les porteurs de projet d'entreprises et d'activité dans l'apprentissage du métier de chef d'entreprise, en vue de la création d'une entreprise.

Cet apprentissage se fait par la proposition du dispositif couveuse d'entreprises permettant l'hébergement juridique d'une activité, l'accompagnement individuel et collectif des porteurs de projet et la mise en réseau des entrepreneurs.

Dans le cadre de l'espace test agricole de Pertuis, il s'agit d'accompagner des porteurs de projets agricoles se lançant dans le test grandeur nature de leur projet en leur proposant : un hébergement

juridique de leur activité avec le contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE, loi Dutreil août 2003), un accompagnement individuel avec formation comptable, des formations collectives et une mise en réseau d'entrepreneurs.

Les publics bénéficiaires sont des porteurs de projet agricoles résidant sur le Pays d'Aix, prioritairement demandeurs d'emplois, sortant de formation initiale ou en reconversion professionnelle.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que :

- les subventions mentionnées inférieures ou égales à 5 000 € feront l'objet d'un seul versement, sitôt effectué le contrôle de légalité de la délibération afférente par les services préfectoraux.
- les subventions mentionnées supérieures 5 000 €, en accord avec les modalités de paiement, feront l'objet de deux versements soit :
  - **un acompte de 80 %**, sur demande du bénéficiaire
  - **le solde de 20 %** après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2020 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2020 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée

**Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'attribuer à l'association « Cosens », une subvention de 36 500 € au titre du fonctionnement de l'association par délibération N° ECO051-7292/19/BM en date du 19 décembre 2019.**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 septembre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association Consens une subvention de 10 000 €.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération ainsi que la présente convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget - État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 186**

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur la commune de Saint-Cannat**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant la vente de parcelles avec révision de prix sur la commune de Saint-Cannat.

- Saint-Cannat

Parcelle(s) : Section G N°448, 459 et 572 ; Surface : 1 hectare 48 ares 50 centiares.

La SAFER a été informée par le notaire, d'une notification ou Déclaration d'intention d'Aliéner (DIA) au sujet d'une vente d'un montant de 66 975,00 € qui ne correspond pas au prix du marché agricole.

La SAFER a transmis l'information à la Métropole, qui a accepté de mettre en œuvre les dispositions de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine et validé auprès de la SAFER, la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 17 270,00 € (plus frais de notaire d'acte de rétrocession), sous réserve de l'avis de France Domaine, l'assurant ainsi d'une garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, les parcelles seront acquises par la SAFER.

Dans ce cas, la SAFER procédera à la publicité légale d'appel de candidatures. L'ensemble des candidatures de rétrocession dont celle de la Métropole sera présentée, pour avis, au Comité Technique Départemental de la SAFER. Les parcelles acquises par la SAFER, à la demande de la Métropole, pourront être rétrocédées au bénéfice d'agriculteurs exploitants ou à la Métropole dans le cadre d'un objectif agricole ou environnemental si la candidature de la Métropole est retenue, après agrément des Commissaires du Gouvernement Agriculture et Finances de la SAFER.

Dès lors, la Métropole s'engage à racheter les parcelles, via le fonds d'intervention foncière du territoire, et à concéder, dans le cadre d'un cahier des charges, des baux conformes aux dispositions légales, aux exploitants agréés par la SAFER dans un délai maximum d'un an.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente de parcelles sur la commune de Saint-Cannat.

Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet de la préemption en révision de prix sur la commune de Saint-Cannat, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

#### Article 2 :

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour cette préemption, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente du bien par le propriétaire respectif.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Environnement

### 2020 CT2 187

#### **Présentation des Comptes Rendus d'Activité de Concession de distribution publique de gaz année 2018**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Concession de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Ce transfert de compétence a largement reconfiguré l'organisation de la distribution de gaz sur le territoire :

- La Métropole exerce cette compétence pour les concessions de Marseille, Marignane et Ensuès depuis 2015.

- 8 communes géraient cette compétence en direct et l'ont transférée à la métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Éguilles, Vitrolles, Istres, Rognes, Les Pennes-Mirabeau, Martigues, Port-de-Bouc).

- Le SMED13 gérait la compétence pour 60 communes du périmètre métropolitain et percevait, à ce titre, les redevances associées. Cette compétence est totalement transférée à la métropole par la loi depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Parmi ces 60 communes, il est à noter que, pour 14 communes du CT1, la compétence AOD gaz avait déjà été transférée par la loi à la Communauté urbaine MPM en 2015 (Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons). Cependant, une convention entre le SMED13 et la métropole, couvrant les années 2016 et 2017, permettait au syndicat de continuer à gérer cette compétence et à percevoir la redevance associée.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet



chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

La Métropole étant seule autorité concédante sur son territoire depuis 2018, il est proposé de réunir l'ensemble des comptes rendus d'activité des multiples concessions du territoire afin de les soumettre au Conseil de la Métropole de manière groupée pour faciliter la lecture à l'échelle du territoire métropolitain.

Les comptes rendus d'Activité des Concessions de distribution publique du gaz sur le territoire métropolitain pour l'année 2018 ont été transmis dans les délais par le concessionnaire GRDF. Les CRAC 2018 ont fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont le rapport est joint en annexe.

L'examen de ces comptes rendus est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 ;
- Le Code de l'Energie ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les comptes rendus d'activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur le périmètre métropolitain pour l'année 2018 ont été remis dans les délais par GRDF, titulaire des traités de

Concession de distribution publique de gaz naturel correspondants.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte des comptes rendus d'activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2018 sur le périmètre métropolitain, remis dans les délais prévus par la loi par le concessionnaire GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 188**

**Présentation de la Charte Environnement de l'Aérodrome des Milles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aérodrome des Milles, situé dans un environnement urbain fait l'objet de plaintes récurrentes concernant les nuisances sonores occasionnées par son activité.

En réponse à cette situation, la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) mène depuis de nombreuses années, sous l'égide du Sous-préfet d'Aix-en-Provence, une politique de dialogue au sein de la Commission Consultative de l'Environnement (CCE). Elle a piloté, dans ce cadre, l'élaboration et la mise en place d'une première Charte de l'Environnement signée en 2008 par le Pays d'Aix, Airbus Hélicoptère, la plupart des associations de riverains, le Conseil Départemental 13, la Région et la DGAC.

En 2018, l'Etat a souhaité confier la gestion de l'aérodrome à un concessionnaire privé, la société Edeis. Une telle évolution dans le mode de gestion de la plate-forme a suscité de nouvelles inquiétudes et a ravivé les tensions avec les associations de riverains. En effet, celles-ci ont considéré que le cahier des charges du délégataire n'offrait pas de garantie suffisante concernant la prise en compte des nuisances environnementales.

L'association CD2A craignait, notamment, un désengagement de l'État dans le suivi et le contrôle des activités exercées sur l'aérodrome. De ce fait, elle avait engagé un recours gracieux auprès de Mme la Ministre des Transports pour annuler le contrat de délégation.

Parallèlement, fin 2017, l'association CD2A a sollicité le Pays d'Aix pour la réalisation d'un état des lieux complet de l'environnement, notamment sur les questions de l'air et du bruit. Mme le Président avait alors interpellé le Préfet sur cette demande. Il lui a été répondu que ces questions seraient abordées avec le nouveau délégataire, dans le cadre de la révision de la Charte de l'Environnement.

La révision de ce document, qui pour rappel n'a pas de portée juridique (les mesures proposées ne sont pas opposables), a été pilotée par le Sous-préfet d'Aix-en-Provence. Il a fait l'objet de plusieurs séances de travail entre 2018 et 2020 à l'occasion desquelles, les élus du Pays d'Aix, membres de la CCE (ou leurs représentants), ont été mobilisés. Ces réunions se sont déroulées dans un climat relationnel tendu lié aux différents recours juridiques conduits par les associations riveraines.

A l'issue de ce processus, un projet de Charte actualisée a été présenté, en séance, le 04 février 2020.

Celui-ci vise à contribuer à l'insertion harmonieuse de l'aérodrome dans son environnement, en vue de concilier la maîtrise des nuisances environnementales et la qualité de vie des riverains, avec un développement raisonnable et durable de la plate-forme.

Le Sous-préfet d'Aix en Provence, ainsi que les services de l'État, souhaitent réaffirmer, au travers du projet de Charte actualisée, la vocation de l'aérodrome. Celle-ci reste dédiée en première intention à l'aviation civile (transports aériens à l'exclusion de vols commerciaux réguliers et aviation légère et sportive) et, aux besoins, de l'armée de l'air en seconde intention. Le projet de Charte rappelle, par ailleurs, que la plate-forme n'a pas vocation à développer de nouvelles activités terrestres ou aériennes susceptibles de générer des nuisances environnementales significatives. Il est précisé à ce titre, que la valorisation économique de l'aérodrome doit être axée sur le développement du foncier au profit d'activités liées ou non à l'aéronautique.

Un plan d'actions triennal est par ailleurs proposé. Ce plan reprend les 12 items mis en place dans le cadre de la version précédente de la Charte et renforcé par 3 nouvelles actions.

Reprise des actions de la Charte Environnement de 2008 :

Action 1 : Encadrer l'activité de l'aérodrome

Action 2 : Interdire les vols commerciaux et maîtriser l'évolution de l'aviation d'affaires

Action 3 : Réglementer et contrôler les activités industrielles

Action 4 : Limiter les sources de bruit

Action 5 : Réduire les nuisances sonores générées par les aéronefs en tour de piste

Action 6 : Réglementer et minimiser les évolutions à l'ouest

Action 7 : Intégrer la composante environnementale dans les activités et dans les consignes d'exploitation de l'aérodrome

Action 8 : Organiser la concertation en vue de l'élaboration d'un code de bonne conduite

Action 9 : Mettre en place des procédures favorisant un meilleur respect des différentes altitudes et des trajectoires

Action 10 : Disposer d'un système de suivi des trajectoires des aéronefs au voisinage de l'aérodrome

Action 11 : Créer un Comité de Suivi de la Charte Environnement

Action 12 : Améliorer l'information et la transparence

Nouvelles actions 2020 proposées :

Action 13 : Avantager les aéronefs les moins générateurs de nuisances sonores

Action 14 : Disposer d'indicateurs environnementaux mesurables

Action 15 : Maîtriser l'évolution de l'activité hélicoptères

Le détail des actions du projet de Charte Environnement (certaines actions restent encore à préciser) est mis en perspective avec celui de la version précédente dans le document en annexe

Dans le cadre du projet de Charte Environnement, un engagement du territoire est attendu, plus particulièrement, sur les questions suivantes :

- Suivi des nuisances environnementales air et bruit (action 14)

La mise en place d'un suivi environnemental air et bruit fait l'objet d'une attente très forte de la part des membres de la CCE et particulièrement des associations de riverains. Les représentants du Pays d'Aix ont fait savoir à plusieurs reprises que le Territoire en relation avec ses partenaires AtmoSud et Acoucity, serait en capacité de participer à la mise en place d'une telle démarche au titre de l'Observatoire de l'Environnement Sonore du Pays d'Aix et de l'Observatoire Régional de la Qualité de l'Air.

Ainsi, il est proposé :

- de mettre en place du matériel de mesures
- de réaliser une enquête de perception
- d'assurer de l'information et de la concertation auprès des riverains

Le coût de cette opération est évalué à 10 000 € par an, reconduit pendant 2 ans et peut être pris en charge dans le cadre de la subvention versée à ACOUCITE au titre de l'observatoire du bruit du Pays d'Aix et la participation de la Métropole à Atmosud.

La société EDEIS et l'État ont indiqué ne pas pouvoir intervenir financièrement sur ce volet.

- Équipement de dispositifs d'atténuation du bruit (silencieux) des appareils basés (action 4)

Le dispositif d'aide aux associations aéronautiques et aux écoles de pilotage, mis en place entre 2004 et 2009 par la Communauté du Pays d'Aix, avait permis d'équiper 73 % des appareils.

Dans ce cadre, le Pays d'Aix participait au financement de l'acquisition et de la pose de ces dispositifs, à hauteur de 40 %, au titre du développement économique et en lien avec sa compétence lutte contre les nuisances sonores. Les associations prenaient en charge 20 % et l'État 40 %.

Depuis 2004, le nombre d'aéro clubs est passé de 3 à 8 et la flotte des appareils détenus par les associations a fortement augmenté. On compte aujourd'hui 26 appareils contre 14 en 2014. En 2018, la moitié des 40 000 mouvements des appareils basés sur l'aérodrome, ont été effectués par les aéroclubs. Cependant, 27 % d'entre eux ne sont pas équipés de dispositifs d'atténuation du bruit.

C'est pourquoi, le projet de Charte Environnement prévoit d'inciter à nouveau les aéroclubs, mais aussi les propriétaires privés à équiper l'intégralité de la flotte basée à l'Aérodrome Aix - Les Milles.

A cette occasion, l'étude d'un renouvellement du dispositif de subvention du Pays d'Aix, éventuellement en lien avec d'autres co-financeurs serait attendue.

Conscient des enjeux économiques et environnementaux de ce site, un financement par la politique de développement économique du Territoire des associations et aéro-clubs jusqu'à hauteur de 80% (en fonction des autres financements mobilisés), du coût d'achat du dispositif silencieux pourrait être envisagé. Le coût d'équipement s'élève à environ 6000 € HT/ avion. Le dispositif pourrait concerner environ 6 à 7 avions, soit un montant prévisionnel de 34 000€.

A cet effet, les dossiers de demande de subventions seront à déposer sur la plate-forme de demande de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 septembre 2020.
- La compétence lutte contre les nuisances sonores et amélioration de la qualité de l'air attribuée au Territoire du Pays d'Aix.
- La compétence de soutien aux activités économiques.
- La mise en place d'un Observatoire du Bruit sur le Territoire du Pays d'Aix (délibération

n° 2010\_B464\_OBS). En vue de valider les propositions de la Commission Consultative de l'Environnement de l'Aérodrome des Milles pour l'établissement d'une Charte Environnement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

**Article 1 :**

Sont approuvées les actions telle que proposées dans la nouvelle version de la Charte Environnement conformément aux propositions discutées de la Commission Consultative de l'Environnement de l'Aérodrome des Milles :

- mettre en place un suivi de l'environnement sonore et de la qualité de l'air autour de l'aérodrome des Milles en lien avec les acteurs concernés pour un montant évalué à 20.000 € sur 2 ans
- étudier la faisabilité de la mise en place une aide financière pour l'équipement de silencieux des aéronefs basés sur le site sur la base d'une subvention pouvant aller jusqu'à 80 % HT en fonction des autres financements mobilisés, pour un montant estimé à 34.000 €.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les budgets de l'Etat Spécial du Territoire 2021 et 2022 sous réserve du vote de ces crédits.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt

### 2020 CT2 189

**Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération Animation des sites Natura 2000 "Montagne Sainte-Victoire"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La démarche européenne Natura 2000, fondée sur les directives « Oiseaux » (directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979, remplacée depuis par la directive européenne 2009/147/CEE du 30 novembre 2009) et « Habitats faune flore » (directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992), vise à la préservation de la diversité biologique et du patrimoine naturel et la prise en compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales.

Elle est constituée d'un réseau de sites naturels, terrestres et marins, qui abritent des espèces et leurs habitats naturels à forts enjeux de conservation.

La montagne Sainte-Victoire et les massifs alentours Concors, Vautubières, montagne d'Artigues et forêt de Peyrolles bénéficient d'un double classement au sein du réseau Natura 2000. D'une part, le site FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire », Zone de Protection Spéciale (ZPS) pour la conservation des oiseaux. Ce site s'inscrit sur le territoire de 11 communes dont 3 situées dans le département du Var. D'autre part, le site FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire », Zone Spéciale de Conservation (ZSC) pour la conservation des habitats naturels qui s'inscrit sur le territoire de 17 communes dont 3 dans le département du Var.

Ce territoire, par ailleurs labellisé Grand Site de France, constitue le plus vaste espace boisé des Bouches-du-Rhône. Ses espaces naturels emblématiques abritent de nombreux habitats naturels et espèces caractéristiques des milieux méditerranéens.

Les enjeux principaux concernent la conservation des rapaces et oiseaux rupestres, la banalisation écologique des milieux du fait de la recolonisation de la forêt et du déclin des activités agro-pastorales, la compatibilité de la fréquentation avec la pérennité des habitats naturels et des espèces patrimoniales.

Le Grand Site Concors Sainte-Victoire assure, depuis 2007 (validation du document d'objectif par arrêté préfectoral), l'animation de cette démarche Natura 2000. Cette animation est encadrée par une convention triennale signée entre l'Etat et la structure animatrice. Cette convention fixe les principales missions qui sont la mise en œuvre des différentes actions relatives à la préservation, la gestion et la valorisation du patrimoine naturel, telles que définies dans le document d'objectif (contrats Natura 2000, communication, sensibilisation, actions non-contractuelles, amélioration des connaissances...), l'assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences et la gestion administrative et financière.

La convention en cours prenant fin le 31 mai 2021, il convient de préparer son renouvellement pour la période du 1er juin 2021 au 31 décembre 2022. Dans ce cadre, le prochain comité de pilotage des sites devra se prononcer sur le renouvellement de l'animation par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 94 800 euros HT pour l'animation et le suivi des deux sites Natura 2000 pour une durée de 19 mois. Il comprend les charges de salaires pour un total de 55 800 euros et des frais d'études (amélioration des connaissances des sites de nidification du Circaète Jean le Blanc et étude juridique et identification des outils d'aide à la préservation des ripisylves) pour 39 000 euros.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
<b>Financement externe</b>		
Europe Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER)	53,00 %	50 244 euros
Etat	36,45 %	34 556 euros
<b>Autofinancement</b>		
Métropole Aix-Marseille-Provence	10,55 %	10 000 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>94 800 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de Compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Animation des sites Natura 2000 FR9301605 et FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire », menée depuis 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne et de l'Etat et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain 01, en section de Fonctionnement : chapitre 012, natures 64111 et suivantes, fonction 76.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain 01, en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 74788, fonction 76.

Les crédits nécessaires sont également inscrits sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 617, fonction 76.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 74788, fonction 76.

**Vote sur le rapport**



Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 190**

**Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice des sites Natura 2000 "Montagne Sainte-Victoire" et à la Présidence du Comité de pilotage**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La démarche européenne Natura 2000, fondée sur les directives « Oiseaux » (directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979, remplacée depuis par la directive européenne 2009/147/CEE du 30 novembre 2009) et « Habitats faune flore » (directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992), vise à la préservation de la diversité biologique et du patrimoine naturel et la prise en compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales.

Elle est constituée d'un réseau de sites naturels, terrestres et marins, qui abritent des espèces et leurs habitats naturels à forts enjeux de conservation.

La montagne Sainte-Victoire et les massifs alentours Concors, Vautubières, montagne d'Artigues et forêt de Peyrolles bénéficient d'un double classement au sein du réseau Natura 2000. D'une part, le site FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire », Zone de Protection Spéciale (ZPS) pour la conservation des oiseaux. Ce site s'inscrit sur le territoire de 11 communes dont 3 situées dans le département du Var. D'autre part, le site FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire », Zone Spéciale de Conservation (ZSC) pour la conservation des habitats naturels qui s'inscrit sur le territoire de 17 communes dont 3 dans le département du Var.

La loi prévoit que les sites Natura 2000 sont conduits par un Comité de pilotage (COPIL) dont les membres sont désignés par arrêté préfectoral. Il est composé notamment des services de l'Etat, des représentants des collectivités territoriales intéressées et de leurs groupements concernés, des représentants des propriétaires terriens, des organisations professionnelles, des gestionnaires, du milieu associatif et usagers. Cette instance est chargée de suivre la mise en œuvre des objectifs de gestion du site, tels que définis dans le Document d'Objectifs (DOCOB), et valide annuellement les bilans et les programmes d'actions du site.

Les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), désignent, parmi eux, le Président du COPIL.

Le COPIL est accompagné par une structure animatrice qui a en charge le portage technique et administratif de la démarche. Les principales missions sont la mise en œuvre des différentes actions relatives à la préservation, la gestion et la valorisation du patrimoine naturel, telles que définies dans le document d'objectif (contrats Natura 2000, communication, sensibilisation, actions non-contractuelles, amélioration des connaissances...), l'assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences et la gestion administrative et financière.

La structure animatrice rend compte annuellement au COPIL des actions réalisées et fait valider le programme d'actions pour l'année à venir.

Cette structure animatrice, qui doit être une collectivité territoriale ou un groupement, est désignée par les représentants des collectivités territoriales et EPCI, membres du COPIL.

Afin de poursuivre l'animation des sites ZPS et ZSC « Montagne Sainte-Victoire », la Métropole Aix-Marseille-Provence, à travers le Territoire du Pays d'Aix, souhaite proposer sa candidature à la fonction de structure animatrice de ces sites pour la période à venir 2021 à 2022 (juin 2021 à décembre 2022).

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite en outre proposer la candidature de son Président du Territoire du Pays d'Aix, ou de son représentant, membre du COPIL, à la présidence du COPIL de ces sites Natura 2000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement et notamment les articles L414-2 et R414-8 à R414-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n°HN 005-17/07/20 CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'animation des sites Natura 2000 « Montagne Sainte-Victoire », menée depuis 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est proposée la candidature du Président du Territoire du Pays d'Aix - Métropole Aix-Marseille-Provence, ou de son représentant, à la Présidence du Comité de pilotage des sites Natura 2000 « Montagne Sainte-Victoire ».

**Article 2 :**

Est proposée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice des sites Natura 2000 « Montagne Sainte-Victoire ».

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document relatif à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 191**

**Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité Protection et Valorisation des espaces forestiers sur la commune de Meyrargues**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix est sollicitée pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur la commune de Meyrargues afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économie, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débranchement, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), les frais de transports des salariés, la réparation et l'entretien du matériel et les salaires des ouvriers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

La Commune de Meyrargues apportera une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2019\_CT2\_673 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 attribuant une subvention à l'association IE13 au titre de l'année 2020, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 005-17/07/20 CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 septembre 2020.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention pour la réalisation de chantiers d'insertion par l'activité en forêt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et la commune de Meyrargues.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et les pièces relatives à ce dossier.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets**

##### **2020 CT2 192**

**AVIS - Approbation de la démarche de réduction des déchets par le lancement d'un appel à projets prévention des déchets - réemploi / réparation / réutilisation 2020-2024 sur la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA).

Ce plan s'inscrit dans le Plan climat-air-énergie métropolitain et définit 4 axes de travail :

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements ;
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des déchets d'activités économiques sur le territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées ;
- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire ;

- **Axe 4 : Donner une seconde vie aux produits et objets.**

L'axe 4 propose d'assurer un maillage du territoire afin d'offrir aux habitants une solution de proximité pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, il existe à ce jour 29 points de collecte dont 14 en déchetteries, soit environ 64 000 habitants pour 1 point de collecte. L'objectif du plan de prévention est d'atteindre une solution de réemploi par commune ou regroupement de petites communes soit une solution pour 45 000 habitants en moyenne.

De plus, la loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire précise également des nouveaux objectifs en matière de réemploi/réutilisation : atteindre l'équivalent de 5% du tonnage de déchets ménagers en 2030 et équiper les déchetteries comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables.

Cette délibération a pour objet d'autoriser la démarche de réduction des déchets avec le lancement d'un appel à projets (AAP) Prévention des déchets « réemploi, réparation et réutilisation » qui concernent plusieurs territoires de la Métropole.

Les projets soutenus contribueront donc à l'objectif d'une Métropole Zéro Déchet Zéro Gaspillage à l'horizon 2035 et seront analysés à l'aune de ces enjeux pour la Métropole.

L'appel à projet se décline en 2 volets :

- Volet 1 : le candidat proposera un projet comprenant l'animation et la gestion des espaces de réemploi à minima de 23 déchetteries ;
- Volet 2 : le développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

Seules les associations et les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire pourront candidater à cet AAP selon la procédure suivante :

- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via la plateforme de l'innovation de la Métropole.
- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier est complet, à partir des critères techniques et financiers de sélection définis dans le dossier de consultation et analysera les propositions.
- Les candidats pourront être auditionnés par le jury.
- Après validation des candidats retenus sur les territoires concernés de la Métropole Aix-Marseille-Provence une convention type relative à l'attribution d'une subvention sera

signée avec le lauréat pour une mise en œuvre sur 4 années maximum. Cette subvention sera calculée en fonction du taux applicable sur les dépenses éligibles retenues tel que précisé dans le dossier de présentation de l'appel à projet.

- La mise en œuvre de ces conventions se fera progressivement à partir du printemps 2021.

Un accompagnement via les « Packs » de la Direction de l'Economie pourra être mis en œuvre en fonction des besoins des lauréats.

Par cet appel à projets la Métropole souhaite contribuer aux objectifs cités ci-dessus, en soutenant les projets qui favorisent le maillage du territoire en solutions de réemploi/réutilisation/réparation et qui permettent ainsi d'accroître la part d'objets réemployés issus des ménages du territoire.

In fine, l'objectif visé de cet appel à projet est d'améliorer l'efficacité du réemploi, de la réparation et de la réutilisation pour atteindre 50% de réemploi/réparation/réutilisation des objets récupérés.

Cette action participe à la dynamique d'économie circulaire du territoire et permettra de :

- Baisser le volume de déchets collectés en porte à porte ou en déchetteries ;
- Participer au développement d'une filière locale du réemploi créatrice d'emplois.

Elle offrira également aux habitants la possibilité d'acquérir des objets à moindre coût, de profiter de services en déchetteries et de donner une seconde vie aux objets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015 ;
- La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;

- La délibération FBPA 030-31/07/20 CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 018-2836/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ;
- La délibération n° 17-90 du 17 mars 2017 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le Cadre d'intervention régional pour l'accompagnement du futur Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant** Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts.

- Qu'il convient d'approuver la démarche de réduction des déchets avec le lancement d'un appel à projets.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la démarche de réduction des déchets avec le lancement, selon la procédure énoncée, de l'appel à projets **Prévention des déchets « réemploi, réparation et réutilisation »** joint contenant les volets suivants :

- Volet 1 : animation et gestion des espaces réemploi des déchetteries concernées ;
- Volet 2 : développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits à partir de 2021 sur les budgets annexes déchets des Territoires concernés.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 193**

**Approbation des tarifs 2021 d'élimination des déchets appliqués aux clients de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le Territoire du Pays d'Aix ou des communes limitrophes. Les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge financièrement par le service public et pour une partie mineure des déchets des clients extérieurs dont l'élimination est prise en charge par les producteurs.

Il convient de fixer, pour l'année 2021, les tarifs d'élimination appliqués aux clients extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence accepté par le Territoire du Pays d'Aix.

La politique tarifaire appliquée sur le site de l'Arbois doit être proportionnée au regard des tarifs constatés sur les sites similaires proches géographiquement afin de ne pas déstabiliser l'offre locale en matière d'élimination des déchets.

L'année 2021 sera marquée par une offre de traitement des déchets limitée dans le département des Bouches-du-Rhône du fait notamment de l'import de déchets en provenance des départements limitrophes (liées à la fermeture de site etc), les limitations de capacités des centres de stockage impulsées par les services de l'état, et par une hausse marquée de la Taxe Généralisée sur les Activités Polluantes (fiscalité écologique



appliquée à toute tonne de déchets traitée). Dans ce contexte, les tarifs 2021 d'élimination des déchets augmenteront.

L'augmentation programmée de TGAP pour l'année 2021 est de +12 €/HT/t. Cette évolution de la fiscalité a une incidence de près de 10 % sur les prix Hors Taxes supportés par les clients. Le service d'élimination des déchets rendu sur l'ISDnD de l'Arbois concerne, de manière directe ou indirecte, des entreprises du Territoire.

Fort de ce constat et afin de ne pas alourdir les charges supportées par les entreprises locales, il est proposé malgré une hausse probable des tarifs locaux d'élimination des déchets, de ne pas suivre cette tendance.

Ainsi, les tarifs d'élimination hors TGAP appliqués aux Déchets des clients extérieurs n'augmenteront pas en 2021, afin de ne pas accentuer les effets de l'évolution de la TGAP.

La mise en œuvre de ces considérations aboutit aux propositions de tarification suivantes :

Catégories de déchets	2020		2021		Évolution
	Apporteur <500 t/an €/HT/tonne	Apporteur >500 t/an €/HT/tonne	Apporteur <500 t/an €/HT/tonne	Apporteur >500 t/an €/HT/tonne	
DIB	127	125	127	125	0 %
OM	127	125	127	125	0 %
Encombrants	127	125	127	125	0 %
Gravats Valorisables	50	50	50	50	0 %
Gravats Non Valorisables	25	25	25	25	0 %

\* Les tarifs s'entendent hors toutes taxes (TVA + TGAP). La TGAP et la TVA en vigueur en 2021 s'appliqueront aux déchets traités.

Les tarifs proposés devraient permettre au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier en 2021 de recettes de plus ou moins de 5.650.000 € par an. Il est à noter que la TGAP sera versée aux douanes via le prestataire, ces dépenses impacteront donc le budget de fonctionnement.

Il convient de noter que cette politique tarifaire ne modifie pas le montant de la prestation d'enfouissement prévue dans le marché 2017-002U en date du 27 juin 2017 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DELTA DÉCHETS pour l'exploitation du site de l'Arbois. La totalité des recettes est intégralement acquise au Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver des tarifs d'élimination des déchets pour l'année 2021 appliqués aux clients de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois, extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence, située sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la grille tarifaire présentée ci-après qui sera appliquée aux clients de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Catégories de déchets	2020		2021	
	Apporteur <500 t/an €/HT/tonne	Apporteur >500 t/an €/HT/tonne	Apporteur <500 t/an €/HT/tonne	Apporteur >500 t/an €/HT/tonne
DIB	127	125	127	125
OM	127	125	127	125
Encombrants	127	125	127	125
Gravats Valorisables	50	50	50	50
Gravats Non Valorisables	25	25	25	25

**Article 2 :**

Ces tarifs seront applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et seront au préalable notifiés à l'entreprise exploitante de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tout document nécessaire à l'application de ces tarifs.

**Article 4 :**

Les recettes seront constatées sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : nature 70688 fonction 7213 chapitre 70.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 194**

**Approbation de l'ajustement du programme de travaux pour la mise en œuvre d'un contrôle d'accès sur toutes les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les déchèteries sont aujourd'hui des équipements de collecte de proximité des déchets encombrants, incontournables et reconnus. En effet, le nombre de visites et la quantité de déchets réceptionnés ne cessent d'augmenter. En 2018, environ 134.000 tonnes y ont été réceptionnées pour un taux de valorisation de 85 % et une fréquentation record de 900.000 visites sur l'ensemble des déchèteries.

Cependant, la fréquentation sans cesse croissante de ces installations s'accompagne des problématiques suivantes :

- Allongement des temps et des files d'attente avant vidage,
- Perturbation de la circulation sur site et du trafic routier sur les axes de desserte,
- Augmentation des coûts de gestion,
- Difficultés d'identifier les apporteurs, particuliers, professionnels, résidents du Pays d'Aix ou hors Pays d'Aix.

Afin de moderniser l'accueil des usagers en déchèterie et d'améliorer la maîtrise des sites, il est proposé de mettre en place un dispositif de contrôle d'accès informatisé ayant pour objectif d'affiner la connaissance de la fréquentation des installations.

Cet outil garantira une politique efficace d'accueil des usagers de déchèteries dans un objectif d'amélioration du service et de maîtrise des coûts.

Le dispositif développé sur le territoire sera évolutif et performant afin d'assurer :

- Le contrôle des autorisations des apports et des apporteurs,
- La clarification de la qualification et de la quantification de l'activité,
- L'analyse du respect du règlement intérieur,
- L'analyse des statistiques de rentrées d'information sur les sites équipés.

Une expérimentation d'automatisation du contrôle d'accès par lecture des plaques d'immatriculation a été réalisée sur la déchèterie de Pertuis après sa requalification en 2018 / 2019. Cette action permet d'avoir un bon retour d'expérience sur la technique utilisée et permet de valider son déploiement à l'échelle de tout le Territoire du Pays d'Aix (18 sites).

Les travaux envisagés sur les 18 prochaines déchèteries du Territoire du Pays d'Aix consistent en :

- L'installation d'équipements permettant l'identification des apporteurs (caméra, barrière, panneaux d'affichage, logiciel, boucle de comptage) par un prestataire spécialisé dans ce type d'aménagements
- La mise en œuvre de travaux de Génie Civil permettant la réalisation de voies de délestage à l'entrée des sites pour la gestion des entrées refusées.

Ces travaux sont programmés sur les années 2020 à 2022.

Ces travaux doivent permettre une gestion optimum et règlementée des entrées sur site.

En l'occurrence, le système mis en œuvre permet :

- La saisie par les administrés d'informations personnelles afin d'accéder à la déchèterie,
- Le contrôle automatisé des entrées/sorties en fonction de différents profils d'utilisateur de la déchèterie (notamment particuliers et professionnels),
- La remontée en temps réel de l'utilisation de la déchèterie (nombre de véhicules dans le parc, les pesées en cours, le niveau de remplissage des bennes),
- La fiabilisation des données d'exploitation quant à l'utilisation des sites (nombre de véhicules, type d'usagers, volumes, horaires de fréquentation...),
- Et par extension, sous réserve de la validation du principe, la facturation des usagers professionnels au passage ou au volume (coût moyen à déterminer par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix).

À l'instar des dispositifs installés dans les parkings, le système de barrière associé à une caméra pour la lecture automatique des plaques d'immatriculation permettra de gérer les autorisations d'accès en fonction de critères prédéfinis.

La solution informatique permettra la saisie de manière sécurisée des données personnelles sur Internet par les usagers à partir d'écran web ou d'application sur tous types de supports numériques (PC, Tablette, Smartphone) afin de leur permettre un accès à la déchèterie. Les données saisies seront à minima le nom, prénom, adresse email, téléphone, adresse postale, immatriculation et type d'usager professionnel/particulier/collectivité.

Pour accéder à la déchèterie, tout usager devra préalablement ouvrir un compte auprès du Conseil

de Territoire du Pays d'Aix. Cette ouverture sera conditionnée à la présentation de justificatifs de domicile et d'immatriculation. Si plusieurs véhicules différents sont utilisés pour aller en déchèterie, un même foyer (usager particulier) pourra faire enregistrer plusieurs véhicules sur son compte.

Le nombre journalier, mensuel ou annuel d'entrées en déchèteries accordé à chaque foyer sera paramétrable de façon différentielle selon les catégories d'usagers définies.

En résumé, lorsque l'utilisateur se présentera à l'entrée de la déchèterie, le système lira le numéro d'immatriculation et vérifiera son accréditation à entrer sur le site. Le système permettra de facturer les usagers en fonction de critères qui seront définis.

À partir des informations récoltées sur la déchèterie, des tableaux de bord pourront être réalisés en particulier des bilans de fréquentation :

- Par déchèterie,
- Par usager,
- Par type d'usager,
- Par créneau horaire,
- Par jour, semaine, mois.

L'expérimentation menée sur Pertuis a permis d'affiner le chiffrage du projet pour la totalité des déchèteries du Territoire du Pays d'Aix. Ainsi, le montant de la mise en place de ce système sur l'ensemble des déchèteries a été estimé à 710.000€HT.

La présente délibération vise à ajuster le programme de travaux et le coût de sa mise en œuvre voté en Conseil de Territoire le 29 novembre 2017 (délibération n°2017\_CT2\_516). Il est réajusté par la présente délibération suite à la mise en œuvre d'une expérimentation menée sur la déchèterie de Pertuis. Une demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière au projet sera faite par la suite par Décision de Madame la Présidente de la Métropole.

Le coût prévisionnel de cette opération est ajusté à 710.000€HT, correspondant à l'achat et à la mise en place d'équipements et d'infrastructures (caméra, barrière, voie de détournement, logiciel, panneau affichage, etc.) au droit des 18 prochaines déchèteries qui seront aménagées.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif « Aides aux Communes » - Plan Partenarial Métropolitain	56,3 %	400 000 euros
Programme de financement européen LIFE	16,9 %	120 000 euros
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	6,8 %	48 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	142 000 euros
TOTAL HT	100 %	710 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération FAG 122 – 4939/18/CM en date du 13 décembre 2018, qui a ouvert le volume de l'AP n°180 Actions LIFE relative à des opérations d'investissements financées par le Programme Européen Life ;
- La délibération 2017\_CT2\_516 du 29 Novembre 2017 relative à une proposition de développement de l'automatisation du contrôle d'accès aux déchèteries ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 septembre 2020.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Qu'il convient d'ajuster le programme de travaux pour la mise en œuvre d'un contrôle d'accès sur toutes les déchetteries du Territoire du Pays d'Aix sur la base des détails de travaux et de montants présentés ci-dessus.

#### Délibère

### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux pour la mise en œuvre d'un contrôle d'accès sur toutes les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix est ajusté sur la base des éléments fournis dans cette délibération, à savoir, un coût total de réalisation de 710.000€HT.

### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents et actes relatifs à l'aboutissement de ce programme de travaux et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe 2020 Service Prévention Élimination des Déchets (SPED 2020) du Territoire du Pays d'Aix : Autorisation de programme (AP 180) LIFE – Fonction 7213 – Nature : 2128.

Les recettes d'investissement correspondantes (en cas de cofinancement) seront constatées sur le Budget Annexe du Service Public d'Élimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix– Fonction : 7213 - Nature :1313 et 1323.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 195**

**Approbation du programme de travaux de dégazage de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois située sur le Territoire du Pays d'Aix pour les années 2021 à 2023**

Madame Le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix gère l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence, au lieu-dit « Jas de Maroc ».

Ce site permet la gestion par enfouissement de plus de 90 % des déchets ménagers et assimilés non valorisables produits sur le Territoire du Pays d'Aix.

La gestion de l'installation est des plus rigoureuses tant au niveau technique que financier et s'inscrit parfaitement dans une logique de production d'énergie renouvelable. En effet, sur l'ISDnD, les biogaz (issus de la fermentation des déchets) sont récupérés et font l'objet d'une valorisation énergétique depuis 2010 par contrat et pour une durée de 15 ans minimum.

Ce processus permet la production de 470 GWh d'électricité verte (provenant de la biomasse des déchets) sur 15 ans, soit l'équivalent de la consommation en électricité de 12.000 logements par an et évite le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO2 sur la durée du contrat.

De ce fait, l'exploitation du site est axée sur une optimisation permanente de la récupération des biogaz.

Cette optimisation de production de biogaz est gérée finement avec trois objectifs majeurs :

- La réduction des émissions des gaz à effet de serre : la composante principale du biogaz est le méthane puissant gaz à effet de serre,
- L'amélioration de la production d'énergie,
- La réduction des nuisances olfactives pour les riverains et le personnel du site,

Pour répondre à ces objectifs, des campagnes régulières de travaux de captage de biogaz sont engagées. Elles sont constituées :

- De travaux réalisés par l'exploitant, à l'avancement de l'exploitation, par la pose de drains horizontaux dans le massif de déchets,
- De travaux réalisés par un prestataire, sur des zones finalisées (équipées d'une couverture de confinement constituée d'argile imperméable et libres d'exploitation pendant une durée suffisante), par la mise en place de forages verticaux dans le massif de déchets. Ces puits sont ensuite connectés aux réseaux secondaires et principaux par des collecteurs de différents diamètres et linéaires.

Compte-tenu de l'organisation et du phasage d'exploitation prévisionnel du massif de déchets, et afin d'optimiser le captage du biogaz, le Pays d'Aix envisage la réalisation de plusieurs campagnes de travaux de captage du biogaz dans plusieurs parties du massif en exploitation et notamment au droit de la couverture finale. Pour mémoire, la surface de ce massif est de 5 hectares.

Les investissements nécessaires à la réalisation des ouvrages sont estimés à environ 252.000€HT / an par les services techniques de la Métropole – Territoire du Pays d'Aix. Soit au total 756.000 €HT sur la période 2021-2023.

Dans le détail, les grandes lignes du programme de travaux sont les suivantes :

- Forage d'environ 80 puits verticaux,
- Réalisation d'environ 2.000 mètres linéaires de réseaux de surface reliant les nouveaux puits aux réseaux secondaires et primaires existants,
- Réfection des couvertures au droit des puits afin de garantir l'étanchéité des ouvrages exécutés,
- Réalisation de puits mixtes (permettant la collecte du lixiviat et du biogaz) en toute fin d'exploitation.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Une campagne de 2 à 3 mois de travaux répartis selon les besoins sur les 1<sup>ers</sup> ou 2<sup>èmes</sup> semestres des années 2021, 2022 et 2023

Dans ce contexte, ces programmes de travaux annuels consistant en l'aménagement de zones de plusieurs hectares avec puits, drains et collecteurs doivent permettre d'augmenter la quantité de biogaz capté et valorisé et donc de produire davantage d'électricité verte.

La présente délibération vise à approuver le programme de travaux prévisionnels sur les trois prochaines années afin d'optimiser la valorisation énergétique des gaz émanant de l'ISDnD.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 756 000 euros HT.

Une demande de subvention sera faite par Décision de Mme le Président de la Métropole auprès de partenaires institutionnels. Pour information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
<b>Financement externe</b>		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Dispositif « Aides aux Communes » - Plan Partenarial Métropolitain	80 %	604 800 euros
<b>Autofinancement</b>		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	151 200 euros
<b>TOTAL HT</b>	<b>100 %</b>	<b>756 000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération FAG 122 – 4939/18/CM en date du 13 décembre 2018, qui a ouvert le volume de l'AP n°114 relative à des opérations d'investissements concernant l'entretien et la maintenance de l'ISDnD avec notamment l'extension du réseau biogaz ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 septembre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'approbation du programme de travaux de dégazage des Biogaz sur le site de l'ISDnD de l'Arbois pour performer sa production et valorisation de biogaz

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme de travaux de dégazage des Biogaz sur l'ISDnD pour les 3 années à venir (2021-2023) pour un coût total de réalisation de 756 000 €HT.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents et actes relatifs à l'aboutissement de ce programme de travaux et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe 2020 et suivants du Service Prévention Élimination des Déchets (SPED 2020) Territoire du Pays d'Aix Autorisation de programme AP114 – Fonction 7213 – Nature 2128.

Les recettes correspondantes (en cas de cofinancement) sont inscrites au Budget Annexe de la Métropole – Service de Prévention et Gestion des Déchets – Territoire du Pays d'Aix 2020 et suivants



section d'investissement – Fonction 7213 – Nature 1323.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 196**

**Approbation des quotas 2021 de déchets des clients extérieurs admis sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le Territoire du Pays d'Aix ou des communes limitrophes. Les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge financièrement par le service public mais également des déchets apportés par des clients extérieurs dont l'élimination est portée financièrement par les entreprises productrices.

Afin de maîtriser de ces apports extérieurs, il convient de fixer, pour l'année 2021, le quota annuel des déchets des clients extérieurs accepté par le Territoire du Pays d'Aix.

Le volume d'activité annuel de l'ISDnD de l'Arbois est fixé à plus ou moins 160.000 tonnes toute nature de déchets confondue. Le volume maximal de déchets octroyé aux apporteurs extérieurs correspond à la différence entre ce volume d'activité et les prévisions de déchets des ménages à éliminer.

L'année 2021 sera marquée par la diminution des quantités de déchets ultimes produits par le

Territoire du Pays d'Aix et éliminés sur l'ISDnD de l'Arbois du fait notamment de l'arrêt du service de collecte en porte à porte dans les Zones d'Activités du Territoire, conséquence directe des évolutions réglementaires (Loi de Transition Écologique) en matière de prévention et de la valorisation des déchets. Cette action permettra au Territoire d'être vertueux vis à vis des objectifs de prévention des déchets (diminution des quantités collectées) et permettra aux entreprises d'améliorer la valorisation de leurs déchets grâce à des solutions adaptées à leur activité.

Dans ce contexte, le bilan prévisionnel des tonnages dont la collectivité a la charge et qui sont éliminés sur le site de l'Arbois en 2020 devrait être d'environ 120.000 tonnes. Compte-tenu de ces éléments, il est proposé d'augmenter le quota 2020 aux besoins des clients extérieurs de 30.000 à 40.000 tonnes.

La fermeture récente d'Installations de Stockage de Déchets au niveau régional a engendré une forte croissance des quantités de déchets éliminés dans le département des Bouches-du-Rhône provoquant de fait la saturation des sites existants. Au-delà d'être l'exutoire privilégié des déchets ménagers produits et collectés par le Territoire du Pays d'Aix, le site de l'Arbois doit également être une solution locale pertinente d'élimination des déchets générés par l'activité économique. Il est donc proposé de répartir le quota ouvert à l'Arbois de la façon suivante :

1. 20.000 tonnes dédiés aux besoins des producteurs locaux, qu'il est proposé d'attribuer de la façon suivante :
  - a. Refus d'opérations de tri émanant de prestataires travaillant pour le territoire ;
  - b. Refus de station d'épuration (refus boues de dégrillage) ;
  - c. Refus d'opérations de tri émanant d'opérateurs n'étant pas en contrat avec le Pays d'Aix ;
  - d. Déchets ultimes issus des collectes dans les entreprises.
2. 20.000 tonnes réservés pour les besoins d'élimination des déchets ultimes (après valorisation) produits dans les zones d'activités dans lesquelles le service public sera stoppé en 2021.

NB : aucune dérogation d'origine ou de nature ne sera octroyée. L'ordre de la liste tient compte de l'ordre de priorité dans l'attribution des droits de tirage.

Il est à noter que ce quota est fixé à un niveau raisonnable correspondant à 25 % de la capacité totale, permettant ainsi de garantir la priorité de l'utilisation de notre Installation de Stockage de Déchets non Dangereux pour nos besoins propres en terme d'élimination des Ordures Ménagères Résiduelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 23 septembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver les quotas 2021 de déchets des clients extérieurs admis sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois à 40.000 tonnes,

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvés les quotas 2021 de déchets des clients extérieurs admis sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois à 40.000 tonnes.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisée à signer les pièces relatives à ce dossier.

##### **Article 3 :**

Les recettes seront constatées sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de

fonctionnement : nature 70688 fonction 7213 chapitre 70.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Eau et assainissement**

##### **2020 CT2 197**

**Approbation du transfert de la subvention d'investissement pour les tranches 2018 et 2019 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2017-2019 attribuée initialement à la commune de Saint-Cannat pour des opérations sur des réseaux d'assainissement et eau potable**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Commission permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, réunie le 14 avril 2020, a décidé la réaffectation de l'aide financière du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2018-2019, pour la tranche 2018, relative à des opérations sur

des réseaux d'assainissement et eau potable, attribuée initialement à la commune de Saint-Cannat. Il convient d'approuver ce transfert de subvention à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de compétences du 01 janvier 2018.

Le montant de cette aide financière est de 253.015 euros HT.

Pour rappel, le montant total des opérations d'investissement concernées par ces subventions est de 651.638 euros HT, pour la tranche 2018, et se décline ainsi :

Le plan de financement prévisionnel de ces opérations reste inchangé :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS HT
<b>Financement externe</b>		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain » 1. Assainissement collectif : rénovation et construction de réseaux AEP.	40 %	113.295 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain » 2. Eau potable : Rénovation et construction de réseaux AEP, réhabilitation des bassins et des fontaines.	40 %	116.800 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat Métropolitain » 3. Eau potable : recherche d'une ressource en eau souterraine et équipements AEP.	30 %	22.920 euros
Montant total HT financement		<b>253.015 euros HT</b>
<b>Autofinancement</b>		
Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 1	60 %	169.943 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2	60%	175.200 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 3	70%	53.480 euros
Montant total HT Auto financement		<b>398.623 euros HT</b>

- Assainissement collectif : rénovation et construction de réseaux AEP, montant des travaux : 283.238 euros HT,
- Eau potable : rénovation et construction de réseaux AEP, réhabilitation des bassins et des fontaines, montant des travaux : 292.000 euros HT,
- Eau potable : recherche d'une ressource en eau souterraine et équipements AEP, montant des travaux : 76.400 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le transfert de la subvention du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2018-2019, pour la tranche 2018, attribuée initialement à la commune de Saint-Cannat, puis transférée à la Métropole Aix-

Marseille-Provence suite au transfert de compétences du 01 janvier 2018 pour des opérations sur des réseaux d'assainissement et eau potable.

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer tout document nécessaire au transfert de la subvention du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2018-2019.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement :

- sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du pays d'Aix et d'Aubagne, opération budgétaire 10, nature 21531
- sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du pays d'Aix, opération 10, nature 21532

La recette correspondante est inscrite en section d'investissement :

- sur le budget annexe de l'Eau – Territoire du pays d'Aix et Aubagne, opération 10, nature 1313 ;
- sur le budget annexe de l'Assainissement – Territoire du pays d'Aix, opération 10, nature 1313

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2020 CT2 198

**Approbation d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée pour l'opération de réfection et la création, par la commune d'Aix-**

## **en-Provence, du réseau d'eaux pluviales dans les quartiers Corsy et Beisson**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable, d'assainissement et de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la commune pour l'exécution des opérations d'études et de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et de DECI.

Toutefois, compte tenu des incidences de ces travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité confier à la Commune d'Aix-en-Provence le suivi de la réalisation de cette opération.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-5 du Code de la Commande Publique. En application de la convention maîtrise d'ouvrage déléguée, la commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Ainsi, la ville d'Aix-en-Provence a lancé en 2005, un programme de rénovation urbaine concernant deux quartiers Corsy et Beisson.

Dans le cadre de travaux d'infrastructure, il est prévu la création et/ou la modification des réseaux d'eaux pluviales. Ces travaux ont fait l'objet de plusieurs tranches d'aménagements depuis 2013.

Une nouvelle tranche est prévue en 2020 concernant :

- Quartier Corsy : création d'un réseau pluvial dans le cadre de la reconfiguration de l'avenue du Jas de Bouffan, modification du réseau lié à la création d'une place centrale (place Michel),
- Quartier Beisson : Création d'un réseau pluvial en lien avec l'aménagement d'une place publique et d'espaces de stationnement.

Ces aménagements sont à engager pour un montant de 541.666,67€HT soit 650.000,00€TTC et sont financés à 100 % par l'ANRU auprès de la commune qui a déjà perçu les fonds selon le plan de financement présenté ci-après. Aucune dépense ne sera engagée par la Métropole.

#### Compétence Pluvial :

Financiers	Dispositif	Montant € TTC
Commune d'Aix en Provence	ANRU	650.000,00
Métropole	Autofinancement	0,00
TOTAL		650.000,00

Il est donc aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole, la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la commune d'Aix-en-Provence au titre de la compétence Eaux Pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, relative à la réalisation, par la commune d'Aix-en-Provence, de travaux pluviaux dans le cadre de l'opération ANRU dans les quartiers Corsy et Beisson.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cette convention et tout autre document y afférent.  
Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 199**

**Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune de La Roque d'Anthéron**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune de la Roque d'Anthéron prend fin le 31 octobre 2020. Le présent avenant a pour objet de prolonger son exécution jusqu'au 31 décembre 2021.

Conformément à l'article L5218-2 CGCT, la compétence eau et assainissement détenue par les communes qui n'avaient pas transféré cette compétence à leur ancien établissement public de coopération intercommunale a été transférée le 1er janvier 2018 à la Métropole Aix Marseille Provence. A cette date, la Métropole a dû reprendre plus de 52 DSP, 6 régies et 3 syndicats.

Dans ce contexte, la métropole a été dans l'obligation, à la fois de reprendre la gestion du contrat en cours et de mener les réflexions, sur le choix du futur mode de gestion de l'eau potable.

Cependant en raison des événements récents, à savoir la crise sanitaire ainsi que le report des élections municipales et communautaires, le conseil de la Métropole n'a pu se réunir, depuis le mois de décembre 2019, qu'en juillet 2020 pour installer la nouvelle gouvernance, et n'a donc pas pu statuer à temps sur le choix du mode de gestion du service public d'assainissement de la commune de la Roque d'Anthéron.

Suite à la mise en place des nouvelles gouvernances au sein des instances de la Métropole et au sein de sa régie personnalisée d'eau et d'assainissement présente sur le Territoire du Pays d'Aix, une prolongation d'une durée



suffisante de ce contrat de délégation de service public est nécessaire afin de continuer à mener le processus de réflexion sur les choix de mode gestion présentant le plus d'intérêt pour la collectivité, à savoir la délégation de service public ou la régie.

La réalisation d'un diagnostic technique et financier du patrimoine rattaché à la compétence permettra également d'établir de façon pertinente les besoins en travaux visant à atteindre une qualité de service optimale et son coût associé.

Dans le cadre d'une intégration du service public en régie, la prolongation de 14 mois permettrait la réalisation de toutes les étapes préalables à ce mode de gestion, à savoir notamment des modifications statutaires et organisationnelles de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ainsi que l'établissement d'un contrat d'obligations de service public. Dans le cadre d'une délégation de service public, ce délai minimal permettrait d'organiser la procédure de mise en concurrence.

Dans ces conditions, il est nécessaire de prolonger le contrat d'une durée de 14 mois et de porter ainsi la fin du contrat au 31 décembre 2021.

Ces modifications apportées au contrat n'ont pas d'impact sur le prix de l'eau.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

La prolongation du contrat a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 14,83 %, soit 467 167 €.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne sont pas substantielles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'eau potable de la commune de La Roque d'Anthéron.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'une durée de 14 mois, jusqu'au 31 décembre 2021 ;
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service d'eau potable de la commune de La Roque d'Anthéron.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune de La Roque d'Anthéron et ses annexes Compte Prévisionnel d'Exploitation et Programme de Renouvellement.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 200**

**Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de La Roque d'Anthéron**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contrat de délégation de service public d'assainissement de la commune de la Roque d'Anthéron prend fin le 31 octobre 2020. Le présent

avenant a pour objet la prolongation de la durée du contrat de 14 mois, soit une fin de contrat le 31 décembre 2021.

Conformément à l'article L5218-2 CGCT, la compétence eau et assainissement détenue par les communes qui n'avaient pas transféré cette compétence à leur ancien établissement public de coopération intercommunale a été transférée le 1er janvier 2018 à la Métropole Aix Marseille Provence. A cette date, la Métropole a dû reprendre plus de 52 DSP, 6 régies et 3 syndicats.

Dans ce contexte, la métropole a été dans l'obligation, à la fois de reprendre la gestion du contrat en cours et de mener les réflexions, sur le choix du futur mode de gestion de l'assainissement.

Cependant en raison des événements récents, à savoir la crise sanitaire ainsi que le report des élections municipales et communautaires, le conseil de la Métropole n'a pu se réunir, depuis le mois de décembre 2019, qu'en juillet 2020 pour installer la nouvelle gouvernance, et n'a donc pas pu statuer à temps sur le choix du mode de gestion du service public d'assainissement de la commune de la Roque d'Anthéron.

Suite à la mise en place des nouvelles gouvernances au sein des instances de la Métropole et au sein de sa régie personnalisée d'eau et d'assainissement présente sur le Territoire du Pays d'Aix, une prolongation d'une durée suffisante de ce contrat de délégation de service public est nécessaire afin de continuer à mener le processus de réflexion sur les choix de mode gestion présentant le plus d'intérêt pour la collectivité, à savoir la délégation de service public ou la régie.

La réalisation d'un diagnostic technique et financier du patrimoine rattaché à la compétence permettra également d'établir de façon pertinente les besoins en travaux visant à atteindre une qualité de service optimale et son coût associé.

Dans le cadre d'une intégration du service public en régie, la prolongation de 14 mois permettrait la réalisation de toutes les étapes préalables à ce mode de gestion, à savoir notamment des modifications statutaires et organisationnelles de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ainsi que l'établissement d'un contrat d'obligations de service public. Dans le cadre d'une délégation de service public, ce délai minimal permettrait d'organiser la procédure de mise en concurrence.

Par ailleurs, de nouveaux ouvrages ont été mis en service en février 2020, le poste de relevage de la ZAC du Grand Pont et les réseaux de collecte associés, et doivent être intégrés au patrimoine affermé, afin de garantir la continuité du service public de l'assainissement collectif.

Le présent avenant a dès lors pour objet de prolonger le contrat d'une durée de 14 mois, jusqu'au 31 décembre 2021, et d'intégrer les

charges d'exploitation générées par l'intégration des nouveaux ouvrages.

Les nouvelles charges sont constituées de charges de personnel, d'énergie électrique, de fournitures et de télécommunications. Ces charges sont compensées par l'abandon d'une charge prévue au contrat initial et qui n'est plus nécessaire durant la période de prolongation.

Ces modifications apportées au contrat n'impactent pas le prix de l'eau.

La prolongation du contrat a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 14,81 % soit 390 990 €.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne sont pas substantielles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif de la commune de La Roque d'Anthéron.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'une durée de 14 mois, jusqu'au 31 décembre 2021.
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires pour assurer l'exploitation et la maintenance des nouveaux ouvrages.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au

contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la commune de La Roque d'Anthéron.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de La Roque d'Anthéron et son annexe compte prévisionnel d'exploitation.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2020 CT2 201

**Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public d'assainissement collectif des communes de Coudoux, Ventabren et Velaux**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contrat de délégation de service public d'assainissement du SIA Coudoux-Ventabren prend fin

le 30 novembre 2020. Le présent avenant a pour objet de prolonger son exécution jusqu'au 31 décembre 2021.

Conformément à l'article L5218-2 CGCT, la compétence eau et assainissement détenue par les communes qui n'avaient pas transféré cette compétence à leur ancien établissement public de

coopération intercommunale a été transférée le 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence. A cette date, la Métropole a dû reprendre plus de 52 DSP, 6 régies et 3 syndicats.

Dans ce contexte, la métropole a été dans l'obligation, à la fois de reprendre la gestion du contrat en cours et de mener les réflexions, sur le choix du futur mode de gestion de l'assainissement des communes de Coudoux et Ventabren.

Cependant en raison des événements récents, à savoir la crise sanitaire ainsi que le report des élections municipales et communautaires, le conseil de la Métropole n'a pu se réunir, depuis le mois de décembre 2019, qu'en juillet 2020 pour installer la nouvelle gouvernance, et n'a donc pas pu statuer à temps sur le choix du mode de gestion du service public d'assainissement des communes de Coudoux et Ventabren

Suite à la mise en place des nouvelles gouvernances au sein des instances de la Métropole et au sein de sa régie personnalisée d'eau et d'assainissement présente sur le Territoire du Pays d'Aix, une prolongation d'une durée suffisante de ce contrat est nécessaire afin de continuer à mener le processus de réflexion sur les choix de mode gestion présentant le plus d'intérêt pour la collectivité, à savoir la délégation de service public ou la régie.

La réalisation d'un diagnostic technique et financier du patrimoine rattaché à la compétence permettra également d'établir de façon pertinente les besoins en travaux visant à atteindre une qualité de service optimale et son coût associé.

Dans le cadre d'une intégration du service public en régie, la prolongation de 13 mois permettrait la réalisation de toutes les étapes préalables à ce mode de gestion, à savoir notamment des modifications statutaires et organisationnelles de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ainsi que l'établissement d'un contrat d'obligations de service public. Dans le cadre d'une délégation de service public, ce délai minimal permettrait d'organiser la procédure de mise en concurrence.

Dans ces conditions, il est nécessaire de prolonger le contrat d'une durée de 13 mois et de porter ainsi la fin du contrat au 31 décembre 2021.

Ces modifications apportées au contrat n'ont pas d'impact sur le prix de l'assainissement.

Le compte prévisionnel d'exploitation du contrat est modifié en ce sens.

La prolongation du contrat a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 14,12 % soit 367 646,85€.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-7 du code de la commande publique, les modifications introduites au titre du présent avenant ne sont pas substantielles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux-Ventabren.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'une durée de 13 mois, jusqu'au 31 décembre 2021.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux-Ventabren.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux-Ventabren, et son annexe compte prévisionnel d'exploitation.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 202**

**Approbation de l'avenant n°1 au contrat pour l'exploitation par affermage du service public de l'assainissement collectif des eaux usées de la commune de Beaucueil**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la Convention de Délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> juillet 2012.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Un nouvel ouvrage, le poste de relevage du Paradou, et ses réseaux de collecte associés, a été créé et doit être intégré au patrimoine affermé, afin de garantir la continuité du service public de l'assainissement collectif des eaux usées.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer les charges d'exploitation et les recettes générées par l'intégration de ces ouvrages. Les charges sont constituées de charges de personnel, d'énergie électrique, de fournitures et matériaux, de sous-traitance, de gestion des déchets, de renouvellement fonctionnel électromécanique, ainsi que des frais de télécommunications. Quant aux recettes, elles sont générées par de nouveaux abonnés raccordés : le camping St Victoire et quelques habitations. L'avenant prévoit également l'ajout d'une précision à apporter au contrat pour la

protection des données informatiques personnelles des abonnés.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 31 juin 2024, une augmentation de la part délégataire du prix de l'assainissement, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation non équilibrées par les nouvelles recettes.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de : 1,2000 € HT/m<sup>3</sup> à 1,3157 € HT/m<sup>3</sup>, soit + 9,65 %.

Impact sur une facture d'assainissement type INSEE de 120 m<sup>3</sup>, base des tarifs au 1er janvier 2020 :

Avant avenant : 232,12 € TTC ;

Après avenant : 248,22 € TTC, soit une augmentation de 16,10 €, ce qui représente + 6,94 %.

Le compte prévisionnel d'exploitation du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges, des recettes et du prix de l'assainissement a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 7,87 % soit 23 882,67€.

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-1 du code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié car les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif des eaux usées – Commune de Beaurecueil.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires et les recettes correspondantes jusqu'à la fin du contrat, pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défaillant.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif des eaux usées sur la commune de Beaurecueil.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif des eaux usées de Commune de Beaurecueil, et ses annexes compte prévisionnel d'exploitation et de son programme de renouvellement patrimonial.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 203**

**AVIS - Demande de subvention d'investissement relative aux Etudes pour la sécurisation de la ressource en eau des communes de Berre-l'Etang, Coudoux, La Fare-les-Oliviers, Rognac, Velaux et Ventabren**



Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de la sécurisation de la ressource en eau de six communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Berre-l'Etang, La Fare-les-Oliviers, Rognac et Velaux, situées sur le Territoire du Pays Salonais ; ainsi que, Coudoux et Ventabren, situées sur le Territoire du Pays d'Aix), il est nécessaire de réaliser une étude préalable au lancement de l'opération comprenant 5 phases :

Phase 1 : recueil et expertise des données existantes, visites des sites, diagnostics de l'état et du fonctionnement (modélisations) des ouvrages et équipements existants.

Phase 2 : proposition de solutions pour la sécurisation de la ressource des 6 communes, étude des possibilités d'optimisation et de mutualisation.

Phase 3 : élaboration des scénarii retenus, réalisation et pilotage d'études complémentaires ; foncier, topographie, géotechnique.

Phase 4 : étude technico-économique comparative des scénarii retenus avec phasage des interventions et calcul d'impact sur le prix de l'eau.

Phase 5 : rédaction du dossier de consultation des entreprises pour la maîtrise d'œuvre pour le scénario retenu.

Ces études démarreront au mois d'octobre 2020 et dureront 12 mois.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 105 000 euros HT. Les dépenses et recettes seront partagées au prorata de la population concernée par le Territoire du Pays d'Aix (18%) et par le Territoire du Pays Salonais (82%).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « Appel à projets "Rebond eau biodiversité climat 2020-2021" »	50 %	52 500 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	52 500 euros
TOTAL	100 %	105 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 064-3083/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017301203 relative aux usines de production d'eau potable ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation d'études pour la sécurisation de la ressource en eau des communes de Berre-l'Etang, Coudoux, La Fare-les-Oliviers, Rognac, Velaux et Ventabren.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Annexe

« Eau Potable » 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais – Nature 2031 - Code opération : 2017301203 et du conseil de territoire du Pays d'Aix – Nature 2031 - Code opération : 10.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget Annexe « Eau Potable » 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 13111 - Code gestionnaire 30 et du Conseil de Territoire du Pays d'Aix – Nature 13111 – Code gestionnaire : Coudoux.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 204**

#### **AVIS - Présentation des Comptes-Rendus d'activité 2018 de la Concession de gestion des réseaux de chauffage urbain d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence dispose depuis 1967 de 3 réseaux de chauffage urbain – ou réseaux de chaleur – desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence. Ces équipements ont été réalisés pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation rapide de ces quartiers.

Les réseaux de chaleur ont utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz, en 1997 l'installation de moteur gaz de cogénération et en 2014 la mise en service d'une chaufferie bois.

En 2012 les réseaux d'Encagnane et des Fenouillères ont été interconnectés. En 2017

l'interconnexion avec le réseau des Hauts de Provence est actée.

La concession actuelle a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2011. GDF SUEZ devenu ENGIE-COFELY a été retenue pour son exploitation et la société dédiée APEE (Aix-en-Provence Energie Environnement) a été créée fin 2011.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Les réseaux de chauffage urbain lui ont alors été transférés par la Commune d'Aix-en-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Aix en Provence Energie Environnement, a remis à la Métropole le compte-rendu d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2018. Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1411-3 et L.5217-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2011-649 du Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence en date du 27 juin 2011 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion des réseaux de chauffage de la ville à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) ;
- La délibération n° 2011-1300 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 12 décembre 2011 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion des réseaux de chauffage de la ville portant approbation du transfert de la concession à la société dédiée « APEE » ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le rapport du délégataire transmis par la Société "APEE ».

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le compte-rendu d'activité de la concession de gestion des réseaux de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2018 a été remis par la Société "APEE", titulaire dudit contrat de concession.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du compte-rendu d'activité de la Délégation de Service Public de gestion des réseaux de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2018, remis par « APEE ».

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 205**

**AVIS - Modalités d'écèlement (cas d'incendie) et de dégrèvement (cas de service non rendu en assainissement) des factures d'eau hors dispositif " Warsmann "**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de répondre au mieux aux attentes des usagers, il est proposé d'instaurer une réduction de

la facture d'eau par écèlement du volume consommé pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure ou par dégrèvement de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu quel que soit le type d'immeuble concerné. Ces modalités s'inscrivent pour des cas n'étant pas éligibles à la Loi Warsmann.

**Rappel cadre Loi Warsmann :**

La loi dite « Warsmann » encadre les modalités d'écèlement de la facture d'eau pour des fuites de canalisation d'eau potable après compteur pour des immeubles de locaux d'habitation, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage. Les autres catégories d'abonnés et notamment les abonnés non domestiques ou assimilés domestiques, les locaux utilisés à des fins professionnelles sont exclus. Lorsque les conditions précisées dans le décret d'application de la loi Warsmann sont remplies et notamment la justification de la réparation de la fuite dans un délai d'un mois, la facture d'eau pour la part consommation du service de l'eau potable est plafonnée au double de la consommation moyenne sur la période identique des 3 dernières années. Les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation après compteurs éligibles à la loi Warsmann n'entrent pas dans le calcul de la redevance d'assainissement dans les conditions prévues à l'article R2224-19-2 du CGCT.

**Cas Incendies :**

Dans le cadre de volume d'eau utilisé chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure, il est proposé d'écèlement la facture d'eau (sur l'ensemble des parts : eau potable, assainissement, redevances et taxes) et de ne facturer à l'abonné que le volume réel moyen consommé sur la période identique des 3 années précédentes. Le demandeur devra fournir sous 2 mois une attestation des autorités compétentes précisant qu'il y a bien eu un incendie mentionnant le périmètre géographique de l'incendie ainsi que la date dudit sinistre.

Cette disposition aura un impact négligeable sur les recettes de surtaxe des budgets annexes Eau potable et Assainissement des Territoires, la diminution des recettes est estimée à 10 000 € par an pour l'ensemble de la Métropole, soit de l'ordre de 0,02% des recettes de surtaxes. Il est par ailleurs rappelé que l'eau utilisé par les services de secours est gratuitement mise à disposition par les services d'eau.

**Cas de service non rendu en assainissement :**

Pour les abonnés non éligibles au dispositif de la Loi Warsmann, dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu dans les cas de fuite puisque l'eau s'écoule dans le sol et qu'elle ne nécessite donc pas de collecte ni de traitement, il

n'est pas justifié de leur facturer totalement le service de l'assainissement.

Pour les abonnés non éligibles au dispositif de la Loi Warsmann, en cas de fuite accidentelle et non décelable sur le réseau intérieur de l'abonné, dûment constatée et réparée, avec infiltration des eaux dans le sol et non pas dans le réseau public de collecte des eaux usées, ayant entraîné une consommation réelle de plus de deux fois supérieure à la consommation moyenne réelle de la période identique des 3 années précédentes, la part de consommation ne donnera pas lieu à facturation en assainissement au-delà de deux fois la « consommation habituelle » sur présentation des justificatifs adéquats. On entend par consommation habituelle la moyenne des consommations mesurées pour la même période au cours des trois années précédentes ou à défaut le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux de taille et de caractéristiques comparables. Les fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage sont exclues. Les services pourront procéder à tout contrôle nécessaire.

L'abonné devra fournir les justificatifs suivants :

- Attestation d'une entreprise de plomberie qui indique que la fuite a été réparée en précisant la localisation de la fuite et la date de la réparation ;
- Attestation d'absence d'assurance fuite sur canalisation après compteur de la part de son assureur, couvrant les surconsommations d'eau induite par la fuite

Il est précisé qu'un délai d'un mois est à respecter entre la date d'information de la fuite à l'abonné (par courrier spécifique ou par la facture d'eau) et la date de transmission de l'attestation de réparation au service de l'eau et l'attestation d'absence d'assurance fuite. Lorsqu'il constate une augmentation anormale du volume d'eau consommé par l'occupant susceptible d'être causée par une fuite, le service de l'eau n'est pas tenu d'informer sans délai les abonnés d'un local qui n'est pas à usage d'habitation. L'abonné sera alors informé de sa consommation par le relevé de la facture d'eau.

Cette disposition aura un faible impact financier global de l'ordre de 50 000 € par an, avec une baisse de recette estimée à 0,16% pour l'ensemble des recettes de surtaxe des budgets annexes Assainissement des Territoires.

L'impact financier sera suivi annuellement et un bilan sera présenté afin de valider la poursuite ou non de la mise en œuvre de cette mesure.

Ces modalités seront applicables par les exploitants (délégataires, SPL ou régies) dès que la présente délibération sera rendue exécutoire. Afin d'assurer la transmission de l'information et la transparence pour les abonnés, les règlements de service de

l'eau et de l'assainissement en vigueur sur la Métropole seront modifiés en conséquence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2224-19-2 ;
- La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, dite loi Warsmann et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

#### **Où il rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'instaurer une réduction de la facture d'eau pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure.
- Qu'il convient d'instaurer une réduction de la facture d'eau par diminution de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu en cas de fuites de canalisation d'eau potable après compteur pour des immeubles de locaux utilisés à des fins professionnelles et pour les autres catégories d'abonnés et notamment les abonnés non domestiques ou assimilés domestiques.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les modalités de mise en œuvre précisées ci-dessus instaurant une réduction de la facture d'eau par écrêtement du volume consommé pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure.

### **Article 2 :**

Sont approuvées les modalités de mise en œuvre précisées ci-dessus instaurant une réduction de la facture d'eau par dégrèvement de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu.

### **Article 3 :**

Les recettes seront constatées aux budgets annexes Eau et Assainissement des six Conseils de Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement – Nature 70611

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive – Culture**

### **2020 CT2 206**

**Approbation d'un avenant à la convention d'investissement avec l'association Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA)**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué au Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA) une subvention d'investissement de 500 000 euros selon la délibération n°FAG 004-2116/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 pour la Création d'un Conservatoire National de la Mémoire des français d'Afrique du Nord. La convention afférente signée le 4 octobre 2017 prévoyait un délai de trois années pour la réalisation des travaux.

Afin de permettre au Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA) d'achever les

travaux engagés et d'ajuster en conséquence le calendrier de versement de la subvention, soit 250 000 euros, il convient de prolonger cette convention par avenant soit jusqu'au 4 octobre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 004-2116/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 relative à la Création d'un Conservatoire National de la Mémoire des français d'Afrique du Nord.
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt que représente le projet de construction d'un conservatoire de la mémoire des français d'Afrique du Nord à Aix-en-Provence, aussi bien au niveau métropolitain que national.
- Qu'il convient de soutenir le CDHA pour la réalisation des travaux de création du Conservatoire National de la Mémoire des Français d'Afrique du Nord.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé un avenant de prolongation de la convention d'investissement avec le Centre de Documentation Historique sur l'Algérie signée le 4 octobre 2017 jusqu'au 4 octobre 2021.



### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer le présent avenant ainsi que tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain 01, en section d'investissement : opération budgétaire 488, nature 20421, fonction 311 autorisation de programme : DI 488 AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

PENA Marc

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

HUBERT Claudie

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 207**

### **Tournées intercommunales 2021 - Approbation du dispositif et des documents afférents**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le dispositif « Tournées Intercommunales » a été créé par l'ancienne Communauté de Communes, repris et élargi par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, et aujourd'hui par le Territoire du Pays d'Aix.

Il répond à trois objectifs essentiels :

1. Soutenir la diffusion des créations des opérateurs du Pays d'Aix et éviter d'accorder des subventions de fonctionnement peu lisibles aux associations ;

2. Contribuer à l'élaboration d'une programmation culturelle par les plus petites communes du Pays d'Aix;

3. Permettre aux habitants du Pays d'Aix d'accéder sur leur lieu de résidence à des propositions artistiques gratuites.

Les tournées intercommunales (expositions, spectacles, ateliers pédagogiques...) sont par essence des opérations dont l'organisation dépasse le strict cadre communal.

Les choix artistiques seront donc établis dans le cadre de la programmation culturelle communale sur l'exercice N+1. La Commune enrichit et complète donc sa programmation grâce au dispositif « Tournées Intercommunales ».

Sur propositions des communes et dans le cadre d'une enveloppe budgétaire définie, un récapitulatif est établi par la Direction de la Culture pour validation des spectacles par la commission culture. La notion d'œuvre artistique unique est au centre du dispositif. Les choix pourront toutefois être établis par secteurs (Théâtre, Musique, Jeune Public, Musiques actuelles, Lecture Publique, Exposition, etc.) en s'adressant uniquement au producteur exclusif de l'œuvre proposée en application de l'article 30 du Code des Marchés Publics – Décret N° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Art. R2122-3 « Prestations qui ne peuvent être fournies que par un opérateur économique déterminé ». Art. R2122-1 « Le marché a pour objet la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique ». Nouveau code des marchés publics applicable le 1er avril 2019.

Dans le cadre des commissions ces choix font l'objet d'une concertation pour faciliter la diffusion des spectacles.

Le choix des spectacles, expositions, ateliers etc. pour 2021 fait l'objet d'une approbation de la Commission Culture. Ils sont obligatoirement gratuits pour les spectateurs quelle qu'en soit la nature artistique.

Des contrats sont établis et signés entre le Territoire du Pays d'Aix et les producteurs. Ces contrats prennent en compte les coûts artistiques, les frais de déplacement, la publicité, et les frais liés aux droits d'auteur. (Cf. annexe1).

Une annexe au contrat de cession précise les conditions d'accueil des spectacles par les communes et complète le contrat de cession. (Cf. annexe 2).

Ces contrats de cession de droits d'exploitation d'un spectacle sont établis avec les opérateurs dans le cadre de l'article 30 du Code des Marchés Publics modifié par décret N°2018-1075 du 3/12/2018 art. 14-13° – Abroge le CDM (partie législative) du décret 2016. Partie réglementaire : Art.R2122-3 Art 30 du décret 2016 correspondant. Entre en vigueur le 1 avril 2019. Art. 30 du CDM est modifié ainsi :

art.14-3-c : La protection de droits d'exclusivité, notamment de droits de propriété intellectuelle en : Art.R2122-3 : 3 : L'existence de droits d'exclusivité, notamment de droits de propriété intellectuelle. L'article R2122-3-1 : « Le marché a pour objet la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique unique ». Ce type de marchés peut être signé sans publicité ni mise en concurrence préalable.

Pour la mise en œuvre de ce dispositif, une enveloppe budgétaire sera allouée à la Direction de la Culture lors du vote du budget 2021.

En raison de la pandémie de la COVID 19 sur le territoire national, des incertitudes qui pèsent sur le spectacle vivant, notamment sur les regroupements des publics dans les salles, le montant budgétaire de cette opération ne peut être défini avec précision à ce jour. Pour mémoire, il était de 288 000 € pour les 36 communes du Territoire du Pays d'Aix en 2020. Néanmoins, afin de permettre aux communes de préparer leurs programmations culturelles en utilisant ce dispositif au plus tôt, il convient d'acter la reconduction des Tournées Intercommunales pour l'exercice 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 23 septembre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire,

démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le dispositif « Tournées Intercommunales » pour l'année 2021.

##### **Article 2 :**

Est approuvé le contrat type à conclure avec les associations (annexe 1) et les conditions d'accueil des spectacles avec les Communes (annexe 2).

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et les contrats, ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de l'exercice 2021 en section de fonctionnement, chapitre 011 nature 611 fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

Les Délibérations  
Conseil du 16 novembre 2020

# Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020

## Institution

### 2020 CT2 208

#### **Attribution de subventions à l'association Handidream**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Association Handidream, dont le siège social est situé sur la commune de Trets, a été fondée en novembre 2017 par Madame Aurélie BRIHMAT dans le but d'aider les personnes, ayant un handicap moteur suite à un accident, à garder espoir et leur permettre de se reconstruire.

La Présidente de l'Association a elle-même été victime d'un grave accident de la voie publique suite duquel elle a dû être amputée d'une jambe. Sa force de caractère lui a permis de se relever de cette épreuve, et elle a créé cette association afin de venir en aide aux personnes se trouvant dans une situation similaire.

#### **Les actions menées par l'Association**

L'Association va à la rencontre des personnes handicapées dans les centres de rééducation afin de leur apporter un témoignage d'espoir par le biais d'ateliers de parole et de mini conférences au cours desquelles sont diffusées des vidéos montrant le quotidien vécu par les personnes handicapées. Ces actions ont également pour but de sensibiliser les personnes accidentées à la possible réinsertion professionnelle. L'association s'appuie également sur la médiation animale afin de créer des interactions positives entre l'homme et l'animal dans un but thérapeutique.

L'Association intervient également au sein des poneys club et des établissements scolaires de l'Académie Aix-Marseille afin de sensibiliser les plus jeunes au handicap (ateliers débats, jeux de rôles...).

Enfin, l'Association met en avant les vertus du sport comme discipline de dépassement de soi, pour réduire les contraintes liées au handicap et considérer l'enveloppe corporelle comme un moteur et pas uniquement comme une souffrance.

#### **Projets de l'Association pour l'année 2020**

Les actions prévues en 2020 consisteront à sensibiliser les jeunes sur le sujet du handicap et d'accompagner ceux qui sont victimes d'un accident sur le Territoire du Pays d'Aix :

Le programme des actions s'attachera à :

- Sensibiliser les élèves dans différents établissements scolaires grâce à des débats,

- Réaliser des interventions dans des centres de rééducation,
- Faire un suivi individualisé de patients et de leur famille,
- Mettre en place des ambassadeurs du handicap en lien avec le Rectorat Aix-Marseille, au Lycée Emile Zola à Aix-en-Provence, pilote de l'opération,
- Participer à la confection de selles anatomiques d'équitation pour les personnes handicapées,
- Participer au TEDx de la Rochelle 2020 sur le thème de la résilience et l'importance de la fraternité.

Les objectifs de ces actions sont multiples :

- Réduire le nombre de personnes qui baissent les bras face au handicap sur le Territoire du Pays d'Aix,
- Changer le regard sur le handicap en sensibilisant les plus jeunes,
- Accompagner les personnes qui entourent la personne handicapée,
- Redonner confiance en soi,
- Lutter contre l'isolement et envisager un retour dans le monde du travail.

L'Association sollicite la somme de 3 000 € auprès du Territoire du Pays d'Aix pour la réalisation de ces actions.

De plus, elle souhaite acheter un camion adapté afin de transporter les animaux pour la médiation animale dans les centres de soins. Cette acquisition s'élève à 53 208 €, l'aide sollicitée par l'association auprès du Territoire du Pays d'Aix est de 15 000 €.

Après étude du dossier, le Territoire apportera sa contribution à hauteur de 10 000 €.

Association	Subvention sollicitée 2020	Subvention proposée	Convention
Handidream	15 000 €	10 000 €	Oui

Pour valoriser ce partenariat, l'association apposera le logo du territoire sur les documents de communication élaborés (affiche, dépliants, réseaux sociaux).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix d'apporter son aide à l'Association Handidream pour ces actions qui prônent des valeurs humaines, de partage, de solidarité, de dépassement et de réinsertion professionnelle.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 000 € à l'Association Handidream pour la réalisation des actions menées sur le Territoire en 2020.

**Article 2 :**

Est attribuée une subvention d'investissement de 10 000 € à l'association Handidream pour l'achat d'un camion adapté au transport des animaux.

**Article 3 :**

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Association.

**Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 5:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire 2020 du Pays d'Aix en fonctionnement - Chapitre 65/ Fonction 020/ Nature 65748 et en investissement - Chapitre 4581162445/ Fonction 325/ Nature 4581/ opération DI445-1A.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Ressources – Finances

**2020 CT2 209**

**Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Aix contournement Les Milles et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération initiale Aix contournement Les Milles ne prévoyait que le coût des travaux, il s'avère aujourd'hui nécessaire d'y intégrer le coût d'achat des terrains.

Ces acquisitions de terrains sont nécessaires pour la réalisation du contournement et relèvent de la compétence de la métropole.

Ces derniers sont évalués par les domaines à 12 M€HT.

Par ailleurs, à l'issue de la concertation publique, il est proposé d'apporter des modifications au projet afin d'améliorer le cadre de vie des riverains. Ces surcoûts sont évalués à environ 1,5 M€ H.T.

Pour rappel l'opération consistant en la réalisation d'un contournement des Milles comprend la réalisation d'ouvrages ferroviaires et routiers sur la section Sud et d'ouvrages hydrauliques sur la section Nord.

L'opération d'investissement Aix contournement Les Milles d'un montant initial de 27 M€ T.T.C. doit être augmentée de + 14 M€ T.T.C, et ainsi porter le montant total de l'opération à 41 M€ T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :



**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**  
**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 14 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI5523AP Aix contournement Les Milles.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 14 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI5523AP Aix contournement Les Milles.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI5523AP Aix contournement Les Milles pour un montant + 14 000 000 € T.T.C

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

**DI5523AP Aix contournement Les Milles**

**Montant initial de l'AP : 27 000 000 € T.T.C.**  
**Révision de l'AP : + 14 000 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 41 000 000 € T.T.C**

Déjà financé : 143 979.82 € T.T.C  
CP 2020 (BS compris) : 470 000 € T.T.C. CP  
2021 : 500 000 € T.T.C

CP 2022 : 4 000 000 € T.T.C.  
CP 2023 : 6 000 000 € T.T.C

CP 2024 : 6 000 000 € T.T.C  
CP 2025 : 6 000 000 € T.T.C  
CP non ventilés : 17 886 020.18 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 210**

**Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Plan de Développement ESR Arbois et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération est inscrite au titre du CPER 2015-2020 pour un montant total de 2,2 M€, avec une participation de 0,2 M€ de l'Etat, 0,75 M€ de la Région et de 0,5 M€ pour le Département. Cette opération se décompose en deux projets structurants :

> Volet enseignement - la réhabilitation du bâtiment BELTRAM pour accueillir le MASTER "Sciences de l'environnement terrestre" actuellement éclaté sur plusieurs sites, en rapprochant les étudiants des laboratoires associés et des entreprises (coût 1,198 M€).

> Volet recherche - la construction d'une halle technologique pilote (CIRENE) dédiée à l'étude du cycle de vie des matériaux contenant des nanomatériaux et au développement de nouvelles technologies de recyclage (coût 1,002 M€).

Concernant l'opération «BELTRAM »

Suite à un avis émis par le bureau de contrôle technique au regard de la réglementation sur les établissements recevant du public, il s'est avéré nécessaire de prévoir une protection coupe-feu supplémentaire entre les différents niveaux du bâtiment.

De plus, la phase d'étude qui a été réalisée n'a pas prévu certaines prestations, ainsi les plans d'EXE fournis par les différentes entreprises ont nécessité des adaptations comme le passage de réseaux, des percements de plancher, murs et toitures ainsi que la fourniture de trappes d'adaptation de matériel technique (cabine d'ascenseur au gros œuvre existant).

D'autre part, les futurs utilisateurs ont formulé de nouvelles demandes comme la création d'une salle supplémentaire et des travaux de propreté pour le sous-sol.

Par ailleurs, des désordres ont été constatés lors des travaux de démolition : la réutilisation en l'état des faïences murales des WC s'est avérée impossible et il est apparu des fuites en toiture masquées par la présence de faux plafond qui ont été démolis.

Enfin, il s'est avéré nécessaire d'intégrer au paysage et adapter les installations de chauffage et refroidissement situées à l'extérieur qui nécessitent une protection contre le vandalisme.

L'opération d'investissement Plan de développement ESR Arbois d'un montant de 2 546 000 € T.T.C. doit être augmentée de + 90 000 € T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération à

2 636 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 015-7835/19/CM du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Plan de développement ESR Arbois » ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 90 000 € T.T.C de l'opération d'investissement DI9051AP Plan de développement ESR Arbois.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant de + 90 000 € T.T.C de l'opération d'investissement DI9051AP Plan de développement ESR Arbois.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI9051AP Plan de développement ESR Arbois pour un montant de + 90 000 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

**DI9051AP Plan de développement ESR Arbois**

**Montant initial de l'AP : 2 546 000 € T.T.C.**

**Révision de l'AP : + 90 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 2 636 000 € T.T.C**

Déjà financé : 244 179.20 € T.T.C

CP 2020 (BS compris) : 244 179.20 € T.T.C.

CP 2021 : 1 060 820.80 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 211**

**Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Pérennisation patrimoine bâti Arbois TTC et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopôle gère actuellement la voirie de la ZAC du Petit Arbois et 14 bâtiments occupés par des entreprises et des laboratoires, soit environ 22 000 m<sup>2</sup> de locaux au sein d'une ZAC de 75 ha.

Ce patrimoine comprend notamment 2 bâtiments classés en ERP : le FORUM (espace de conférence), le RESTAURANT INTER-ENTREPRISES. 7 autres bâtiments sont mis à disposition de l'Université Aix-Marseille et du Département.

Le programme pluriannuel de pérennisation de ce patrimoine doit être impérativement maintenu, afin de conserver toute son attractivité et maintenir le confort au quotidien des entreprises hébergées.

Il convient de poursuivre aussi bien la rénovation lourde des bâtiments les plus anciens, l'amélioration du confort pour les usagers, l'optimisation énergétique, tout en anticipant à la reconfiguration des locaux qui pourraient être libérés par leurs occupants et le développement des espaces extérieurs à proximité des bâtiments, accès, cheminements piétons, espaces verts, d'agrément.

La ZAC du Petit Arbois étant fortement exposée aux risques incendie de par sa situation, en 2020, la phase 1 de la remise à niveau du système de protection incendie a été réalisée (installation d'une première ligne de 11 mats visant à protéger les bâtiments implantés sur la zone).

Suite à une réunion de travail entre le SDIS 13, le service de l'environnement du CD13 et la direction du Technopôle, il convient donc en 2021 de poursuivre la sécurisation de la ZAC en installant une 2ème ligne de 8 mats (phase 2) et une 3ème ligne de 8 mats (phase 3) et donc d'augmenter l'opération de 250 000 TTC tout en maintenant les crédits prévus au PPI pour 2021 qui permettront de changer la PAC qui alimente les bâtiment Horloge et Forum (110 000 TTC).

L'opération d'investissement Pérennisation patrimoine bâti Arbois d'un montant initial de 1 080 000 € T.T.C. doit être augmentée de + 250 000 000 € T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération à 1 330 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° ECOR001-8323/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation de la révision et de l'affectation des opérations d'investissements – Pérennisation patrimoine bâti du Technopôle de l'Arbois ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 250 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9045TT Pérennisation patrimoine bâti Arbois.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 250 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI9045TT Pérennisation patrimoine bâti Arbois.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI9045TT Pérennisation patrimoine bâti Arbois pour un montant + 250 000 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

**DI9045TT Pérennisation patrimoine bâti Arbois**

**Montant initial de l'AP : 1 080 000 € T.T.C.**

**Révision de l'AP : + 250 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 1 330 000 € T.T.C**

Déjà financé : 525 817.54 € T.T.C  
CP 2020 (BS compris) : 331 000 € T.T.C. CP  
2021 : 360 000 € T.T.C  
CP 2022 : 113 182.46 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 212**

**Budget principal - Territoire du Pays d'Aix -  
Approbation de la création de l'opération  
Valorisation du point d'accueil de Bimont et de  
son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En 2016, la Société du Canal de Provence a réalisé d'importants travaux de rénovation du barrage de Bimont. Compte tenu de la grande fréquentation du site par le public (plus de 210 000 personnes/an) et de l'interdiction momentanée de l'accès aux chemins de randonnées via la crête du barrage, il a été décidé d'aménager un point d'information aux abords du parking pour la durée des travaux. Au vu du vif succès de ce dispositif, la SCP a par convention autorisé son maintien jusqu'en décembre 2022 et acté le principe d'un projet de bâtiment pérenne en remplacement (type espace muséographique, lieu d'exposition et boutique).

Ouvert d'Avril à Octobre, le kiosque d'information joue un rôle fondamental en terme d'accueil des publics, en particulier lorsque les massifs forestiers sont fermés pour cause de risque météorologique incendie, pour informer, orienter et servir de relais vers les centres d'intérêt touristiques et économiques accessibles sur le territoire. Cette structure légère en bois de petite surface, est gérée par la Direction Grand Site et propose de la documentation, une boutique et est équipée de

toilettes sèches pour les agents. Cependant, son caractère modeste et l'absence de renouvellement de son contenu font que la structure d'accueil actuelle ne capte qu'une petite partie des visiteurs, essentiellement les primo-arrivants.

La pérennisation du point d'accueil est inscrite dans le projet de territoire du Grand Site, sur la base duquel s'est appuyée la décision ministérielle de renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte Victoire prise fin 2019. L'un des axes majeurs mis en avant dans la déclaration d'engagement pour le renouvellement du label correspond aux dispositions en faveur d'une fréquentation mieux informée et maîtrisée.

Il ne s'agit cependant pas seulement de créer un bâtiment pour remplacer le kiosque existant mais de mettre en place une véritable stratégie de gestion globale de cet espace, principale porte d'entrée du massif de Sainte-Victoire, en corrélation avec les équipements et aménagements existants à proximité : arrivée du sentier de Bibémus, liaison parc départemental de Roques Hautes, départ vers la montée à la Croix de Provence par le sentier Imoucha, restauration et aménagement de la plateforme à l'entrée du barrage en un belvédère paysager et espace d'information sur le barrage.

Ainsi, outre la création du bâtiment du nouveau point d'accueil, feront partie intégrante de l'opération les aménagements extérieurs (dont des équipements d'orientation et d'accueil du public, des toilettes sèches) et la réfection de l'aire de stationnement actuelle de 250 places (marquage des emplacements, délimitation du cheminement, bordures, contentions, plantations ...). Il s'agit donc bien de respecter une logique de site en vue de la réalisation d'un projet d'ensemble. Son intégration paysagère sera d'autant plus fondamentale qu'il est soumis à la réglementation des sites classés.

Enfin, l'opération devra être en parfaite adéquation avec les valeurs des Grands Sites de France en général, et l'ambiance du site en particulier. Elle devra conjuguer sobriété et qualité dans toutes ses composantes. L'espace ainsi aménagé devra préparer à l'esprit des lieux, constituer une transition sensible, un sas vers un espace fragile, mettre en scène l'entrée dans un Grand Site de France, permettre une plus grande appropriation du Site par les visiteurs... pour un plus grand respect.

L'opération d'investissement Valorisation du point d'accueil de Bimont d'un montant de 1 680 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de programme DI248 doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 680 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI248 Valorisation du point d'accueil de Bimont afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI248 Valorisation du point d'accueil de Bimont pour un montant de 1 680 000 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

**DI248 Valorisation du point d'accueil de Bimont**

**Montant initial de l'AP : 1 680 000 € T.T.C.**

CP 2021 : 60 000 € T.T.C CP 2022 : 615 000 € T.T.C

CP 2023 : 1 005 000 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 213**

**Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Logement privé et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage :

- dans la mise en œuvre et le soutien de dispositifs programmés axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé (PIG, OPAH). Ces programmes sont destinés à aider financièrement les propriétaires privés, occupants et bailleurs, en vue de réduire la vacance, lutter contre l'habitat indigne et dégradé, la précarité énergétique, favoriser l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.
- Dans le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété des primo accédant (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien.

L'augmentation de l'opération vise à permettre au Pays d'Aix :

- D'honorer ses engagements de paiements de subventions aux particuliers accordés dans le cadre de son Programme d'Intérêt Général (PIG) « Mieux Habiter - Mieux Louer » (convention de programme en cours avec les partenaires : Anah, Conseil Départemental, Région SUD, Ville d'Aix, Pertuis, Peyrolles, Trets, Gardanne, Lambesc).
- D'honorer ses conventions de financement contractualisées avec ses partenaires, à savoir la Région Sud et le CD13. Le Pays d'Aix doit procéder à l'avance des subventions accordées, soit un total de 2 551 995 € sur la période 2019 / 2021 : 1 211 545 € pour la Région Sud et 1 340 450 € pour le CD 13.



Le Pays d'Aix obtient le remboursement des aides avancées sur présentation des justificatifs des dépenses.

Au titre de ce PIG, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à réserver une enveloppe budgétaire d'un montant de 2 174 309€ pour les aides aux travaux sur la période 2016/2019 (délibération n°2015\_B708 du 17/12/2015).

Pour les deux années supplémentaires 2019/2021, le Pays d'Aix s'est engagé sur un montant prévisionnel de 1 297 000 € (2019\_CT2\_272 du 13 juin 2019).

L'opération d'investissement Aix « Logements Privés » d'un montant initial de 6 053 200 € T.T.C. doit être augmentée de + 5 000 000 € T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération à 11 053 200 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEVT 009-6466/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Aides aux logements privés » - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 5 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI735AP Logement privé.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 5 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI735AP Logement privé.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI735AP Logement privé pour un montant + 5 000 000 € T.T.C.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

#### **DI735AP Logement privé**

**Montant initial de l'AP : 6 053 200 € T.T.C.**

**Révision de l'AP : + 5 000 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 11 053 200 € T.T.C**

Déjà financé : 1 572 779.11 € T.T.C

CP 2020 (BS compris) : 1 470 000 € T.T.C. CP

2021 : 1 965 872 € T.T.C

CP 2022 : 2 900 000 € T.T.C.

CP 2023 : 2 125 670.89 € T.T.C

CP non ventilé : 1 018 878 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 214**

**Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Saint-Estève-Janson ZAC des Vergeras et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il s'agit d'une opération d'aménagement d'une zone d'activités économiques dans le bassin du Val de Durance.

La réalisation de cette zone a été confiée à la SPLA dans le cadre d'une concession d'aménagement. Cette opération a permis de créer plus de 4 ha de terrains à bâtir à destination d'entreprises artisanales. Les travaux de viabilisation sont achevés et la commercialisation de l'opération est en cours.

L'opération étant bientôt achevée, il s'agit d'ajuster le montant de l'Autorisation de Programme en fonction de la dernière participation à verser à la SPLA et en tenant compte des audits réalisés dans le cadre de la labellisation HQE.

Les phases de l'opération restent inchangées. La concession s'achève en 2023 et le dernier audit aura lieu en 2024.

L'opération d'investissement Saint Estève Janson ZAC des Vergeras d'un montant initial de 1 518 400 € T.T.C. doit être augmentée de + 60 000 € T.T.C., et ainsi porter le montant total de l'opération à 1 578 400 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 034-2692/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant modification d'AP/CP, Budget principal Métropolitain, Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 60 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI3203AP Saint Estève Janson ZAC des Vergeras.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 60 000 € T.T.C. de l'opération

d'investissement DI3203AP Saint Estève Janson ZAC des Vergeras.

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI3203AP Saint Estève Janson ZAC des Vergeras pour un montant + 60 000 € T.T.C

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

**DI3203AP Saint Estève Janson ZAC des Vergeras**

**Montant initial de l'AP : 1 518 400 € T.T.C.**  
**Révision de l'AP : + 60 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 1 578 400 € T.T.C**

Déjà financé : 1 277 378.42 € T.T.C  
CP 2020 (BS compris) : 45 000 € T.T.C.  
CP 2021 : 45 000 € T.T.C  
CP 2022 : 45 000 € T.T.C.  
CP 2023 : 114 000 € T.T.C  
CP 2024 : 50 000 € T.T.C  
CP 2025 : 2 021.58 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

#### **2020 CT2 215**

#### **Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement Aix-en-Provence ZA Lignane et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il s'agit d'une opération d'aménagement de ZAC pour la création d'une zone d'activités économiques à Aix en Provence.

Cette opération se situe sur la RD7n et s'étend sur une surface d'environ 20 ha. Elle permettra de répondre à la demande d'implantations d'entreprises nouvelles ainsi qu'à la densification des activités déjà présentes sur le site et à la réhabilitation du secteur en terme de VRD et de gestion du risque inondation.

La création de l'AP est rendue nécessaire pour la réalisation des études et la mise en œuvre de l'opération.

La première phase consiste au lancement de la procédure de ZAC et à l'élaboration des dossiers réglementaires.

Les dépenses de fonctionnement pour l'entretien des espaces publics seront à inscrire sur le budget de la Direction de la voirie (EST).

L'opération d'investissement Aix-en-Provence ZA Lignane d'un montant de 2 300 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de programme DI328 doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 300 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI328 Aix-en-Provence ZA Lignane afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI328 Aix-en-Provence ZA Lignane pour un montant de 2 300 000 € T.T.C.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

#### **DI328 Aix-en-Provence ZA Lignane**

**Montant initial de l'AP : 2 300 000 € T.T.C.**

CP 2021 : 50 000 € T.T.C.  
CP 2022 : 200 000 € T.T.C.  
CP 2023 : 500 000 € T.T.C.  
CP non ventilés : 1 550 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2020 CT2 216**

### **Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Acquisitions foncières du Territoire du Pays d'Aix et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de limiter les crédits provisionnels relatifs aux acquisitions foncières constitués dans les différentes directions il a été créée en 2018 une opération Acquisitions foncières du territoire du Pays d'Aix qui centralise les crédits.

Dès confirmation de la décision de se porter acquéreur, la direction concernée préparera l'instruction du dossier, gèrera la procédure et préparera la délibération nécessaire à l'acquisition sur la base des crédits figurant sur la ligne globalisée.

Au vu des dossiers en cours il convient aujourd'hui d'augmenter de volume de ces crédits.

L'opération d'investissement Acquisitions foncières du territoire du Pays d'Aix d'un montant initial de 1 000 000 € T.T.C. doit être augmentée de + 10 000 000 € T.T.C. et ainsi porter le montant total de l'opération à 11 000 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB044-5175/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Acquisitions foncières du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où il le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 10 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI810AP

Acquisitions foncières du Territoire du Pays d'Aix.

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 10 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI810AP Acquisitions foncières du Territoire du Pays d'Aix.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI810AP Acquisitions foncières du Territoire du Pays d'Aix pour un montant + 10 000 000 € T.T.C.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

#### **DI810AP Acquisitions foncières du Territoire du Pays d'Aix**

**Montant initial de l'AP : 1 000 000 € T.T.C.  
Révision de l'AP : + 10 000 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 11 000 000 € T.T.C**

CP 2020 (BS compris) : 122 173.52 € T.T.C.  
CP 2021 : 2 191 935 € T.T.C.  
CP 2022 : 5 000 000 € T.T.C.  
CP 2023 : 3 658 891.48 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire  
décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

#### **2020 CT2 217**

#### **Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement Toutes zones, étude et petits travaux sur le Territoire du Pays d'Aix et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à la réception de nouvelles demande de travaux sur les Zones d'activités, Venelles (desserte du secteur Verdon et voie Ouest), Aix en Provence (Zone de l'ensoleillée chemin des Piboulles et ZA La Pioline rue Bastide Verdache), et sur Gardanne (ZA la Palun), il apparaît nécessaire de réviser le montant de l'opération Etudes et travaux ZAE Toutes commune de + 5 000 000 € T.T.C. et ainsi de porter le montant total de l'opération à 8 000 000 € T.T.C.

Ces opérations seront réalisées en maîtrise d'ouvrage directe pour Aix en Provence et TTMO avec la commune de Gardanne

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n° ECO007-7827/19/CM du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole portant approbation de la révision de l'opération d'investissement Toutes zones, étude et petits travaux sur le Territoire du Pays d'Aix et de son affectation ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

#### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 5 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI331AP Toutes zones, étude et petits travaux sur le territoire du Pays d'Aix.

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 5 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI331AP Toutes zones, étude et petits travaux sur le territoire du Pays d'Aix.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI331AP Toutes zones, étude et petits travaux sur le territoire du Pays d'Aix pour un montant + 5 000 000 € T.T.C.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

DI331AP Toutes zones, étude et petits travaux sur le territoire du Pays d'Aix.

**Montant initial de l'AP : 3 000 000 € T.T.C.**

**Révision de l'AP : + 5 000 000 € T.T.C**

**Montant final de l'AP : 8 000 000 € T.T.C**

Déjà financé : 851 516,66 € T.T.C.

CP 2020 (BS compris) : 1 350 000 € T.T.C. CP

2021 : 2 100 000 € T.T.C.

CP 2022 : 2 000 000 € T.T.C.

CP 2023 : 1 500 000 € T.T.C.

CP non ventilés : 198 483.34 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant



Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

#### **2020 CT2 218**

#### **Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération Saint-Paul-lez-Durance Eco quartier Les Lauves et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'éco quartier des Lauves est une opération d'aménagement d'ensemble située à l'entrée du village de Saint Paul lez Durance, au sud du canal EDF et en bordure de la RD952.

Le projet s'étend sur 7,8 hectares. Il va permettre de répondre au souhait du Ministère de l'Intérieur d'implanter deux nouvelles casernes de gendarmerie (PSPG et PSIG) permettant de renforcer les conditions de sécurité du secteur et de Cadarache.

Ce projet prévoit la création de 93 logements et la réalisation d'un centre socio culturel et sportif. La première phase consiste à l'élaboration des dossiers règlementaires, des travaux d'équipements publics seront réalisés à partir de 2023.

Les dépenses de fonctionnement pour l'entretien des espaces publics seront à inscrire sur le budget de la Direction de la voirie (EST).

L'opération d'investissement Saint Paul Lez Durance Eco quartier Les Lauves d'un montant de 1 000 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix dans l'autorisation de programme DI329 doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 000 000 € T.T.C. de l'opération d'investissement DI329 Saint Paul Lez Durance Eco quartier Les Lauves afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement DI329 Saint Paul Lez Durance Eco quartier Les Lauves pour un montant de 1 000 000 € T.T.C.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

#### **DI329 Saint Paul Lez Durance Eco quartier Les Lauves**

**Montant initial de l'AP : 1 000 000 € T.T.C.**

CP 2021 : 80 000 € T.T.C. CP 2022 : 100 000 € T.T.C.  
CP 2023 : 500 000 € T.T.C. CP  
2024 : 320 000 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **2020 CT2 219**

### **AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Clôture d'Autorisations de Programme**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La gestion en Autorisations de Programme et Crédits de Paiements (AP/CP) des dépenses d'investissement a été mise en œuvre dès la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les AP/CP servent de support à la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) de la Métropole.

Il est nécessaire, à intervalles réguliers, d'actualiser le stock des AP/CP. Cela permet de rationaliser l'encours des investissements et d'afficher, au plus juste dans la gestion, le reste à exécuter des opérations que la Métropole Aix-Marseille Provence devra financer dans les prochaines années.

Dans ce cadre, il convient de prendre une délibération qui permet d'acter la clôture des opérations d'investissements terminées à hauteur des dépenses effectivement constatées, étant précisé qu'aucune autre dépense ne sera réalisée et de sortir du stock d'AP/CP les projets qui ne se réaliseront pas ou qui font doublon avec une autre opération.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

#### **-Aix Pioline Bastide Verdache DI350AP3**

Montant de l'AP : 1 100 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 0.00 € T.T.C.

CP non ventilés : 1 100 000 € T.T.C.

#### **-Plan de Campagne T1 Beaume Baragne + T2 RD6 DI335bAP**

Montant de l'AP : 362 776 € T.T.C.

Montant réalisé : 51 253.50 € T.T.C.

CP non ventilés : 311 522.50 € T.T.C.

#### **-Parking persuasion Peyrnier DI625AP**

Montant de l'AP : 1 065 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 575 000 € T.T.C.

CP non ventilés : 490 000 € T.T.C.

#### **-Sub « Pôle de compétitivité » convention FUI 2014/2016 DI384AP5**

Montant de l'AP : 500 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 462 557 € T.T.C.

CP non ventilés : 37 443 € T.T.C.

#### **-Résorption points noirs bruit – CPER 2015/2020 DI259AP2**

Montant de l'AP : 1 000 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 104 284.88 € T.T.C.

CP non ventilés : 895 715.12 € T.T.C.

#### **-Bâtiments administratifs : performance énergétique et signalétique DI441**

Montant de l'AP : 350 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 183 289.23 € T.T.C.

CP non ventilés : 166 710.77 € T.T.C.

#### **-Gros entretien Renouvellement matériel technique DI463**

Montant de l'AP : 844 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 449 463.92

CP non ventilés : 394 536.08 € T.T.C.

#### **-Gros entretien Renouvellement Piscine DI4612**

Montant de l'AP : 950 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 254 894.64 € T.T.C.

CP non ventilés : 695 105.36 € T.T.C.

#### **-Piscine Gardanne : mise en conformité accessibilité DI46025A**

Montant de l'AP : 550 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 449 867.43 € T.T.C.

CP non ventilés : 100 132.57 € T.T.C.

#### **-Subvention Fondation Vasarely DI457AP**

Montant de l'AP : 783 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 740 627.09 € T.T.C.

CP non ventilés : 42 372.91 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de procéder à la mise à jour du stock des AP/CP.
- Qu'il convient de clôturer les opérations terminées et d'annuler celle n'ayant pas connu de début d'exécution.

#### **Délibère**

##### **Article unique :**

Est approuvée la clôture des opérations d'investissement ci-dessus.

Sont annulés les montants résiduels des opérations d'investissement concernées

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 220**

**AVIS - Budget annexe Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision d'une opération d'investissement et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractères pluriannuels se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées.

Il convient aujourd'hui de renommer l'intitulé d'une opération d'investissement existante et de réviser son montant compte tenu des évolutions réglementaires en vigueur et portées par la Loi Economie Circulaire (LEC).

En effet, le concept d'économie circulaire a officiellement fait son entrée dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015. Celle-ci reconnaît la transition vers une économie circulaire comme un objectif national et comme l'un des piliers du développement durable. En date du 10 février 2020, la Loi relative à l'Economie Circulaire a été renforcée notamment en définissant des objectifs stratégiques de gestion et de prévention de la production de déchets, en favorisant le réemploi et la réutilisation ainsi que l'économie de la fonctionnalité et servicielle dans le cadre de la lutte contre le gaspillage. Ces objectifs se traduisent au niveau du service public par la nécessité de repenser et d'ajuster différentes opérations nécessaires pour atteindre ces objectifs réglementaires.

Au-delà des évolutions visant à renforcer les luttes contre les gaspillages, les objectifs ambitieux en termes de taux de valorisation et de réduction des déchets enfouis sont maintenus voire renforcés.

C'est dans ce contexte qu'il convient aujourd'hui de réajuster l'intitulé et de réviser le montant de l'opération d'investissement existante, compte tenu des évolutions réglementaires et des investissements nécessaires en découlant.

Ainsi, il est nécessaire de tenir compte de la programmation future des différentes opérations relatives à la collecte et à la valorisation des emballages plastiques, à la collecte et au traitement des biodéchets, au tri à la source, à la valorisation énergétique des déchets ne pouvant pas être valorisés matière, à l'interdiction progressive de la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables, à la réduction des déchets ménagers et assimilés admis en installations de stockage ...

La programmation de ces opérations a pour but de doter l'EPCI de nouveaux outils pour assurer, dans le cadre de l'exercice de sa compétence, l'atteinte des objectifs en assurant un service public pour les habitants du Territoire.

Les équipements pourront être totalement financés par le Territoire s'ils sont sur ce périmètre ou partiellement financés par le Territoire s'ils sont sur un périmètre Métropolitain et à usage des six Territoires.

L'opération d'investissement 117, initialement nommée « construction d'un centre de tri » est renommée « opérations nécessaires à l'atteinte des objectifs réglementaires dans le cadre de la loi LEC ».

L'opération d'investissement 117 relative aux opérations nécessaires à l'atteinte des objectifs réglementaires dans le cadre de la loi, d'un montant de 15 000 000 € au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (délibération 2014\_A242), inscrite au Budget SPED 05 enregistrée dans l'autorisation de programme DI117AP du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 15 000 000 €TTC.

Cette révision porte le montant de la DI117AP d'un montant de 15 000 000 €TTC avant révision à un montant révisé de 30 000 000 €TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A242 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à l'ouverture d'AP/CP sur le Budget Annexe du SPED ;
- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et modification d'autorisation de programme du budget annexes SPED du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il convient de procéder au changement d'intitulé et à la révision et l'affectation d'une opération d'investissement existante pour un montant de 15 000 000 €TTC.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés l'intitulé réajusté ainsi que la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI117AP relative « aux opérations nécessaires à l'atteinte des objectifs réglementaires dans le cadre de la loi relative à l'économie circulaire » pour un montant total révisé de 15 000 000 €TTC portant le montant de l'opération à 30 000 000€ TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 117, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme DI117AP.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Annexe Service Publics d'Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

DI117AP :

Mandats déjà émis au 1<sup>er</sup> janvier 2019 : 0 €  
 CP 2020 inscrit après BS 2020 : 15 000 000 € T.T.C  
 CP 2021 : 3 000 000 € T.T.C  
 CP 2022 : 3 000 000 € T.T.C  
 CP 2023 : 3 000 000 € T.T.C  
 CP 2024 : 3 000 000 € T.T.C  
 CP 2025 : 3 000 000 € T.T.C

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 221**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour le financement de l'opération d'aménagement ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien au développement économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence mène une intervention volontariste en termes d'accompagnement d'investissements structurants. Elle conduit à ce titre une réflexion stratégique sur les structures d'aménagement territoriales afin d'aboutir à une vision objectivée de la performance et des forces et faiblesses de l'ensemble des acteurs économiques implantés sur son territoire.

La réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC des Pallières II » a été initiée par la Ville des Pennes-Mirabeau en février 2015. Il s'agit d'une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics, sur une superficie totale de 33 hectares. Ce programme permettra la réalisation de 1 000 logements, dont 30 % de logements sociaux, 6 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour les commerces et activités, ainsi que la création d'équipements publics tels qu'un groupe scolaire et une maison intergénérationnelle.

L'aménagement de cette ZAC a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par délibération du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau le 13 avril 2015. Compte tenu de la création au 1<sup>er</sup> janvier 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et en accord avec la commune des Pennes-Mirabeau, la ZAC des Pallières II a été déclarée d'intérêt

métropolitain par délibération du 19 octobre 2017, entraînant un transfert de maîtrise d'ouvrage, acté par délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, et la signature le 26 novembre 2018 de l'avenant au contrat de concession acté par délibération du 18 octobre 2018.

Pour assurer le financement de cette opération d'aménagement « ZAC des Pallières II », la SPLA Pays d'Aix Territoires a sollicité un prêt d'un montant de 1 700 000 euros auprès du Crédit Agricole Alpes Provence.

Aussi, et conformément à l'article 27.7 de la concession d'aménagement, la Métropole est sollicitée pour accorder à la SPLA Pays d'Aix Territoires une garantie d'emprunt.

Les caractéristiques financières du prêt proposé par le Crédit Agricole Alpes Provence sont les suivantes :

- Montant du financement : 1 700 000 euros
- Conditions financières :
  - ✓ Durée : 48 mois
  - ✓ Taux fixe : 0,21 %
  - ✓ Périodicité des intérêts : trimestrielle
  - ✓ Amortissement : In fine
  - ✓ Date limite de versement des fonds : 31 décembre 2020
  - ✓ Frais de dossier : 0.05 % du montant financé

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 % sur toute la durée du prêt.

La SPLA Pays d'Aix Territoires a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des états financiers approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'aménagement correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 relative à la définition de

l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain « ZAC Pallières II » sur la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération URB 031-4377/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n° 2 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la ZAC Pallières 2 aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SPLA Pays d'Aix Territoires est amenée à réaliser l'opération d'aménagement « ZAC Pallières II » aux Pennes-Mirabeau.
- Que pour ce faire, il est nécessaire à la SPLA Pays d'Aix Territoires de souscrire un emprunt de 1 700 000 euros auprès du Crédit Agricole Alpes Provence.
- Que compte tenu de l'intérêt que présente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient d'accorder une garantie d'emprunt à la SPLA Pays d'Aix Territoires.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 700 000 euros à souscrire par la SPLA Pays d'Aix Territoires auprès du Crédit Agricole Alpes Provence.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC Pallières II » dans le cadre de l'avenant n° 2 du traité de concession.

**Article 2 :**

Sont approuvées les caractéristiques financières du prêt à contracter par la SPLA Pays d'Aix Territoires auprès du Crédit Agricole Alpes Provence comme suit :



- Montant du financement : 1 700 000 euros
- Conditions financières :
  - ✓ Durée : 48 mois
  - ✓ Taux fixe : 0,21 %
  - ✓ Périodicité des intérêts : trimestrielle
  - ✓ Amortissement : In fine
  - ✓ Date limite de versement des fonds : 31 décembre 2020
  - ✓ Frais de dossier : 0.05 % du montant financé

### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SPLA Pays d'Aix Territoires dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SPLA Pays d'Aix Territoires serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Agricole Alpes Provence, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole Alpes Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 222**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Le Belcoden située Avenue Paul Brutus à Fuveau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Le Belcoden » située Avenue Paul Brutus à Fuveau.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 841 567 euros est financée par un emprunt de 609 281 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 335 104,55 euros, et de la commune de Fuveau, co-garante, à hauteur de 45 % soit 274 176,45 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 108719 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 609 281 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux à Fuveau.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 609 281 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 108719.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Le Belcoden » située Avenue Paul Brutus à Fuveau.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

##### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

##### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

##### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 223**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux dénommée La Provençale située Avenue Emile Zola, Angle Puget à Gréasque**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux dénommée « La Provençale » située Avenue Emile Zola, Angle Puget à Gréasque.

Portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 743 180 euros est financée par un emprunt de 312 499 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 171 874,45 euros, et de la commune de Gréasque, co-garante, à hauteur de 45 % soit 140 624,55 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 111016 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 312 499 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux à Gréasque.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 312 499 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 111016.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux dénommée « La Provençale » située Avenue Emile Zola, Angle Puget à Gréasque.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 224**

**AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération de construction de 10 logements sociaux dénommée La Begude située Chemin de Saint François à Fuveau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 10 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « La Begude » située Chemin de Saint François à Fuveau.

Portée par la Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 2 333 052,81 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 2 016 510 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS-PLAI n°112674 de 1 776 510 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°112675 de 240 000 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie. L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 109 080,50 euros, et de la commune de Fuveau, co-garante, à hauteur de 45 % soit 907 429,50 euros.

La Société Française des Habitations Economiques a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**



**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêt N° 112674 et N° 112675 en annexe signés entre la Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Société Française des Habitations Economiques a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 2 016 510 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 10 logements collectifs locatifs sociaux à Fuveau.
- Que la Société Française des Habitations Economiques a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la

Métropole et la Société Française des Habitations Economiques.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 2 016 510 euros souscrits par la Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS-PLAI n°112674 constitué de quatre lignes, d'un montant de 1 776 510 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°112675 constitué de deux lignes, d'un montant de 240 000 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération « La Begude », située Chemin de Saint François à Fuveau.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 112674 et n° 112675 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Française des Habitations Economiques pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n° 112674 et n° 112675 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.



#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Française des Habitations Economiques.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 225**

#### **Etat Spécial de Territoire – Territoire du Pays d'Aix – Vote du Budget Primitif 2021 provisoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le plan institutionnel, la métropole A.M.P. a pour particularité d'être divisée en territoires administrés par un conseil de territoire qui élit son président, de droit vice-président du conseil de Métropole.

Cette architecture institutionnelle trouve également une traduction sur le plan budgétaire et financier :

- avec un cadre budgétaire prévoyant une procédure de concertation avec les conseils de territoire concernant les dotations de gestion des territoires, et l'adoption en équilibre réel par les conseils de territoire des Etats Spéciaux de Territoire (E.S.T.) ;
- avec l'attribution de la qualité d'ordonnateur de l'Etat Spécial de Territoire

conférée au président du conseil de territoire.

**L'Etat Spécial de Territoire** retrace les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement relevant des territoires pour l'exercice des compétences et attribution qui leur sont déléguées. Ce document est annexé au budget principal et est soumis au conseil de métropole lors de l'examen du budget.

### **I. LE CADRE BUDGETAIRE 2021**

#### **1. Eléments de cadrage**

Le projet de Budget Primitif pour 2021 s'inscrit dans la démarche de recherche d'économies compte tenu de la situation économique et de la trajectoire budgétaire et financière de la métropole. Les efforts importants initiés dès 2018, doivent donc se poursuivre en 2021.

Pour la section de Fonctionnement, compte tenu du caractère incompressible de l'évolution de certaines dépenses, dont la masse salariale et les intérêts de la dette, il est demandé aux Territoires de réduire leurs charges de fonctionnement.

En conséquence, les propositions formulées par les territoires dans le cadre de l'Etat Spécial de Territoire doivent conduire à une **réduction des dépenses de fonctionnement par rapport au Budget 2020**.

Cet effort aura des conséquences sur l'exercice des politiques publiques et actions menées par le Territoire du Pays d'Aix.

Pour la section de Fonctionnement, il est demandé un effort de l'ordre de **- 7% par rapport au Budget 2020**.

Pour la section d'Investissement, l'effort qui doit être fait par les Territoires est de **- 25 % par rapport au Budget 2020**.

Toutefois, afin de préserver l'équilibre budgétaire et les projets d'avenir des territoires métropolitains, un effort doit être fait pour réduire les subventions d'équilibre aux budgets annexes déficitaires :

- Le Budget Annexe Transport, qui représente le premier poste de subvention d'équilibre, verra la contribution du Budget Principal réduite de plus de 10% en 2021 ; cela nécessite de revisiter les charges d'exploitation.
- Les Budgets Annexes Déchets qui reçoivent une subvention du Budget Principal pour atteindre l'équilibre, devraient intégrer une majoration du taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères dès 2021, pour réduire une exploitation déficitaire.

Ces efforts devraient permettre de dégager des marges afin de financer les actions et politiques publiques menées par les six Territoires.

**Les dotations proposées dans ce rapport constituent donc des montants prévisionnels**

qui s'inscrivent dans le cadre de la préparation du Budget Primitif qui sera présenté au vote mi-décembre, mais qui pourront être amenés à connaître une révision positive à l'occasion des différentes décisions de l'exercice budgétaire 2021.

## 2. Les Dotations de gestion du Territoire du Pays d'Aix

Les dotations de gestion inscrites pour le Territoire du Pays d'Aix au titre de 2021, au sein du Budget Principal Métropolitain sont les suivantes :

**Dotation de Fonctionnement : 22 700 000 €**

**Dotation d'Investissement : 109 285 000 €**

## II. LES BUDGETS D'INTERVENTION DE L'ETAT SPECIAL DE TERRITOIRE

### 1. La section de Fonctionnement

L'Etat Spécial de Territoire doit être adopté en équilibre réel. Pour 2021, il se présente ainsi :

DEPENSES			RECETTES		
	INSCRIT 2020	BP 2021		INSCRIT 2020	BP 2021
Dépenses liées à l'exercice des compétences	30 410 000	29 020 847	Recettes liées à l'exercice des compétences	6 001 501	6 320 847
			<b>DOTATION DE GESTION EN FONCTIONNEMENT</b>	<b>24 408 499</b>	<b>22 700 000</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>30 410 000</b>	<b>29 020 847</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>30 410 000</b>	<b>29 020 847</b>

#### 1.1. Les recettes de l'E.S.T.

Les recettes de l'Etat Spécial de Territoire sont constituées de la Dotation de Gestion de Fonctionnement et des recettes liées à l'exploitation des services publics en vertu des compétences exercées.

Pour 2021, elles se répartissent ainsi :

RECETTES		
	INSCRIT 2020	BP 2021
<b>Recettes liées à l'exercice des compétences</b>	<b>6 001 501</b>	<b>6 320 847</b>
dont produits des services	4 236 600	3 886 612
dont subventions et participations	158 788	940 613
dont revenus des immeubles	1 606 113	1 493 622
<b>Dotation de Gestion de Fonctionnement</b>	<b>24 408 499</b>	<b>22 700 000</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>30 410 000</b>	<b>29 020 847</b>

La répartition des recettes liées à l'exploitation des services publics est la suivante :

- Droits d'entrée dans les piscines : 2.716.300 €
- Produits d'exploitation pépinières d'entreprises : 2.066.000 €
- Remboursement budget annexe du S.P.E.D. : 120.000 €
- Recettes espaces naturels et forêts : 79.000 €
- Produits d'exploitation CFA : 935.000 €
- Autres produits d'exploitation : 404.547 €

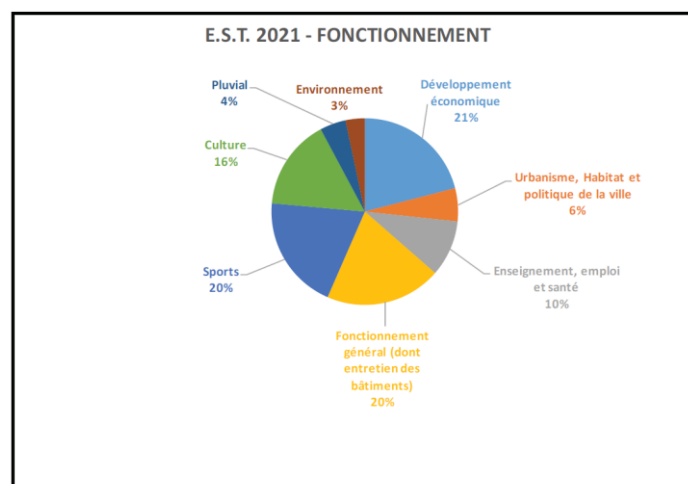
#### 1.2. Les dépenses de l'E.S.T. :

La répartition des dépenses de fonctionnement inscrites sur l'E.S.T. est la suivante :

	E.S.T. 2020	E.S.T. 2021
DIRECTION GENERALE DES SERVICES DELEGUEE	6 443 074	5 837 840
POLE CULTURE ET SPORT	11 119 084	10 340 748
POLE DEPLACEMENTS ET ESPACES PUBLICS	914 150	850 160
POLE SERVICE A LA POPULATION	1 122 838	1 044 239
POLE ENVIRONNEMENT	1 039 700	966 920
POLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET INNOVATION	7 983 154	7 424 333
POLE URBANISME ET AMENAGEMENT	1 788 000	1 662 840
<b>TOTAL DEPENSES DES SERVICES PERIMETRE CONSTANT</b>	<b>30 410 000</b>	<b>28 127 080</b>
Gestion des zones d'activité - extension périmètre		101 006
DECI - contrôles réglementaires non intégrées dans conventions de gestion		255 761
CFA - coût supplémentaire nouvelle structure		310 000
INSERTION / EMPLOI - compensation FSE		227 000
<b>TOTAL DEPENSES INVARIANTES</b>		<b>893 767</b>

<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>30 410 000</b>	<b>29 020 847</b>
-----------------------	-------------------	-------------------

La répartition par politique publique, telle qu'elle ressort, est la suivante :



## 2. La section d'investissement

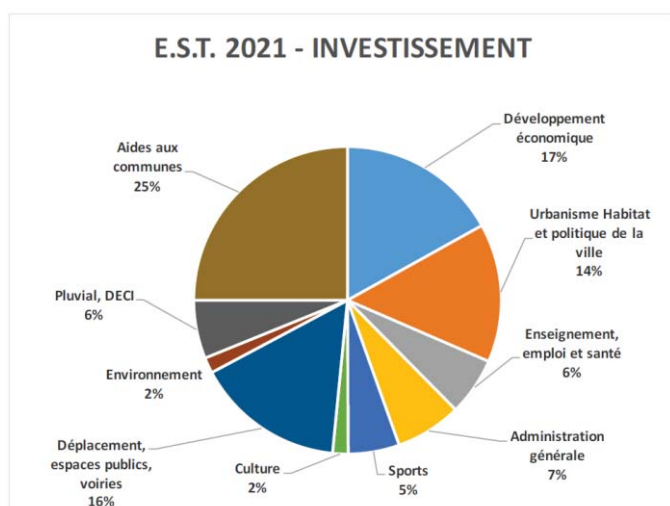
### 2.1. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement sont exécutées sur l'Etat Spécial de Territoire, pour l'ensemble des compétences déléguées, au niveau des chapitres relatifs aux opérations sous mandat (chapitres 45 déclinés).

Elles font ensuite l'objet d'une intégration en comptes de classe 2 au niveau du budget métropolitain, afin de consolider l'actif.

La répartition par politique publique, telle qu'elle ressort, est la suivante :

Dépenses d'Investissement	E.S.T. 2020	E.S.T. 2021
Développement économique	23 475 500	18 483 397
Urbanisme Habitat et politique de la ville	21 530 510	15 952 672
Enseignement, emploi et santé	8 901 272	6 665 044
Administration générale	5 783 891	7 591 405
Sports	4 463 476	5 890 000
Culture	1 982 310	1 771 755
Déplacement, espaces publics, voiries	31 664 172	17 105 249
Environnement	2 364 200	1 803 150
Pluvial, DECI	8 834 669	6 700 000
Aides aux communes	36 000 000	27 322 328
<b>TOTAL</b>	<b>145 000 000</b>	<b>109 285 000</b>



## 2.2. Les recettes d'investissement

Dans la mesure où les recettes d'investissement sont perçues sur le Budget Principal Métropolitain, les dépenses d'investissement sont entièrement financées par la Dotation de Gestion d'Investissement.

### CONCLUSION

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

**29 020 847 €**

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

**109 285 000 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et Moyens du 12 novembre 2020.

### Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Délibère

#### Article Unique :

L'Etat Spécial de Territoire provisoire 2021 du Pays d'Aix est adopté, par nature, tel qu'il vous est présenté ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	5
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	47
Majorité absolue	24
Pour	47

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
HUBERT Claudie - PENA Marc - SERRUS Jean-Pierre

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
KLEIN Philippe - PETEL Anne-Laurence

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures**

### **2020 CT2 226**

**AVIS - Présentation du rapport d'activité du délégataire KEOLIS Pays d'Aix pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Aix en bus pour l'année 2019**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération N° TRA007 5986/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019, a été approuvé le choix de confier à la société Kéolis Pays d'Aix, le Contrat de délégation de service, relatif à l'exploitation du réseau Aix en bus, pour une durée de 9 ans, à compter du 4 novembre 2019.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. Dans la mesure où le nouveau contrat confié au 4 novembre 2019 a été attribué à la société sortante, Kéolis Pays d'Aix, il a été convenu d'établir un unique rapport d'activité pour l'année 2019, pour faciliter la comparaison des données d'exploitation d'une année sur l'autre.

Toutefois, les éléments financiers de ce rapport ont été établis de manière distincte pour les deux périodes contractuelles allant du 1<sup>er</sup> janvier au 3 novembre 2019 et du 4 novembre au 31 décembre 2019 et figurent dans l'annexe complémentaire jointe au rapport.

L'examen du rapport d'activité 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° TRA007 5986/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019, approuvant le choix de confier à Kéolis Pays d'Aix, le Contrat de délégation de service ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2019, jointe en annexe ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où il le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire, pour l'année 2019, a été remis par Kéolis Pays d'Aix.

**Délibère**

### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2019, remis par Kéolis Pays d'Aix.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 227**

**AVIS - Présentation du rapport annuel 2019 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant le transport et la mobilité.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de



ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du SMITEEB à compter du 31 mars 2016 et transfert des biens, droits et obligations du SMITEEB à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2012 n° 595 portant choix du délégataire et autorisation du Président à signer la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du réseau de transport « Les Bus de l'Etang » ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2019 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 a été remis par la Société Autobus de l'Etang.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2019, remis par la Société Autobus de l'Etang.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 228**

**AVIS - Modification unilatérale de contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains, et des parcs en régie d'Istres et de Cassis pendant les deux week-ends des 12 et 13 et 19 et 20 décembre 2020, précédant les fêtes de fin d'année**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les commerces des centres-villes des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence souffrent d'une diminution de fréquentation. En outre, la période de Noël est un moment propice à la relance de l'activité économique de la cité.

Aussi, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique » la Métropole a décidé d'accompagner cette période de fêtes de fin d'année et plus globalement l'activité des centres-villes, en offrant la gratuité du stationnement au sein de certains des parkings métropolitains concédés des centres-villes.

Il s'agit d'une décision unilatérale qui s'appliquera durant deux week-ends de décembre, soit les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020. Deux heures de stationnement gratuit seront mises en place au sein des parkings de la ville d'Aix-en-Provence, et Aubagne.

Sur les parkings des autres Territoires, cette gratuité s'appliquera durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h. Cela concerne les communes de Martigues, Istres et Salon de Provence.

La Métropole procédera à la compensation de la perte de recettes constatée dans les créneaux susvisés à l'exception de tout autre frais. Les délégataires transmettront à l'issue de la période, un état récapitulatif de ces pertes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- Le contrat de délégation de service public du 29/12/1986 (parkings Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde (Aix en Provence) – SEMEPA)



- Le contrat de délégation de service public du 24/10/2003 (parking Rotonde (Aix en Provence) – SEMEPA)
- Le contrat de délégation de service public du 03/07/1991 (parkings L'Empéri et Portail Coucou (Salon de Provence) – Indigo)
- Le contrat de délégation de service public du 01/01/2002 (parkings Centre ancien, Beaumont, et 8 Mai 1945 (Aubagne) – Q-Park)
- Régie métropole parkings d'Istres (Arnavaux, Victor Hugo, Les Carmes)
- Le contrat de délégation de service public du 01/01/2017 (parking Degut (Martigues) – SEMOVIM)
- Le contrat de délégation de service public du 21/01/1992 (parking Rayettes (Martigues) – SEMOVIM).

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les centres-villes connaissent une baisse de fréquentation récurrente de leurs commerces ;
- Que dans le cadre de ses compétences « Parcs de Stationnement » et « Développement Economique », la Métropole souhaite accompagner l'activité commerciale en offrant la gratuité du stationnement au sein de certains parkings métropolitains durant les deux week-ends précédant les fêtes de Noël (12, 13, 19 et décembre 2020) ;
- Que cette décision concerne les parkings concédés à la société INDIGO L'Empéri et Portail Coucou (Salon) ; à la société Q-PARK, Marché, Centre Ancien, Beaumont, 8 Mai 1945 (Aubagne) ; à la SEMEPA (parkings La Rotonde, Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde) ; à la SEMOVIM (parkings Degut et Rayettes) ; les parcs en régie ( Arnavaux, Victor Hugo et les Carmes à Istres) ;
- Que la Métropole procédera à la compensation de la perte de recettes constatée dans le créneau susvisé à l'exception de tout autre frais ;
- Que cette modification des contrats de délégation de service est prise pour motif d'intérêt général unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la mise en place de deux heures de gratuité du stationnement, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 dans les parkings concédés d'Aix-en-Provence, et Aubagne. Ces heures de stationnement gratuites complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période énoncée, dans les parkings ci-dessous.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la mise en place de la gratuité du stationnement, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020, durant la plage horaire de 10h00 à 19h00, couvrant la période d'ouverture des commerces au public dans certains autres parkings du territoire métropolitains. Cela concerne les parkings concédés des communes de Salon de Provence et Martigues et des parkings gérés en régie d'Istres. Ces heures de stationnement gratuites complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période énoncée, dans les parkings ci-dessous.

##### **Article 3 :**

Que cette mesure, décidée unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille Provence, pour motif d'intérêt général, s'appliquera durant la période décrite dans les articles 1 et 2 de la présente, au sein des parkings métropolitains concédés aux Sociétés INDIGO, QPARK, SEMEPA et SEMOVIM et des parcs gérés en régie d'Istres. Les parkings concernés par cette mesure sont les suivants :

##### **Pour la Société INDIGO :**

- Parkings L'Empéri, Portail Coucou à Salon de Provence, DSP du 03/07/1991

##### **Pour la Société QPARK :**

- Parkings Marché, Centre Ancien, Beaumont, 8 Mai 1945, Hôpital à Aubagne, DSP du 01/02/2002

##### **Pour la SEMEPA :**

- Parking La Rotonde à Aix en Provence – DSP du 24/10/2003
- Parkings Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeur, Mignet et Bellegarde à Aix en Provence – DSP du 29/12/1986

##### **Pour la SEMOVIM :**

- Parking Rayettes à Martigues – DSP du 21/01/1992
- Parking Degut à Martigues – DSP du 01/01/2017

##### **Pour les parkings gérés en régie d'Istres :**

- Parkings Arnavaux, Victor Hugo et Les Carmes à Istres

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à la compensation de ces gratuités, seront inscrits sur les budgets 2020 et suivants des EST des territoires concernés ainsi que sur le budget annexe stationnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 229**

**AVIS - Approbation de l'avenant 1 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix Marseille Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la compétence en matière d'organisation de la Mobilité et est à ce titre Autorité organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Dans ce cadre, la Métropole a renouvelé la convention de délégation de service public pour l'exploitation de tous les services de transport de voyageurs du réseau Aix en bus. La délégation dont le démarrage effectif a été fixé au 4 novembre 2019 a été signée le 27 juin 2019.. D'une durée ferme de neuf ans, prorogeable d'une année supplémentaire, la gestion déléguée du réseau de transports publics urbains "AIX EN BUS" a été confiée à la société KEOLIS SA. Ce choix a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 16 Mai 2019. Conformément à l'article 8 de la Concession, une société ad hoc, la Société Keolis Pays d'Aix a été dédiée à l'exécution de la DSP dite la «Concession».

L'avenant 1 génère une augmentation de 0,69 % du chiffre d'affaires de la concession pour la partie ne relevant pas des clauses de réexamen. Si l'on intègre l'ensemble des modifications (y compris celles relevant d'une clause de réexamen) le chiffre d'affaires du contrat évolue de + 0,66 %

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du Code de la Commande Publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Le présent avenant après avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public de la Métropole a pour objet de :

- Corriger des erreurs matérielles et apporter des précisions au régime financier de la Concession

- Ajuster l'offre commerciale du réseau de transport Aix en Bus
- Traiter les incidences de la migration des systèmes billettique et SAEIV
- Traiter d'événements indépendants des parties.

Le présent avenant, est organisé en cinq chapitres:

**Chapitre 1:**

Le premier chapitre ajoute aux définitions de l'article 1 de la Concession, les termes, acompte, décompte mensuel et facture de solde, nécessaires à la bonne application des stipulations relatives aux modalités de paiement des versements de l'Autorité concédante.

Ces définitions suivantes éclairent les stipulations sans opérer une quelconque novation des droits et obligations des Parties à la Concession.

**Chapitre 2 :**

Le second chapitre a pour objet de corriger des erreurs matérielles et d'apporter des précisions au régime financier de la Concession et notamment aux modalités de paiement.

Le présent avenant complète ainsi, certains articles du Titre VII relatif au régime financier, pour permettre au Comptable Public de procéder au paiement fractionné mensuellement, des sommes dues par l'Autorité Concédante au Concessionnaire, telles qu'elles résultent en euros courants (valeur avril 2018) du tableau des engagements financiers contractuels dit «Compte d'Exploitation Prévisionnel».

L'avenant 1 corrige enfin des erreurs matérielles contenues dans l'article 55.2, et 55.3 de la Concession.

Ces corrections et précisions apportées au régime financier n'emportent aucune conséquence financière ni ne modifie aucune des conditions d'exécution de la Concession.

**Chapitre 3 :**

Le troisième chapitre :

- Vise à ajuster l'offre de transport, à la mise en service de la ligne BHNS l'Aixpress confiée le 2 septembre à la RDT
- Il s'agit de l'ajustement du service des lignes régulières impactées directement ou indirectement par cette mise en service
- D'autres ajustements prennent en compte la mise à jour en temps réel de la fréquentation des usagers scolaires circuit par circuit, qui à compter de la rentrée 2020, intègrent contractuellement le réseau concédé. Ces intégrations scolaires qui se traduisent par une augmentation de la contribution financière de la DSP Aix en Bus, génèrent par ailleurs des moins-values sur le réseau Pays d'Aix Mobilité. Cette mesure est sans incidence pour le budget annexe des transports.

- A la marge, d'autres lignes sont ajustées pour les mêmes motifs.

Les effets, des mesures prises par ordonnance ou par décret dans les transports publics pendant la période définie par la Loi d'urgence sanitaire ne sont pas pris en compte dans le présent avenant. Les conséquences de la crise sanitaire font actuellement l'objet de négociations dont les conclusions seront reprises dans un prochain avenant.

In fine, l'offre de transport ajustée génère une économie pour l'autorité concédante de 116 633 € sur la durée du contrat.

#### Chapitre 4 et 5 :

Les quatrième et cinquième chapitres tirent les conséquences, d'événements planifiés par la Concession, mais dont les parties ont convenu que le déroulement ne pouvait répondre aux « conditions normales d'exécution » sur lesquelles s'était engagée l'Autorité concédante durant la période dite de « tuilage » située entre la notification de la Concession et le démarrage effectif des services concédés.

Pour ce motif, des aléas peuvent être chiffrés hors la rémunération contractuelle du Concessionnaire. Ces événements identifiés donc hors conditions et période d'exécution normale, emportent des conséquences financières qui sont mesurées dans le présent avenant et qui sont de trois natures :

- Augmentation des charges d'exploitation liée à des causes internes à la Concession :

- Périmètre des actions confiées au Concessionnaire corrigé (modification du périmètre de supervision des switchs et des serveurs distributeurs automatiques de tickets, décalage de la mise en service du dispositif d'automatisation de 4 P+R), qui génère une plus-value de 203 505 € sur la durée du contrat.
- Moyens supplémentaires mis en œuvre par le concessionnaire pour répondre à des exigences nouvelles de l'Autorité concédante (organisation administrative de la rentrée scolaire 2020), qui génère une plus-value de 63 450 €.

- Coûts nouveaux intégrés aux charges d'exploitation liée à une cause externe à la Concession :

- La Fiscalité des touchers en gare en gare(s) routière(s) pressentie à la date de conclusion du contrat mais non fixée définitivement par la réglementation afférente, génère une plus-value de 2 652 000 € sur la durée du contrat.
- Entre la date de conclusion de la Concession et la mise en service du 4 novembre 2020, la réglementation des équipements régulés (gares routières accueillant des opérateurs de transport de voyageurs publics comme privés) a évolué.

- Depuis l'application de ce cadre normatif, le Concessionnaire est débiteur de la Métropole des touchers de quai de la Gare Routière d'Aix Centre qu'il n'exploite et de ceux du Krypton qu'il exploite.
- Cependant, ces coûts postérieurs à la conclusion de la Concession ne figurent pas au tableau des engagements financiers de la Concession dit « Compte d'Exploitation Prévisionnel ».
- Cette plus-value liée à la fiscalité des touchés de quai, est neutralisée au niveau du budget annexe des transports, par les recettes perçues par la Métropole pour ces mêmes touchés de quai.

In fine, l'ensemble des mesures détaillées dans les chapitres 4 et 5 génèrent une plus-value sur la durée du contrat de 2 918 955 €, dont 2 652 000 résultent de l'impact des redevances de touchers de quai imputés au Concessionnaire utilisateurs des Equipements Gare Routières de la Métropole.

#### Impacts financiers de l'avenant 1

Le bilan financier de l'avenant s'élève à 2 802 323 (HT valeur avril 2018) dont 95% résultent de l'impact des redevances de touchers de quai imputés au Concessionnaire utilisateurs des Equipements Gare Routières de la Métropole.

€ HT valeur avril 2018	2019	2020	2021-2027	2028	Total
Article 3.1					
CF	-107 216				-107 216
Compensations	-60 048				-60 048
Coût pour l'AO	-167 265				-167 265
Article 3.2					
CF		77 071			77 071
Compensations		-125 691			-125 691
Coût pour l'AO		-48 619			-48 619
Article 3.3					
CF			569 172	68 301	637 473
Compensations			-866 776	-104 013	-970 789
Coût pour l'AO			-297 603	-35 712	-333 316
Article 3.4					
CF		-247 981			-247 981
Compensations		-8 508			-8 508
Coût pour l'AO		-256 490			-256 490
Article 3.5 (CF)		33 190	580 860	69 703	683 753
Article 3.6 (CF)		5 304			5 304
Article 4.1 (CF)		8 675	121 450	14 574	144 699
Article 4.2 (CF)		58 806			58 806
Article 5.1 (CF)		300 000	2 100 000	252 000	2 652 000
Article 5.2 (CF)		63 450			63 450
Total CF	-107 216	298 515	3 371 482	404 578	3 967 359
Total compensations	-60 048	-134 199	-866 776	-104 013	-1 165 036
Total coût pour l'AO	-167 265	164 316	2 504 707	300 565	2 802 323

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la commission de délégation des services publics.
- L'information de la Commission de Concession.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains «Aix en Bus».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille- Provence : Sous-Politique C210 - Nature 6110202- Chapitre 011.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 230**

**AVIS - Approbation de l'avenant n° 10 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Madame la Présidente rappelle à l'Assemblée qu'en date du 20 Décembre 2012 par délibération n°2012/595, les membres de l'ex SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016, ont approuvé la signature de la convention de délégation de service public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Cette convention, signée le 26 décembre 2012, a fait l'objet de 8 avenants :

L'avenant n° 1, approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647, intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de DSP ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013.

L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735, a intégré les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB ; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique.

L'avenant n° 3, approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774, intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 et notamment le décalage de la mise en service initialement prévue en janvier 2016 et décalée à la rentrée ainsi que l'impact du décalage sur les recettes. Il intègre également des aménagements et modifications de l'offre de transport afin de proposer un fonctionnement homogène du réseau, parfaitement calé avec le BHNS. Cet avenant entérine la modification du type de véhicules BHNS initialement prévus.

L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM concerne la mise en place d'un transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur les communes du réseau, des adaptations de l'offre des lignes urbaines, du transport à la demande et de circuits scolaires diverses puis diverses modifications listées ci-dessous :

- Mise en place de véhicule de petite capacité sur les services Chrono Pro
- Mise en place d'un outil de réservation par internet pour les utilisateurs du TAD
- Mise en place de Terminaux de Paiement Electronique (TPE) sans contact
- Modification des annexes relatives à la qualité et au plan marketing
- Modification d'indices dans la formule d'indexation de la convention

L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM concerne la mise en place pour le Zenibus d'un itinéraire unique

sur toute la ligne et d'un départ toutes les 10 minutes afin de rendre l'offre plus simple et plus régulière, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ainsi que la modification de la gamme tarifaire et la définition du nouveau niveau de recette de référence.

L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 a approuvé les modifications suivantes :

- Adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018
- Compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus
- Mise en place du Pass Integral par la métropole Aix Marseille Provence
- Remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain

L'avenant n° 7 approuvé le 28 décembre 2018 par délibération n° TRA 026-5116 prévoit d'estimer de façon prévisionnelle la compensation de la perte financière liée à la mise en place du pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation.

L'avenant 8, approuvé le 28 mars 2019, prévoit les modifications suivantes :

- Modifications de lignes régulières et des circuits scolaires mises en place à la rentrée scolaire afin de les adapter aux changements d'horaires de certains établissements scolaires ou d'ajuster l'offre à la fréquentation enregistrée sur le réseau,
- Adaptations de la ligne ChronoPro afin d'améliorer la desserte de la zone d'activité des Estroublans
- Adaptations au fonctionnement des transports à la demande ICIBUS et ICIBIUS + réservés aux Personnes à Mobilité réduite.
- Dépenses supplémentaires concernant d'une part, la mise en place d'un agent de sécurité à la gare routière de Vitrolles au cours des mois de décembre 2018 et janvier 2019 et d'autre part, des achats de supports d'information nécessaires à l'affichage des horaires dans les poteaux d'arrêt et les abribus.
- Régularisation du calcul du taux de le CVAE pour les années 2014 et 2015 et prise en compte dans le calcul du coût du réseau l'incidence de l'évolution du taux de remboursement de la TICPE.

- Autorisation au délégataire d'utiliser la base de données des clients du réseau conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

L'avenant n° 9 approuvé le 19 décembre 2019 prévoit les dispositions suivantes :

- Adaptations de l'offre et modification d'itinéraire de lignes régulières ou services scolaires:
  - ligne 14 interne à la commune de Berre l'Etang prolongée jusqu'au quartier de Mauran,
  - réduction de l'offre du service Chronopro durant les mois de juillet et août pour adapter l'offre à la fréquentation,
  - modification de l'itinéraire de la ligne 7 par un passage par la ZAC Empallières à Saint Victoret,
  - desserte du Club Nautique du Jaï par les lignes 3A et 3B,
  - ajustements des horaires de la ligne 6 sur les horaires de sortie du Collège Petit Prince,
  - ajustements d'horaires de la ligne 9 pour une meilleure desserte du Collège Simone de Beauvoir à Vitrolles,
  - adaptations des horaires du circuit scolaire 74 pour tenir compte des conditions de circulation,
  - mise en place d'un service supplémentaire du circuit scolaire 76 pour la desserte du Collège Simone de Beauvoir à Vitrolles et desserte du quartier de Versailles aux Pennes Mirabeau suite à la mise en place de la nouvelle sectorisation,
  - desserte du quartier de Versailles par le circuit scolaire 78,
  - desserte du quartier de Champigny sur la commune de Berre l'Etang par le circuit scolaire 97,
  - expérimentation pour 3 mois d'une desserte le dimanche des communes de Berre l'Etang et de Rognac vers Vitrolles.
- Prise en charge des prestations complémentaires relatives à la mise en place d'une desserte supplémentaires à l'occasion du concert de Sting qui s'est déroulé le 27 juillet 2019 à Vitrolles,
- Gestion par le délégataire de la maintenance des systèmes et équipements du BHNS, maintenance des bornes d'information voyageurs mises en place sur la ligne BHNS Zénibus. Afin d'assurer l'ensemble des prestations et le suivi des nouveaux matériels de priorité aux feux et d'information des voyageurs, il est autorisé la création d'un demi-poste de technicien sur une période de 3 mois permettant la remise à niveau de l'ensemble de ces équipements.



- Modification du référentiel qualité
- Adaptations de dispositions financières concernant le reversement des recettes prévues dans la convention passée entre le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence relatives à l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA, l'adaptation de la formule d'indexation compte tenu de modifications ou suppression intervenus dans leur publication d'indices, l'ajustement de la compensation des pass scolaires métropolitains

L'avenant 10 proposé prévoit :

- 1. Adaptation de l'offre
  - adaptations de l'offre pour la rentrée scolaire 2020-2021
    - Ligne 7 : la ligne est restructurée pour permettre la desserte du sud de la route de Marseille pour mieux répondre aux attentes des riverains. Par ailleurs, cette modification permet la suppression du service scolaire 27
    - Ligne 10 : l'itinéraire est ajusté afin de desservir le nouveau quartier du Lion sur la commune de Vitrolles
    - Circuit 28 : intégration de la desserte du Porry sur la commune de Vitrolles dans les voyages de 16h10 et 18h15 pour pallier la restructuration de la ligne 10
    - Intégration à la convention de DSP de 2 circuits scolaires mis en place pour la desserte d'écoles primaires pour les communes de Gignac la Nerthe et des Pennes Mirabeau, dont les marchés sont arrivés à échéance
  - régularisation d'adaptation de lignes ou transports scolaires mises en œuvre au cours de l'année scolaire 2019-2020 pour essentiellement pallier des surcharges constatées
    - mise en place de renforts sur les circuits scolaires 42 et 72 entre le 4 novembre 2019 et le 13 mars 2020
    - mise en place d'un service supplémentaire sur la ligne BHNS à 7H35 entre le 3 février et le 14 mars 2020
    - Circuit 28 : régularisation de la desserte de l'arrêt Le Porry sur la période du 2 mars au 4 juillet 2020.
  - report du prolongement de l'itinéraire de la ligne 14 jusqu'au quartier de Mauran sur la commune de Berre l'Etang prévu à l'avenant 9 pour l'année 2020
  - arrêt de l'expérimentation d'une desserte en TAD les dimanches et jours fériés dans le secteur de Berre Rognac prévue à l'avenant 9 compte tenu de la très faible fréquentation enregistrée.

L'impact financier global de l'ensemble de ces adaptations se traduit par une économie de 136 393,82 € se décomposant comme suit :

- 33 117 € pour les adaptations d'offre

- 19 637 € pour les régularisations
- 83 639,82 € pour le report du prolongement de la ligne 14 et l'arrêt de l'expérimentation d'une desserte en TAD les dimanches et jours fériés dans le secteur de Berre Rognac

## 2. Rationalisation de l'offre de transport

Afin d'adapter l'offre de transport à la demande, il est proposé les mesures suivantes :

- réduction de l'offre en période de petites vacances scolaire pendant lesquelles la fréquentation diminue notablement. Cela se traduit dans les fiches horaires par l'instauration de 3 périodes de fonctionnement : période scolaire, petites vacances scolaire et été.
- suppression de services de soirée peu fréquentés.
- Adaptation de la fréquence à la fréquentation

Le détail de ces mesures est le suivant :

- Ligne 1 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 2 : mise en place d'un TAD le samedi en remplacement des services réguliers ;
- Ligne 4 : réduction de la fréquence des services : passage toutes les 20 mn au lieu de 15 mn et réduction de la fréquence le lundi (30 mn au lieu de 15 mn) ;
- Ligne 5 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 7 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 9 : réduction de la fréquence des services avec un passage à 30 mn au lieu de 20 mn et suppression du dernier départ du soir ;
- Ligne 10 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires » et suppression du dernier départ du soir ;
- Ligne 12 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »

L'économie générée par ces mesures est de 107 151 € pour la période de septembre à décembre 2020.

## 3. Impact financier de la pandémie

L'impact financier de la crise sanitaire due au Coronavirus sera examiné dans le cadre d'un prochain avenant ou protocole.

En ce qui concerne l'engagement sur les recettes pour la période allant du 24 juillet au 31 décembre 2020, étant donné que les conséquences de la crise sanitaire sur la fréquentation et les recettes du réseau perdurent et ne sont à ce jour pas stabilisées, les parties conviennent de se revoir

pour ajuster l'engagement de recettes du délégataire sur la période.

Le montant théorique Rf de l'avenant 9 est ainsi renseigné pour l'application de la formule  $Df - Rf = Cf$ . Il sera modifié une fois que l'engagement de recettes aura été défini entre les parties.

#### 4. Droit de retrait exercé par les conducteurs en décembre 2019

Suite au droit de retrait exercé par les conducteurs au mois de décembre 2019, un certain nombre de mesures a été mis en place afin d'apaiser le climat social et sécuriser le réseau.

Ainsi, il est intégré dans l'avenant, la pose de vitres de protection sur les 15 véhicules de la ligne Zenibus.

Cet investissement est de 53 925€ HT. La dotation aux amortissements correspondante est intégrée dans Df et la grille de décomposition des coûts de l'annexe 5.

Le montant correspondant à la pose est intégré à la Df 2020 soit 4 800 € HT.

Par ailleurs, afin d'apaiser durablement le réseau, la Métropole finance un renfort des équipes de contrôle à hauteur de 1,5 postes supplémentaires de vérificateurs à partir du 1er septembre 2020.

La valorisation de ces 1,5 postes s'élève à 25 815€ pour l'année 2020. Ce montant est intégré à la Df 2020

#### 5. – Entretien et maintenance des équipements du réseau

L'avenant 10 intègre les dispositions suivantes : concernant l'entretien et la maintenance des équipements du réseau

- Distributeur automatique de titres (DAT)  
2 distributeurs ont été installés à Pierre Plantée et Parc Camoin. Les recettes du réseau seront collectées par la société Mobilink qui reversera le montant de ces recettes à Autobus de l'Étang chaque mois. Un avenant au contrat entre Mobilink et Autobus de l'Étang intègre cette organisation.
- Sanisettes  
Des travaux de remise en état des sanisettes Square de Gaulle ont été entrepris par le Délégataire et une sanisette a été déplacée aux Barjaquets pour un montant total de 2 163€ HT.
- Maintenance des bornes d'information voyageurs et du système embarqué de priorité aux feux »  
Modification du bordereau des prix du contrat du prestataire Lumiplan

#### 6. – Prolongation de la convention de DSP

Le présent avenant n°10 acte la prolongation du contrat de DSP jusqu'au lundi 5 juillet 2021 inclus rendue nécessaire compte tenu de la crise sanitaire et du retard de la procédure de renouvellement du contrat. Cet avenant en détermine les modalités financières sur :

- le parc de véhicule, la grille 1 est mise à jour pour intégrer la prolongation du contrat
- les coûts de maintenance, compte tenu du vieillissement des véhicules standard, le remplacement de 3 moteurs et 2 boîtes de vitesses sont intégrés. Une réfaction du délégataire à l'autorité concédante sera opérée si tout ou partie de ces réparations n'ont pas lieu
- le budget marketing est fixé à 112 425 € HT. Une réfaction financière sera opérée en cas d'écart entre le budget prévisionnel et la dépense réelle.
- l'engagement de recettes est maintenu compte tenu de l'incertitude du niveau de fréquentation liée à la crise sanitaire, les parties conviennent de se revoir.

#### 7 – Modification des paramètres financiers de la convention

Compensation des titres métropolitain :

En application de l'avenant 7 à la convention de DSP, le montant des compensations est ajusté sur la base des données réelles du nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire 2019/2020. Le montant de la compensation s'élève à 999 818,18 € HT soit 1 099 800 € TTC comparé aux 742 866 € HT de l'avenant 7 soit un écart de 256 952,18 € HT à compensé.

Les différentes modifications exposées ci-dessus conduisent à redéfinir les paramètres financiers de la convention de DSP.

L'évolution des termes Rf (recette de référence y compris TAD), Df (coût de production du réseau) et Cf (contribution financière) de la convention de DSP du 26 décembre 2012 est ainsi la suivante (en valeur 1er juillet 2012, y compris TAD).

Année	Df	Rf y.c compensation tarifaire pass scolaire	Cf = Df – Rf	Pour mémoire Cf avenant 9
2020	19 138 835	2 190 565	16 948 270	17 357 176
2021	10 143 253	1 113 609	9 029 643	

Le montant cumulé des avenants 1 à 10 génère une incidence financière de la Dépense Forfaitaire Df de 13,62 % par rapport au montant initial de la convention.

La dépense forfaitaire en année pleine est diminuée de 94 826 € (- 0,49 %) euros pour 2020 par rapport à 2019

La contribution financière passe de 122 205 273 € euros à 139 379 414 euros soit 14,2 % d'augmentation par rapport à la convention initiale.

La Commission de délégation de service public de la Métropole Aix-Marseille-Provence, consultée sur cet avenant qui induit une augmentation du montant de la DSP de plus de 5%, réunie lors de sa séance du ..... a émis un avis ..... sur la passation de l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n°2012/595 approuvée le 20 décembre 2012 par les membres du SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1er avril 2016, portant signature d'une convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1er janvier 2013 ;
- L'avenant n° 1 approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647 qui intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de Délégation de Service Public ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013 ;
- L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735 qui intègre les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique ;
- L'avenant n° 3 approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774 qui intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016
- L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM qui entérine notamment la mise en place d'un TAD PMR sur le réseau des Bus de l'Etang ainsi que d'autres modifications des lignes régulières et circuits scolaires ;
- L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM qui entérine notamment la modification du fonctionnement du Zenibus, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ;
- L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 par délibération n° TRA 014-4156/18/CM qui intègre l'adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018, les compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus, la mise en place du Pass Intégral par la Métropole Aix-Marseille-Provence et enfin le remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain ;
- L'avenant n° 7 approuvé le 28 décembre 2018 par délibération n° TRA 026-5116 intègre d'une part, les modalités prévisionnelle de compensation de la perte financière liée à la mise en place du Pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, et d'autre part, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation ;
- L'avenant 8 approuvé le 29 mars 2019 intègre des adaptations diverses des lignes régulières, du Chronopro et des lignes scolaires, des adaptations au fonctionnement des transports à la demande ICIBUS et ICIBIUS + réservés aux Personnes à Mobilité réduite. Il intègre également des dépenses supplémentaires concernant d'une part, la mise en place d'un agent de sécurité à la gare routière de Vitrolles au cours des mois décembre 2018 et janvier 2019 et d'autres part, des achats de supports d'information nécessaires à l'affichage des horaires dans les poteaux d'arrêt et les abribus. Cet avenant prend également en compte une régularisation du calcul du taux, de le CVAE pour les années 2014 et 2015 et la prise en compte dans le calcul du coût du réseau l'incidence de l'évolution du taux de remboursement de la TICPE et il autorise le délégataire à utiliser la base de données des clients du Réseau conformément au Règlement Général sur la Protection des Données
- L'avenant 9 approuvé le 19 décembre 2020 intègre des adaptations et modifications d'itinéraires de lignes régulières et scolaires, la prise en charge par le délégataire de la gestion et la maintenance des systèmes et équipement du BHNS (système de priorité aux feux, maintenance des bornes d'information

voyageurs), une modification du référentiel qualité et des adaptations financières concernant les recettes liées à la convention passée entre Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence relatives à l'aide à destination des bénéficiaires du RSA, l'adaptation de la formule d'indexation de la convention ;

- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en date du 20 décembre 2012 les membres du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre, intégré à la Métropole depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016, ont approuvé la convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.
- Que cette convention a fait l'objet de 9 avenants intégrant différents ajustements et modifications de l'offre de transport et de la grille tarifaire respectivement en décembre 2013, en février, en décembre 2015, en juin 2016, mai 2017, juin, décembre 2018 et décembre 2019.
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n°10 afin de redéfinir les paramètres financiers de la convention de Délégation de Service Public.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé, l'avenant n° 10 ci-annexé à la convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Annexe Transports et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous-politique C210 – Nature 611 – Chapitre 011.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Habitat**

### **2020 CT2 231**

**Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500€ dans le neuf ou 4 000€ dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

- **Un prêt « bonifié »**

Aujourd'hui, mis en œuvre par la CEPAC, partenaire bancaire du Pays d'Aix, ce prêt, d'une durée 20 ans, s'élève à 28 000€ pour une acquisition dans le neuf et à 47 000€ pour une acquisition dans l'ancien.

Ce prêt complète un (ou des) crédit(s) immobilier(s) principal(aux) : le prêt à l'accession sociale (si le ménage est éligible) ou un prêt classique dans le cadre d'une offre globale de financement.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;

- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer 13 aides directes à la personne, soit un montant total de 38 500 euros :

- 9 aides dans le neuf : 22 500 euros ;
- 4 aides dans l'ancien : 16 000 euros.

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019\_CT2\_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités et approbation d'une convention avec la CEPAC ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 38 500 euros aux primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, Nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2020 CT2 232**

**Attribution de subventions aux propriétaires privés dans le cadre du Programme d'Intérêt Général "Mieux Habiter, Mieux louer" 2016-2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage dans la mise en œuvre et le soutien des dispositifs programmés axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé.



Pour accompagner cette politique d'amélioration du bâti privé, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) a mis en place, un Programme d'Intérêt Général (PIG) « Mieux Habiter - Mieux Louer » avec secteurs renforcés depuis 2016, destiné à aider financièrement les propriétaires privés, occupants et bailleurs, de logements conventionnés en vue de réduire la vacance, lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

Ce PIG porte sur l'ensemble des 36 communes du Pays d'Aix et comporte six secteurs renforcés : les centres anciens de Gardanne, Lambesc, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Trets et d'Aix-en-Provence.

Il vise :

- la production de logements conventionnés et la sortie de vacance,
- le traitement de l'habitat indigne et dégradé,
- la lutte contre la précarité énergétique,
- l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

Par ailleurs, ce PIG intègre un dispositif expérimental d'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA) prévu par l'Anah (instruction du 6 février 2015) visant à inscrire les ménages en difficulté dans une démarche d'insertion sociale en les faisant bénéficier d'une prestation d'accompagnement et d'encadrement technique des travaux.

La première phase du dispositif s'est achevée le 27 septembre 2019 avec des résultats très satisfaisants : 580 logements ont perçu des aides des partenaires de l'opération, dont l'Agence Nationale de l'Habitat, le Territoire du Pays d'Aix, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la Région Sud, soit au total, près de 9 M€ d'aides publiques versés. Le dispositif a été ainsi reconduit pour deux années supplémentaires, jusqu'en septembre 2021. 420 logements supplémentaires devraient être rénovés d'ici l'automne 2021 avec une enveloppe de près de 7 M€ supplémentaires mobilisée.

En s'associant aux objectifs prioritaires pour la réhabilitation des logements du parc privé, fixés par l'Anah et en complément de ses aides, le Territoire du Pays d'Aix accorde dans le cadre de ce PIG :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 10 % du montant subventionnable de l'Anah et une prime de 500 € en complément de l'Allocation de Solidarité Ecologique - ASE (programme « Habiter Mieux »),
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de réduction de loyer » visant à encourager les propriétaires bailleurs privés à produire des logements « conventionnés » avec loyer maîtrisé durant 9 ans. Son mode de calcul varie selon le conventionnement de 125 €/m<sup>2</sup> pour un loyer très social à 50 €/m<sup>2</sup> pour un

loyer intermédiaire. Le montant de cette prime est plafonné à 80 m<sup>2</sup>.

Lorsque les travaux interviennent en secteurs renforcés, le Territoire du Pays d'Aix prévoit des aides majorées :

- pour les propriétaires occupants : une subvention de 20 % du montant subventionnable pour des travaux lourds,
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de sortie de vacance » de 5.000 € loyer très social à 1.500 € loyer intermédiaire.

Les décisions d'attribution des aides en faveur de l'habitat privé sont prises après avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH), dans la limite des droits à engagement alloués annuellement.

Les primes et subventions accordées par le Territoire du Pays d'Aix, sont versées à l'achèvement des travaux sur la base des attestations de versement de la participation de l'Anah qui vérifie les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicable. En cas de dépassement du plafond d'attribution des aides publiques (80 % ou 100 % du montant des travaux), le Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit d'écarter son aide.

Suite aux décisions prises au sein des CLAH qui ont eu lieu depuis le 24 octobre 2019, la participation du Territoire du Pays d'Aix a été sollicitée sur 164 dossiers, détaillée dans le tableau ci-annexé, pour un montant total de 372 033 € ainsi répartis :

- 290 359 € pour 150 dossiers de propriétaires occupants (1 935 € en moyenne par dossier)
- 81 674 € pour 14 dossiers de 9 propriétaires bailleurs (9 074 € en moyenne par dossier)  
Les dossiers de propriétaires bailleurs ont donné lieu à la production de 14 logements conventionnés ainsi répartis :
- 9 logements « Conventionné Social » (LCS),
- 5 logement conventionné en « Logement Intermédiaire » (LI)

La majorité des dossiers ont pour finalité des travaux d'amélioration énergétique (61%), puis d'autonomie (28%), le montant moyen de subvention par dossier est de 2 268 € tout propriétaires confondus.

Par ailleurs, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à faire l'avance des aides régionale et départementale auprès des bénéficiaires. Ainsi, le montant total des subventions relatives aux dossiers des propriétaires à avancer par le Pays d'Aix s'élève à :

- 151 846 € pour la Région
- 124 600 € pour le Département

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A273 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à l'amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire – Dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés ;
- La délibération n°2015\_B708 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'approbation d'une convention de programme triennale liée au Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016-2019 et d'une convention de financement bi-partite avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'intervenir auprès des propriétaires occupants et bailleurs du parc privé en vue d'améliorer le confort des occupants, de réduire la vacance, de lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

Délibère

### Article 1 :

Sont approuvées des subventions d'un montant total de 372 033 € aux propriétaires privés concernés mentionnés dans le tableau ci-annexé pour la part du Territoire du Pays d'Aix.

### Article 2 :

Sont approuvées, pour l'avance des aides régionales et départementales, les subventions d'un montant total de 151 846 € pour la part Région Sud PACA et d'un montant total de 124 600 € pour la part Département des Bouches-du-Rhône, aux

propriétaires privés mentionnés dans le tableau ci-annexé.

### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

### Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

### 2020 CT2 233

**Approbation d'une convention de partenariat avec l'Agence Départementale d'Information au Logement de Vaucluse - ADIL 84**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) de Vaucluse est une association d'information sur le logement, créée en 1984 à l'initiative du Conseil Départemental de Vaucluse. C'est une association régie par la loi de 1908, et agréée par le Ministère chargé du logement après avis de l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement (ANIL).

L'ADIL de Vaucluse appartient au réseau des 76 ADIL de France métropolitaine et d'Outre-Mer.

L'ADIL de Vaucluse a pour mission de dispenser aux usagers une information gratuite, personnalisée, objective et actualisée sur tous leurs problèmes ou projets de logements dans les domaines juridiques, financiers et fiscaux. Cette

information est à destination des propriétaires ou locataires, mais également des accédants à la propriété.

Dès 2012, le Territoire du Pays d'Aix a souhaité s'engager auprès de l'ADIL 84. Ainsi, une convention de partenariat a été signée afin qu'un conseiller juriste de l'ADIL soit présent sur la commune de Pertuis. Dans ce cadre, une permanence est organisée à la maison de la citoyenneté tous les deuxièmes lundis du mois de 09h00 à 12h00. Une documentation complète (dépliants, brochures...) est tenue gratuitement à la disposition des usagers et viendra en complément des entretiens personnalisés.

L'ADIL assure, par le biais de cette permanence :

- une mission d'information générale à destination des propriétaires, locataires et des accédants à la propriété
- deux missions spécifiques portant sur les thématiques de :
- La prévention des impayés et des expulsions
- La lutte contre l'habitat indigne et dégradé

Le résultat de cette action est très satisfaisant dans la mesure où 160 consultations juridiques ont été enregistrées sur la commune de Pertuis sur l'année 2019.

Aujourd'hui, le Territoire du Pays d'Aix souhaite renouveler son partenariat et ainsi reconduire la convention signée avec l'ADIL 84. Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans et prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle se renouvellera par tacite reconduction de trois ans, sauf dénonciation à l'échéance par l'une ou l'autre des parties.

Pour permettre à l'ADIL 84 de réaliser cette mission, la participation du Pays d'Aix s'élèvera annuellement à :

0.15 euros par habitat, soit 20 730 Hab X 0.15€ = 3 109 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 octobre 2020.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre le travail d'information sur le logement, engagé par l'ADIL 84 au profit des usagers de la commune de Pertuis.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une aide d'un montant de 3 109 euros au bénéfice de l'ADIL 84 pour l'année 2021.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention entre le Territoire du Pays d'Aix et l'ADIL 84 telle qu'annexée au présent rapport.

#### **Article 3**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier, ainsi que la convention 2021-2023 ci-annexée.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : nature 6281, fonction 50, ligne 1541.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 234**

#### **Attribution d'une subvention d'équipement à la commune de Rousset dans le cadre des opérations façades**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Dans sa délibération n°2002\_A020 du 25 mars 2002, le Conseil communautaire de la CPA a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les communes.

Suite à cette délibération, il a été établi que l'aide apportée par la CPA représente le quart de la subvention totale versée aux propriétaires. La participation de la CPA est versée directement à la commune sur présentation de justificatifs.

Une demande a été reçue par le Pays d'Aix.

Au vu des justificatifs fournis, la participation du Pays d'Aix au titre des opérations façades est sollicitée à hauteur de 868 € pour la commune de Rousset.

Commune	Nbre de façades	Montant des Travaux subventionnables	Montant total de la subvention versée par la commune	Montant de la subvention accordée par la commune	Montant de la subvention accordée par le Pays d'Aix
ROUSSET	1	10 421 €	3 473 €	2 605 €	868 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et aménagement du 29 Octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée par le Territoire du Pays d'Aix une aide d'un montant de 868 euros à la commune de Rousset dans le cadre des opérations façades.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 50, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

# Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale

## 2020 CT2 235

### **AVIS -Demande de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrats de Ville et Atelier Santé Ville 2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville.

Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers prioritaires. Pour la Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique. Les Contrats de Ville constituent le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, les Contrats de Ville ont pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités territoriales, les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre des Contrats de Ville en complément de la mobilisation de leurs politiques de droit commun.

La loi de finances pour 2019 ayant confirmé la prolongation des contrats de ville jusqu'en 2022, une réactualisation des contrats au mois de juillet 2019 sur la base d'une évaluation à mi-parcours a permis d'intégrer les priorités gouvernementales et prend la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques de l'ensemble des signataires ajouté aux Contrats de Ville.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel des Contrats de Ville et des dispositifs spécifiques de la Politique de la Ville : les Ateliers Santé Ville (ASV) et les Programmes de Réussite Educative (PRE).

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Pour l'exercice 2019, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Politique de la Ville de la Métropole étaient arrêtés pour une enveloppe globale de 923 093 €.

Par courrier reçu le 23 juin 2020, Madame la Préfète déléguée pour l'Egalité des Chances a notifié le montant total de ces aides de l'Etat à hauteur de 790 873 € pour l'année 2020.

Conformément au courrier du Préfet de novembre 2015, les crédits de fonctionnement subissent à nouveau une baisse de 2% de l'enveloppe globale par rapport à l'année 2019 en faveur du contrat de ville.

Pour l'exercice 2020, les crédits de fonctionnement consacrés par l'Etat à la poursuite du Contrat de Ville sur le territoire métropolitain correspondent à une enveloppe globale de 562 873 €.

De la même manière pour l'exercice 2020, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Ateliers Santé Ville correspondent à une enveloppe de 227 500 euros, déclinée de la façon suivante :

- En faveur du Territoire de Marseille Provence Métropole pour une enveloppe de 140 000 euros sur 5 postes. 4 postes de coordonnateur Atelier Santé Ville, et 1 poste de coordonnateur métropolitain.

Concernant Marseille, la subvention initialement prévue au moment de la notification était de 165 000 euros. Ce montant a été réajusté au réel par l'Etat à hauteur de 140 000 euros suite à l'impossibilité de réaliser certaines actions sur 2020. Ces actions concernent notamment le recrutement d'un coordonnateur ASV sur le centre-ville qui n'a pas pu avoir lieu et qui ne sera pas financé. D'autre part, le départ d'un coordonnateur fin août, qui ne pourra pas être remplacé d'ici la fin de l'année, fait que son poste ne sera pas financé sur la totalité de l'année mais sur 8 mois, ce qui explique le financement à hauteur de 20 000 euros et non 30 000 euros pour le poste ASV des 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> arrondissements marseillais.



Poste ASV 2020	Montant prévisionnel en euros	Montant réel en euros
ASV 13 /14	30 000	30 000
ASV 15/16	30 000	20 000
ASV Huveaune	30 000	30 000
ASV santé mentale	30 000	30 000
Coordination métropolitaine des ASV	30 000	30 000
Recrutement coordonnateur ASV centre-ville (6 mois juin – décembre 2020)	15 000	0
<b>TOTAL</b>	<b>165 000</b>	<b>140 000</b>

- En faveur du Territoire du Pays d'Aix pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire du Pays Salonais pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire Istres-Ouest-Provence pour une enveloppe de 27 500 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville qui a pris ses fonctions en février (ce qui explique la révision à la baisse de la subvention initiale de 30 000 euros).

La Métropole doit effectuer les démarches administratives nécessaires pour le versement de ces subventions. Il convient donc d'autoriser Madame la Présidente à solliciter les subventions et à signer les actes qui en découleront.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La notification des crédits politique de la ville 2020 adressée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'Etat reçue le 23 juin 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville.

- Que la Métropole affecte des équipes à la mise en œuvre des dispositifs de la Politique de la Ville (Contrat de Ville et Atelier Santé Ville).
- Que l'Etat contribue à la couverture des charges de fonctionnement de la Métropole pour le portage des dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à effectuer les demandes de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville à hauteur des montants indiqués.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les contrats, actes ou conventions correspondants.

**Article 3**

Les recettes correspondantes sont inscrites au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique : E110 - Nature : 74718 - Fonction : 52 - Service : 5DHACS

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 236**

**Attribution d'une subvention dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville à l'association la ManuFabrik pour la mise en oeuvre de la remobilisation et l'accompagnement des Conseils Citoyens du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi du 21 février 2014 reconnaît et valorise les habitants comme des partenaires essentiels de la Politique de la Ville dans le cadre de la co-construction du contrat et des projets s'y rapportant ainsi qu'aux démarches de suivi et d'évaluation. Actuellement, huit conseils citoyens ont été mis en place sur l'ensemble des quartiers définis comme prioritaires que sont : Beisson, Corsy, Encagnane et le Jas de Bouffan pour la Commune d'Aix-en-Provence ; le logis Notre Dame pour la commune de Gardanne ; le centre ancien pour la commune de Pertuis et le secteur centre et la Frescoule pour la commune de Vitrolles.

Au titre de sa compétence politique de la ville et dans le cadre du contrat de ville territorial, le Territoire du Pays d'Aix a adopté, par délibération n°2015\_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015, le principe d'aides financières aux actions liées à l'accompagnement de conseils citoyens constitués.

Face au constat fait par les différentes équipes opérationnelles de l'apparition de difficultés dans le fonctionnement de certains Conseils Citoyens, il apparaît opportun de poursuivre l'accompagnement qui avait été financé par le Territoire en 2019. Cette action était portée par Cité Ressources qui ne peut plus intervenir sur le Territoire en raison d'une restructuration interne.

Dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé en septembre 2019, le Territoire du Pays d'Aix, au titre de sa compétence politique de la Ville, a retenu, en lien avec les partenaires financeurs du Contrat de ville, un nouveau porteur pour la mise en oeuvre d'un projet permettant la remobilisation et l'accompagnement des conseils citoyens du Territoire du Pays d'Aix, pour un montant de crédits spécifiques de 30 000 €.

L'association la ManuFabrik a été retenue pour un soutien financier du Territoire car elle propose d'axer son action, intitulée « Accompagnement des conseils citoyens », sur l'appui à la remobilisation des conseils citoyens en favorisant des temps d'aller vers et de rencontres avec les associations et acteurs-relais des territoires concernés et d'accompagnement pour ceux qui ont un nombre de membres suffisant leur permettant de fonctionner dans de bonnes conditions. Son action s'inscrit dans

la continuité de l'action d'accompagnement des Conseils Citoyens portée par Cité Ressources et financée en 2019 par le Territoire.

Cette action s'inscrit pleinement dans les orientations du Territoire dans le cadre de l'exercice de sa compétence Politique de la Ville. Il est ainsi proposé de soutenir financièrement selon la répartition proposée ci-dessous :

N° GU	Association	Commune	Actions	Budget global de l'association	Budget global de l'action	Subvention sollicitée au contrat de ville	Subvention TPA proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
Pilier Cadre de vie et renouvellement urbain								
2020_01475	La ManuFabrik	Aix en Provence – Gardanne – Pertuis Vitrolles	Accompagnement des conseils citoyens du Territoire du Pays d'Aix	160 843 €	40 500 €	30 000 €	29 000 €	OUI
TOTAL							29 000 €	

La participation du Territoire du Pays d'Aix au financement de ce projet déposé dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville 2020, s'élève à 29 000 €.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention et celles comprises entre 5 000 € et 23 000 €, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015\_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 qui déclare d'intérêt communautaire le soutien financier aux actions d'accompagnement des conseils citoyens ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose le financement d'un projet d'accompagnement des conseils citoyens du territoire au titre de la programmation 2020 du Contrat de Ville territorial du Pays d'Aix.
- Que ce projet s'inscrit dans le cadre de la délibération n° 2015\_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 permettant l'attribution d'aides financières aux actions liées à l'accompagnement des conseils citoyens.
- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour ce projet est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association ManuFabrik pour son action « Accompagnement des conseils citoyens du Territoire du Pays d'Aix » d'un montant de 29 000 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association la ManuFabrik.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 510.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme

**2020 CT2 237**

**AVIS - Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune des Pennes-Mirabeau - Abrogation partielle de la délibération portant poursuite par la Métropole de la Révision n°1 du RLP engagée par la commune**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune des Pennes-Mirabeau est dotée d'un RLP approuvé par délibération n°136x90 du Conseil Municipal du 28 novembre 1990. Ce document, qui régit l'implantation des enseignes, pré-enseignes et publicités sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau est annexé à son Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur.

Par délibération n°182x14 du 24 juin 2014, le Conseil Municipal de la commune des Pennes-Mirabeau a prescrit la mise en révision de ce RLP frappé d'obsolescence, avec pour objectif « *de concilier la qualité des paysages et la qualité du cadre de vie avec les besoins de la publicité extérieure, indispensables à l'activité économique, mais encore d'améliorer l'image de la commune au travers des entrées de ville* ». Pour ce faire, cet acte préconise notamment :

- « une diminution de la densité des supports publicitaires en entrée de ville et dans les secteurs où ceux-ci sont surabondants », et, « l'amélioration de leur intégration dans le paysage urbain » ; ainsi que,
- une amélioration de « l'image des zones d'activités et commerciales, et plus particulièrement de la zone commerciale de Plan de Campagne, en concertation avec la commune de Cabriès, sur laquelle cette zone s'étend en partie ».

Cette délibération fixe également les modalités de concertation avec la population à mettre en œuvre dans le cadre de la procédure de Révision n°1 du RLP de la commune des Pennes-Mirabeau conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi « Grenelle II » prévoit que l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de PLU est également, de plein droit, compétent en matière de RLP sur son territoire. Le RLP doit ainsi être élaboré à l'échelle intercommunale (article L.581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de RLP sur le périmètre de tous ses territoires.

Suite à ce transfert de compétences, le Conseil Municipal de la commune des Pennes-Mirabeau, par délibération n°299x17 du 30 novembre 2017, a exprimé son accord sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de Révision n°1 de son RLP qu'elle a engagée par délibération du 24 juin 2014.

La délibération cadre n°URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, prise le 15 février 2018, définit la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite d'élaboration ou de révision de RLP entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Par ailleurs, par délibération cadre n°URB 012-3570/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a également pris acte de l'accord de la commune des Pennes-Mirabeau sur la poursuite et l'achèvement par cette dernière de la procédure de Révision n°1 de son RLP engagée par délibération du Conseil Municipal du 24 juin 2014.

La loi Engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique, promulguée le 27 décembre 2019 a notamment permis d'autoriser l'élaboration du RLPi à l'échelle des Territoires et non à l'échelle de la Métropole (article 22 de la loi).

Cette même loi prévoit que la prescription de la procédure d'élaboration du RLPi du Pays d'Aix, intervenue avant le 13 janvier 2021, soit dans les délais fixés par la loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, permet de bénéficier, pour les RLP communaux de première génération de son périmètre, c'est-à-dire non « grenellisés », de l'échéance de caducité fixée au 13 juillet 2022.

Le 31 juillet 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n°URB 017-8367/20/CM du 31 juillet 2020, a prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Pays d'Aix, et, a défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de cette procédure.

Dans ces circonstances, et notamment dans la perspective de l'approbation prochaine d'un RLPi, la Métropole et la Commune des Pennes-Mirabeau,

ont conjointement convenu de ne pas poursuivre la procédure de Révision n°1 du RLP de la commune des Pennes-Mirabeau lors d'une réunion en date du 16 décembre 2019.

Au regard de cette décision, il est convenu d'abroger partiellement la délibération précitée du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°URB 012-3570/18/CM du 15 février 2018 en ce qu'elle décide de la poursuite par les instances métropolitaines de la procédure de Révision n°1 du RLP des Pennes-Mirabeau engagée par la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique ;
- Le Règlement Local de Publicité pris en application de la Loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes approuvé par délibération n°136x90 du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 28 novembre 1990 ;
- La délibération n°182x14 du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 24 juin 2014, prescrivant la mise en révision du RLP en vigueur sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de ladite procédure ;
- La délibération n°299x17 du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 30 novembre 2017 autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre et achever la procédure de révision du RLP en cours sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant de la poursuite par les instances métropolitaines de la procédure de révision du règlement local de publicité de la commune des Pennes-Mirabeau engagée le 24 juin 2014 par délibération du Conseil Municipal ;
- La délibération n°URB 017-8367/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 prescrivant et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation



de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité intercommunal du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'échéance de caducité du RLP en vigueur sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau est fixée au 13 juillet 2022 .
- L'opportunité d'aborder les problématiques liées au RLP de la commune des Pennes-Mirabeau de manière globale et cohérente à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix et notamment dans le secteur de Plan de Campagne, dans le cadre de l'élaboration en cours du RLPi du Territoire du Pays d'Aix .
- L'accord du maire des Pennes-Mirabeau sur l'abandon de la procédure de révision de son RLP engagée le 24 juin 2014 par la commune.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'abandon de la procédure de révision du RLP de la commune des Pennes-Mirabeau prescrite par délibération n°182x14 du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 24 juin 2014, et objet d'une poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à la délibération n°URB 012-3570/18/CM de son Conseil du 15 février 2018 suite au transfert de la compétence en la matière audit établissement de coopération intercommunale le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 2 :**

Est abrogée partiellement la délibération n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle prend acte de l'accord de la commune des Pennes-Mirabeau exprimé par délibération n°299x17 de son Conseil Municipal du 30 novembre 2017 sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision de son règlement local de publicité en cours.

**Article 3 :**

Conformément au Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie des Pennes-Mirabeau ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 238**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Abrogation de la délibération portant engagement de la procédure initiale de modification n°2 du PLU et engagement d'une nouvelle procédure de modification n°2**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de modification de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM en date du 17 juillet 2020 le Conseil de la métropole a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix



Le PLU de la commune de Cabriès, initialement approuvé le 23 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°17/17, a fait l'objet de la mise à jour n°1 de ses annexes par arrêté n°19/030/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses.

Le PLU a également fait l'objet d'une procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n°URB 008-7900/19/CM du 19 décembre 2019, afin d'apporter au document d'urbanisme des adaptations, corrections et compléments facilitant l'instruction des dossiers d'application du droit des sols.

Par délibération n°URB 012-4171/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de Métropole puis par arrêté n°19/028/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 février 2019, la procédure de modification n°2 a été engagée.

Le projet initial de cette procédure avait pour objets notamment :

- L'ouverture à l'urbanisation sur le secteur de Lagremeuse pour la réalisation notamment d'équipements tels que le centre de secours du service départemental d'incendie et de secours,
- L'ouverture à l'urbanisation d'une parcelle cadastrée section BV n°2 en vue de la réalisation de la halle des producteurs et classée actuellement en zone 2AUzs.

Suite aux élections municipales du 28 juin 2020, la nouvelle municipalité n'ayant pas les mêmes priorités que la municipalité précédente, a fait part de sa volonté de restreindre les objets initialement prévus dans la délibération d'engagement n°URB 0012-4171/18/CM du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 et dans l'arrêté n°19/028/CM du 26 février 2019 et de n'ouvrir plus qu'un secteur à l'urbanisation à savoir le secteur de Lagremeuse.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger la délibération n°URB 010-3568/18/CM précitée du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 engageant la procédure initiale de modification n°2 et d'engager une nouvelle procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès.

Il s'agit également solliciter de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence l'abrogation de l'arrêté n°19/028/CM du 26 février 2019 engageant la procédure initiale de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès.

Ainsi, le Maire de la commune de Cabriès sollicite l'abandon de la procédure initiale de modification n°2 de son PLU et saisit également le Conseil de la Métropole afin de solliciter du Président,

l'engagement d'une nouvelle procédure de modification n°2.

Cette nouvelle procédure a notamment pour objet :  
- L'ouverture à l'urbanisation du secteur de Lagremeuse pour la réalisation d'équipements tels que le centre de secours du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM en date du 17 juillet 2020 de délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URB 012-4171/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès ;
- L'arrêté n°19/028/CM du 26 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence prescrivant la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Maire de la commune de Cabriès a sollicité l'abandon de la procédure initiale de modification n°2 de son PLU initiée par l'ancienne municipalité.
- Qu'il est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'abrogation de l'arrêté 19/028/CM du 26 février 2019 engageant la procédure initiale du modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès.
- Que le Maire de la commune de Cabriès a sollicité l'engagement d'une nouvelle procédure de modification n°2 du PLU de sa commune.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'abandon de la procédure de modification n°2 de la commune de Cabriès engagée par délibération n°URB 010-3568/18/CM du conseil de la Métropole du 28 juin 2018 et par arrêté d'engagement de la Présidente de la Métropole n°19/028/CM du 26 février 2019.

### Article 2 :

Est abrogée la délibération n°URB 010-3568/18/CM du conseil de la Métropole du 28 juin 2018.

### Article 3 :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'abrogation de l'arrêté 19/028/CM du 26 février 2019 engageant la procédure initiale du modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès.

### Article 4 :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole l'engagement d'une nouvelle procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès ayant pour objet notamment l'ouverture à l'urbanisation du secteur de Lagremeuse pour la réalisation d'équipements tels que le centre de secours du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

### Article 5 :

Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.553-21 du Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Cabriès ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
----------	----

Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2020 CT2 239

**AVIS - Règlement Local de Publicité de la commune de Cabriès - Abrogation partielle de la délibération portant poursuite par la Métropole du Règlement Local de Publicité engagé par la commune**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°19/12 du 19 avril 2012, le Conseil Municipal de la commune de Cabriès a prescrit la procédure d'élaboration de son Règlement Local de Publicité (RLP). Par délibération n°52/13 du 14 mai 2013, ce dernier a également défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de la procédure de son RLP.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi « Grenelle II » prévoit que l'EPCI compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) est également, de plein droit, compétent en matière de RLP sur son territoire.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole devient compétente en matière de PLU et documents en tenant lieu et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre de tous ses territoires.

Suite à ce transfert de compétences, le Conseil Municipal de la commune de Cabriès, par délibération n°110/17 du 8 décembre 2017, a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure d'élaboration de son RLP engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a accepté de poursuivre la procédure d'élaboration du RLP de la commune de Cabriès par délibération cadre n°URB 012-3570/18/CM du 15 février 2018.

Par délibération cadre n°URB 007-3565/18 CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite d'élaboration et de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La loi Engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique, promulguée le 27 décembre 2019 a notamment permis d'autoriser l'élaboration de RLPi à l'échelle des Territoires et non à l'échelle de l'ensemble de la Métropole (article 22 de la loi).

Cette même loi prévoit que la prescription de la procédure d'élaboration du RLPi du Pays d'Aix, intervenue avant le 13 janvier 2021, soit dans les délais fixés par la loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, permet de bénéficier, pour les RLP communaux de première génération de son périmètre, c'est-à-dire non « grenellisés », de l'échéance de caducité fixée au 13 juillet 2022.

C'est ainsi que le 31 juillet 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n°URB 017-8367/20/CM du 31 juillet 2020, a prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Pays d'Aix, et, a défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de cette procédure.

Les problématiques liées aux RLP de Cabriès peuvent être appréhendées de manière globale et cohérente à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de l'élaboration de son RLPi.

En conséquence, il est apparu plus opportun à la commune de Cabriès de ne pas poursuivre l'élaboration de son RLP.

Ainsi, la commune de Cabriès a sollicité que la Métropole abandonne la procédure d'élaboration du RLP engagée le 19 avril 2012.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger partiellement la délibération précitée n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 en ce qu'elle décidait la poursuite de la procédure du RLP de la commune de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique ;
- La délibération n°19/12 du 19 avril 2012 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès prescrivant la procédure d'élaboration du RLP de la commune de Cabriès ;
- La délibération n°52/13 en date du 14 mai 2013 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de la procédure du RLP de la commune de Cabriès ;
- La délibération n°110/17 du 8 décembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre l'élaboration du RLP de la commune de Cabriès ;
- La délibération cadre n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 poursuivant la procédure d'élaboration du RLP de la commune de Cabriès ;
- La délibération cadre n°URB 007-3565/18 CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 définissant la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite d'élaboration et de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 017-8367/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 prescrivant et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de la procédure d'élaboration du RLPi sur le Territoire du Pays d'Aix.

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'échéance de caducité du RLP en vigueur sur le territoire de la commune de Cabriès est fixée au 13 juillet 2022.
- L'opportunité d'aborder les problématiques liées aux RLP de Cabriès de manière globale et cohérente à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de l'élaboration en cours du RLPi du Pays d'Aix.
- L'accord du maire de la commune de Cabriès sur l'abandon de la procédure d'élaboration de son RLP engagée le 19 avril 2012.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'abandon de la procédure d'élaboration du RLP de la commune du Cabriès prescrite par délibération du Conseil Municipal n°19/12 en date du 19 avril 2012, et objet d'une poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à la délibération n°URB 012-3570/18/CM prise par son Conseil le 15 février 2018 suite au transfert de la compétence en matière de RLP à ladite Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **Article 2 :**

Est abrogée partiellement la délibération n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle prend acte de l'accord de la commune du Cabriès exprimé par délibération n°110/17 de son Conseil Municipal du 8 décembre 2017 sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure d'élaboration de son RLP.

### **Article 3 :**

Conformément au Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Cabriès ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 240**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Abrogation partielle de la délibération portant poursuite par la Métropole**

### **de la procédure de révision allégée n°1 du PLU engagée par la commune**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de révision allégée de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Cabriès, initialement approuvé le 23 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°17/17, a fait l'objet de la mise à jour n°1 de ses annexes par arrêté n°19/030/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses.

Le PLU a également fait l'objet d'une procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n°URB 008-7900/19/CM du 19 décembre 2019, afin d'apporter au document d'urbanisme des adaptations, corrections et compléments facilitant l'instruction des dossiers d'application du droit des sols.

La délibération du Conseil Municipal de la commune de Cabriès n°105/17 du 8 décembre 2017, a prescrit la procédure de révision allégée n°1 de son PLU dans l'objectif d'ajuster la localisation graphique de protection de la trame végétale, de procéder à des modifications du périmètre de la zone N et d'examiner les possibilités de réduction des marges de recul par rapport à l'A51.

Suite au transfert de la compétence en matière d'aménagement du territoire métropolitain à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble du territoire de ses communes membres au 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Conseil Municipal de la commune de Cabriès a délibéré pour exprimer son accord à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le



transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.

En conséquence, par délibération cadre n°URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole Aix-Marseille Provence a poursuivi la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès.

Suite aux élections municipales du 28 juin 2020, la nouvelle municipalité n'ambitionne pas de continuer les projets liés à la procédure de révision allégée n°1.

Conséquemment, la commune de Cabriès a sollicité l'arrêt de la procédure de révision allégée n°1 engagée le 8 décembre 2017.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger partiellement la délibération précitée du Conseil de la Métropole n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 en ce qu'elle décidait la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°17/17 du 23 mars 2017 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès approuvant son PLU ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Cabriès n°105/17 du 8 décembre 2017 prescrivant la procédure de révision allégée n°1 de son PLU ;
- La délibération n°106/17 du 8 décembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre la procédure de révision allégée n°1 de la commune de Cabriès ;
- La délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 poursuivant la procédure de révision allégée n°1 de la commune de Cabriès ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du

15 février 2018 relative à la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de révision allégée de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.
- Le PLU de la commune de Cabriès et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le souhait de la nouvelle municipalité de Cabriès de ne pas poursuivre les projets initiés dans le cadre de la révision allégée n°1 de son PLU.
- La sollicitation du maire de la commune de Cabriès sur l'abandon de la procédure de révision allégée n°1.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'abandon de la procédure de révision allégée n°1 de la commune de Cabriès prescrite par délibération du Conseil Municipal n°105/17 du 8 décembre 2017, et objet d'une poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à la délibération n°URB 010-3568/18/CM prise par son Conseil le 15 février 2018 suite au transfert de la compétence en matière de PLU à ladite Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 2 :**

Est abrogée partiellement la délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle prend acte de l'accord de la commune de Cabriès exprimé par délibération n°106/17 de son Conseil Municipal du 8 décembre 2017 sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1.

**Article 3 :**

Conformément au Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Cabriès ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport



Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement**

### **2020 CT2 241**

**AVIS - Approbation du contrat de concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération du quartier du Liourat à Vitrolles dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Parmi les huit quartiers issus de la nouvelle géographie prioritaire et inscrit au Contrat de Ville Métropolitain signé le 26 juin 2015, le secteur Centre à Vitrolles et le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence ont été retenus au titre des Projets de Renouvellement Urbain, deuxième génération.

Les premières orientations du projet de renouvellement urbain du quartier secteur centre de Vitrolles ont été arrêtés dans le Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles, validé par délibération n°2015\_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 et signé par les partenaires le 17 décembre 2015.

La mise en œuvre de ce protocole a permis de présenter au Comité d'Engagement de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine du 24 février 2020, un projet urbain, une stratégie d'ensemble et

un ciblage des opérations pour le quartier secteur centre de Vitrolles, parmi lesquelles l'aménagement d'ensemble du quartier du Liourat.

Le secteur du « Liourat » comprend sur sa partie Nord le secteur de la résidence « Prévert », à l'architecture atypique en arc de cercle, qui fait face à l'avenue Padovani, axe structurant de la ville, requalifiée sur la partie nord. Cette résidence est une copropriété constituée de 111 logements, 94 parkings souterrains et 23 locaux commerciaux en pied d'immeuble. L'ensemble des logements sociaux est détenu par « Logis Méditerranée ».

A ce titre, malgré les efforts importants consacrés pour améliorer la résidence « Prévert » et son cadre de vie, le quartier du Liourat concentre de lourdes difficultés d'ordre urbain, économique et social. Dès lors, il doit faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble spécifique.

Le périmètre de l'opération d'aménagement s'étend sur une superficie d'environ 4,7 hectares. Il est délimité au Nord, par le parking Sud des Pins, à l'Est par la piscine du Liourat, au Sud et à l'Ouest par l'avenue Padovani et la rue Antoine Biancardini.

Par délibération du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'Aménagement du quartier du « Liourat » dans le cadre du NPNRU.

L'opération d'aménagement confiée à la SPLA comprendra notamment, après démolition de la résidence Prévert par le bailleur Logis Méditerranée :

- La recomposition urbaine du quartier, avec la création et l'aménagement d'espaces publics permettant entre autres le désenclavement du square Colucci, avec la création d'une voie nouvelle reliant l'avenue Padovani à la rue Pasteur ;
- Le réaménagement des avenues Denis Padovani et Jean Etienne Constant et des rues Antoine Biancardini, Pasteur et Fernand Benoit ;
- La construction de logements favorisant la diversification de l'offre, pour un total de 137 à 146 logements, soit environ 11 700 m² de SDP. L'ensemble de ces lots est localisé sur îlot libéré par la démolition de la résidence Prévert, permettant ainsi d'affirmer la centralité de ce secteur de Ville ;
- La recomposition d'une offre commerciale de proximité, avec une offre d'environ 850 m² de locaux commerciaux et de services en rez-de-chaussée des futurs bâtiments ;
- Et dans un souci de cohérence d'ensemble, la démolition de la piscine du Liourat et l'aménagement du foncier libéré (emprise de 3 961 m²), susceptible d'accueillir de nouveaux logements, qui sera réalisé hors programme de l'Agence Nationale pour la rénovation Urbaine (ANRU) mais dans le cadre de la présente concession d'aménagement.

Aussi, une concession d'aménagement constitue l'outil le plus approprié pour répondre à tous ces objectifs. Elle permettra à la fois d'engager les travaux d'espaces publics et les démarches visant à restructurer et développer les lots devant accueillir les futurs logements.

Cinq lots à bâtir sont identifiés pour la réalisation d'opérations visant à répondre à l'enjeu de mixité sociale pour un total de 140 à 150 logements, soit une surface totale de plancher envisagée de 11 700 m². L'ensemble de ces lots est localisé sur l'îlot libéré par la démolition de la résidence Prévert, permettant ainsi d'affirmer la centralité de ce secteur de Ville.

En accord avec la Ville de Vitrolles, il est proposé de confier la réalisation de cette opération à la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre d'un contrat de concession d'aménagement. La passation de ce contrat est réalisée sans mise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article L.2511-2 du Code de la Commande Publique et de l'article L.300-5-2 du Code de l'Urbanisme.

A ce titre, la SPLA Pays d'Aix Territoires aura en charge de réaliser et de mener à bien l'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles, et plus particulièrement :

- les études opérationnelles (techniques, urbanistiques et environnementales) et de maîtrise d'œuvre nécessaires à la mise en œuvre de l'opération ;
- la maîtrise foncière et la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération, y compris, le cas échéant, la voie de l'expropriation ou de la préemption ;
- la réalisation des travaux et équipements concourant à la requalification des espaces publics et privés à usage collectif ;
- la commercialisation des différents lots prévus dans l'opération, en procédant notamment à la consultation de promoteurs en vue des opérations de construction ;

Cette concession d'aménagement est d'une durée de 10 ans.

Le bilan prévisionnel de la concession, tel que annexé au contrat de concession, est estimé à 14.600.000 € HT en dépenses. Les recettes prévisionnelles de l'opération seront pour partie assurées par la cession des charges foncières estimées à 3 525 000 € HT. Il est envisagé une subvention de l'ANRU qui abondera l'opération de 1 000 000 €. La participation totale du concédant à l'équilibre de l'opération est de 8.900.000 €, dont 8.500.000 € de participation en numéraire et 400.000 € de participation en nature. Elle sera versée suivant un échéancier prévisionnel précisé dans le contrat. Une participation en nature de la Ville de Vitrolles, sous forme d'apport en terrains ou de bâtiments à l'opération, d'un montant d'environ 1,105 Md€ est également attendue. Les

participations en nature seront intégrées, et valorisées dans le bilan après avis de France Domaine.

Le contrat de concession ci-annexé fixe les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles l'aménageur réalisera ses missions, sous le contrôle de la collectivité. A ce titre, deux organes de pilotage seront institués afin de permettre l'examen et le suivi de l'opération d'aménagement, le Comité Technique et le Comité de Pilotage, qui de par leur composition incarneront le contrôle structurel de la collectivité sur le suivi de l'opération engagée.

Dans le cadre des articles L.213-3 et R.213-1 2 à R.213-3 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille Provence délègue au concessionnaire le droit de préemption urbain à l'intérieur du périmètre de l'opération objet de la concession en vue de la réalisation des missions qui lui sont confiées.

Le contrat de concession pourra être modifié par voie d'avenant pour tenir compte des évolutions qui seraient apportées à l'opération d'aménagement.

Une Autorisation de Programme d'un montant de 20 Md€ a d'ores et déjà été votée dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix et couvre les besoins de l'opération d'aménagement. Une ligne propre à l'opération d'aménagement sera créée à l'occasion du vote du BP 2021 au sein de cette AP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.213-3, L.300-1 et L.300-4, L.300-5 et suivants ;
- La délibération n°2015\_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative à l'approbation d'un protocole de préfiguration communautaire des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles ;
- La délibération n°DEVT 005-3735/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 relatif à l'approbation d'un protocole modificatif de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020, déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'Aménagement

du quartier du Liourat sur la commune de Vitrolles.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Le nouveau projet de renouvellement urbain du quartier Centre de Vitrolles.
- La nécessité de lancer une opération d'aménagement spécifique sur le quartier du Liourat afin de lui redonner une nouvelle attractivité et d'ouvrir le quartier sur la ville.
- Le contrat de concession d'aménagement, ci-annexé, qui a pour objet de fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles le concessionnaire réalisera ses missions, sous le contrôle de la Métropole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le contrat de concession d'aménagement, ci-annexé, pour l'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer le contrat de concession et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (budget 06), en section d'investissement : opération budgétaire à créer au BP 2021, nature 4581, fonction 52, autorisation de programme DI715AP2 sous réserve du vote du BP2021.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 242**

**AVIS - Déclaration d'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la Métropole est compétente notamment en matière d'habitat, de politique de la ville, de renouvellement urbain et de valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activité industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ne sont pas soumises à la définition de l'intérêt métropolitain et relève de la compétence exclusive de la Métropole.

La définition des critères de l'intérêt métropolitain concerne donc les autres opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la métropole est compétente notamment l'habitat, la politique de la ville, le renouvellement urbain et la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Pour rappel, le Code de l'Urbanisme, dans son article L300.1, définit les opérations et actions d'aménagement comme celles qui ont pour objets de mettre en œuvre :

- un projet urbain,
- une politique locale de l'habitat,
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- de favoriser le développement des loisirs de tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- de permettre le renouvellement urbain,
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels.

Ainsi, par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain, pour

caractériser l'intérêt métropolitain d'une opération d'aménagement, a approuvé les critères suivants :

- les opérations dont le périmètre se développeront sur le territoire de plusieurs communes,
- le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines,
- notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville,
- les opérations mixtes dont la surface de plancher dédiée au développement économique sera
- significative,
- le caractère innovant et/ou expérimental de l'opération, la prise en compte dans son programme,
- de l'articulation habitat-transport et de démarches environnementales,
- les opérations d'aménagement liées à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

La commune d'Aix-en-Provence a été retenue depuis 2015 au titre des nouveaux projets de rénovation urbaine et, dans ce cadre, la Métropole souhaite poursuivre la dynamique de transformation urbaine déjà engagée par le 1<sup>er</sup> programme de renouvellement urbain sur le quartier de Corsy. Le projet de renouvellement urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence a ainsi été retenu par l'ANRU en juin 2018.

La convention cadre NPNRU métropolitaine précise, en référence à la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, un nouveau cadre (le Contrat de Ville) et de nouveaux outils (dont le NPNRU), avec le portage à l'échelle intercommunale des projets de renouvellement urbain pour garantir l'intégration de ces quartiers au sein des dynamiques et outils structurants du projet de territoire : logement, économie, mobilité, environnement...

De plus, le contrat de ville se fonde sur la définition de priorités d'intervention et notamment en matière de cadre de vie et de renouvellement urbain, pilier décliné en un volet cadre de vie comportant 4 orientations et un volet projet urbain définissant les dimensions fondamentales des projets de renouvellement urbain sur les quartiers, dans le cadre de l'ANRU ou d'opérations de droit commun. La définition des projets urbains à l'échelle des quartiers vise ainsi à assurer directement la pleine inscription des quartiers Politique de la Ville dans les perspectives d'aménagement de l'agglomération. En cela, le socle des projets urbains pour l'ensemble des QPV se doit de correspondre aux orientations communautaires déterminées dans le cadre du SCOT, du Programme Local de l'Habitat (PLH), du Plan Départemental de l'Urbanisme (PDU) et des

mesures de droit commun engagées pour favoriser la réduction des inégalités territoriales, promouvoir la mixité sociale et les stratégies de peuplement et le développement d'équipements.

Dans ce cadre, la Métropole est responsable de la coordination générale du programme, de son articulation stratégique et opérationnelle avec les politiques et outils structurants qu'elle porte (économie, mobilité, habitat, énergie, environnement) et constitue l'interlocuteur privilégié pour l'ensemble des partenaires. Les Conseils de Territoire conduisent, en association étroite avec les Maires des Communes concernées, la définition, le portage et la mise en œuvre opérationnelle des projets de renouvellement urbain sur les quartiers concernés, conformément aux orientations et arbitrages retenus à l'issue des réflexions conduites dans le cadre de leurs protocoles de préfiguration respectifs.

Le Territoire du Pays d'Aix accompagne les projets de rénovation urbaine depuis 2003.

La convention d'application du contrat de ville précise que « dans le cadre du NPNRU, la métropole est le maître d'ouvrage du projet de renouvellement urbain. Elle est à ce titre responsable de la convention et de la concession d'aménagement ainsi que de la maquette financière incluant la participation financière des partenaires et confiera la conduite d'opérations à la ville d'Aix-en-Provence.

La ville d'Aix-en-Provence s'engage ainsi à mettre en place une équipe dédiée, rattachée à la direction de la citoyenneté et proximité et à la Direction Générale des Services, est mobilisée et mandatée sur les missions principales liées à la mise en œuvre du contrat de ville, qu'elle exercera en lien étroit avec la direction Politique de la Ville du Territoire.

En matière d'animation opérationnelle des projets de rénovation urbaine, la ville participe à la définition et l'élaboration des enjeux stratégiques, contribue à la rédaction de la convention, assure la conduite et le suivi d'opération du programme de renouvellement urbain d'Encagnane, est en charge de la mise en place, l'animation et le suivi de la maison de projets, participer à toutes les instances techniques et de pilotage du programme de renouvellement urbain d'Encagnane et lancer des marchés. »

La conduite d'un Programme de Rénovation Urbaine sur les quartiers Beisson et Corsy a pu initier cette dynamique de renouvellement urbain en contribuant à dédensifier le parc social sur ces quartiers. (reconstitution sur site et surtout hors site). La pérennisation de ces interventions et la finalisation des opérations programmées doivent ainsi permettre d'engager dans la durée une évolution de la fonction de ces quartiers d'un point de vue résidentiel, économique et fonctionnel.

Le quartier prioritaire d'Encagnane, au titre de la politique de la Ville, comporte 4 642 habitants et



60 % de logements sociaux. Il représente un enjeu fort pour le développement de la Ville d'Aix-en-Provence et la réalisation des objectifs de transformation du territoire.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme de la commune, ce quartier apparaît en effet comme une centralité de proximité à conforter et se trouve en perspective classée comme zone urbaine d'intensification maîtrisée. A ce titre, ce quartier doit contribuer fortement à l'atteinte des objectifs fixés par le PLH et le SCOT, tant au niveau de la production et de la diversification de l'offre d'habitat, que du développement de l'activité économique et commerciale de proximité, en interconnexion avec les grands projets d'infrastructure (déploiement des axes de transport (Bus à haut niveau de service, évolution de l'échangeur A8/A51), liaison avec le projet de la Constance, programmation d'équipements (SMAC, pôle numérique...). Les interventions sur le patrimoine existant sont en cela fondamentales, concernant d'une part les logements sociaux dont une partie ne correspond plus aux normes en vigueur en matière de performance énergétique, d'isolation acoustique ou d'accessibilité, et d'autre part les copropriétés les plus dégradées (dont la copropriété des Facultés).

L'inclusion croissante de ce quartier à la dynamique d'agglomération et sa plus forte interconnexion est ainsi un élément clefs du projet urbain sur le développement ouest d'Aix-en-Provence.

Le quartier se distingue par sa population vieillissante. Il s'agit d'un enjeu important puisque 44,2% des personnes de 80 ans ou plus vivent seules. 38% de la population du quartier vit sous le seuil de pauvreté nationale, soit environ 1 760 personnes. Encagnane profite d'une situation privilégiée entre le centre ancien et le quartier Ouest du Jas de Bouffan et le futur quartier de la Constance. Positionné sur la ligne de BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) et à proximité directe avec les équipements urbains, il constitue une porte d'entrée sur la ville et un territoire au fort potentiel de diversification.

Ainsi, le projet urbain du quartier d'Encagnane s'articule autour de 4 axes d'intervention :

- Réaffirmer la lisibilité urbaine et la trame viaire et apaiser et rendre l'espace public aux habitants,
- Désenclaver le quartier et le connecter aux quartiers limitrophes,
- Diversifier l'habitat et répondre aux besoins en logement,
- Renforcer le rayonnement du quartier et le rendre attractif.

Le projet urbain consiste à enclencher une dynamique nouvelle en considérant Encagnane comme un quartier à fort potentiel de développement désormais situé au cœur de la ville. Encagnane se caractérise par une partition Nord-sud très marquée et mise en évidence dans les

différents diagnostics. Alors que la partie Nord présente des enjeux de centralité et de liaison vers le centre-ancien, la partie Sud fait face à des enjeux de requalification et de désenclavement. Dans ce schéma fonctionnel, l'avenue du 8 Mai joue le rôle de trait d'union, de « colonne vertébrale » du quartier à réaménager.

Sur ces bases, le schéma d'aménagement global propose une stratégie d'aménagement de la partie Nord du quartier centrée sur des problématiques d'intégration à la ville, de restructuration des espaces de centralité (comme la place Romée de Villeneuve) et de connexion avec le BHNS mis en service en 2019.

Dans la partie Sud, apparaissent plutôt des enjeux de désenclavement et de requalification de l'espace, en lien avec l'émergence d'un nouveau quartier : Phares et Balises. Projet majeur du renouvellement urbain, Phares et Balises incarne le renouveau d'Encagnane autour duquel viendront se greffer des opérations qualitatives d'aménagement de l'espace (espaces et parcs publics – jardins partagés et pôle éducatif). Ce traitement qualitatif des espaces publics constituera le support à une dynamique économique (via l'équipement numérique) et résidentielle (vers un retour des classes moyennes) renouvelées. Enfin, le trait d'union entre ces deux parties se fera via l'Avenue du 8 Mai, artère du quartier, dont le réaménagement a pour objectif d'améliorer la connexion Nord-Sud, dans une logique de modes doux (piétons / vélos). Le schéma global d'aménagement permettra l'amélioration du cadre de vie pour les habitants, mais rendra également le quartier plus attractif.

La SPLA Pays d'Aix Territoire a été désignée en tant que titulaire de la concession d'aménagement du site pour assurer notamment la coordination du plan de sauvegarde de la Résidence Les Facultés, ainsi que les opérations d'équipements et d'espaces publics.

Le renouvellement urbain du quartier d'Encagnane est structuré autour de 7 grands projets.

- La Place Romée de Villeneuve
- L'avenue du 8 Mai
- Les 5 centralités de proximité
- Pôle éducatif Giono
- Phares et Balises
- Le parc public « boulo-drome »
- Résidence les Facultés

Le secteur Phare et Balise se situe au Sud du quartier d'Encagnane, dans une zone urbaine comprise entre l'autoroute A51 à l'ouest et les boulevards Schweitzer et Kennedy à l'Est, sur un tènement foncier de plus de 37 000m<sup>2</sup>, constitué actuellement de logements sociaux (résidences du Calendal et Méjanès), et d'une friche urbaine.

Au travers de cette opération sur un pan dégradé d'Encagnane, il s'agit d'inverser le regard sur le quartier en valorisant ses nombreux atouts et en faisant une vitrine de l'innovation aixoise. Une des



conditions majeures de réussite du projet Phares & Balises est d'articuler et de mettre en synergie les projets connexes, en prenant en compte les liaisons spatiales et leurs retombées positives : le parc public « Boulodrome », qui apportera un environnement paysager qualitatif et un lieu de convivialité au contact de ce secteur, le Pôle éducatif Giono qui permettra de regrouper dans un projet d'ensemble différents équipements destinés à la petite enfance. Le projet consiste à imaginer un nouveau « morceau de ville » pour redynamiser l'ouest du quartier d'Encagnane. Il doit permettre de dynamiser ce secteur en agissant sur :

- Le parti d'aménagement, qui impose un retrait supplémentaire par rapport à l'autoroute avec la création d'un merlon paysager,
- l'attractivité et l'image du quartier, au travers de deux projets majeurs : un équipement numérique innovant et l'aménagement d'un itinéraire qualitatif empruntant une nouvelle passerelle, dessinant un trait d'union entre Encagnane et les quartiers ouest de la ville (Jas de Bouffan, la Constance),
- l'habitabilité du parc locatif social en éradiquant l'habitat dégradé, en améliorant le confort des logements existants et la qualité de l'air intérieur, la diversification de l'offre de l'habitat,
- l'amélioration du cadre de vie en végétalisant l'environnement, en offrant des espaces publics de qualité et une sécurisation des cheminements.

Cette opération d'aménagement fait l'objet d'une concession d'aménagement spécifique avec la SPLA Pays d'Aix Territoires afin de mener à bien sur le plan opérationnel la rénovation de ce quartier. Une convention a été signée le 13 décembre 2018 entre la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole Aix-Marseille-Provence. La participation du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre de cette opération d'aménagement est de 27,6 M€ H.T., incluant les acquisitions foncières, les travaux d'aménagement et l'ensemble des études et honoraires.

Les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain de cette opération d'aménagement ont été déléguées au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, conformément à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuvée par délibération du 17 juillet 2020.

Le Territoire du Pays d'Aix, en étroite collaboration avec la commune d'Aix-en-Provence, est engagé dans les études et les démarches nécessaires qui vise à mettre en place les outils opérationnels adéquats permettant la mise en œuvre de cette opération d'aménagement métropolitaine et la réalisation des travaux.

Sur la base des objectifs poursuivis et des critères énoncés ci-dessus, il est donc proposé de déclarer

d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane sur la commune d'Aix-en-Provence dans le cadre du NPNRU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° MET 17/3162/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° MET 17/4627/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n°DEVT 002-4788/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 ; relative à l'approbation d'une convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune d'Aix-en-Provence ;
- Le périmètre de l'opération d'intérêt métropolitain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole a défini les critères de l'intérêt métropolitain.
- Que l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence répond aux critères posés par la délibération n°MET 17/4627/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017.
- Que le site répond à des enjeux structurant mettant œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville.
- Qu'une délibération du Conseil de la Métropole est requise afin de déclarer d'intérêt métropolitain cette opération d'aménagement.

**Délibère**

**Article Unique :**

Est déclarée d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane sur la

commune d'Aix-en-Provence dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), conformément au périmètre joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 243**

**Agrément d'acquéreur dans le cadre de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation urbaine du cœur de ville de Pertuis**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une concession d'aménagement a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis en décembre 2010. Les priorités de l'opération sont d'une part de réhabiliter des îlots dégradés et d'autre part, de requalifier l'espace public du centre ancien.

Dans le cadre de cette concession, la SPLA a mené des acquisitions d'immeubles par préemption ou à l'amiable afin de réaliser des opérations de réhabilitation de logements.

Ainsi, en 2006, la SPLA est devenue propriétaire de l'immeuble sis 53 rue Notre Dame dans le cadre des objectifs fixés dans la concession d'aménagement. Il s'agit d'une maison de ville très vétuste composée d'un logement réparti sur un rez de chaussée et 2 étages totalisant une surface de 114 m<sup>2</sup> habitable et d'une cave voûtée de 15 m<sup>2</sup>.

Ce bien est cédé au prix de 50 000 € HT soit 60 000 € TTC.

Les futurs acquéreurs déposeront en leur nom une déclaration préalable conformément au règlement du PLU et des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France inscrites dans la ZPPAUP, afin de réaliser un logement en loyer libre.

En conséquence, conformément à l'article 24 de l'avenant n°3 du traité de concession et à la décision du Comité de pilotage qui s'est tenu le 18 septembre 2020, il est proposé d'agréer la SCI MACAZALOUA représentée par Monsieur Mathieu BRUNEL et Madame Caroline BRUNEL, domiciliée LA MAISON DES BROUSSAILLES, 13 CHEMIN DES ROUTES - 84160 PUYVERT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 20 juin 2007 déclarant d'intérêt communautaire les objectifs habitat du contrat urbain de cohésion sociale de Pertuis ;
- Le traité de concession de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis notifié le 12 janvier 2011 ;
- La délibération n° 2013\_A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 adoptant l'avenant n°2 à la concession apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 adoptant l'avenant n°3 à la concession apportant des modifications au programme et à la durée de l'opération ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 29 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la réalisation de cette opération de réhabilitation entre parfaitement dans les objectifs du contrat de concession et conformément à l'avis du comité de pilotage de l'opération en date du 18 septembre 2020.

## Délibère

### Article 1 :

La SCI MACAZALOUA représentée par Monsieur Mathieu BRUNEL et Madame Caroline BRUNEL, domiciliée LA MAISON DES BROUSSAILLES, 13 CHEMIN DES ROUTES - 84160 PUYVERT est agréé en qualité d'acquéreur de l'immeuble sis 53 rue notre Dame (parcelle BV 574) pour la somme de 50 000 € HT soit 60 000 € TTC.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Développement économique et emploi – Zones d'activités

### 2020 CT2 244

**AVIS - Transfert de propriété des emprises foncières aménagées par la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de Lenfant a été créée en 2009 sur la commune d'Aix-en-Provence et concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis février 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Aujourd'hui, les travaux et la commercialisation de ZAC sont achevés.

Dans le cadre de la concession d'aménagement, une partie du terrain d'assiette de la première

tranche de l'opération avait été transférée du Pays d'Aix à la SPLA à titre gratuit, l'apport de ces terrains à la ZAC constituant la participation en nature du concédant.

Les travaux de la ZAC ont consisté à réaménager une voirie existante, créer deux voies nouvelles de desserte ainsi que les réseaux et ouvrages techniques nécessaires à la viabilisation de 20 lots.

Suite à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement nécessaire à la vérification du bon fonctionnement des équipements, la remise des ouvrages doit prochainement intervenir. Ces derniers doivent être remis à leurs gestionnaires respectifs, conformément au programme des équipements publics de la ZAC et à l'article 22 du contrat de concession comme suit :

EQUIPEMENTS	GESTION
Voie et ses accessoires	MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Plantation et arrosage	
Infrastructure de génie civil de communication Fibre optique	
Digues, Bassins, noues et réseau EP	
Poste de relèvement et réseau EU	
AEP	REPA
Eau brute	SCP
Éclairage public commune	COMMUNE
HTA + Poste	ERDF
Gaz	GRDF

Ainsi, l'emprise foncière des ouvrages dont la Métropole a la charge doit lui être transférée en pleine propriété à titre gratuit conformément au traité de concession et au plan de morcellement établi. Dans ce cadre, la Métropole réceptionne donc une surface de 26 511m<sup>2</sup> (avant bornage) qui correspond notamment à l'emprise de la voirie nouvelle et des espaces verts, classée ultérieurement dans le domaine public. Les emprises concernées sont réparties sur les parcelles suivantes :

Parcelles	Surface
HP772	48m <sup>2</sup>
HP767	95m <sup>2</sup>
HP766	5442m <sup>2</sup>
HP825	2630m <sup>2</sup>
HL105	8680m <sup>2</sup>
HL106	1300m <sup>2</sup>
HP765	5459m <sup>2</sup>
HP826	2532m <sup>2</sup>
HP531	54m <sup>2</sup>
HP530	16m <sup>2</sup>
HP590	118m <sup>2</sup>
HP587	137m <sup>2</sup>

Cette rétrocession est réalisée à titre gratuit. L'ensemble des frais notariés et de géomètre seront pris en charge par la SPLA.

Ces biens seront enregistrés à l'inventaire physique patrimonial sous le numéro ASTECH 13001026

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2001\_A046 du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire l'aménagement du Quartier de l'Enfant à Aix-en-Provence et n°2006\_A167 du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;
- La délibération n°2009\_A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC de Lenfant ;
- La délibération n°2010\_A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°2010\_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de transférer l'assiette foncière des ouvrages réalisés dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SPLA.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le transfert à titre gratuit de l'emprise foncière des équipements de la deuxième tranche de la ZAC de Lenfant d'une surface totale de 26 511m<sup>2</sup> de la SPLA Pays d'Aix Territoires à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à signer l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52

Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 245**

**AVIS - Cession des lots 4, 5, 6 et 7 dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de La Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et permettra de créer 100 000 m<sup>2</sup> de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise « JACQUEMUS ». Il s'agit d'une entreprise locale en plein essor de prêt-à-porter haut de gamme qui souhaite acquérir du foncier d'activités pour y implanter de nouveaux locaux et notamment une plateforme logistique et des bureaux afin de répondre aux besoins liés à son fort développement.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément qui s'est réuni le 29 septembre 2020 a donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « JACQUEMUS » les lots 4, 5, 6, 7 d'une surface totale de 8 202m<sup>2</sup> avant bornage, au prix de 60 € HT/m<sup>2</sup> conformément à la grille tarifaire de la ZAC validée par le comité de pilotage du 9 mars 2017, soit 492 120 €HT.

Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Cependant,

les services de France Domaine ont majoré dans leur avis du 11 septembre 2020 cette tarification au regard de cessions récentes constatées à proximité à des prix plus élevés, faisant apparaître pour ces lots une différence de prix de +16% environ. Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation de la ZAC, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Les frais notariés liés à cette vente seront à la charge de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2020-084V du 11 septembre 2020.

**Où le rapport ci-dessus**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société « JACQUEMUS » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 29 septembre 2020.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession des lots 4, 5, 6, 7 d'une superficie totale de 8 202m<sup>2</sup> situés sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 492 120 €HT, soit 590 544€ TTC, à la société « JACQUEMUS », ou à toute personne physique ou morale que la société se réserve de désigner.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61,

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 246**

**Réhabilitation de la zone industrielle des Estroublans à Vitrolles - Approbation de la**



## **modification du programme de travaux et de l'avenant n°3 relatif à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix s'était engagée à réhabiliter la totalité de la zone industrielle des Estroublans sur la Commune de Vitrolles.

Les études préalables à la réhabilitation de la zone avaient mis en évidence l'ampleur des travaux à réaliser, ainsi que la présence de nombreuses contraintes techniques. La Communauté du Pays d'Aix avait donc décidé, par délibération cadre n°1999-A111 du 4 octobre 1999, de réhabiliter la zone industrielle des Estroublans avec un programme de travaux découpé initialement en quatre tranches.

Les travaux des deux premières tranches sont aujourd'hui terminés.

Afin d'engager la troisième tranche de la requalification de la zone, une autorisation de programme a été créée par délibération n°2011\_A178 du Conseil communautaire du 15 décembre 2011 et réévaluée par délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 à 14 M€.

Le programme de cette troisième tranche de travaux portait notamment sur la réhabilitation du boulevard de l'Europe (depuis l'intersection avec la rue de Stockholm jusqu'à sa jonction avec la RD9). Ce programme de travaux a été validé par délibération n°2013\_A104 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, pour un montant de 3,9 M€ TTC.

Il s'est avéré que la Commune de Vitrolles devait, parallèlement, remettre aux normes ses réseaux d'assainissement d'eaux usées et d'eau potable sur le boulevard de l'Europe et sur l'avenue de Bruxelles. Afin d'assurer la coordination de l'ensemble des études, de la préparation et de la réalisation des travaux, la CPA et la Commune de Vitrolles ont décidé de confier cette opération à une seule entité : la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

C'est la raison pour laquelle une convention d'aménagement tripartite avait été signée entre la CPA, la Commune de Vitrolles et la SPLA « Pays d'Aix Territoires ». Cette convention a été approuvée par délibération n°2014\_B130 du Bureau communautaire du 20 février 2014 pour un montant de 6 678 000 € TTC.

### Rappel des précédents avenants :

Cette convention a fait l'objet de deux avenants :

- L'avenant n°1, signé le 11 août 2017, était sans incidence financière et visait à prolonger les délais d'exécution de la convention.
- L'avenant n°2, approuvé par délibération n°ECO 002-5545/19/BM du bureau métropolitain du 28 mars 2019, a permis d'intégrer la réhabilitation de l'avenue de

Bruxelles qui s'avérait nécessaire à l'issue des travaux de remise aux normes des réseaux par la Commune de Vitrolles. Le montant de ces travaux s'élevait à 570 000 € TTC, dont 30 000 € TTC d'études. Ainsi, la convention disposait d'une nouvelle enveloppe globale de 7 282 200 € TTC.

### Objet de l'avenant 3 :

Les travaux sur le boulevard de l'Europe ont à ce jour été réceptionnés.

Toutefois, la nécessité de réaliser des travaux de reprises ponctuelles a été constatée dès les premiers mois qui ont suivi l'achèvement des travaux. En effet, les contraintes d'exploitation difficiles induites par les nombreuses manœuvres de poids-lourds sur ce tronçon ont montré que l'implantation de certains gabions n'était pas pérenne.

Des études menées par la SPLA ont abouti à la définition des travaux de reprise qui consistent à évacuer les ouvrages en gabions endommagés et à les substituer partiellement par des blocs en béton armé après réfection de la voirie dégradée. Ces travaux de reprise, cumulés à une demande de rémunération complémentaire et à une actualisation des travaux de l'entreprise RAZEL BEC titulaire du lot n°1, font apparaître un besoin supplémentaire sur l'enveloppe de la présente convention de 196 304 € TTC.

Le comité de pilotage de cette opération, réuni le 18 septembre 2020, validait le principe d'abondement de la convention.

Le projet de l'avenant 3 est joint en annexe 1.

### Modification de programme :

La modification du programme des travaux du Boulevard de l'Europe comprend la dépose soignée des gabions endommagés et leur évacuation, le comblement des trottoirs entre bordures suite à la dépose des gabions et la réalisation de murs haut et bas en béton gris armés et coulés en place. Le nouveau montant de cette opération s'élève à 4 096 304 € TTC.

Il est donc aujourd'hui proposé de valider la modification du programme du boulevard de l'Europe, ainsi qu'un avenant n°3 à la convention passée avec la SPLA de 200 000 € TTC pour la porter à un montant global d'opération de 7 482 200 € TTC.

La répartition et les détails des coûts de la convention sont joints en annexe 2.

Cette opération sera réalisée sur l'AP n°2017-7 de Vitrolles qui s'élève aujourd'hui à 14 000 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°1999-A111 du 4 octobre 1999 du Conseil Communautaire autorisant la réhabilitation de la totalité de la Zone Industrielle des Estroublans ;
- La délibération n°2011-A178 du Conseil Communautaire du 15 décembre 2011 approuvant la création d'une autorisation de programme pour l'aménagement de la Zone Industrielle des Estroublans à Vitrolles – 3ème tranche - pour un montant global de 10M€ ;
- La délibération n°2013\_A104 du Conseil Communautaire du 18 juillet 2013 approuvant le programme de travaux du boulevard de l'Europe pour un montant de 3,9 M€ TTC ;
- La délibération n°2014\_B130 du Bureau Communautaire du 20 février 2014 approuvant la signature de la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°FAG 062\_3081/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 augmentant l'Autorisation de Programme à hauteur de 14M€ ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 27 février 2019 validant le programme et l'enveloppe prévisionnelle du programme de travaux de l'avenue de Bruxelles pour un montant de 570 000 € TTC ;
- La délibération n°ECO 002-5545/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 approuvant la signature de l'avenant n°2 relatif à la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 3 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de finaliser la réhabilitation du Boulevard de l'Europe dans le cadre de la requalification de la zone industrielle des Estroublans à Vitrolles.

Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée la modification de programme de l'opération du Boulevard de l'Europe à Vitrolles telle que définit précédemment avec une augmentation

du coût des travaux de 196 304 € TTC les passant de 3 900 000€ à 4 096 304 € TTC.

#### Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention d'aménagement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » augmentant l'enveloppe de la convention de 200 000€, la portant à un coût total de 7 482 200 € TTC, dont 415 896 € TTC de rémunération.

#### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et toutes les différentes pièces afférentes à ce dossier.

#### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162306, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI306AP1

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

#### 2020 CT2 247

**Création d'une voirie de desserte Ouest de la zone d'activités de Venelles - Instauration d'un périmètre d'études**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La zone d'activités de la commune de Venelles s'étend sur près de 35 hectares d'espaces essentiellement articulés autour de l'ancienne RD96, axe majeur de déplacement Nord-Sud à l'échelle communale et intercommunale, et rétrocedé à la commune. Elle est bordée au Nord par la voie ferrée et au Sud par une zone résidentielle, le lotissement des Logissons.

Une première phase de diagnostic a permis de mettre en évidence les difficultés de connexions entre cet axe majeur et les axes de dessertes secondaires perpendiculaires sur lesquels le trafic des véhicules lourds est important. Une analyse du trafic actuel a abouti au constat d'un trafic dense mais non saturé.

De plus, deux projets à des stades plus ou moins avancés sont à l'étude sur le secteur et impacteront sensiblement les trafics futurs et la desserte viaire de la zone. Il s'agit d'une part de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « Verdon » et d'autre part, la suppression du passage à niveau à l'horizon 2030 localisé à l'extrémité nord de la zone d'activités, unique liaison entre la zone d'activité et le cœur de ville de Venelles.

Le projet de suppression du passage à niveau au Nord de la Zone implique donc de prévoir une nouvelle desserte de la zone d'activités par l'Ouest depuis la RD63/Rue de la gare, créant ainsi un nouvel axe de desserte Est/Ouest et des accès plus sécuritaires aux parcelles aménagées et à aménager.

L'emplacement réservé n°2 « Aménagement de la jonction ex-RN96 – Rue de la Gare (RD63) » a ainsi été inscrit au bénéfice de la collectivité dans le PLU de Venelles approuvé le 11 juillet 2016. Cependant, au regard de l'avancement des études ne permettant pas à ce jour d'établir un tracé définitif, cet outil ne semble pas suffisant.

L'instauration d'un périmètre d'étude permettrait de maîtriser l'utilisation du droit des sols dans le secteur concerné par le projet.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur. En conséquence, durant cette période, les demandes d'autorisations situées dans le périmètre d'étude sont soumises à l'avis conforme de la Métropole.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après exécution des

mesures de publicités. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 3 novembre 2020.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de contrôler les autorisations du droit des sols dans le périmètre d'étude du projet de voirie de desserte Ouest de la zone d'activités de Venelles afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse sa réalisation future.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

La mise à l'étude du projet de voirie de desserte Ouest de la zone d'activités de Venelles est prise en considération.

#### **Article 2 :**

Les parcelles affectées par ce projet sont délimitées conformément au périmètre joint à la présente délibération.

#### **Article 3 :**

La décision de prise en considération de la mise à l'étude sera affichée au siège de la Métropole et en Mairie de Venelles. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera là où le dossier pourra être consulté.

#### **Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est rendu compétent pour la réalisation et la mise en œuvre de ce projet.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Développement économique et emploi – Interventions économiques

### 2020 CT2 248

**AVIS - Attribution d'un complément de subvention à Pays d'Aix Développement pour abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) - Approbation d'un avenant à la convention 2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM du 18 octobre 2018, de créer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA). Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

La délibération précitée a également acté le rôle de l'association Pays d'Aix Développement (PAD) qui, au regard de son objet statutaire et de son expertise, assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

En 2019, 53 projets ont été recensés et analysés en amont par PAD et 24 dossiers présentés en comité de sélection. Sur la base de critères de sélection très rigoureux, 13 projets ont été retenus, pour un montant de 455 000 euros.

Par délibération n° ECO 047-7288/19/BM en date du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'attribuer à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, une subvention de 202.600 € au titre du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) pour l'année 2020, basée sur les participations des quatre territoires de Marseille Provence (68 00 euros), Pays d'Aix (100 000 euros), Pays d'Aubagne et de l'Etoile (20 800 euros) et Pays de Martigues (13 800 euros). Une convention bilatérale a été signée à cet effet le 12 février 2020.

A ces financements s'ajoutent les remboursements des bénéficiaires, pour un montant estimé à 80 000 euros.

Initialement chiffré à 380 200 euros, le budget prévisionnel intégrait notamment les fonds de revitalisation, comme ce fut le cas en 2019 (90 250 euros). Or il n'a pas été possible de mobiliser ces fonds pour l'année 2020. Par conséquent, la dotation du dispositif AMPA pour 2020 s'établit à 282 600 euros.

Malgré la crise sanitaire et ses répercussions sur l'économie, le dispositif AMPA a maintenu durant l'année 2020 un rythme d'engagement soutenu, avec six dossiers engagés à ce jour, représentant un montant de 195 000 euros. Sept projets sont actuellement à l'étude et pourraient faire l'objet d'un engagement à l'issue du comité de sélection de fin d'année.

Dans cette perspective, il est proposé d'abonder le fonds AMPA par l'octroi d'une subvention de 70 000 euros supplémentaire, portant la participation du Territoire Marseille-Provence à 138 000 euros.

Le budget prévisionnel de l'action s'établirait en conséquence à 352 600 euros.

Ainsi, il est proposé de modifier, par voie d'avenant, en application de l'article 9 de la convention signée, le montant de la participation du Territoire Marseille-Provence ainsi que le budget prévisionnel de l'action. Afin de ne pas pénaliser l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, il est proposé de proroger de six mois la durée d'exécution financière de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 001-17/07/20 CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement ;
- La délibération n° ECO 047-7288/19/BM du 19 décembre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine.
- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes.
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage.
- Que la Métropole souhaite affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds.
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribué un complément de subvention d'un montant de 70 000 euros sur le Territoire Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention initiale signée avec Pays d'Aix Développement.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ainsi que tout document afférent à cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits, sous réserve du vote du Budget supplémentaire à l'État Spécial de Territoire de Marseille-Provence en section de fonctionnement Sous-Politique B320 – Chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 249**

**AVIS - Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Extension de la superficie de la pépinière CleanTech et application du tarif "Pépinière #CleanTech"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Créée en 2017, la pépinière d'entreprises innovantes « #Cleantech » implantée au cœur du Technopôle de l'Environnement de l'Arbois accueille 42 jeunes entreprises innovantes travaillant dans le secteur de l'environnement sur 2650m² de locaux dédiés.

Les entreprises implantées en pépinière bénéficient d'espaces de travail adaptés à leurs besoins (bureaux, ateliers, salle de réunion...) mais surtout d'un accompagnement favorisant leur lancement et leur croissance dans les meilleures conditions.

En 2019, au regard du succès de la pépinière #Cleantech, une première extension de 750m² a été réalisée au sein du 1<sup>er</sup> étage du nouveau bâtiment RIFKIN. Cette extension a permis à 15 nouvelles



sociétés de se localiser ou de se développer sur le site.

Cependant, au second semestre 2020, la pépinière #Cleantech ne bénéficie plus d'espaces disponibles pour accueillir de nouveaux projets.

Pourtant a minima, un nouveau projet par semaine s'adresse à la Direction du Technopôle de l'Arbois pour essayer de s'y localiser.

C'est la raison pour laquelle, la Direction du Technopôle de l'Arbois souhaite profiter du départ de deux locataires situés au 1<sup>er</sup> et au 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment MEGIE pour étendre encore la capacité d'accueil de la pépinière #Cleantech sur une surface d'environ 750m².

Là encore, une quinzaine d'entreprises éligibles en pépinière seront attendues.

Ces dernières pourront alors bénéficier des animations proposées par le Technopôle de l'Arbois, de l'accompagnement dans leur développement et de la tarification « Pépinière » en vigueur pour leurs espaces de travail (bureaux, ateliers).

En conséquence, le présent rapport vise à permettre, sur les 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment MEGIE, pour les entreprises éligibles en pépinière, de bénéficier de la tarification délibérée pour les jeunes entreprises innovantes du Technopôle qui selon l'ancienneté dans les locaux est comprise entre 85€ pour la 1<sup>ère</sup> année et 140€HT/m²/an pour la 5<sup>ème</sup> année pour les loyers (en sus 35€HT/m²/an pour les charges).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM relative à la tarification 2020 de l'immobilier sur le Technopôle.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

La direction du Technopôle de l'Arbois est autorisée à étendre les surfaces de bureaux ou d'ateliers mis à disposition de la pépinière #CleanTech au 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment MEGIE pour les

entreprises éligibles en Pépinière #CleanTech au tarif de :

#### **Loyer :**

Année 1	: 85€ HT/M²/An
Année 2	: 95€ HT/M²/An
Année 3	: 110€ HT/M²/An
Année 4	: 120€ HT/M²/An
Année 5	: 140€ HT/M²/An

**Charges de bâtiment:** 35€ HT/m²/an.

#### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget 2020 et suivants de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section en section de fonctionnement.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 250**

**Capaix Connectic - Rapport du délégataire 2019 - Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit sur le Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### **1. Rappel du cadre juridique et des réalisations**

Par délibération en date du 26 juin 2008, le Territoire du Pays d'Aix a attribué au groupement Eiffage/LD Collectivités, la Délégation de Service Public relative à l'Établissement et l'Exploitation d'un Réseau de Communications Électroniques à Très Haut Débit. D'une durée de 20 ans, ce contrat de concession a pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du département. Son exécution a été

confiée à la société dédiée CAPAIX CONNECTIC, issue du groupement précité. Signé en septembre 2008, le contrat a été mis en œuvre à compter du mois de novembre de la même année.

Pour la réalisation de ce projet initial, d'un montant de 16,53 M€, le délégataire a bénéficié d'une première subvention publique à hauteur de 7,85 M€. Cette somme correspond au besoin de financement nécessaire pour compenser tout ou partie des surcoûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public mises à la charge du délégataire. Le coût pour la collectivité a été allégé grâce aux subventions de l'Europe (FEDER) et de l'État (FNADT), pour un montant total de **1 586 000 €**.

Initialement limité au dégroupage de NRA et à la desserte des zones d'activités et sites publics du Territoire, le contrat de DSP a notamment fait l'objet d'un premier avenant en Novembre 2015 pour la couverture des zones blanches ADSL via des travaux relatifs aux opérations de 10 projets de Montée En Débit (MED). A cette occasion, le déploiement de la capillarité optique sur 5 ZAE a également été programmé.

Par ailleurs, en Décembre 2018, la commission de la Métropole a validé un avenant n°2 pour la mise en capillarité de 13 nouvelles zones d'activités réparties sur 9 communes. Cette extension est prévue en deux phases jusqu'en février 2021.

A fin 2019, le réseau représente un investissement cumulé de 22,2 M€.

## **2. L'activité 2018 de la DSP (détails en annexes)**

CAPAIX CONNECTIC, en tant que délégataire en charge de la DSP Très Haut Débit, est soumis à des obligations tant légales que contractuelles en ce qui concerne la communication des rapports réguliers sur l'exécution du service public délégué ainsi que sur l'état du réseau.

Ces obligations sont définies d'une part au travers du contrat de concession et résultent d'autre part de l'application de l'article L1411-3 du CGTC.

### **2.1. Le périmètre du réseau**

Au terme de 2019, le réseau backbone et de collecte de communication à très haut débit du Territoire du Pays d'Aix est un réseau d'environ 539,5 km de fibre optique (+29,5 km en 1 an) contre 290 km de linéaire prévus initialement et dont 89,8 km d'IRU FO en liaison avec le réseau national et international via le data center de Marseille Interxion.

Le Délégataire a procédé à ce jour à la desserte de 20 centraux téléphoniques dans le but de réaliser des opérations de dégroupage, à la mise en capillarité du réseau au sein de 14 zones d'activités et à la réalisation d'un projet de Montée en Débit sur 10 PRM (Point de Raccordement Mutualisé). Quatre salles techniques ont été réalisées dans le cadre de cette concession, ainsi que 3 extensions de réseau : dans la ZA du Puit Morandat à Gardanne, au Canet de Meyreuil et au Carreau de la Mine de Meyreuil.

## **2.2. État de la commercialisation des services proposés par le délégataire**

Au cours du troisième trimestre 2019, les deux derniers PRM (Guy de La Lauzière et de Coutheron), suite à la finalisation des travaux, ont été ouverts à la commercialisation par ORANGE.

Au cours de l'année de 2019, la commercialisation du DSL, à travers les centraux dégroupés (desserte Grand Public) s'est maintenue au-dessus du plan d'affaires initial. En effet, au terme de l'exercice 2019 en volume, le DSL (technologie à destination au Grand public) représente un total de 10410 abonnés issus du Territoire du Pays d'Aix auprès des opérateurs clients de CAPAIX CONNECTIC (soit 1905 abonnés de plus par rapport au Business Plan initial qui prévoyait 8505 abonnés en fin 2019). A fin 2019, CAPAIX CONNECTIC détient 382 contrats signés soit une progression de 24 % par rapport à 2018. Cette croissance a vocation à perdurer grâce à la mise en œuvre de l'avenant n°2. Au terme de 2019 sur les 13 nouvelles zones mises en capillarité au titre du deuxième avenant, seule la ZA Jalassière de la commune d'Eguilles a été mise en commercialisation.

De plus, la nouvelle grille tarifaire établie par le délégataire, très attractive et compétitive sur le Territoire permet de soutenir cette commercialisation par les opérateurs locaux.

Le site internet, indique le nombre d'opérateurs présents et la couverture disponible sur les communes du Territoire du Pays d'Aix. Il permet la mise en contact grâce à un formulaire en ligne et intègre une carte d'éligibilité développée par le service du développement économique du Territoire du Pays d'Aix.

**Comme prévu, en 2019, un nouveau flyer a été réalisé et distribué auprès des entreprises concernées par l'offre CECA dans les nouvelles zones d'activités formalisées dans le cadre de l'Avenant n°2.**

## **3. Résultats financiers (détails en annexes)**

Sur le plan financier, comme en 2018, la DSP réalise un chiffre d'affaires positif depuis quatre exercices consécutifs, on constate un résultat net positif avec +303K€ en 2019. Ses capitaux propres sont encore suffisamment dimensionnés (6,4M€ environ) ce qui permet de disposer d'une certaine visibilité pour les années à venir, mais empêche toute perspective de déclencher la clause d'intéressement prévue au contrat.

En effet, en 2019, plusieurs indicateurs sont rassurants. Le nombre total de contrats, Lan to Lan (Local Area Network correspondant en français à réseau d'entreprises) et CECA (Local Area Network correspondant en français à réseau d'entreprises) est de 382 fin 2019, soit une hausse de +24% depuis fin 2018. Le nombre de contrats CECA est notamment passé de 217 à 290 contrats grâce à l'ouverture de la commercialisation sur de nouvelles Z.A.

Néanmoins, des recettes supplémentaires pourraient être générées via la commercialisation d'IRU (droit d'usage irrévocable d'utilisation :

location de longue durée de fibre optique noire) en direction des acteurs publics sous forme de GFU (Groupement Fermé d'Utilisateurs) permettant de relier numériquement les différents établissements publics.

Concernant les offres ADSL, le budget initial prévoyait pour 2019 un chiffre d'affaires de 2 058 000€, le chiffre d'affaires réalisé est de 2 499 000€, soit une augmentation correspondant à 20% de plus par rapport au prévisionnel et 0,8% de plus depuis fin 2018.

#### **4. Perspectives pour l'avenir**

Le Délégué prévoit pour l'année 2020 les travaux suivants :

##### **Extension de l'offre CECA sur les Zones d'Activités (suite de l'avenant n°2) :**

- Saint-Estève-Janson
- Lambesc
- Bouc-Bel-Air
- Venelles
- La Roque d'Anthéron

##### **Dévoiements en étude : 2020/2021**

- La Roque d'Anthéron rd561
- La Barque Rd6/a8

##### **Les principaux enjeux pour l'année 2020 sont les suivants :**

- Sur le segment entreprises TPE PME, l'un des principaux enjeux porte sur la poursuite de la commercialisation de l'offre CECA dans les ZA du Territoire du Pays d'Aix éligibles à cette offre au titre des avenants 1 et 2.
- Sur le segment grand public, le principal enjeu, réside dans le maintien de la commercialisation des liens DSL par SFR.

#### **5. Commentaires sur le rapport**

D'un point de vue général, et dans la continuité de l'analyse du rapport annuel de l'exercice précédent, le Délégué remplit correctement ses obligations contractuelles vis-à-vis du Délégué. L'infrastructure optique déployée présente un linéaire et des caractéristiques de dimensionnement supérieurs aux spécifications initiales du contrat, et le réseau a contribué à démocratiser le passage au très haut débit sur les Zones d'activités Economique.

Au titre des performances économiques, la DSP réalise un résultat net positif depuis 4 exercices consécutifs (+195 k€ en 2016, + 360 k€ en 2017, +309 k€ en 2018, + 303 k€ en 2019) et ses capitaux propres sont encore suffisamment dimensionnés (6,4 M€ environ), ce qui permet de disposer d'une certaine visibilité pour les années à venir.

Toutefois compte tenu de la baisse tarifaire, l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas proportionnelle à la croissance des contrats signés.

En effet, le nombre de contrats entreprises est conforme voire supérieur au prévisionnel, mais en raison de la concurrence, le revenu moyen par lien de fibre optique a été fortement corrigé à la baisse.

Au titre de l'activité IRU et la location FON, il convient de signaler que les cibles tels qu'ITER, RENATER et l'interconnexion des principaux sites du Territoire du Pays d'Aix ne font pas l'objet de commande en 2019.

Néanmoins, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un acteur majeur de développement de ses liaisons sous forme d'IRU Fibre auprès de CAPAIX CONNECTIC pour relier ses différents centres aquatiques ainsi que le BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) sur le Territoire du Pays d'Aix.

La promotion de la commercialisation d'IRU (droit d'usage irrévocable d'utilisation : location de longue durée) auprès d'acteurs publics sous forme de GFU (groupe fermé d'utilisateurs), permettant de relier numériquement les différents établissements publics, pourrait générer des recettes supplémentaires.

Il serait également pertinent que le Délégué puisse étendre son offre pour connecter des infrastructures intelligentes sur le Territoire « Vidéo protection, wifi, relais d'objets connectés... ». Cela pourrait lui donner un rôle d'intermédiaire privilégié dans la mise en place d'un Territoire connecté

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

##### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégué de Service Public Local ;
- La délibération n° 2008\_A076 du Conseil Communautaire de la CPA du 26 juin 2008 relative au choix du délégué ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de concession signé entre la « Communauté du Pays d'Aix » et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.A. et notifié le 19 septembre 2008.

**Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

##### **Article unique :**

Le Bureau de la Métropole prend acte du rapport du délégué 2019 et du rapport du Commissaire aux

Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau Très Haut Débit sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

#### **2020 CT2 251**

#### **Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association "Provence Création d'Entreprises"**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Territoire du Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

##### **1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,**

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs. Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

##### **2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,**

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés.

##### **3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES**

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

##### **4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE**

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

L'association « Provence Création d'Entreprises », est une couveuse d'entreprises intervenant sur le territoire du Pays d'Aix, dont la mission est d'accompagner des créateurs d'entreprises et des jeunes entreprises dans un cadre sécurisant constitué de professionnels confirmés.

L'association met à disposition un statut juridique ainsi qu'un accompagnement spécifique, permettant aux porteurs de projets d'apprendre le métier de chef d'entreprise, de valider leur projet en commercialisant leurs prestations et/ou services sans avoir à s'immatriculer.

Elle permet à un porteur de projet la vente légale de ses prestations de services et/ou produits. La facturation est supportée juridiquement par l'association pour le compte du créateur. Le créateur en vendant ses produits, finalise son étude de marché, réalise sa preuve de concept pour les startup auprès de ses clients et valide la viabilité de son entreprise.

Ainsi, les créateurs testent leur marché en grandeur réelle sans prendre de risques financiers et juridiques. Ils sont formés et accompagnés sur la stratégie et les techniques de ventes, ainsi que sur la gestion et l'administration d'une entreprise.

##### **Provence Création d'Entreprises c'est aussi :**

- 550m2 d'espaces de coworking à Aix et Marseille,
- un accompagnement individuel avec des RDV mensuels pour mener à bien la réussite des projets,
- une couverture juridique et une assurance permettant d'assurer la facturation,
- un service de comptabilité et un compte bancaire dédié à chaque projet,
- des workshops/ateliers sur le développement marketing et commercial et en intelligence collective
- un réseau de plus de 200 entrepreneurs PCE,
- un appui commercial facilitant la constitution d'un portefeuille clients,
- 0% sur le chiffre d'affaires prélevé.

Le programme d'actions de l'association pour l'année 2020 se décline ainsi :

- maintenir le nombre de couvés accompagnés à l'année (200 personnes avec une file active mensuelle de 130 entrepreneurs), avec comme objectif

l'accueil et l'accompagnement de 70 nouveaux couvés,

- obtenir la labellisation de l'Union des Couveuses d'Entreprises (UCE) sachant que l'union régionale des couveuses d'entreprises a accepté le principe de son intégration ; cette labellisation, reconnaissance de la qualité de son travail, devrait lui permettre d'accélérer sa croissance et de créer des opportunités de développement,
- poursuivre son offre de location d'espaces de coworking, de bureaux et de salles de réunions, suite à un agrandissement des locaux en 2019,
- mettre en œuvre sa propre formation à la création d'entreprises (3 modules de 40 heures, 3 sessions annuelles de 12 personnes), le but étant de proposer un accompagnement collectif complémentaire financé par la formation professionnelle ; cette formation sera ouverte à tous porteurs de projets, quels que soient leurs statuts, et ne sera pas ainsi réservée aux futurs couvés.

**Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'un montant total de 10 000 € à l'association Provence Création d'Entreprises, correspondant à 2,50 % de son budget prévisionnel total de 399 791 € :**

n°GU	Association	Action subventionnée	Budget prévisionnel global	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Conv ou / non
2020-1012	PROVENCE CREATION D'ENTREPRISES	Fonctionnement de l'association	399 791 €	10 000 €	10 000 €	NON
TOTAL					10 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, il est précisé que : les subventions supérieures 5 000 € feront l'objet de deux versements soit :

- un acompte de 80 %, sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers  
Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre avant la fin de l'exercice 2020 ou au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2020 :
- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier
- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010\_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération FBA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribué à l'association sus-mentionnée un montant total de subvention de **10 000 €**.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0



Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 252**

**Attribution de subventions aux associations à caractère économique Automobile Club du Pays d'Aix et DEFIDEVA**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Territoire du Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

**1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES**

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs. Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

**2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE**

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise notamment par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés. D'autres associations peuvent s'inscrire dans une logique d'innovation et de filière d'excellence.

**3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES**

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

**4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE**

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Dans ce cadre, deux associations sollicitent la participation de la Métropole pour la mise en œuvre de projets spécifiques sur le territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **19 000 €** aux associations ci-après et selon la répartition suivante :

n°gu	Association	Action subventionnée	Objet	Budget prév action ou fonctionn ement Général	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv ou / non
2020_7 83	AUTOMOBILE CLUB D'AIX-en-PROVENCE	Désengorgement des pôles d'activités  COVOITURAGE ACA Actions de Communication autour de l'application mobile de covoiturage au sein des zones d'activités	Action : Désengorger les accès aux zones d'activités. Accompagner et développer la mise en place du covoiturage. Créer des espaces dédiés spécifiquement aux pôles et zones d'activités pour les communautés de covoitureurs.	35 000 €	10 000 €	9 500 €	NON
2020_840	DEFIDEVA	Projet SPIRUDEVA	Fonctionnement : L'association basée sur le territoire du pays d'Aix (Venelles) a pour objet d'améliorer et d'innover le mode de production de la spiruline dans un objectif de lutte préventive contre la malnutrition et la dénutrition des publics fragiles.	68 950 €	10 000 €	9 500 €	NON
<b>TOTAL</b>						<b>19 000 €</b>	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

Les associations quant à elles, ont pour obligation de transmettre au plus tard dans les 3 mois suivant la fin de l'exercice 2020 :

- un compte de résultat final signé par le Président et le Trésorier

- un rapport qualitatif et quantitatif de l'action subventionnée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010\_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération N° FBPA029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération °HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 et portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 octobre 2020.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont attribuées deux subventions aux associations sus-mentionnées pour un montant total de 19 000 €.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de

Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Emploi et formation**

#### **2020 CT2 253**

**AVIS - Demande de subvention de fonctionnement à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'emploi, formation et insertion, le territoire du Pays de Martigues fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a soutenu depuis plusieurs années, la création et le renouvellement du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Les protocoles 2018-2022 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par la Direccte

Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13 constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2021-2027 Emploi et Inclusion au titre de la priorité 1. Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen. Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi :

- Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques,
- Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi,
- Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale,
- Investir dans le capital humain (formation et adaptation pédagogique aux publics du plan local pour l'insertion et l'emploi),
- Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite le renouvellement de la subvention de fonctionnement auprès du Conseil Régional à hauteur de 40 500 euros pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues pour l'année 2021 et 40 500 euros pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix pour l'année 2021 au titre des actions développement des relations entreprises et mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

PLIE DU PAYS DE MARTIGUES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (PLIE DU PAYS DE MARTIGUES)	8.97 %	8 853 euros
Directe FSE « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »	50 %	49 351.77 euros
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »	41.03 %	40 500 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	0 %	0 euros
TOTAL	100 %	98 704.77 euros

PLIE DU PAYS D'AIX	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (PLIE du Pays d'Aix)	19.23%	30 000 euros
Directe FSE « PLIE DU PAYS D'AIX »	37.02%	57 750 euros
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS D'AIX »	25.97%	40 500 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	17.78 %	27 750 euros
TOTAL	100%	156 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de subvention de fonctionnement à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 81.000 euros, réparti à hauteur de 40.500 euros pour le PLIE Pays de Martigues et 40.500 euros pour le PLIE du Pays d'Aix et à signer tout document y afférent notamment la convention d'exécution de la subvention.

### **Article 2 :**

Les recettes seront constatées au Budget de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 254**

**Attribution de subventions à sept opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, sept opérateurs sollicitent la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de 119.000 €, aux sept opérateurs suivants :

- COSENS
- ALJEPA
- INITIATIVE PAYS D'AIX
- ELAN JOUQUES
- SOURCE
- CBE SUD LUBERON
- CLUB DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES 13

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- I. Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- II. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- III. Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- IV. Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

### **COSENS**

**Objectif :** L'objectif général de l'association est de favoriser l'émergence de projets de création d'entreprises sur Vitrolles et les communes du sud du Territoire du Pays d'Aix.

**Action :** La mise en œuvre de l'action Citélab répond aux besoins de soutien et d'accompagnement des porteurs de projet d'entreprise résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Vitrolles. Dans ce sens, l'action Citélab se pose en passerelle entre les publics éloignés du monde de la création d'entreprise et les différents dispositifs de droit commun existants sur le territoire.

### **ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES EN PAYS D'AIX ( ALJEPA) :**

**Objectif :** Le but de ce Foyer des Jeunes Travailleurs : Promouvoir et gérer toute action destinée à aider, se loger, se nourrir, instruire, éduquer les travailleurs de 16 à 30 ans, après leur travail.

Mettre à la disposition de ce public jeune, dans le cadre d'un parcours résidentiel, les conditions d'un processus d'apprentissage de la vie sociale conduisant à l'autonomie et à la citoyenneté.

**Action :** Dans le cadre de l'Espace de Vie Collective, la Mission d'insertion est le pôle d'animation de la structure proposent aux résidents un ensemble de services gérés par une équipe en capacité de les informer, les orienter, les soutenir dans leurs démarches (emploi, logement, relation avec les administrations), de favoriser leur intégration dans un nouvel environnement, mais aussi de proposer des animations ludiques pour leur temps libre.



Géré par 2 animateurs, il se compose d'une salle multimédia, un Point Information jeunesse, une salle de réunion, une bibliothèque, le bureau de l'animateur socio-éducatif, une salle de cinéma, une salle de sport. Le Foyer de Jeunes Travailleurs a achevé sa réhabilitation complète en 2017 et propose désormais 171 logements neufs.

## **INITIATIVE PAYS D'AIX**

**Objectif** : Accompagner et financer les porteurs de projet d'entreprise en création, reprise ou développement désireux de s'installer en Pays d'Aix.

**Action** : Accompagnement spécifique et renforcé des entrepreneurs (notamment ceux situés dans les quartiers prioritaires) pendant la durée de la crise sanitaire en 2020. Mise en œuvre de ressources humaines supplémentaires.

## **ELAN JOUQUES**

**Objectif** : Elan Jouques est conventionné dans le cadre du projet national expérimental Territoire Zéro Chômeur. Cette expérimentation a pour but des créer des activités non-concurrentielles répondant aux besoins du territoire en embauchant les chômeurs de longue durée de la commune en CDI.

**Action** : -Développer le pôle d'activité pour les travaux agro-forestiers, avec l'ensemble des acteurs agricoles de la commune de Jouques et pour une assistance administrative des ces mêmes acteurs qui n'ont souvent pas les compétences et le temps pour faire ces tâches.

-développer les compétences, regagner la confiance en soi.

## **SOURCE**

**Objectif** : Favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap à travers des ateliers adaptés pour tous, initiation informatique et multimédia.

**Action** : La structure se propose donc de poursuivre la mise en œuvre d'une formation audiovisuelle et multimédia adaptée aux personnes handicapées.

Cette formation est prévue pour 15 à 20 personnes, à travers différents ateliers d'initiation et de formation selon la motivation et le niveau de chaque participant.

## **CBE SUD LUBERON**

**Objectif** : Le Comité de Bassin d'Emploi du Sud Luberon a pour principal objectif le développement économique et le maintien des emplois sur sa zone d'action.

**Action** : Promouvoir et favoriser l'égalité professionnelle hommes/femmes dans les entreprises en les accompagnant vers de bonnes pratiques.

## **CLUB DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES 13**

**Objectif** : Aider le développement économique du territoire et l'emploi par la création d'entreprises.

### **Actions**

- Fonctionnement général de l'association
- Forum : organisation de forums trimestriels permettant de réunir acteurs institutionnels et porteurs de projets.
- Ateliers jeunes, femmes : Accompagnement de publics éloignés du monde de l'entreprise dans leur projet de création, à travers des sessions d'informations et de formations.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBV* N-1	BUDGET PREVISIONNEL	SUBV* SOLICITÉE	SUBV* PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
<b>Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi</b>							
2020-0956	COSENS	Citilabs Vitrolles	15.000 €	30.000 €	15.000 €	15.000 €	OUI
2020-1251	ALJEPA	Espace vie collective	20.000 €	76.200 €	35.000 €	35.000 €	OUI
2020-1455	INITIATIVE PAYS D'AIX	Citilab « crise sanitaire »	-	10.000 €	10.000 €	8.000 €	OUI
<b>Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique</b>							
2020-0971	ELAN JOUQUES	Développement du pôle agro-forestier	-	204.228 €	10.000 €	10.000 €	OUI
<b>Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi</b>							

<b>Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi</b>							
2020-0385	SOURCE	Formation et emploi pour les personnes en situation de Handicap	20.000 €	48.000 €	25.000 €	20.000 €	NON
2020-0912	CBE SUD LUBERON	Promotion de l'égalité hommes/femmes	-	60.000 €	5.000 €	5.000 €	OUI
2020-1329	CLUB DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES 13	Fonctionnement général	-	73.605 €	14.000 €	14.000 €	OUI
2020-1330	CLUB DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES 13	Forum	-	16.900 €	6.000 €	6.000 €	OUI
2020-1331	CLUB DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES 13	Accompagnement ateliers public jeunes, femmes	-	19.100 €	6.000 €	6.000 €	OUI
<b>TOTAL</b>					126.000 €	119.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 27 octobre 2020.



Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 119.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, à savoir :

- COSENS : 15 000 €
- ALJEPA : 35 000 €
- INITIATIVE PAYS D'AIX : 8 000 €
- ELAN JOUQUES : 10 000 €
- SOURCE : 20 000 €
- CBE SUD LUBERON : 5 000 €
- CLUB DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES 13 : 26 000 €

**Article 2 :**

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2020 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les opérateurs :

- COSENS
- ALJEPA
- INITIATIVE PAYS D'AIX
- ELAN JOUQUES
- CBE SUD LUBERON
- CLUB DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES 13

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**2020 CT2 255**

**Attribution de subventions à Face Sud Provence et Centre Social et Culturel « La Provence » dans le cadre de la Programmation 2020 du PLIE du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit notamment dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) et repose sur une programmation commune bâtie avec les services de l'État, de la Région et le Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

Le PLIE assure une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à l'emploi des bénéficiaires puis au maintien de ceux-ci dans l'emploi pendant plus de 6 mois.

Le PLIE du Pays d'Aix en tant que « plate-forme de coordination », permettant la mobilisation des moyens de chaque partenaire, intervient selon 3 axes structurés autour :

- Du renforcement des structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE
- Des structures d'insertion par l'activité économique, afin d'améliorer la qualification des participants,
- Des partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles de façon à ce que les participants puissent engager leur parcours d'insertion, en tenant compte de la réalité du marché local du travail.

La programmation du PLIE s'inscrit dans le droit fil des politiques soutenues par le Pays d'Aix dans le domaine de l'emploi et constitue une offre d'insertion et d'étapes de parcours complémentaires à celles mises en œuvre notamment par le service

de l'Insertion par l'Activité Économique de la Direction de l'Insertion et de l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix.

Un bilan de la programmation 2019 confirme l'adéquation des actions conduites au regard des profils des demandeurs d'emploi suivis dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle.

La crise sanitaire vécue en 2020 a profondément modifiée les modalités d'accompagnement des demandeurs d'emploi – entretiens non plus en présentiel mais téléphoniques – et certaines actions programmées votées dès le mois de décembre 2019 ont du faire l'objet d'un report sur la période allant de septembre à décembre 2020.

Après avoir rencontré l'ensemble des opérateurs la planification des opérations a de nouveau été validée afin que les accompagnateurs à l'emploi puissent positionner dans les meilleurs délais les participants du PLIE au regard de leur problématique particulière.

Dans ce contexte, deux structures sollicitent la participation de la Métropole :

FACE SUD PROVENCE, pour une aide financière destinée à la réalisation de deux actions « Job Academy » en direction des participants du PLIE du territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de leur insertion socio-professionnelle. La Job Academy est une action d'accompagnement collectif qui consiste à apporter des outils aux participants pour structurer leur recherche et leur donner un regard employeur sur le marché du travail et les préparer aux entretiens d'embauche. Afin de ré immerger les demandeurs d'emploi dans le monde du travail, ces actions s'effectuent au sein d'une entreprise dite « marraine ». L'entreprise s'engage dans cette démarche en faisant intervenir dans les ateliers leurs managers particulièrement sur le volet « recrutement » afin de préciser les attentes des employeurs dans le cadre des entretiens d'embauche.

Le « Centre Social La Provence » au titre de son action « Crèche d'insertion - Halte garderie Le Petit Panda ». Accueil réservé aux enfants de la marche à trois ans, l'objectif de cette action est de permettre aux parents d'obtenir un mode de garde pour entamer et réaliser leurs démarches d'insertion sociales et professionnelles. Ce mode de garde présente l'avantage d'être souple et ne répond pas à une problématique de garde régulière et/ou quotidienne. Il s'agit d'accueillir les enfants quelques heures afin de répondre à la demande spécifique des personnes en recherche d'emploi. Cette action représente une réelle solution de garde « urgente et immédiate » aux personnes en recherche active d'emploi – la fréquentation de ce lieu s'est fortement renforcé, la demande des parents est avérée,

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le

versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification d'attribution de la subvention ou notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

### **Proposition de subventions dans le cadre de la programmation 2020**

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBV* N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV* SOLLICITÉE	SUBV* PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2020-01438	FACE SUD PROVENCE	JOB ACADEMY	0 €	24 000 €	12 000 €	12 000 €	OUI
2020-01011	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL LA PROVENCE	Halte Garderie « Le petit Panda »	5 100 €	198 763 €	18 500 €	18 080 €	NON
TOTAL					25 500 €	30 080 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 octobre 2020.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en complémentarité avec les actions conduites par nos partenaires.
- La plus-value apportée par ces actions aux participants du PLIE.
- L'intérêt pour le Territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée d'actions dans les domaines de l'emploi et de l'insertion.

## Délibère

### Article 1 :

Le montant de subvention global retenu au titre de la programmation complémentaire 2020 du PLIE du Pays d'Aix est de 30.080 €.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2020 CT2 256

**Attribution d'une participation financière au fonctionnement des 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Par délibération 2020\_CT2\_183 du 8 octobre 2020, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a attribué une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) des communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix, pour les actions visant l'amélioration des conditions d'accueil, d'information et d'orientation du public demandeur d'emploi, dans le cadre du Plan Local d'Insertion et d'Emploi (PLIE) du Pays d'Aix. Les crédits 2020 votés dans le cadre du budget primitif consacrés à ces interventions s'élevaient à 80.000 €.

Le budget dédié à cette politique volontaire a fait l'objet d'une dotation complémentaire lors du vote du budget supplémentaire en date du 15 octobre 2020, pour s'établir désormais à un montant de 120.000€. Il est proposé d'annuler la délibération n°2020\_CT2\_183 du 8 octobre 2020 et de soumettre une nouvelle proposition d'attribution de subvention au regard du budget disponible.

En effet, l'engagement du Conseil de Territoire du Pays d'Aix dans la lutte contre les exclusions, à travers le PLIE, nécessite l'implication et la collaboration des acteurs locaux afin que les personnes ciblées par notre action puissent en bénéficier.

Le travail de repérage des participants, effectué à l'occasion de l'accueil et/ou de l'orientation du public est essentiel. La qualité de la prescription est une condition à la réalisation des objectifs poursuivis dans le cadre du PLIE.

Cela nécessite de donner des moyens de fonctionnement appropriés aux structures volontaires qui sont en capacité d'assurer cette fonction. Les 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi du Territoire représentent une opportunité pour agir au plus près de nos populations et remplir efficacement ce rôle de prescripteur du PLIE.

En retour de la participation financière octroyée à cette mission, les Bureaux Municipaux de l'Emploi acceptent le principe :

- de mettre en œuvre sur leur territoire l'ensemble des moyens relatifs à l'accueil des participants du PLIE du Pays d'Aix, par la mise à disposition, notamment, des moyens matériels (locaux, accès Internet, ...) à l'attention des accompagnateurs à l'emploi du territoire,
- d'une participation active des agents aux réunions territoriales du dispositif,
- du travail en binôme avec les accompagnateurs à l'emploi de leur territoire pour diagnostiquer les difficultés des publics, l'opportunité d'une orientation,
- de mettre à la disposition des demandeurs d'emploi tous les outils favorisant le travail sur le projet professionnel, le transfert de compétences et les techniques de recherche d'emploi, notamment via des logiciels spécifiques « PASS'AVENIR » (logiciel de travail sur le projet professionnel) et « TRANSFERENCE » (logiciel sur l'analyse et le transfert de compétences) pour lesquels le Pays d'Aix participe au coût de l'abonnement à hauteur de 1.100 €,
- de mettre en place et/ou à participer à des actions en faveur des demandeurs d'emploi dans le domaine de l'emploi, pour enclencher et développer une offre de travail et assurer un rôle stratégique (accès au site de Pôle Emploi, l'organisation de forums et événements...).

Chaque BME peut prétendre à une aide forfaitaire de 2.000 € qui peut être revue à la hausse en fonction des actions conduites sur les territoires et au bénéfice des participants (organisation de forum, Job Dating, petits déjeuners, rencontres entreprises...).

Afin de permettre le versement des subventions, il est précisé qu'il sera préalablement demandé à chaque commune de délibérer, afin d'autoriser la signature et la mise en œuvre d'une convention de partenariat avec le Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du PLIE, décrivant les missions conduites sur les territoires.

Dans le cadre de leur rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE et compte tenu des moyens mobilisés, un soutien financier sera apporté aux Bureaux Municipaux de l'Emploi des communes volontaires.

A ce titre, 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi ont sollicité la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à conforter les missions d'accueil, d'information et d'orientation du public demandeurs d'emploi.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 120 000 € au titre de l'année 2020.

Bénéficiaire	Participation financière de fonctionnement proposée
BME Bouc-Bel-Air	2.700 €
BME Cabriès	2.000 €
BME Coudoux	3.000 €
BME Eguilles	3.500 €
BME Fuveau	2.000 €
BME Gardanne	2.000 €
BME Jouques	3.000 €
BME La Roque d'Anthéron	3.000 €
BME Lambesc	5.100 €
BME Le Puy-Ste-Réparate	2.000 €
BME Le Tholonet	2.000 €
BME Les Pennes-Mirabeau	7.800 €
BME Meyrargues	2.000 €
BME Meyreuil	2.400 €
BME Pertuis	20.000 €
BME Peyrolles	4.700 €
BME Rognes	3.500 €
BME Rousset	5.200 €
BME Simiane-Collongue	2.000 €
BME Saint Cannat	4.100 €
BME Trets	4.000 €
BME Venelles	4.000 €
BME Ventabren	2.000 €
BME Vitrolles	28.000 €
<b>Total</b>	<b>120.000 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN 005-8077/CM/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 27 octobre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une participation financière au fonctionnement des 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) des communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 120.000 € aux bénéficiaires suivants :

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Bouc-Bel-Air

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Cabriès

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Coudoux

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune d'Eguilles

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Fuveau

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Gardanne

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Jouques

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de La Roque d'Anthéron

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Lambesc

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Le Puy-Ste-Réparate

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Le Tholonet

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune des Pennes-Mirabeau

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Meyrargues

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Meyreuil

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Pertuis

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Peyrolles

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Rognes

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Rousset

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Simiane-Collongue

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Saint Cannat

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Trests

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Venelles

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Ventabren

– Bureau Municipal de l'Emploi de la commune de Vitrolles

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous documents afférent à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 657341, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Agriculture**

### **2020 CT2 257**

#### **Attribution de subventions aux Associations Syndicales Autorisées des Arrosants (ASA) du Val de Durance**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux ASA (Associations Syndicales Autorisées des arrosants) qui assurent l'entretien et la gestion du réseau d'irrigation et d'assèchement essentiel à l'équilibre hydrologique sur le territoire du Pays d'Aix. Au-delà de l'irrigation agricole, leur rôle est capital en matière de rechargement des nappes phréatiques et de maintien des zones humides.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux trois ASA (Associations Syndicales Autorisées des arrosants) du Val de Durance.

Les Associations Syndicales Autorisées des arrosants (ASA) du Val de Durance sollicitent une aide financière pour l'entretien du réseau d'irrigation dont elles ont la gestion. Il s'agit plus particulièrement de l'ASA du Canal de Peyrolles, des 2 ASA de la Roque d'Anthéron : l'ASA des Arrosants de Craponne et l'ASA du Canal du Moulin.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 41 400,00 €, représentant de 14 à 22 % de leurs dépenses de travaux annuels.

- Ces ASA assurent l'irrigation de la Vallée de la Durance par un réseau dense de canaux à ciel ouvert.

- Elles jouent un rôle prépondérant dans la préservation des paysages et du patrimoine hydraulique. L'irrigation gravitaire, qui est une pratique caractéristique de ce secteur de notre territoire, participe de manière importante à la réalimentation de la nappe phréatique et rend ainsi possible l'utilisation de l'eau souterraine à des fins d'eau potable ou industrielle. Le lac de baignade d'été du Plantain est, d'ailleurs, en partie alimenté grâce à ce réseau.

- Enfin, les réseaux hydrauliques contribuent au maintien des zones humides du Val de Durance, reconnues dans le cadre de Natura 2000. Les eaux rejetées au niveau des exutoires des réseaux non absorbées par la végétation viennent, en fin de parcours, recharger le débit d'été de la Durance et soutenir sa faune aquatique. Les canaux facilitent



également l'écoulement des eaux pluviales, même si le transport d'eaux pluviales ne fait pas partie des objets statutaires de l'ASA, qui assure malgré tout ce service à la collectivité.

Les trois structures citées précédemment entretiennent un réseau principal et secondaire. Ce dernier, communément appelé « chevelu » du fait de sa densité, est composé de 31,3 km de canal maître, 94 km de filioles et 15 km de Roubine pour le canal de Peyrolles, environ 30 km de canaux pour les ASA de la Roque.

Or, ces filioles nécessitent un entretien récurrent. Elles doivent en effet être curées et faucardées de manière mécanique ou manuelle.

Leur entretien pose aujourd'hui plusieurs types de problèmes :

- le non-respect d'une servitude de passage par des constructions ou des clôtures en bordures de filioles,
- la présence de débris aux abords des zones urbanisées, des cas de vandalisme ou d'ouverture et fermeture inopinée des prises d'eau,
- le mauvais entretien du réseau de distribution à la charge des propriétaires, dû au délaissement de certaines terres agricoles en friche, conduit à des ruptures de la continuité du réseau d'irrigation,
- le renforcement des règles de sécurité pour l'entretien des filioles en bord de route qui accroît la responsabilité civile de l'ASA,
- l'entretien des ouvrages d'art vieillissant dont il faut également assurer la sécurité.

Parallèlement, les ASA doivent faire face à l'augmentation des charges et sont amenées à limiter les travaux d'entretien des filioles. C'est pourquoi les ASA sollicitent le Conseil de Territoire pour la prise en charge d'une partie des frais liés à ces dépenses.

Une convention détaillant les modalités de mise en œuvre de ces actions liera chacune de ces ASA avec le Conseil de Territoire.

La répartition de la participation financière annuelle 2020 du Conseil de Territoire est prévue comme suit :

N° GU	Maître d'ouvrage	Nature des travaux	Budget global (€)	Participation du Territoire du Pays d'Aix	
				€	%
2020_01080	ASA du Canal de Peyrolles	Frais d'entretien	248 707,00	34 200,00	13,75
2020_01472	ASA des arrosants de Craonne	Frais d'entretien	22 853,00	5 000,00	21,88
2020_01473	ASA du Canal du Moulin	Frais entretien	11 253,00	2 200,00	19,55
TOTAL				41 400,00	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 27 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions aux ASA suivantes pour un total de 41 400,00 € :

- Canal de Peyrolles, une subvention de 34 200,00 € ;
- Canal de Craonne, une subvention de 5 000 € ;
- Canal du Moulin, une subvention de 2 200 € .

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget 2020 de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 657382, Fonction 6312.

**Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 258**

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur la commune de Saint-Cannat**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant la vente d'une parcelle avec révision de prix sur la commune de Saint-Cannat.

- Saint-Cannat

Parcelle(s) : Section G N°445 ; Surface : 35 ares 80 centiares.

La SAFER a été informée par le notaire, d'une notification ou Déclaration d'intention d'Aliéner (DIA) au sujet d'une vente d'un montant de 4 500,00 € qui ne correspond pas au prix du marché agricole.

La SAFER a transmis l'information à la Métropole, qui a accepté de mettre en œuvre les dispositions de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine et validé auprès de la SAFER, la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 660,00 €, se décomposant comme suit :

- Prix principal d'acquisition : 3 400,00 € ;

- Intervention SAFER : 1 260, 00 € ;

(plus frais de notaire d'acte de rétrocession), sous réserve de l'avis de France Domaine, l'assurant ainsi d'une garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera acquise par la SAFER.

Dans ce cas, la SAFER procédera à la publicité légale d'appel de candidatures. L'ensemble des candidatures de rétrocession (dont celle de la Métropole dans le cas où elle fait acte de candidature) sera présentée, pour avis, au Comité Technique Départemental de la SAFER. La parcelle acquise par la SAFER, à la demande de la Métropole, pourra être rétrocédée au bénéfice d'agriculteurs exploitants (ou à la Métropole dans le cadre d'un objectif agricole ou environnemental si la candidature de la Métropole est retenue), après agrément des Commissaires du Gouvernement Agriculture et Finances de la SAFER.

Dès lors, la Métropole s'engage à racheter la parcelle, via le fonds d'intervention foncière du territoire, et à concéder, dans le cadre d'un cahier des charges, des baux conformes aux dispositions légales, aux exploitants agréés par la SAFER dans un délai maximum d'un an.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;

- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 27 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente d'une parcelle sur la commune de Saint-Cannat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet de la préemption en révision de prix sur la commune de Saint-Cannat, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

**Article 2 :**

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour cette préemption, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente du bien par le propriétaire respectif.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 259**

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur les communes de Fuveau, Le Puy-Sainte-Réparate et La Roque d'Anthéron**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 4 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Fuveau, Le Puy Ste Réparate et La Roque d'Anthéron.

- **Fuveau**

Parcelle(s) : Section CT N°13-14-15-16 ; Surface : 3 hectares 15 ares 12 centiares.

La SAFER a été informée par le notaire, d'une notification ou Déclaration d'intention d'Aliéner (DIA) au sujet d'une vente d'un montant de 100 000,00 € qui ne correspond pas au prix du marché agricole.

La SAFER a transmis l'information à la Métropole, qui a accepté de mettre en œuvre les dispositions de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine et validé auprès de la SAFER, la demande d'intervention en révision de prix pour un

montant de 26 315,00 €, se décomposant comme suit :

- Prix principal d'acquisition : 22 500,00 € ;

- Intervention SAFER : 3 815, 00 € ;

(plus frais de notaire d'acte de rétrocession), sous réserve de l'avis de France Domaine, l'assurant ainsi d'une garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera acquise par la SAFER.

Dans ce cas, la SAFER procédera à la publicité légale d'appel de candidatures. L'ensemble des candidatures de rétrocession (dont celle de la Métropole dans le cas où elle fait acte de candidature) sera présentée, pour avis, au Comité Technique Départemental de la SAFER. La parcelle acquise par la SAFER, à la demande de la Métropole, pourra être rétrocédée au bénéfice d'agriculteurs exploitants (ou à la Métropole dans le cadre d'un objectif agricole ou environnemental si la candidature de la Métropole est retenue), après agrément des Commissaires du Gouvernement Agriculture et Finances de la SAFER.

Dès lors, la Métropole s'engage à racheter la parcelle, via le fonds d'intervention foncière du territoire, et à concéder, dans le cadre d'un cahier des charges, des baux conformes aux dispositions légales, aux exploitants agréés par la SAFER dans un délai maximum d'un an.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Le Puy-Sainte-Réparate

Parcelle(s) : Section CI N°49 ; Surface : 04 ares 36 centiares.

La SAFER a été informée par le notaire, d'une notification ou Déclaration d'intention d'Aliéner (DIA) au sujet d'une vente d'un montant de 28 000,00 € qui ne correspond pas au prix du marché agricole.

La SAFER a transmis l'information à la Métropole, qui a accepté de mettre en œuvre les dispositions de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine et validé auprès de la SAFER, la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 3 090,00 €, se décomposant comme suit :

- Prix principal d'acquisition : 2 000,00 € ;

- Intervention SAFER : 1 090, 00 € ;

(plus frais de notaire d'acte de rétrocession), sous réserve de l'avis de France Domaine, l'assurant ainsi d'une garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera acquise par la SAFER.

Dans ce cas, la SAFER procédera à la publicité légale d'appel de candidatures. L'ensemble des candidatures de rétrocession (dont celle de la Métropole dans le cas où elle fait acte de candidature) sera présentée, pour avis, au Comité Technique Départemental de la SAFER. La parcelle

acquise par la SAFER, à la demande de la Métropole, pourra être rétrocédée au bénéfice d'agriculteurs exploitants (ou à la Métropole dans le cadre d'un objectif agricole ou environnemental si la candidature de la Métropole est retenue), après agrément des Commissaires du Gouvernement Agriculture et Finances de la SAFER.

Dès lors, la Métropole s'engage à racheter la parcelle, via le fonds d'intervention foncière du territoire, et à concéder, dans le cadre d'un cahier des charges, des baux conformes aux dispositions légales, aux exploitants agréés par la SAFER dans un délai maximum d'un an.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Le Puy-Sainte-Réparate

Parcelle(s) : Section CAZ N°90 ; Surface : 1 are 39 centiares.

La SAFER a été informée par le notaire, d'une notification ou Déclaration d'intention d'Aliéner (DIA) au sujet d'une vente d'un montant de 40 000,00 € qui ne correspond pas au prix du marché agricole.

La SAFER a transmis l'information à la Métropole, qui a accepté de mettre en œuvre les dispositions de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine et validé auprès de la SAFER, la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 32 330,00 €, se décomposant comme suit :

- Prix principal d'acquisition : 28 000,00 € ;

- Intervention SAFER : 4 330, 00 € ;

(plus frais de notaire d'acte de rétrocession), sous réserve de l'avis de France Domaine, l'assurant ainsi d'une garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera acquise par la SAFER.

Dans ce cas, la SAFER procédera à la publicité légale d'appel de candidatures. L'ensemble des candidatures de rétrocession (dont celle de la Métropole dans le cas où elle fait acte de candidature) sera présentée, pour avis, au Comité Technique Départemental de la SAFER. La parcelle acquise par la SAFER, à la demande de la Métropole, pourra être rétrocédée au bénéfice d'agriculteurs exploitants (ou à la Métropole dans le cadre d'un objectif agricole ou environnemental si la candidature de la Métropole est retenue), après agrément des Commissaires du Gouvernement Agriculture et Finances de la SAFER.

Dès lors, la Métropole s'engage à racheter la parcelle, via le fonds d'intervention foncière du territoire, et à concéder, dans le cadre d'un cahier des charges, des baux conformes aux dispositions légales, aux exploitants agréés par la SAFER dans un délai maximum d'un an.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- La Roque d'Anthéron

Parcelle(s) : Section E N°528, 530 ; Surface : 46 ares 33 centiares.

La SAFER a été informée par le notaire, d'une notification ou Déclaration d'intention d'Aliéner (DIA) au sujet d'une vente d'un montant de 13 000,00 € qui ne correspond pas au prix du marché agricole.

La SAFER a transmis l'information à la Métropole, qui a accepté de mettre en œuvre les dispositions de la Convention d'Intervention Foncière métropolitaine et validé auprès de la SAFER, la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 9 350,00 €, se décomposant comme suit :

- Prix principal d'acquisition : 7 500,00 € ;

- Intervention SAFER : 1 850, 00 € ;

(plus frais de notaire d'acte de rétrocession), sous réserve de l'avis de France Domaine, l'assurant ainsi d'une garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera acquise par la SAFER.

Dans ce cas, la SAFER procédera à la publicité légale d'appel de candidatures. L'ensemble des candidatures de rétrocession (dont celle de la Métropole dans le cas où elle fait acte de candidature) sera présentée, pour avis, au Comité Technique Départemental de la SAFER. La parcelle acquise par la SAFER, à la demande de la Métropole, pourra être rétrocédée au bénéfice d'agriculteurs exploitants (ou à la Métropole dans le cadre d'un objectif agricole ou environnemental si la candidature de la Métropole est retenue), après agrément des Commissaires du Gouvernement Agriculture et Finances de la SAFER.

Dès lors, la Métropole s'engage à racheter la parcelle, via le fonds d'intervention foncière du territoire, et à concéder, dans le cadre d'un cahier des charges, des baux conformes aux dispositions légales, aux exploitants agréés par la SAFER dans un délai maximum d'un an.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 27 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 4 ventes de parcelles sur les communes de Fuveau, Le Puy Ste Réparate et La Roque d'Anthéron.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des préemptions en révision de prix sur les communes de Fuveau, Le Puy-Sainte-Réparate et La Roque d'Anthéron, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

**Article 2 :**

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour cette préemption, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente du bien par le propriétaire respectif.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
----------	----



Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire**

**2020 CT2 260**

**Mise à bail d'un terrain pour l'accueil d'un équipement d'hébergement touristique sur la commune de Peyrolles-en-Provence**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Lac de Peyrolles-en-Provence a été acquis et déclaré d'intérêt communautaire en 2002 par la Communauté du Pays d'Aix. L'établissement public de coopération intercommunale qui assure la gestion du site, a réalisé de nombreux aménagements et équipements (voies d'accès, parking, poste de secours, aménagements paysagers, zones de loisirs, équipements sportifs...), lesquels ont permis de renforcer significativement l'attractivité du site. En effet, outre l'accueil de visiteurs venant de tout le Pays d'Aix, le site reçoit également des événements sportifs d'envergure à l'instar du Mud Day, l'Iron Man ou encore des régates d'aviron.

La Métropole Aix-Marseille Provence est propriétaire d'un terrain d'environ 5 hectares relevant de son domaine privé, situé à proximité immédiate du lac de Peyrolles-en-Provence. Il est apparu opportun de proposer ce site pour accueillir un équipement d'hébergement touristique afin de compléter l'offre qui est déficitaire sur le secteur du bassin de vie du Val de Durance.

Afin de faire émerger un projet touristique de qualité et dans la mesure où la collectivité n'est pas contrainte par les règles de la commande publique, une procédure d'appel à projets, suivie de la conclusion d'un bail emphytéotique administratif,

serait mise en œuvre. Cette procédure permet de laisser différents candidats s'exprimer librement sur un projet d'intérêt général, dans le respect des règles d'urbanisme en vigueur.

Compte-tenu des contraintes qualitatives et environnementales inscrites dans le cahier des charges, la Métropole Aix-Marseille Provence, en sa qualité de propriétaire, pourrait prendre en charge pour partie la viabilisation du terrain, dans la limite de l'enveloppe budgétaire affectée au projet.

L'ensemble des choix techniques s'effectuera au sein d'un comité de pilotage dédié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG 027-509/16/CM relative aux ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 27 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le terrain propriété privée de la Métropole Aix-Marseille situé à proximité immédiate du lac de Peyrolles-en-Provence présente une contenance suffisante pour accueillir un équipement d'hébergement touristique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à lancer une procédure d'appels à projets pour l'accueil d'un équipement d'hébergement touristique, à proximité du Lac de Peyrolles-en-Provence, dans les conditions décrites ci-dessus.

## **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer tout acte et document afférents à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	52
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	52
Majorité absolue	27
Pour	52
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2020 CT2 261**

**Approbation d'un avenant n°1 à la convention de partenariat et de participation financière au comité d'itinéraire de l'eurovélo route n°8 "La Méditerranée à vélo" pour 2019-2021**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 29 octobre 2015, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix validait une convention de partenariat 2016-2018 avec le Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route N°8 permettant au comité d'itinéraire d'assurer la continuité de l'itinéraire, de jalonner l'eurovélo 8 de manière continue de la frontière espagnole à la frontière italienne, de structurer l'offre touristique, qualifier les services et favoriser l'intermodalité et de mettre en œuvre la stratégie de communication et de promotion de l'eurovélo 8.

Le 12 octobre 2016, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix validait l'engagement financier porté à 10 000 € dès 2017, dans le cadre de l'avenant n°1 à la convention de partenariat financière au comité d'itinéraire de l'eurovélo route n°8.

Un avenant N°2 à la convention de partenariat initiale a été voté en Conseil de Territoire le 12 octobre 2017 afin de :

- Permettre à trois nouveaux partenaires de rejoindre le comité d'itinéraire en devenant partie de la convention

- Actualiser le plan d'actions de la convention et son budget
- Modifier les modalités de versement de la participation financière annuelle des co-financeurs.

Le 11 octobre 2018, une nouvelle convention triennale 2019-2021 était approuvée par le Conseil de Territoire. Aujourd'hui, il s'agit de voter un premier avenant permettant à de nouvelles collectivités de rejoindre le comité d'itinéraire, de modifier l'article 1 pour le scinder en deux articles : l'objet de la convention et les objectifs et obligations des parties, d'instaurer un groupement de commande et d'actualiser le plan d'actions et le budget.

### **Pour rappel :**

Les Eurovélo routes sont de grands itinéraires en projet, parcourant l'Europe sur 70 000 km. Ces véloroutes sont en grande partie aménagées sur des voies dédiées aux cyclistes (voies vertes, pistes cyclables). Ces itinéraires sont un véritable enjeu pour le développement du tourisme et de l'éco-mobilité, qu'ils peuvent fortement stimuler dans les territoires traversés.

### **L'itinéraire eurovélo 8 :**

L'eurovélo 8 traverse l'ex-Région Languedoc-Roussillon et la Région Sud Provence-Alpes Côte d'Azur. Dans sa globalité elle s'étend sur une distance de 5 388 km et reliera à terme Cadix, en Espagne, à Chypre, à travers onze pays du bassin méditerranéen (Chypre, Grèce, Albanie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovaquie, Italie, Monaco, France, Espagne), de quoi attirer les clientèles touristiques de plus en plus amatrices d'itinérance à vélo. En France, l'itinéraire s'étend sur 700 km.

### **Gouvernance :**

En février 2015, sous l'impulsion de la Région Sud Provence-Alpes Côte d'Azur, un comité d'itinéraire interrégional constitué de l'État, des Régions maîtres d'ouvrage, des collectivités locales et des acteurs du tourisme est constitué.

### **L'adhésion au comité d'itinéraire :**

Adhérer à un comité d'itinéraire fonde un engagement des collectivités concernées à ce que l'itinéraire soit réalisé dans les meilleurs délais en assurant une cohérence des aménagements cyclables, la signalisation, la qualité des services touristiques ou encore l'image et les supports de communication.

Le comité d'itinéraire permet également de mutualiser les efforts afin d'obtenir des subventions (CPER 2015-2020, financements européens) pour la réalisation d'études, d'aménagements, d'équipements, et des actions communes (charte graphique, plate-forme internet, événementiels, éductours, enquête de fréquentation...).

Enfin, le comité d'itinéraire offre un cadre propice au transfert d'expérience et à l'échange de bonnes pratiques sur des thématiques diverses liées à un itinéraire et qui concernent l'ensemble des

partenaires : intermodalité, déplacements quotidiens, services touristiques. Il permet le lancement d'actions de communication en cohérence avec l'identité, les valeurs et les cibles de l'itinéraire.

La participation à un Comité d'Itinéraire requiert un investissement à la fois humain et financier. Ses membres doivent par conséquent intégrer la nécessaire mise à disposition des ressources humaines pour le pilotage et la participation à des comités techniques et comités de pilotage.

Le plan d'actions de la convention concerne cinq volets dont les actions seront détaillées chaque année et revues par le comité de pilotage :

- Communication / Promotion : augmenter la notoriété de la Méditerranée à Vélo
- Évaluation : Observer la fréquentation, les retombées et la satisfaction
- Services : Renforcer l'offre de services autour de l'itinéraire
- Intermodalité : Améliorer les accès intermodaux à la véloroute (AMO)
- Infrastructure : Assurer la continuité de l'itinéraire, en particulier son jalonnement, et le pérenniser. Objectif 100 % de l'itinéraire en 2025.

Le budget global sur les trois prochaines années est évalué à 605 000 €, réparti sur les 24 partenaires financiers.

Les deux tiers seront attribués au financement de la communication et de la promotion de l'itinéraire et une coordination générale (assistance à maîtrise d'ouvrage) est établie et inclut la mobilisation/réunions, la veille et l'enrichissement du partenariat.

Les actions seront débattues et validées en Comité de Pilotage chaque fin d'années en fonction des priorités pour l'année suivante et suivant les enveloppes définies.

Le comité d'itinéraire rassemble l'ensemble des partenaires du projet Eurovélo 8 en France. Il comprend les signataires de la convention et les représentants de toute collectivité, association, entreprise ayant un intérêt pour le projet.

Le paiement de la participation financière, à hauteur de 10 000 € pour la Métropole Aix-Marseille Provence, sera mandaté après réception d'un titre de recette établi par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et reste inchangé. En fin d'année un état récapitulatif des dépenses réalisées sera envoyé à chaque partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°2015\_B539 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant la convention de partenariat et la participation financière au Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route n°8 ; 2016\_CT2\_213 du 12 octobre 2016 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et 2017\_CT2\_453 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuvant deux avenants à la convention
- La délibération n°2018\_CT2\_429 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 approuvant la nouvelle convention 2019-2021 de partenariat et de participation financière au Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route n°8 ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 27 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- La progression à deux chiffres de la demande d'itinérance à vélo et l'opportunité d'avoir sur le Territoire du Pays d'Aix un itinéraire européen augmentant l'attractivité de la destination.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention 2019-2021 de partenariat et de participation financière au Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route n°8.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment l'avenant annexé.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement : chapitre 011, nature 6281, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
----------	----

Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Environnement**

### **2020 CT2 262**

#### **AVIS - Présentation des Comptes Rendus d'Activités de Concession de distribution publique de gaz année 2019**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Concession de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire, conformément à l'article L. 5217-2-I-6<sup>o</sup>-h du CGCT. Ce transfert de compétence a largement reconfiguré l'organisation de la distribution de gaz sur le territoire :

- La Métropole exerce cette compétence pour les concessions de Marseille, Marignane et Ensues depuis 2015.

- 8 communes géraient cette compétence en direct et l'ont transférée à la métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Éguilles, Vitrolles, Istres, Rognes, Les Pennes-Mirabeau, Martigues, Port-de-Bouc).

- Le SMED13 gérait la compétence pour 60 communes du périmètre métropolitain et percevait, à ce titre, les redevances associées. Cette compétence est totalement transférée à la métropole par la loi depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Parmi ces 60 communes, il est à noter que, pour 14 communes du Conseil de Territoire Marseille Provence, la compétence AOD gaz avait déjà été transférée par la loi à la Communauté urbaine MPM en 2015 (Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-

Martigues, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons). Cependant, une convention entre le SMED13 et la métropole, couvrant les années 2016 et 2017, permettait au syndicat de continuer à gérer cette compétence et à percevoir la redevance associée.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

La Métropole étant seule autorité concédante sur son territoire depuis 2018, il est proposé de réunir l'ensemble des comptes rendus d'activité des multiples concessions du territoire afin de les soumettre au Bureau de la Métropole de manière groupée pour faciliter la lecture à l'échelle du territoire métropolitain.

Les comptes rendus d'Activité des Concessions de distribution publique du gaz sur le territoire métropolitain pour l'année 2019 ont été transmis dans les délais par le concessionnaire GRDF. Les CRAC 2019 font l'objet d'une analyse en cours par les services métropolitains.

L'examen de ces comptes rendus est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,** **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les comptes rendus d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur le périmètre métropolitain pour l'année 2019 ont été remis dans les délais par GRDF, titulaire des traités de Concession de distribution publique de gaz naturel correspondants.

## Délibère

### Article unique :

Est pris acte des comptes rendus d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2019 sur le périmètre métropolitain, remis dans les délais prévus par la loi par le concessionnaire GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Forêt**

### 2020 CT2 263

#### **Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération Garde Régionale Forestière Grand Site Concors Sainte-Victoire - Année 2021**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, développe sur le Grand Site Concors Sainte-Victoire une politique d'accueil du public spécifique et de surveillance en saison estivale, du 1er juin au 30 septembre.

Il s'agit d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale relative à l'accès aux massifs forestiers, qui interdit la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie. L'harmonisation des codes couleurs des niveaux de restriction d'accès avec les départements limitrophes a débuté sa mise en place avec l'arrêté préfectoral du 28 mai 2018. La sensibilisation du public à cette codification reste indispensable, que ce soit auprès des touristes de passage ou des promeneurs locaux et demande toujours un travail de pédagogie assidue, en particulier en début de saison et les jours où le niveau de risque interdit l'accès aux espaces naturels.

De juin à août 2020, les massifs Concors et Sainte-Victoire ont ainsi connu près d'une dizaine de jours de fermeture durant cette saison estivale.

L'équipe des gardes nature réalise des patrouilles de surveillance quotidiennes ainsi qu'un affichage

spécifique et des points d'information fixes et itinérants en risque de niveau rouge. L'étendue du territoire à parcourir et les contraintes liées à la surveillance particulière des points d'entrée dans les massifs exigent une importante présence sur le terrain, d'au minimum 3 patrouilles quotidiennes. L'effectif permanent de 8 gardes-nature ne permet pas de répondre à ce besoin, malgré un planning, sur cette période, exclusivement consacré aux patrouilles et une restriction des congés.

L'information relative à la réglementation estivale est également diffusée au travers de la Maison du Grand Site de Vauvenargues et du kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, tenus cette année par 4 agents. Sur l'ensemble de la saison touristique, d'avril à fin octobre, ces structures ont accueilli autour de 10 000 visiteurs.

Prenant la suite du dispositif des Assistants Prévention Sensibilisation Incendies de Forêts existant depuis 2004, l'opération estivale de la Garde Régionale Forestière, mesure phare de la nouvelle politique forestière, dite dispositif « Guerre du Feu » de la Région Sud, mise en place en mars 2017, fait partie intégrante du Plan Climat. Composée de plus de 200 jeunes de 18 à 25 ans, elle a ainsi pour mission de :

- développer la culture du risque incendie auprès de la population résidentielle ou passagère qui fréquente les massifs forestiers et, auprès des jeunes qui participent à l'opération
- renforcer les capacités des acteurs régionaux en matière de prévention, d'information, de sensibilisation, et de surveillance du risque incendie aux abords des espaces naturels et forestiers
- être en appui des dispositifs de surveillance des massifs existants, agréés par la sécurité civile lors de périodes à risque
- jouer un rôle essentiel sur le terrain, notamment grâce au suivi d'une formation préalable à l'exercice de leurs missions ; encadrés par des professionnels de la forêt et du feu, ils ont acquis les fondamentaux théoriques et pratiques pour prévenir le risque incendie dans les meilleures conditions.

Au fil des années, l'aide de la Région pour le recrutement de saisonniers dédiés à la prévention du risque incendie, a permis de développer puis de maintenir la capacité de surveillance et de sensibilisation des usagers sur et autour des massifs Concors et Sainte-Victoire.

Au vu du succès de l'opération et de ce besoin toujours essentiel en information, il est à nouveau proposé de procéder au recrutement de Gardes Régionaux Forestiers afin de renforcer les équipes permanentes pendant la saison estivale.

Ainsi, il est envisagé que

- six Gardes Régionaux Forestiers soient intégrés aux patrouilles quotidiennes de terrain les mois de juillet et août 2021. Ce nombre validé depuis 2016 permet de



poursuivre les efforts de présence dans les zones fréquentées et sensibles, telles que les versants nord (jusqu'au Prieuré) et sud Sainte-Victoire et le secteur Bibémus-Zola-Bimont. Au besoin, les patrouilles pourront intervenir sur d'autres sites géographiques en fonction des nécessités.

- Et, trois Gardes Régionaux Forestiers viendront renforcer pendant la saison estivale les équipes d'accueil du Grand Site Concors Sainte-Victoire et orienteront les visiteurs, assureront leur sensibilisation au kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, porte d'entrée et point de vue incontournable de la montagne Sainte-Victoire, ainsi qu'à la Maison du Grand Site de Vauvenargues, en versant nord. Ils assureront leur mission sur 4 mois, de juin à septembre.

Pour ce faire, des documents d'information du public sont chaque année édités pour présenter pédagogiquement la réglementation de l'accès aux espaces naturels.

Les dépenses prévisionnelles éligibles au titre de ce programme sont les suivantes :

- salaires et charges, titres restaurant : 58 000 euros
- impression de documents d'information : 2 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur pour la Garde Régionale Forestière 2021 et à autoriser la signature de tout document y afférent.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur Dispositif « Guerre du Feu »	80 %	48 000 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	12 000 €
<b>TOTAL TTC</b>		<b>60 000 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Sainte-Victoire.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Garde Régionale Forestière Grand Site Sainte-Victoire pour l'année 2021.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Principal Métropolitain 01 de 2021, en section de Fonctionnement : chapitre 012, natures 64131 et suivantes, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain 01 de 2021 et 2022, en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 7472, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

Les crédits nécessaires seront également inscrits sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix de 2021, en section de Fonctionnement : chapitre 011, natures 60628 et 61526 notamment, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix de 2021 en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 7472, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Collecte et traitement des déchets**

### 2020 CT2 264

**Approbation du rapport d'activité 2019 du concessionnaire pour la conception, construction et exploitation d'une installation de valorisation électrique de Biogaz de Décharge de l'ISDnD de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé en 2008 à la société Arbois BioÉnergie (groupement d'entreprises COFELY et FAIRTEC) l'exploitation du « gisement » de biogaz de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois via une concession d'ouvrage public dont les fondements ont été établis sur la base d'une délégation de service public.

À partir de ce gaz pauvre, résultant de la dégradation de la matière organique contenue dans les déchets ménagers résiduels, le concessionnaire devrait produire 470 GWh d'électricité verte, pendant les 15 années du contrat. Cette production correspond à la consommation annuelle électrique d'environ 12.000 logements et permet d'éviter le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO<sub>2</sub> sur toute la durée du contrat.

La société Arbois BioÉnergie a contractuellement la charge de la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations. L'énergie produite est en totalité réinjectée sur le réseau ERDF, l'exploitant de l'unité de valorisation se rémunère sur la vente d'énergie électrique en contrepartie de la cession du gisement de biogaz. Le Territoire du Pays d'Aix perçoit une redevance proportionnelle à l'énergie produite.

L'objet du présent rapport est de présenter le rapport annuel d'activité de l'installation de valorisation des biogaz pour l'année 2019.

### a) Bilan environnemental

Le bilan environnemental de l'unité répond aux exigences de l'arrêté préfectoral d'exploitation. Les rejets atmosphériques des torchères et des groupes électrogènes sont conformes aux valeurs limites d'émissions imposées dans l'Arrêté Préfectoral d'exploitation de l'ISDnD.

### b) Bilan financier 2019

L'année 2019 a été la septième année pleine en terme de fonctionnement industriel de l'installation et a permis de valoriser 11.757.483 Nm<sup>3</sup> de biogaz, de produire une énergie totale de 19,5 GWh électrique et d'éviter le rejet à l'atmosphère de l'équivalent de 3.500 tonnes de CO<sub>2</sub>. Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 97 % pour un engagement minimum contractuel de 85%. D'un point de vue financier, ces opérations ont généré une recette nette pour le Territoire du Pays d'Aix de 662.923 Euros HT.

L'unité de cogénération a assuré une recette de 2.170 Euros HT.

La performance énergétique des installations a notamment permis au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier du taux préférentiel pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes sur le Centre de Stockage à savoir 24€/tonne au lieu de 33€/tonne. Cela a représenté effectivement en 2019 une économie de TGAP d'environ 1.444.800 Euros HT pour le Pays d'Aix.

En 2019, le contrat de valorisation des biogaz a permis de dégager un total de ressources financières supplémentaires pour le Pays d'Aix d'environ 2,109 M Euros HT.

### c) Evolution contractuelle

Le 14 mars 2019, suite à la mise en œuvre de l'unité de traitement des lixiviats, un avenant cadrant une adaptation de la solution de cogénération a été signé : il permet désormais le traitement des perméats et non plus du lixiviat comme le prévoyait le précédent avenant ce qui permet de continuer à bénéficier de la prime à la co-génération. La moitié des bénéfices générés est reversée au Pays d'Aix contribuant ainsi à améliorer le bilan financier de l'opération par la perception de cette prime.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de prendre acte du rapport d'activité 2019 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

**Délibère**

**Article unique:**

Il est pris acte du rapport d'activité 2019 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois, ci-annexé.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 265**

**Déclassement et approbation de l'échange foncier des parcelles avec la mairie de Venelles en prévision de la reconstruction de la déchèterie sur un autre terrain**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La déchèterie de Venelles, établie sur les parcelles cadastrées BR31 et BR32 sise Impasse de la Coopérative au lieu-dit de la Campagne Jean Jacques, d'une superficie de 239 m<sup>2</sup> et de 5.234 m<sup>2</sup>, est un équipement de proximité géré par le Territoire du Pays d'Aix destiné à recueillir les

apports de déchets des particuliers de ce bassin de vie.

Cet équipement a été construit et mis en service en 1998 par l'ancienne Communauté de Communes du Pays d'Aix, à laquelle s'est substituée la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, sur une parcelle mise à disposition par la Commune de Venelles, demeurée depuis cette date propriété de celle-ci.

Suite à la fusion de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, la déchèterie est désormais exploitée depuis par le Territoire du Pays d'Aix au titre de sa compétence en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Sa localisation, à proximité d'une zone commerciale, et sa desserte insuffisante par les voies existantes dans un contexte de hausse de fréquentation, ont amené la Commune de Venelles et le Territoire du Pays d'Aix à envisager son déplacement futur par une désaffectation du site actuel et une reconstruction à l'écart des zones urbaines.

Les discussions engagées ont amené les parties prenantes à s'entendre sur une relocalisation de cet équipement sur une parcelle non bâtie, propriété de la Commune de Venelles, située à proximité de la station d'épuration, cadastrée sous la référence BO132, BO65, BO66, BO187.

Compte-tenu des études et travaux à mettre en œuvre pour la réalisation du nouvel équipement, cette relocalisation de la déchèterie pourrait être effective à l'horizon 2024.

Au regard de son affectation à un équipement de compétence métropolitaine au 1er janvier 2016, date de création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la parcelle supportant la déchèterie a été transférée en pleine propriété au Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2020 avec accord amiable de la commune de Venelles (délibération du 2 juillet 2020).

Sur la base des points d'accords dégagés entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Venelles – lesquels demeurent soumis à l'approbation de leurs organes respectivement compétents - le projet de relocalisation de la déchèterie de Venelles nécessite en complément l'approbation en termes identiques par le Territoire et la Commune de Venelles du principe et des modalités principales d'un échange foncier sans soulte entre les parcelles cadastrées BR31 et BR32, terrain d'assiette de l'actuelle déchèterie, et les parcelles BO132, BO65, BO66, BO187, assiette de la future déchèterie après relocalisation.

La procédure d'échange mise en œuvre est celle prévue par l'article L. 3112-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui dispose que, en vue de permettre l'amélioration des

conditions d'exercice d'une mission de service public, un bien affecté à un service public peut être échangé, après déclassement, avec un bien appartenant à une personne privée ou relevant du domaine privé d'une personne publique.

L'acte d'échange doit alors comporter des clauses permettant de préserver l'existence et la continuité du service public.

A cet égard, le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Venelles se sont entendus pour que l'actuelle déchèterie continue d'être exploitée jusqu'à la mise en service de la nouvelle déchèterie, le Territoire du Pays d'Aix supportant durant cette période les droits et obligations du propriétaire sur les parcelles BR31 et BR32 à l'exclusion des pouvoirs de dispositions.

Il en ira de même pour la Commune de Venelles à l'égard des parcelles BO132, BO65, BO66 et BO187 et l'acte d'échange emportera autorisation de réaliser les travaux de construction de la nouvelle déchèterie par le Territoire du Pays d'Aix.

De ce fait, les parcelles BR31 et BR32 ne seront désaffectées qu'à compter de la mise en service du nouvel équipement.

Compte-tenu du caractère global de l'accord entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Venelles, l'acte authentique formalisant le transfert de propriété des parcelles cadastrales BR31 et BR32 interviendra concomitamment à l'acte opérant la formalisation de l'échange, entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune, des terrains actuels et futurs de la déchèterie de Venelles.

Il est donc proposé, dans le cadre du présent rapport, de prononcer le déclassement et d'approuver les modalités principales d'un échange foncier sans soulte des parcelles cadastrées BR31 et BR32, terrain d'assiette de l'actuelle déchèterie, avec les parcelles BO132 et BO187 ainsi qu'une emprise de 1073 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle BO66 et une emprise de 2200 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle BO65 qui constitueront le terrain d'assiette de la future déchèterie après relocalisation.

Il est à noter que la valeur des parcelles d'assises actuelles (Parcelles BR31&32) est estimée par la Direction de l'Immobilier de l'Etat à 330 000 € alors que celles allouées à la construction du futur site (partie des parcelles BO 65, 66 et parcelles BO132 et 187) est évaluée à 300 000 €.

Il est proposé au Territoire du Pays d'Aix d'approuver cet échange malgré l'écart de valeur vénale entre les deux terrains car le terrain à acquérir revêt un caractère stratégique pour l'exercice de la compétence de collecte des déchets compte tenu de son emplacement qui permettra d'éviter tous risques de saturation de la voie d'accès et contribuera ainsi à améliorer le service public rendu aux usagers.

Le Territoire du Pays d'Aix prendra à sa charge les frais nécessaires au bornage ainsi que les frais et droits découlant de la passation de l'acte authentique de transfert de propriété et d'échange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2020\_CT2\_109 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020, approuvant le transfert en pleine propriété des parcelles d'assiette de l'actuelle déchèterie de la commune de Venelles.
- La délibération du conseil municipal de la commune de Venelles en date du 2 juillet 2020 approuvant le transfert par accord amiable au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence du terrain d'assiette de l'actuelle déchèterie de la commune de Venelles.

##### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que l'implantation de la déchèterie dans une zone urbanisée et insuffisamment desservie entrave la correcte exploitation de cet équipement et qu'il est nécessaire d'améliorer les conditions d'exercice de ce service public.
- Que l'écart de valeur vénale entre les deux terrains objet de l'échange est justifié par le caractère stratégique de l'emplacement choisi pour l'implantation de la future déchèterie en ce qu'il contribuera à améliorer le service public rendu aux usagers.
- Que la continuité d'exploitation d'une déchèterie sur le territoire de la Commune de Venelles nécessite, à terme, la relocalisation de cet équipement.
- Que les discussions engagées avec la Commune de Venelles ont abouti à un projet d'accord impliquant l'échange entre le terrain d'assiette de l'actuelle déchèterie et un terrain, propriété de la Commune de Venelles, destiné à recevoir l'équipement relocalisé.



- Qu'il est nécessaire de déclasser les biens constituant le terrain d'assiette de l'actuelle déchèterie pour pouvoir procéder à leur échange conformément à la procédure prévue par l'article L. 2141-3 et L. 3112-3 du CGCT.
- Que le transfert en pleine propriété du terrain d'assiette de l'actuelle déchèterie au profit de la Métropole, a été opéré en application de l'article L. 5217-5 du CGCT.

#### Délibère

##### Article 1 :

Les parcelles cadastrées BR31 et BR32 constituant le support de l'actuelle déchèterie de Venelles sont déclassées du domaine public du Territoire du Pays d'Aix.

##### Article 2 :

Est approuvé l'échange foncier sans soulte entre les parcelles cadastrées BR31 et BR32, terrain d'assiette de l'actuelle déchèterie, et les parcelles BO132 et BO187 ainsi qu'une emprise de 1073 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle BO66 et une emprise de 2200 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle BO65 qui constitueront le terrain d'assiette de la future déchèterie après relocalisation.

##### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les actes se rapportant à cet échange.

##### Article 4 :

Les frais et droits inhérents au bornage et à la passation de l'acte authentique de transfert de propriété et d'échange seront supportés par le Territoire du Pays et seront inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe 2021 Service Prévention Élimination des Déchets (SPED 2021) du Territoire du Pays d'Aix : Autorisation de programme AP 173 – Fonction 7213 – Nature : 2128.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Cycle de l'eau et assainissement

### 2020 CT2 266

**AVIS - Présentation des rapports annuels 2019 des exploitants (délégataires, régies et SPL) des services publics de l'assainissement et de l'eau potable**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Conformément à l'article R.2221-52 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Régie personnalisée transmet à la Métropole un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Ces rapports sont présentés en Commission Consultative des Services Publics Locaux.

L'examen de ces rapports est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Les exploitants des services publics de l'eau et de l'assainissement ont remis leur rapport pour l'exercice 2019, à savoir :

#### Sur le Territoire Marseille Provence :

- Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du Contrat de délégation eau potable sur les communes du Territoire Marseille-Provence à l'exception de Plan-de-Cuques et de Gémenos-centre ;

- SERAMM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone Centre du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Marseille, Le Rove, Septèmes-les-Vallons, et la Zone Industrielle de Gémenos ;

- SAEM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone est du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes de Cassis, Ceyreste, La Ciotat et Roquefort la Bédoule ;

- SAOM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone Ouest du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins.



#### Sur le Territoire du Pays d'Aix :

- Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) en charge des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur les communes d'Aix-En-Provence, Gardanne, Saint-Marc Jaumegarde, Saint-Paul-Lez-Durance, Saint-Estève-Janson, Venelles et du service public de l'assainissement sur les communes de Châteauneuf-le-Rouge, Fuveau (depuis le 01/11/2019) et de Saint-Antonin-sur-Bayon ;
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Fuveau, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puyloubier, Rousset, Saint-Antonin-Sur-Bayon, Trets, Vauvenargues, Ventabren et Vitrolles ;
- SAUR, titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Eguilles et Meyreuil ;
- CEO, titulaire du contrat de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Le Tholonet ;
- SEERC, titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Jouques, Rognes, Saint-Cannât ;
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public de l'assainissement des communes de Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Coudoux, Fuveau (jusqu'au 30/10/2019), Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puyloubier, Rousset, Trets, Vauvenargues, Ventabren ;
- CEO, titulaire des contrats de délégation des services publics de l'assainissement des communes d'Eguilles et Le Tholonet ;
- SEERC, titulaire des contrats de délégation des services publics de l'assainissement des communes de Jouques, Rognes et Saint-Cannât ;
- SAUR, titulaire du contrat de délégation des services publics de l'assainissement des communes de Meyreuil et Vitrolles ;
- GER (groupement OTV SUD AFRIQUE/ SEM) titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation de la station d'épuration industrielle de Rousset.

#### Sur les territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de Marseille-Provence et du Pays d'Aix :

- Régie de l'Eau et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban (REABMG) en charge du service public de l'eau potable des communes de Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, mla Destrousse, Peypin, Saint-Savournin, et des services publics de l'eau et de l'assainissement des communes de Plan-de-Cuques, Gémenos (sauf Zone Industrielle), Gréasque, Mimet et Simiane-Collongue.

#### Sur le Territoire du Pays Salonais :

- Agglopolé Provence Eau (APE), titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais ;

- Agglopolé Provence Assainissement (APA), titulaire du contrat de délégation du service public de l'assainissement collectif sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais.

#### Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- SAUR, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune d'Auriol ;
- Veolia SVAG, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune de Saint-Zacharie (jusqu'au 14/07/2019) ;
- SPL Eau des Collines (EDC) en charge de l'eau potable sur les communes d'Aubagne, la Penne-sur-Huveaune, Cuges-les-Pins et Saint-Zacharie (depuis le 15/07/2019) et du service public de l'assainissement sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

#### Sur le Territoire Istres Ouest-Provence :

- Société des Eaux de Marseille (SEM) : contrat de délégation du service public d'eau potable sur les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- SUEZ titulaire des contrats de délégation des services publics d'eau potable sur les communes d'Istres / Miramas, de Port-Saint-Louis du Rhône et de Fos-sur-Mer ;
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire du contrat de délégation du service public d'assainissement collectif sur les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- SUEZ, titulaire des contrats de délégation des services publics d'assainissement collectif sur les communes de Fos-sur-Mer, d'Istres / Miramas, de Port-Saint-Louis du Rhône (1 contrat pour la partie collecte et 1 contrat en concession pour la station d'épuration).

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par les exploitants ainsi que les résultats financiers relatifs aux contrats de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,** **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020.

**Où le rapport ci-dessus ;**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les activités des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les activités des Régies personnalisées et des SPL doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les rapports annuels des exploitants pour l'année 2019 ont été remis par l'ensemble des prestataires ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte de la présentation des rapports annuels des exploitants (délégataires, régies à personnalité juridique et morale et autonomie financière et SPL) des services publics de l'eau et de l'assainissement pour l'exercice 2019, remis par les sociétés citées ci-dessus, ci-annexés.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 267**

**AVIS - Approbation du rapport annuel 2019 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement métropolitain**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs ; L'article 73 de ladite loi, et le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel de la Présidente sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le rapport de synthèse Métropolitain commun sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif avec ses annexes :

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de

l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services obligatoires et sont construits le cas échéant en prenant en compte l'analyse des rapports d'activité des exploitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que le service public de l'eau et de l'assainissement de la Métropole doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité de ce dit service.
- Que ce rapport et ses annexes (RPQS des six Territoires) doivent être présentés au Conseil de la Métropole et mis à disposition du public.

## Délibère

### Article unique :

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-joints, pour l'exercice 2019.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2020 CT2 268

#### **AVIS - Présentation du Compte-Rendu d'activité 2019 de la Concession de gestion du réseau de chauffage urbain d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence dispose depuis 1967 de 3 réseaux de chauffage urbain – ou réseaux de chaleur – desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence. Ces équipements ont été réalisés pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation rapide de ces quartiers.

Les réseaux de chaleur ont utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts,

le fioul domestique, le gaz, en 1997 l'installation de moteur gaz de cogénération et en 2014 la mise en service d'une chaufferie bois.

En 2012 les réseaux d'Encagnane et des Fenouillères ont été interconnectés. En 2017 l'interconnexion avec le réseau des Hauts de Provence est actée et la réalisation est lancée en 2019.

La concession actuelle a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2011. GDF SUEZ devenu ENGIE-COFELY a été retenue pour son exploitation et la société dédiée APEE (Aix-en-Provence Energie Environnement) a été créée fin 2011.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Les réseaux de chauffage urbain lui ont alors été transférés par la Commune d'Aix-en-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Aix en Provence Energie Environnement, a remis à la Métropole le compte-rendu d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2019. Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,** **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2011-649 du Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence en date du 27 juin 2011 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion des réseaux de chauffage de la ville à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) ;
- La délibération n° 2011-1300 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 12 décembre 2011 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion des réseaux de chauffage de la ville portant approbation du transfert de la concession à la société dédiée « APEE » ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les rapports du délégataire transmis par la Société "APEE" ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le compte-rendu d'activité de la concession de gestion du réseau de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2019 a été remis par la Société "APEE", titulaire dudit contrat de concession.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du compte-rendu d'activité de la Délégation de Service Public de gestion du réseau de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2019, remis par APEE.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le  
Conseil de Territoire en prend acte et le  
transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Sports**

**2020 CT2 269**

**Stade Maurice David - Soutien exceptionnel aux  
clubs sportifs évoluant dans les installations du  
Pays d'Aix - Exonération partielle des  
redevances d'occupation domaniale pour  
Provence Rugby et l'AUC Rugby**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La présente délibération participe à un ensemble de démarches initiées par le Pays d'Aix afin de limiter les impacts multiples de la crise COVID 19, en particulier les conséquences de la suspension anticipée des compétitions sportives professionnelles et amateurs à la mi-mars à cause du coronavirus.

Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 15 mars 2020 complétant l'arrêté du 14 mars 2020 et portant sur diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation de la COVID 19, les associations et sociétés sportives professionnelles ont annulé leurs compétitions ayant pour corollaire la fin de la saison sportive 2019/2020.

Ainsi, les clubs Provence Rugby et AUC Rugby n'ayant pu exercer leur activité d'accueil du public et des partenaires dans l'enceinte du stade Maurice David lors des matchs de championnat à domicile

pendant toute la période de confinement et même jusqu'à la fin de l'été 2020, n'ont plus perçu de revenus liés à l'exploitation du stade.

Historiquement implantés à Aix-en-Provence, Provence Rugby et l'AUC Rugby s'entraînent et jouent leurs rencontres de championnat à domicile au Stade Maurice David.

Une convention passée avec chaque club pour la saison sportive 2019/2020 récapitule l'ensemble des installations et espaces sportifs mis à disposition de chaque club, leurs conditions d'utilisation, ainsi que la redevance due par la SASP Provence Rugby et l'AUC Rugby.

Il convient de rappeler le montant de la redevance pour chacun des deux clubs :

- la redevance d'occupation du stade en faveur de la SASP Provence Rugby s'élève à 42 000€ (quarante-deux mille euros) pour 2019/2020,
- la redevance d'occupation du stade en faveur de l'AUC Rugby s'élève à 2 200€ (deux mille deux cents euros) pour 2019/2020,

Compte tenu de ce qui précède, le Territoire du Pays d'Aix décide, sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, d'exonérer exceptionnellement et partiellement, Provence Rugby et l'AUC Rugby du paiement de la redevance perçue pour la saison sportive 2019/2020 au titre du droit d'occupation du domaine public et des installations du stade Maurice David, pour une période correspondant au début l'état d'urgence sanitaire jusqu'à la reprise de l'activité professionnelle des clubs, équivalente à cinq mois et demi (du 16 mars au 31 août 2020) soit une exonération de 19.250 € pour Provence Rugby et de 1.008 € pour l'AUC Rugby.

La perte financière représente un montant total de 20.258 (vingt mille deux cent cinquante huit) euros répartis de la façon suivante :

- Loyer Provence Rugby : 19.250 €
- Loyer AUC Rugby : 1.008 €

Par conséquent, il est nécessaire d'approuver une exonération partielle des redevances d'occupation du Domaine Public pour ces deux clubs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2019\_CT2\_347 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13



juin 2019 relative à l'approbation de la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby (saisons 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022) ;

- La délibération n°2019\_CT2\_348 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à l'approbation de la convention annuelle de mise à disposition et d'utilisation des installations sportive ;s et des locaux du stade Maurice David au profit de l'AUC Rugby (saisons 2019/2020)
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir les clubs Provence Rugby et AUC Rugby impactés par la situation sanitaire COVID 19 en raison d'une suspension et d'une fin anticipées des compétitions sportives dès la mi-mars 2020 ne leur permettant plus de percevoir des revenus dans le cadre du déroulement des matchs à domicile.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'exonération partielle du paiement de la redevance perçue pour la saison sportive 2019/ 2020 au titre du droit d'occupation du domaine public et des installations du stade Maurice David par Provence Rugby pour une période équivalente à cinq mois et demi (du 16 mars au 31 août 2020), correspondant à un montant de 19.250 €.

**Article 2 :**

Est approuvée l'exonération partielle du paiement de la redevance perçue pour la saison sportive 2019/ 2020 au titre du droit d'occupation du domaine public et des installations du stade Maurice David par l'AUC Rugby pour une période correspondant au début l'état d'urgence sanitaire jusqu'à la reprise de l'activité professionnelle des clubs, équivalente à cinq mois et demi (du 16 mars au 31 août 2020), correspondant à un montant de 1.008 €.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 270**

**Complexe sportif et de loisirs du Farigoulier – Approbation d'un avenant n°1 à la convention de Mandat de Maîtrise d'Ouvrage pour la commune de Pertuis pour la deuxième tranche des opérations de requalification et développement du site du Farigoulier**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis a été déclaré d'intérêt communautaire par le Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 au titre de la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ».

Ce site est devenu métropolitain au 1er janvier 2016.

La prise en compte de ce complexe par la Communauté du Pays d'Aix avait alors notamment pour objectif de permettre la modernisation des équipements existants ainsi que la création d'autres aménagements permettant de conférer à ce site un positionnement majeur au niveau du Val de Durance et du Pays d'Aix.

Ce site comprend des terrains de sport, des aires de jeux et de multiples pratiques de sports et loisirs (terrains de football et rugby, site de tir à l'arc, stand de tir à armes à feu, piste et tribune de modélisme,



piste et site d'aéromodélisme, piste de motocross, parcours de santé, étang de pêche...).

Compte tenu du contexte foncier et environnemental du site, de la bonne connaissance des installations ainsi que de leur exploitation par la commune de Pertuis et dans la mesure où le Pays d'Aix n'était pas en capacité d'assumer dans l'immédiat la gestion de ce site, le Bureau communautaire de la CPA dans sa séance du 26 novembre 2015 a validé le principe d'une convention de gestion du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis jusqu'au 31 décembre 2017.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 a validé une nouvelle convention de gestion avec la commune de Pertuis pour la période 2018/2020 sur les mêmes bases que la précédente.

Une convention complémentaire est en cours de signature pour la période 2021/2023.

Cette convention de gestion prévoit que la commune de Pertuis engage les dépenses nécessaires au fonctionnement courant de ce site et que le Pays d'Aix la rembourse sur des états comptables trimestriels.

Rappel de l'objet de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de son avenant :

L'ensemble du site d'environ 25 hectares, unique sur le territoire du Pays d'Aix, a fait l'objet d'un projet de requalification et de développement à l'image du rôle qu'il devra tenir dans son bassin de vie et en relation avec la politique sportive et de loisirs du Territoire du Pays d'Aix.

Afin de pouvoir initialiser le projet de développement de ce site et mener à bien les études de faisabilité et de programmation de ce projet, le Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 a validé la création d'une Autorisation de Programme de 5 millions d'euros ainsi qu'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) au profit de la commune de Pertuis, dans la mesure où cette dernière disposait des compétences et d'une organisation dimensionnée pour assurer la maîtrise d'ouvrage de ces études préalables.

A l'issue de la réalisation des études susmentionnées, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 a validé le programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier ainsi que le principe de revalorisation à 9 millions d'euros de l'Autorisation de Programme correspondante. Il a également pris acte de l'utilité de recourir à une procédure de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la commune de Pertuis concernant l'ensemble des travaux à réaliser pour la restructuration et le développement du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis.

En conséquence, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 a validé une seconde

convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage pour la commune de Pertuis pour la réalisation de la 1ère phase des travaux validés lors des études programmatiques.

En effet, ces dernières ont fait émerger la nécessité d'un phasage en plusieurs temps de l'opération d'aménagement :

- Mise en Sécurité (clôture périmétrique, contrôle d'accès, parking, maison gardien) ;
- Opération 1 (voies de circulation, aires de jeux, plaine sportive, canoë-kayak, motocross...);
- Opération 2 (tribunes, aéromodélisme, stand de tir...).

La mise en sécurité du site a été réalisée prioritairement en 2018, le Pays d'Aix ayant fait réaliser sur cet exercice budgétaire par l'intermédiaire de la commune, la clôture périmétrique du site ainsi que le contrôle d'accès (portails) pour un montant total de 270 000 € TTC.

Afin de mener à bien la phase suivante des travaux, il est apparu nécessaire, en 2019, de conclure une seconde convention entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Pertuis. Celle-ci concerne une tranche des opérations pour un montant de 1 810 000 € TTC comprenant :

- La réalisation d'un parking d'accueil VL et PL pour bus avec accès sécurisé au complexe, de capacité maximale 240 places,
- La réalisation d'un terrain de football en gazon synthétique,
- La réalisation de vestiaires modulaires et d'espaces polyvalents pour les clubs sportifs,
- La réalisation de tribunes modulaires pour accueillir 400 spectateurs.

En lien avec des contraintes de réalisation, la ville de Pertuis sollicite le réajustement du budget global de l'opération à 2 170 000 € TTC, soit une augmentation de 360 000 € TTC, correspondant à des travaux supplémentaires imputables à des contraintes de réalisation :

- Renforcement des fondations des bâtiments suite à G2 PRO ;
- Traitements de sol complémentaires du parking suite à G2 PRO ;
- Reprises des réseaux de desserte éclairage suite à découverte câbles HS ;
- Recalage topographique du terrain et agrandissement des zones extérieures suite à lever après terrassements ;
- Déplacements bungalow foot et abris joueurs rugby suite contraintes accès PMR.

Financement de l'opération :

Dans le cadre de la convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage et en lien avec les délibérations concordantes des organes délibérants de chacune des deux parties, la commune de Pertuis verse à la Métropole un fonds de concours de 446 952 € afin de participer au financement de l'opération.

Le plan de financement de cette deuxième phase, dont le coût prévisionnel est estimé à 2 170 000 € TTC, se présente ainsi :

	Montant TTC	2019	2020	2021
Métropole / TPA	1 723 048 €	480 000 €	480 000 €	763 048 €
Commune de Pertuis	446 952 €	223 476 €	223 476 €	
Total	2 170 000 €	703 476 €	703 476 €	763 048 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015\_A225 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 relative à la déclaration d'intérêt communautaire du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis ;
- La délibération n°2015\_B645 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 relative à l'approbation de la convention de gestion du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier entre la CPA et la commune de Pertuis ;
- La délibération n°2015\_A290 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relatives aux ouvertures, modifications et clôtures d'AP/CP sur le budget général 2016 (dont l'AP relative au projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier) ;
- La délibération n°2015\_B765 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'aménagement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis et concernant l'approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour les études de faisabilité et de programmation ;
- La délibération n°2017\_CT2\_346 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 relative à l'approbation du programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier à Pertuis et du principe de revalorisation de

l'Autorisation de Programme correspondante ;

- La délibération n°2017\_CT2\_446 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 validant la convention de gestion du site du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis pour la période 2018/2020 ;
- La délibération n°2019\_CT2\_360 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019 validant la présente convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage au profit de la commune de Pertuis pour les opérations de requalification et de développement du site du Farigoulier.
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Délibère

##### Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Mandat de Maîtrise d'Ouvrage au profit de la commune de Pertuis pour la réalisation d'une tranche détaillée ci-dessus conformément au projet de développement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis.

##### Article 2 :

L'entrée en vigueur de l'avenant n°1 à la convention de Mandat de Maîtrise d'Ouvrage est prévue dès la signature des parties et pour la durée de réalisation des travaux concernés.

##### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et les documents y afférents.

##### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162487, nature 4581, fonction 325, autorisation de programme DI487AP.

## Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2020 CT2 271**

### **Approbation du pré-programme de la relocalisation de la piscine du Liourat à Vitrolles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La piscine du Liourat à Vitrolles, construite en 1982 est en fin de vie. Vétuste, construite sur un process de préfabrication industrielle difficilement restaurable, contrainte en taille et ne répondant plus aux normes, elle ne permet plus de garantir une exploitation correcte de l'équipement. Les études préalables ont démontré que sa rénovation n'aurait pas permis de répondre aux attentes fonctionnelles et techniques actuelles.

De plus, cet équipement se situe dans un secteur ANRU à forte contrainte foncière inscrit dans le prochain programme de rénovation urbaine de Vitrolles. Aussi, en accord avec la Ville de Vitrolles, la piscine du Liourat devra être démolie en 2025 pour permettre l'aménagement de nouvelles fonctionnalités urbaines. L'impact de ce déménagement pour les usagers issus du quartier a été pris en compte dans les études préalables. En effet, la piscine des Hermès se trouve dans le même périmètre urbain.

Au regard de cette fermeture programmée et du besoin en terme d'apprentissage de la natation pour les scolaires sur l'aire vitrolaise, il avait été décidé de lancer des études de faisabilité en vue de l'implantation d'un nouvel équipement aquatique sur la commune de Vitrolles.

### **L'implantation**

Deux sites d'implantation ont fait l'objet d'une étude urbaine, le rond-point du Griffon et les jardins de Kiffa. Malgré de nombreuses contraintes identifiées

(réseau d'assainissement absent, zone inondable, présence de ruisseaux et d'espace boisé classé en limite parcellaire), c'est le site dit des jardins de Kiffa qui présente la meilleure compatibilité avec les attendus du projet. Il est à noter que la DDTM a émis des conditions constructives à respecter pour permettre la réalisation du projet sur cette parcelle. Sur la base de cette étude urbaine, deux pistes de programmation ont été étudiées :

- un scénario « de base » : la construction d'une piscine de substitution à l'existant, avec une prise en compte des stricts besoins de l'apprentissage à la natation. Ce scénario a été complété de trois options permettant de mieux répondre aux besoins actuels et futurs avec la mise en œuvre de deux couloirs de nage supplémentaires, une plus grande capacité de tribune et la mise en œuvre d'une pataugeoire pour l'apprentissage des plus jeunes.
- un scénario « aqua-ludique » répondant à des besoins plus larges. Dans ce cas, le scénario de base est complété de plusieurs options dont la mise en œuvre d'un toboggan, d'une rivière à courant, d'un bassin aqualudique, d'une fosse de plongée et d'un espace bien-être.

Lors du Comité de Pilotage du 7 octobre 2020, présidé par Madame le Président du Territoire et en présence de Monsieur le Vice-Président délégué aux sports et aux équipements sportifs du Territoire, il a été décidé de proposer de retenir :

- le site des jardins de Kiffa mis à disposition gracieusement par la Ville ;
- le scénario de base soit un site avec six couloirs de nage et des gradins pour 150 personnes. Les options pour réaliser huit couloirs de nage, des gradins pour 300 personnes et la mise en œuvre d'une pataugeoire seront inscrites dans le programme de l'opération. Elles seront intégrées définitivement si les études de maîtrise d'œuvre démontrent leur compatibilité avec l'autorisation de programme de l'opération.

### **Le préprogramme**

Le projet consiste à remplacer la piscine du Liourat. Ainsi, il reprend toutes les fonctionnalités présentes dans l'équipement aquatique actuel avec quelques améliorations afin de répondre aux besoins du public, des scolaires et des clubs : bassin intérieur de 25 m sur 6 couloirs, gradins d'une capacité de 150 personnes, vestiaires collectifs permettant de recevoir 3 classes en simultané, salles de musculation et locaux annexes permettant d'accueillir une Fréquentation Moyenne Instantanée de 375 personnes.

Ce projet doit développer pendant les études les options suivantes :

- un bassin de 25 m avec 8 couloirs au lieu de 6 (et dimensionnement des plages et locaux annexes permettant d'accueillir une Fréquentation Moyenne Instantanée de 450 personnes) ;

- des gradins d'une capacité de 300 personnes ;
- une pataugeoire.

Une réflexion est également menée sur plusieurs degrés de qualité environnementale de l'équipement (gestion de l'eau, réduction des consommations de fluides, qualité de l'eau et de l'air ...) afin de proposer à la décision plusieurs options au stade programmation technique détaillée qui permettrait de disposer d'un équipement à la pointe de la qualité environnementale. Les enjeux qualitatifs et financiers auxquels devra répondre le projet sont :

- l'optimisation des coûts d'investissement et d'exploitation ;
- l'optimisation de la gestion et du traitement de l'eau et de l'air ;
- la performance énergétique et la qualité environnementale du bâti ;
- la qualité de l'insertion des bâtiments dans le site.

#### **L'estimation prévisionnelle (valeur octobre 2020) :**

Etudes diverses (programmation, géotechnique, géomètre...) :	70 000 € HT
Travaux de construction et d'aménagement :	9 800 000 € HT
Honoraires de maîtrise d'œuvre + prestations intellectuelles associées + aléas + révisions :	2 880 000 € HT
Coût d'opération HT :	12 750 000 € HT
Coût d'opération TTC :	15 300 000 € TTC

#### **Calendrier prévisionnel :**

Rédaction du programme général détaillé :	février 2021 – juin 2021
Lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre :	juin 2021
Etudes de maîtrise d'œuvre :	de juillet 2022 à mars 2023
Lancement de la consultation des entreprises :	mars 2023
Travaux :	Janvier 2024 à juin 2025
Réception :	Eté 2025

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2015\_B375 du 10 juillet 2015 du Bureau communautaire de la CPA décidant de lancer des études de faisabilité en vue de la construction d'un équipement aquatique sur la commune de Vitrolles en remplacement de la piscine du Liourat ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- L'avis du comité de pilotage du 7 octobre 2020.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la relocalisation de la piscine du Liourat à Vitrolles

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le préprogramme de construction d'un nouvel équipement aquatique en remplacement de la piscine du Liourat sur le site « les jardins de Kiffa » à Vitrolles joint en annexe de la délibération.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à lancer les études de programmation architecturale puis la consultation de maîtrise d'œuvre.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à solliciter l'ensemble des partenaires potentiels pour l'obtention de subventions et signer tous les documents s'y rapportant.

#### **Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette délibération et à sa mise en œuvre.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant



**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Culture**

### **2020 CT2 272**

**Attribution d'une subvention en investissement au titre de la restauration du patrimoine privé classé monument historique à la S.C.I « Les jardins d'Albertas » - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En matière de mise en valeur du territoire, l'attention portée à la conservation des paysages et des monuments historiques est un axe important du développement durable du Territoire du Pays d'Aix. Il s'agit de maintenir et dynamiser la conservation de ces édifices et sites qui ont souvent marqué le paysage actuel du territoire. Il sont par ailleurs particulièrement précieux pour l'identification du territoire par ses habitants, la valorisation d'un tourisme responsable et, de fait, son développement.

Ces enjeux ont conduit le Territoire du Pays d'Aix à mettre en œuvre en 2010 une politique nouvelle pour aider la rénovation du patrimoine public qu'il soit mobilier ou immobilier, protégé ou non, appartenant aux 36 communes qui le composent. Cependant, force est de constater que 60% des monuments protégés appartiennent à des propriétaires privés. Il a donc semblé opportun d'étendre ces aides à ces sites et monuments privés.

Par délibération n° 2014\_B069 du Bureau communautaire du 15 janvier 2014, la Communauté du Pays d'Aix avait approuvé une aide de 70 075 € à la S.C.I «les Jardins d'Albertas» au titre des travaux de restauration du Portail, du Grand Canal et des margelles du bassin octogonal des jardins d'Albertas à Bouc-Bel-Air. Cette aide s'adossait sur une convention entre l'État et la Communauté du Pays d'Aix pour la restauration du patrimoine privé au titre des monuments historiques. Cette première phase de travaux est soldée.

Par délibération CSGE 011-6298/19/BM du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une aide au propriétaire, la S.C.I « les Jardins d'Albertas » sous forme de subvention, une aide financière de 91 028,85 €, soit 20% du montant TTC au titre des travaux de restauration des abords du bassin en forme de lyre et à la gestion des eaux pluviales aux abords de la grotte (tranche1), le traitement des allées en surplomb nord et sud et de la terrasse boisée (tranche2). La convention passée pour ces travaux est conclue pour une durée de 3 ans, 2020, 2021, 2022 et pourra être prolongée.

Dans le cadre de la continuité des travaux déjà aidés, il s'agit aujourd'hui d'apporter une aide supplémentaire au titre des travaux de restauration programmés en 3 tranches :

1. Traitement des abords de la grotte, traitement des accès, aménagements de la zone sud
2. Aménagement du secteur à l'arrière de la grotte
3. Fin des travaux de la zone sud et recreation des bassins.

Cette opération concerne un édifice classé au titre des monuments historiques par arrêté du 05 Juillet 1993 et est soumis au Code du Patrimoine.

Les modalités de la participation du Territoire du Pays d'Aix demeurent identiques et sont plafonnées à 20% du montant TTC des Travaux.

La demande de subvention est présentée aux instances délibératives du Conseil de Territoire du Pays d'Aix à la condition expresse de la production de l'arrêté de subvention signée entre le propriétaire et l'État au titre de l'opération concernée.

Elle donne lieu à la signature d'une convention entre le Territoire du Pays d'Aix et le propriétaire privé.

Cette convention précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement ainsi que les clauses d'ouverture au public de ce monument.

Le propriétaire s'engage à ce que les travaux soient achevés au plus tard dans les trois ans qui suivent la signature de la convention. Elle pourra toutefois être prolongée par voie d'avenant.

Le Territoire du Pays d'Aix s'engage à verser au propriétaire, la S.C.I «les Jardins d'Albertas» sous forme de subvention, une aide financière de 146 988 €, soit 20% du montant TTC des travaux qui vont se dérouler en trois tranches successives, pour un montant total de 734 938,78 €.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
État, Ministère de la Culture	50 %	367.469,39 € TTC
Métropole Aix-Marseille-Provence- Territoire du Pays d'Aix	20 %	146.988,00 € TTC
Conseil Départemental 13	15 %	110.240,82€ TTC
Fonds propres ET Mission Bern	15 %	110.240,57€ TTC
Montant total des travaux TTC	100 %	734.938,78€ TTC

#### *Base de calcul - Art 54.3 du RBF*

*Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à*



*partir des dépenses « TVA incluse ».*

La S.C.I «les Jardins d'Albertas» n'est pas assujettie à la TVA.

#### *Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes :

- 40% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

#### *Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF*

*Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.*

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix souhaite aider la conservation, la rénovation et la valorisation du Patrimoine sur son territoire.
- Que la demande de subvention est présentée aux instances délibératives du Conseil de Territoire du Pays d'Aix à la condition expresse de la production de l'arrêté de subvention signée entre le propriétaire et l'État au titre de l'opération concernée ainsi que les clauses d'ouverture au public de ces monuments.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention en investissement pour un montant de 146 988.00 € TTC à la S.C.I « Les Jardins d'Albertas ».

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la S.C.I «Les Jardins d'Albertas».

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162485, Nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI485AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50

Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 273**

**Attribution d'une subvention en investissement au titre de la restauration du patrimoine privé classé monument historique à Madame Laure de Saboulin Bollena propriétaire du Château de Lanfant - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En matière de mise en valeur du territoire, l'attention portée à la conservation des paysages et des monuments historiques est un axe important du développement durable du Territoire du Pays d'Aix. Il s'agit de maintenir et dynamiser la conservation de ces édifices et sites qui ont souvent marqué le paysage actuel du territoire. Il sont par ailleurs particulièrement précieux pour l'identification du territoire par ses habitants, la valorisation d'un tourisme responsable et, de fait, son développement.

Ces enjeux ont conduit le Territoire du Pays d'Aix à mettre en œuvre en 2010 une politique nouvelle pour aider la rénovation du patrimoine public qu'il soit mobilier ou immobilier, protégé ou non, appartenant aux 36 communes qui le composent. Cependant, force est de constater que 60% des monuments protégés appartiennent à des propriétaires privés. Il a donc semblé opportun d'étendre ces aides à ces sites et monuments privés.

Par délibération n° 2015\_B212 du Bureau communautaire du 23 avril 2015, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé une aide de 23 141 € au titre des travaux de restauration d'urgence de la charpente et réfection des couvertures du troisième tiers de l'aile ouest et de l'aile nord-ouest du château de Lanfant appartenant à Monsieur Emmanuel de Saboulin Bollena. Cette aide s'adossait sur une convention entre l'État et la Communauté du Pays d'Aix pour la restauration du

patrimoine privé au titre des monuments historiques. Cette première phase de travaux est soldée.

Par délibération CSGE016-7633/19/BM du Bureau de Métropole du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une aide de 16 655,90 € soit 20% du montant TTC pour des travaux de mise hors d'eau et mise hors d'air et de consolidation du gros œuvre de l'aile ouest du château de Lanfant (aile des communs). Cette aide s'adossait sur une convention entre l'État et le Propriétaire pour la restauration du patrimoine privé au titre des monuments historiques.

Dans le cadre de la continuité des travaux déjà aidés, il s'agit aujourd'hui d'apporter une aide supplémentaire au titre des travaux de restauration de la pente caladée donnant accès à l'aile ouest du Château LANFANT

Cette opération concerne un édifice classé au titre des monuments historiques par arrêté du 16 mars 1982.

Les modalités de la participation du Territoire du Pays d'Aix demeurent identiques et sont plafonnées à 20% du montant TTC des Travaux.

La demande de subvention est présentée aux instances délibératives du Conseil de Territoire du Pays d'Aix à la condition expresse de la production de l'arrêté de subvention signée entre le propriétaire et l'État au titre de l'opération concernée.

Elle donne lieu à la signature d'une convention entre le Territoire du Pays d'Aix et le Propriétaire privé.

Cette convention précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement ainsi que les clauses d'ouverture au public de ce monument.

La durée des travaux s'élève à six mois. Les travaux s'effectueront selon une tranche unique. Date prévisionnelle de début du projet : 1<sup>er</sup> octobre 2020. Date prévisionnelle de fin du projet : 31 mars 2021. En raison de la pandémie COVID 19 et des disponibilités des entreprises, cette estimation pourra faire l'objet de modifications par convention.

Le Territoire du Pays d'Aix s'engage à verser au Propriétaire, sous forme de subvention, une aide financière de 7 663,72 €, soit 20% du montant TTC des travaux projetés pour un montant total de 38 318,61 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
État, Ministère de la Culture	30 %	11 495,58 € TTC
Métropole-Aix-Marseille-Provence- Territoire du Pays d'Aix	20 %	7 663,72 € TTC
Conseil Départemental 13	20 %	7 663,72 € TTC
Fonds propres	15 %	11 495,59 € TTC
Montant total des travaux TTC	100 %	38 318,61€ TTC

#### *Base de calcul - Art 54.3 du RBF*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

Le Propriétaire n'est pas assujettie à la TVA.

#### *Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

#### *Révision du montant subventionné- Art 55.4 du RBF*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

#### **Où il rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix souhaite aider la conservation, la rénovation et la valorisation du Patrimoine sur son territoire.
- Que la demande de subvention est présentée aux instances délibératives du Conseil de Territoire du Pays d'Aix à la condition expresse de la production de l'arrêté de subvention signée entre le propriétaire et l'État au titre de l'opération concernée ainsi que les clauses d'ouverture au public de ces monuments.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement pour un montant de 7 663,72 € TTC à Madame Laure de Saboulin Bollena propriétaire du Château de LANFANT.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et Madame Laure de Saboulin Bollena propriétaire du Château de LANFANT.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162485, Nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI485AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 274**

**Attribution d'une subvention en investissement à l'association Festival International d'Art Lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003-A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du

territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Pour mémoire, rappelons que par délibération n°2003\_A285 le Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2003 a décidé de l'intérêt communautaire du projet du Festival international d'Art Lyrique et de l'Académie Européenne de Musique (FIAL/AEM).

Chaque année, une subvention d'investissement est versée au FIAL afin de permettre le renouvellement du parc de matériel scénique et le financement des travaux d'aménagement des lieux qui font l'objet d'une mise à disposition permanente. Cette disposition figure dans la convention d'objectifs pluriannuelle en cours de renouvellement signée par l'État, la Région Sud, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire du Pays d'Aix, la Ville d'Aix-en-Provence, et qui précise : L'État, la Région, le Département, la Communauté du Pays d'Aix et la Commune d'Aix-en-Provence contribueront au financement de l'acquisition et du renouvellement des équipements nécessaires à l'accomplissement du projet et, pour les partenaires que cela concerne, au financement des travaux d'aménagement des lieux qui font l'objet d'une mise à disposition permanente ou qui sont loués par le Festival.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé d'apporter une aide en investissement au Festival International d'Art Lyrique et de l'Académie Européenne de Musique d'une part pour l'acquisition de matériel et outillage technique et, d'autre part pour la réalisation de travaux d'agencement et d'aménagement, acquisition de logiciels et interface billetterie.

Les objectifs sont les suivants:

- Améliorer, compléter ou remplacer le matériel d'exploitation technique notamment aux ateliers du Festival à Venelles et dans les bureaux de l'Archevêché.
- Réduire les coûts d'électricité par l'installation de climatisation réversible et améliorer les conditions de travail des salariés par l'installation de gaines de ventilations plus performantes (traitement de l'air).
- Travaux d'agencement pour l'entretien, l'amélioration des équipements communs Création d'une nouvelle interface Billetterie et développement d'un module du logiciel métier afin de gérer les stocks des costumes et décors du Festival.

La convention conclue pour cette opération d'investissement précise en particulier les objets du



financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement.

Elle est conclue pour une durée de 2 ans et pourra être prolongée.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'investissement est le suivant :

	Recettes	% Financement du HT
TOTAUX	326 903,77 €	100
État Ministère de la Culture	70 000 €	21,41
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	160 000 €	48,95
Département des Bouches-du-Rhône	80 000 €	24,47
Fonds propres	16 903,77	5,17

**Base de calcul - Art 54.3 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)**

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

Le Festival International d' Art Lyrique et de l'Académie Européenne de Musique est assujéti à la TVA.

**Modalités de versement- Art 55 du RBF**

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

**Révision du montant subventionné- Art 55.4 du RBF**

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

A titre d'information, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 a voté une subvention de 930 000 € en fonctionnement au Festival international d' Art Lyrique et de l'Académie Européenne de Musique pour l'exercice 2020. Par ailleurs, un autre dossier de demande de subvention en investissement pour les Atelier de Venelles a été déposé par le FIAL pour un montant de 50 000 € N°GU 2020\_01417.

Il est donc proposé de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant total de 160 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention respective annexée au présent rapport avec le Festival d'Art Lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence pour l'acquisition de matériel et outillage technique, pour la réalisation de travaux d'agencement et d'aménagement, acquisition de logiciels et interface billetterie (N° G.U : 2020-01007).

Sont annexés au présent rapport:

Le projet d'investissement 2020.

Le plan de financement 2020.

Le bail, (convention de location) entre le Festival International d'Art Lyrique et le Département des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la



Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1:**

Est attribuée une subvention en investissement à l'association Festival d'Art Lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence, telle que présentée dans le présent rapport pour un montant total de 160 000,00 €.

**Article 2:**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Festival d'Art Lyrique et l'académie européenne de musique d'Aix-en-Provence.

**Article 3:**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4:**

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: Subventions Grands opérateurs : opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 275**

**Attribution d'une subvention en investissement à l'association Ballet Preljocaj, Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003\_A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence est signataire d'une convention d'objectifs pluriannuelle signée entre l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence.

Cette convention, signée pour les années 2019, 2020, 2021 et annexée au présent rapport, précise dans son article 1: «La mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de financement et les relations avec ses partenaires institutionnels, les conditions de suivi et d'évaluation

du projet. Les partenaires publics contribuent financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel. ».

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Il est sollicité ici par le Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence pour répondre à des besoins de finition de l'espace d'entrée de la salle du Pavillon Noir, à une amélioration de fonctionnement du système réseau du Pavillon Noir et des outils de communication en tournée et à des besoins en matériel technique pour la salle du Pavillon noir et les tournées du Ballet.

La convention conclue pour cette opération précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement.

Elle est conclue pour une durée de 2 ans et pourra être prolongée, notamment en raison de la pandémie COVID sur le Territoire, par voie d'avenant.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'investissement est le suivant :

	TTC	HT	% Financement
Montant total des investissements	149 976 €	124 980 €	100 %
Métropole Aix-Marseille-Provence		50 000 €	40 %
Territoire du Pays d'Aix			
Région SUD		40 000 €	32 %
Fonds propres		34 980 €	28 %

#### *Base de calcul - Art 54.3 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

Le Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence est assujéti à la TVA.

#### *Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.
- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la

signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

#### *Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

A titre d'information, par délibération n°2019\_CT2\_727, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 a voté une subvention en fonctionnement de 600 000 EUROS (SIX CENT MILLE EUROS)—au Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence pour l'année 2020.

Par ailleurs, par délibération n°CSGE020-7637/19/BM, la Métropole Aix-Marseille-Provence a voté une subvention en fonctionnement au Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence d'un montant de 20 000 € (VINGT MILLE EUROS) pour l'année 2020.

Il est donc proposé, de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant total de 50 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention respective annexée au présent rapport avec l'opérateur suivant: Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence (GU n°2020\_01008).

Sont annexés au présent rapport:

- La convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence.
- Le projet d'investissement détaillé 2020.
- Le plan de financement détaillé 2020 est annexé au présent rapport.
- La convention d'objectifs Pluriannuelle signée entre le Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence et l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille

Provence – Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.
- La délibération n°2003-A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle.
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

##### **Délibère**

###### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention en investissement d'un montant de 50 000,00 € (CINQUANTE MILLE EUROS) à l'association Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence .

###### **Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Ballet

Preljocaj Centre Chorégraphique National d'Aix-en-Provence.

###### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

###### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: Subventions Grands opérateurs opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

###### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

###### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

###### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

###### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

###### **2020 CT2 276**

**Attribution d'une subvention de fonctionnement au CIAM - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de

soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est aujourd'hui proposé, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Centre International des Arts en Mouvements (CIAM) pour un montant total de 50 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au présent rapport.

La demande de soutien formulée par le CIAM est exceptionnelle, et a pour objectif de soutenir l'association au regard d'une conjoncture 2020 liée à la COVID-19 particulièrement défavorable. Contraint de fermer ses portes du 13 mars au 8 juin, le CIAM a été durement touché par la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19. Ce sont en tout 41 ateliers d'enseignement artistique pour 264 élèves, 11 semaines de pratique pour les 450 élèves de l'école de cirque, 46 rendez-vous artistiques qui devaient rassembler plus de 20 000 spectateurs, dont un cabaret arts-sciences inédit créé en partenariat avec Aix-Marseille Université qui faisait monter sur la même piste artistes et chercheurs en sciences humaines du CNRS pour des propositions à la croisée de leur univers, et 16 projets en partenariat avec des entreprises du territoire qui s'apprêtaient à toucher plus de 2200 salariés, qui ont été annulés durant ces trois mois. Le CIAM a fait passer une partie de ses 13 salariés au chômage partiel, et a vu fondre deux tiers de ses ressources propres. Depuis quatre ans, on relèvera que si le budget a augmenté, il a aussi abouti à un résultat positif chaque année, hors le résultat 2018 en léger recul en raison de l'arrêt des contrats aidés.

Comme l'illustre le tableau ci-dessous, l'équilibre financier avait néanmoins été retrouvé dès 2019.

	Résultat net	Budget réalisé
2016	88 806€	1 032 155€
2017	10 796€	1 065 220€
2018	-10 183€	1 179 187€
2019	11 032€	1216045€
2020 antérieur -covid		Prévisionnel : 1 323 000€

Par ailleurs, le CIAM, loin de rester inactif après cette crise majeure, et conscient de l'urgence à renouer des relations entre les artistes et le public après trois mois de confinement, le CIAM s'est rapidement mobilisé pour son territoire.

Dès le mardi 9 juin, son école de pratique amateur des arts du cirque a rouvert, offrant la possibilité à ses élèves de pratiquer les arts du cirque dans une version sans-contact, selon les normes en vigueur à cette date. Parallèlement, le CIAM a adapté son Festival Jours [et nuits] de cirque(s) en une version inédite : un Festival Jours [et nuits] de cirque(s) sans fin du 12 juin au 27 septembre, proposant tous les week-ends des spectacles de cirque contemporain en plein air et à jauge limitée, dans le respect des mesures sanitaires en vigueur.

Près de 8 000 spectateurs et 30 compagnies ont été accueillis pendant ces 107 jours de festivités circassiennes.

Enfin, désireux de penser des solutions positives pour la reprise rapide du secteur culturel, le CIAM s'est engagé aux côtés de la French Tech Aix Marseille, le Festival International d'Art Lyrique d'Aix-en-Provence, le MUCEM, Altran et Circusnext, dans un laboratoire d'utopies concrètes intitulé TILT. Par sa réactivité et son agilité, par son engagement pour ses habitants, le CIAM a démontré combien il était indispensable pour les acteurs culturels de se mobiliser face à la pandémie et ainsi construire la cohésion sociale sur son territoire.

Le fonds d'intervention à destination des associations sollicité ici par Centre International des Arts en Mouvements (CIAM) se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Il précise:

#### Article 58 Modalités de calcul

Article 58.1 – Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.



#### Article 58.4 - Révision du montant subventionné

Pour les subventions globales, le montant définitif de la subvention accordée peut, notamment en application de la convention conclue avec le bénéficiaire, être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'organisme bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels de l'organisme.

#### Article 59 Modalités de versement

Subventions accordées à un organisme de droit privé :

Pour les subventions globales, les modalités de versement sont précisées dans le cadre d'une convention avec le bénéficiaire.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

#### Article 59.1 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire de la subvention peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème, et dans la limite de 80% de la subvention.

#### Article 59.2 – Versement d'avances

Un organisme peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite d'un seuil à définir par convention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

#### Article 59.3 - Demande de solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production pour une subvention globale des comptes annuels de l'organisme.

Les comptes annuels ou le compte rendu financier comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Il convient de rappeler que le Centre International des Arts en Mouvement dispose d'une convention d'objectifs pluriannuelles et multipartites, annexée au présent rapport.

A titre d'information, le Centre International des Arts en Mouvement a bénéficié pour l'exercice 2020 - d'une subvention en fonctionnement d'un montant de 100 000 € pour le fonctionnement globale – Délibération 2019\_CT2\_728 du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019.

- d'une subvention en fonctionnement d'un montant de 150 000 € pour le Festival Jours et Nuits de Cirque – Délibération 2019\_CT2\_728 du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019.

Par ailleurs, des dossiers de demandes de subventions sont actuellement à l'instruction. Ils concernent :

- Une demande de subvention en fonctionnement à la Direction des Sports dans le cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives (PRODAS) d'un montant de 4 500 € - N°2020\_00135 présentée au Conseil de Territoire du 8 octobre 2020.

- Une demande de subvention en investissement à la Direction de la Culture d'un montant de 19 200 € - N°2020\_00802 est présentée au Conseil de Territoire du 16 novembre 2020.

L'attribution des subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation d'une convention d'objectifs et de moyens. Celle-ci est annexée à la présente délibération.

**Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention pour un montant de 50 000 € au Centre International des Arts en Mouvement dans le cadre du fonds d'intervention aux associations.**

N°100	Nom de l'association	Objet Social	Membrement	Lieu de l'action	Date projet	Subvention n° 1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée (montant de l'Etat d'Aix)	Subvention sollicitée ville	Montant proposé	Date Commission	Date Conseil de Territoire
2020_00135	CIAM	Promotion / formation cirque	Fonctionnement et général	Aix-en-Provence	Année 2020	100 000,00 €	1 158 000,00 €	50 000,00 €	100 000,00 €	50 000,00 €	20/10/20	26/11/20
TOTAL : 50 000 €												

Ce qui porte la totalité des subventions en fonctionnement au titre de la Culture du Territoire du Pays d'Aix au CIAM pour l'exercice 2020 à 200 000 € (DEUX CENTS MILLE EUROS).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des



subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°2018\_CT2\_072 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 08 février 2018 approuvant une convention pluriannuelle d'objectifs avec le CIAM ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée pour l'exercice 2020, une subvention en fonctionnement au Centre International des Arts en Mouvement pour un montant total de 50 000 € (CINQUANTE MILLE EUROS).

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le CIAM.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 277**

**Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du d'agglomération du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune concernée et de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix

Les associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :  
*Modalités de versement - Art 59 du RBF :*  
 - 80% de la subvention après la notification de la subvention,

- Solde :

Dans le cadre du financement d'une action, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité et du compte-rendu financier de l'opération subventionnée.

Dans le cadre du financement du fonctionnement général, le solde de la subvention (20%) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat de l'association. S'ils sont provisoires, les documents définitifs devront être fournis au plus tard le 31 mars de l'exercice N+1.

Les subventions inférieures à 5 000 € (CINQ MILLE EUROS) pourront faire l'objet d'un versement unique avec un contrôle a posteriori.  
 Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, la Métropole se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

**Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de deux subventions de fonctionnement pour un montant total de 5 000 € (CINQ MILLE EUROS) dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.**

N°01	Nom de l'association	Objet Social	Mandatation	Lieu de l'action	Dates projet	Subvention n°1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Subvention sollicitée ville	Montant proposé	Date Commission	Date Conseil de Territoire
2020-00926	Fondation St Julien Perse	Promouvoir la donation poète-diplomate faite à la ville d'Aix-en-Provence. Conserver, vivre son patrimoine, faire connaître son œuvre et la poésie contemporaine par le biais de rencontres, lectures, expositions, ...	Cycle Paul Claudel	Aix-en-Provence	Juin à novembre 2020	2 500,00 €	14 000,00 €	4 000,00 €	Aix-en-Provence 3 000,00 €	2 500,00 €	28/10/20	16/11/20
2020-01016	Théâtre et chansons	La création, la promotion et la diffusion de spectacles mêlant la musique, la danse et le théâtre, la promotion à ces disciplines et toutes les formes d'animations qu'elles suscitent.	Les printemps du petitduc -- Festival 2020	Aix-en-Provence	09/10/20 au 18/12/20	2 500,00 €	32 860,00 €	4 000,00 €	Aix-en-Provence 3 333,00 €	2 500,00 €	28/10/20	16/11/20
<b>Total : 5 000 €</b>												

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

#### Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et

l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont attribuées pour l'exercice 2020 deux subventions en fonctionnement pour un montant total de 5 000 €, telles que présentées dans le tableau ci-dessus.

### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2020 CT2 278**

**Attribution d'une subvention en investissement à l'association HEXALAB - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003-A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoit dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Il est sollicité ici par l'association HEXALAB (N°GU 2020-01010) pour l'acquisition de matériel technique pour la réalisation d'un dôme immersif projet « Immersive 360° ». Il s'agit ici d'un projet pour traiter la question des nouveaux usages de la réalité virtuelle et des contenus interactifs en immersion. Le détail technique de cette opération est annexé au présent rapport.

Pour 2020, HEXALAB prévoit de finaliser le développement et le prototypage de son projet de réalité virtuelle « immersive 360 » qui vise à proposer un espace immersif à 360° à grande capacité d'accueil, à l'intérieur duquel seraient intégrées et développées les dernières technologies de réalité virtuelle et augmentée. L'association prévoit également de participer au projet « Puits de Science » au Puy Morandat notamment par une exposition, la constitution d'un consortium de partenaires ou encore l'animation d'ateliers pour la fête de la science, et enfin d'approfondir son partenariat déjà établi avec Seconde Nature dans le cadre de l'organisation des biennales des Arts Numériques qui se dérouleront au début du mois de décembre 2020 en partenariat avec Aix-Marseille French Tech.

Le coût global de cette opération est estimé à 101 544,50 € HT

Le budget prévisionnel détaillé de cette opération est annexé au présent rapport.

La convention conclue pour cette opération précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement. Elle est conclue pour une durée de 2 ans et pourra être prolongée par

voie d'avenant, notamment en raison de l'évolution de la pandémie COVID sur le Territoire.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'investissement est le suivant :

	HT	% Financement
Montant total des investissements	101 544,50 €	100
Ville d'Aix-en-Provence	20 000 €	19,70
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	45 000 €	44,31
Région SUD	20 000 €	19,70
Fonds propres & Mécénat	16 544,50 €	16,29

La participation du Territoire du Pays d'Aix correspondant à 44,31 % du budget prévisionnel HT.

*Base de calcul - Art 54.3 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

L'association HEXALAB est assujettie à la TVA.

*Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

*Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au

montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

A titre d'information, par délibération n°2020\_CT2\_179, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 a voté une subvention en fonctionnement de 8 000 EUROS (HUIT MILLE EUROS) à l'association HEXALAB (N°GU 2020-01397) pour le projet « Immersive 360 ° » dans le cadre des interventions économiques.

Par ailleurs, le Ministère de la Culture, par convention d'objectifs et de financement contribue financièrement à la réalisation de ce projet mené par HEXALAB pour un montant prévisionnel de 30 000 € (TRENTE MILLE EUROS). Cette aide s'inscrit dans le cadre des subventions de fonctionnement « Appel à projets « Services numériques innovants ». Cette convention est annexée au présent rapport.

Il est donc proposé, de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement à l'association HEXALAB d'un montant total de 45 000 € (QUARANTE CINQ MILLE EUROS) dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention respective annexée au présent rapport avec l'opérateur suivant: HEXALAB (N°GU 2020-01010).

Sont annexés au présent rapport:

- La convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association HEXALAB.
- Le projet d'investissement détaillé 2020.
- Le plan de financement détaillé 2020.
- La convention de financement avec le Ministère de la Culture.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;



- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention en investissement d'un montant de 45 000,00 € (QUARANTE CINQ MILLE EUROS) à l'association HEXALAB.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association HEXALAB.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: Subventions Grands opérateurs : opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 279**

**Attribution d'une subvention en investissement à l'association AIX QUI ? -Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003-A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Il est sollicité ici par l'association AIX QUI ? (GU N°2020-01029) pour l'acquisition de matériel technique et recevoir les musiciens du Pays d'Aix dans de meilleures conditions. Le matériel est le suivant:

- 1 x Behringer UTRACK X32 Set
- 1 x dB Technologies Sigma System 7.6
- 1 x Crown Xti 6002
- 3 x Neumann KMS 105



#### 4 x Showtec Performer Profile Mini

Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'investissement est le suivant :

	Recettes	% Financement du HT
TOTAL	10 371 €	100%
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	10 000,00 €	96,42 %
Fonds propres	371 €	3,58 %

#### *Base de calcul - Art 54.3 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

L'association AIX QUI? est assujettie à la TVA.

#### *Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

#### *Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée,

effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

A titre d'information, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 a voté deux subventions en fonctionnement pour l'exercice 2020 à l'association Aix Qui? pour les opérations suivantes : Class Rock pour 45 000 € et le Tour en Pays d'Aix pour un montant total de 100 000 € soit un total de 145 000 €.

Il est donc proposé, de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement à l'association AIX QUI? (N° GU 2020-01029) d'un montant total de 10 000 € (DIX MILLE EUROS) dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention respective annexée au présent rapport.

Sont annexés au présent rapport:

- La convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association AIX QUI ?.
- Le projet d'investissement détaillé 2020.
- Le plan de financement détaillé 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

## Délibère

### Article 1:

Est attribuée une subvention en investissement d'un montant de 10 000,00 € (DIX MILLE EUROS) à l'association AIX QUI ?.

### Article 2:

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association AIX QUI ?.

### Article 3:

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 4:

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: Subventions Grands opérateurs : opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

### 2020 CT2 280

Attribution d'une subvention en investissement au CIAM - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003-A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Il est sollicité ici par l'association Centre International des Arts en Mouvements - CIAM (N°G.U 2020-00802) 19 200 € pour remplacer la toile et les haubanages du chapiteau pédagogique des arts du cirque du CIAM, afin de garantir la sécurité de ses publics.

La convention conclue pour cette opération précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement.

Elle est conclue pour une durée de 2 ans et pourra être prolongée par voie d'avenant, notamment en raison de l'évolution de la pandémie COVID sur le Territoire.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'investissement est le suivant :

	Recettes	% Financement
Montant total des investissements	48 200 €	100 %
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix	19 200 €	39,83
Ville d'Aix-en-Provence	19 200 €	39,83
Autofinancement	9 800 €	20,34

La participation du Territoire du Pays d'Aix correspondant à 39,83 % du budget prévisionnel.

*Base de calcul - Art 54.3 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

L'association Centre International des Arts en Mouvements n'est pas assujettie à la TVA.

*Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

*Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

A titre d'information, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 a voté deux

subventions au Centre International des Arts en Mouvements pour l'année 2020. La première d'un montant de 100 000 € pour le fonctionnement général et une seconde pour le festival « Jours et nuits de cirque » d'un montant de 150 000 € (Délibération 2019\_CT2\_728).

Par ailleurs, le Centre International des Arts en Mouvements a déposé un autre dossier de demande de subvention dans le cadre du PRODAS sollicitant la Direction des Sports du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 4 500 € pour le projet Animation et découverte du cirque (GU N°2020\_00135 ) sur l'exercice 2020. Cette demande a été présentée au Conseil de Territoire du 8 octobre 2020.

En outre, le Centre International des Arts en Mouvements a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour une subvention complémentaire en fonctionnement en raison de la pandémie COVID 19 d'un montant de 50 000 €. Cette demande sera présentée au Conseil de Territoire du 16 novembre 2020 (N° GU 2020\_01476).

Il est donc proposé, de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant total de 19 200 € (DIX NEUF MILLE DEUX CENTS EUROS) à l'association Centre International des Arts en Mouvements (N°GU 2020-00802) dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention respective annexée au présent rapport.

Sont annexés au présent rapport:

- La convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Centre International des Arts en Mouvements.
- Le projet d'investissement détaillé 2020.
- Le plan de financement 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;

- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention en investissement d'un montant de de 19 200 € (DIX NEUF MILLE DEUX CENTS EUROS) à l'association Centre International des Arts en Mouvements.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Centre International des Arts en Mouvements.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: Subventions Grands opérateurs : opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 281**

**Attribution d'une subvention en investissement à l'association culturelle ANONYMAL - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003-A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Il est sollicité ici par l'association ANONYMAL (N°G.U 2020-01009) une subvention de 12 000 € pour poursuivre la mise à jour du parc informatique de la Maison Numérique, pour réaliser les actions de médiation (PC fixes et portables, tablettes, écrans



et TV, périphériques multimédia), de s'équiper avec du petit matériel de Fablab (découpe laser, découpe vinyle, scanner 3D, casque VR, matériel de prototypage électronique...) pour développer un pôle ressources numériques au cœur du quartier pour les associations, entrepreneurs établissements scolaires et le grand public et de s'équiper avec du petit mobilier (tables, chaises, bibliothèques, fauteuils, cloison amovibles...) pour développer un espace de travail partagé et un espace détente.

La convention conclue pour cette opération précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement.

Elle est conclue pour une durée de 2 ans et pourra être prolongée par voie d'avenant, notamment en raison de l'évolution de la pandémie COVID sur le Territoire.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'investissement est le suivant :

	Recettes	% Financement
Montant total des investissements	23 400 €	100
Métropole Aix-Marseille-Provence	12 000 €	51,28
Territoire du Pays d'Aix		
AAP SUDLABS	6 720 €	28,72
Autofinancement	4 680 €	20,00

La participation du Territoire du Pays d'Aix correspondant à 51,28 % du budget prévisionnel.

*Base de calcul - Art 54.3 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

L'association ANONYMAL n'est pas assujettie à la TVA.

*Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature

de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

*Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

A titre d'information, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 a voté pour l'exercice 2020 à l'association ANONYMAL une subvention de fonctionnement de 43 000 € (Délibération N° 2019\_CT2\_733).

Par ailleurs, le Conseil de Territoire du 15 mai 2020 a voté dans le contexte sanitaire et économique une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 € (DIRECO n° GU 2020-00638 -Décision 2020\_CT2\_008).

Il est donc proposé, de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant total de 12000 € (DOUZE MILLE EUROS) à l'association ANONYMAL dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention respective annexée au présent rapport.

Sont annexés au présent rapport:

- La convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association ANONYMAL
- Le projet d'investissement détaillé 2020.
- Le plan de financement 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;



- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil de communauté de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention en investissement d'un montant de 12 000 € (DOUZE MILLE EUROS) à l'association ANONYMAL.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association ANONYMAL.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: Subventions Grands opérateurs : opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP

Vote sur le rapport

Inscrits	58
----------	----

Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 282**

**Attribution d'une subvention en investissement à l'association THEATRE ET CHANSONS - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003-A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoit dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Il est sollicité ici une subvention de 5 000 € par l'association THÉÂTRE ET CHANSONS (GU N°2020-01015) qui gère la Salle du «Petit Duc» à Aix-en-Provence pour :

- L'optimisation du dispositif de captation audiovisuelle : achat de caméras, convertisseurs, câblages, encodeurs...
- L'installation du matériel nécessaire à la retransmission
- La modernisation et le remplacement de matériels son et lumière de la salle de concerts :
- Le remplacement de la console lumières devenue défectueuse
- L'évolution du parc lumière

Le plan de financement prévisionnel de cette opération d'investissement est le suivant :

La participation du Territoire du Pays d'Aix pour cette opération correspond à 22,40% du coût de l'investissement.

*Base de calcul - Art 54.3 du Règlement Budgétaire et Financier (RBF)*

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ». Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

L'association THÉÂTRE ET CHANSONS est n'est pas assujettie à la TVA.

*Modalités de versement - Art 55 du RBF*

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.

- Le versement du solde en année N+1 ne peut être effectué en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Il est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes acquittées. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

*Révision du montant subventionné - Art 55.4 du RBF*

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire prévus. Elle fait dans ce cas l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement en cas de trop-perçu.

A titre d'information, THÉÂTRE ET CHANSONS a sollicité le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (GU N° 2020\_01016) pour une demande de subvention en fonctionnement d'un montant de 4 000 €. Cette demande sera présentée au Conseil de Territoire du 16 novembre 2020 pour un montant de 2 500 €.

Il est donc proposé, de procéder à l'attribution d'une subvention en investissement à l'association THÉÂTRE ET CHANSONS (N° GU 2020-01015) d'un montant total de 5 000 € (CINQ MILLE EUROS) dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention respective annexée au présent rapport.

Sont annexés au présent rapport:

- La convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association THÉÂTRE ET CHANSONS
- Le projet d'investissement détaillé 2020.
- Le plan de financement détaillé 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020

portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

**Article 1:**

Est attribuée une subvention en investissement d'un montant de 5 000,00 € (CINQ MILLE EUROS) à l'association THÉÂTRE ET CHANSONS.

**Article 2:**

Est approuvée la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association THÉÂTRE ET CHANSONS.

**Article 3:**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4:**

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: Subventions Grands opérateurs : opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2020 CT2 283**

**Attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles - Approbation d'une convention d'objectifs et de moyens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles (demande GU N°2020-00039) pour un montant total de 80 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au présent rapport.

Le fonds d'intervention à destination des associations sollicité ici par la Fondation du Camp des Milles se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,

• Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Les associations sont soumises aux règles de paiement du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Il précise:

#### *Article 58 Modalités de calcul*

Article 58.1 – Modalités de calcul d'une subvention globale

Les subventions globales sont déterminées au vu de l'objet de l'organisme considéré et du programme d'actions qu'il se fixe pour atteindre les objectifs qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser cet objet. Le montant de ces subventions peut être fixé à un niveau prenant en compte des conditions d'équilibre du budget de l'organisme bénéficiaire.

#### *Article 58.4 - Révision du montant subventionné*

Pour les subventions globales, le montant définitif de la subvention accordée peut, notamment en application de la convention conclue avec le bénéficiaire, être révisé en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'organisme bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels de l'organisme.

#### *Article 59 Modalités de versement*

Subventions accordées à un organisme de droit privé :

Pour les subventions globales, les modalités de versement sont précisées dans le cadre d'une convention avec le bénéficiaire.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

#### *Article 59.1 - Versement d'acomptes*

Le bénéficiaire de la subvention peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème, et dans la limite de 80% de la subvention.

#### *Article 59.2 – Versement d'avances*

Un organisme peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite d'un seuil à définir par convention. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

#### *Article 59.3 - Demande de solde*

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la

subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production pour une subvention globale des comptes annuels de l'organisme.

Les comptes annuels ou le compte rendu financier comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

A titre d'information, pour l'exercice 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a voté une subvention de fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles d'un montant de 80 000 € pour l'exploitation du site mémorial (délibération n°2019\_CT2\_369).

Une autre subvention en investissement d'un montant de 121 838,48 € a été attribuée par le Bureau de la Métropole à la Fondation du Camp des Milles (CSGE 002-7031 19 BM) le 24 octobre 2019 pour le renforcement de l'accueil des publics scolaires et adultes et la création de nouveaux espaces muséographiques.

Par ailleurs, la Fondation du Camp des Milles a déposé un autre dossier de demande de subventions en fonctionnement à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire de Marseille pour l'exercice 2020 d'un montant de 100 000 € (N°GU 2020\_00038).

L'attribution des subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation d'une convention d'objectifs et de moyens. Celle-ci est annexée à la présente délibération.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention pour un montant de 80 000 € à la Fondation du Camp des Milles (Demande GU N°2020-00039) dans le cadre du fonds d'intervention aux associations.

N°G U	Nom association	Manifestation	Dates projet	Subvention n-1	Subvention n-2	Total budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	Montant proposé	Date CT
2020_00039	Fondation du Camp des Milles	Fonctionnement général	Année 2020	80 000 €	100 000 €	3478 109 €	100 000 €	80 000 €	16/11/20

TOTAL : 80 000 €

**TOTAL : 80 000 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.
- La délibération n°2003\_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle;
- La délibération n°HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 28 octobre 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée pour l'exercice 2020, une subvention en fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles pour un montant total de 80 000 € (QUATRE VINGT MILLE EUROS).

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec la Fondation du Camp des Milles.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	50
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	50
Majorité absolue	26
Pour	50
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**